LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 20 (SEPTEMBRE-OCTOBRE 1948).

NOTE DE LA RÉDACTION

Il n'est pas besoin de signaler aux lecteurs de la Pensée *l'intérêt de l'article qui ouvre ce numéro : ils seront tous heureux d'apprendre que l'œuvre grandiose annoncée il y a trois ans, l'Encyclopédie de la Renaissance française, commencera à paraître dans quelques mois.*

Ils nous sauront gré d'ajouter à l'article de Marcel Prenant quelques renseignements précis sur les conditions de cette publication.

L'Encyclopédie est publiée en fascicules indépendants qui pourront être réunis ultérieurement sous une reliure mobile. Chaque fascicule de format in-quarto carré (le format même de la Pensée*) aura de* 64 *à* 80 *pages et, dans les conditions actuelles, sera vendu entre* 100 *et* 150 *francs.*

Les souscriptions sont reçues au siège provisoire de l'Encyclopédie de la Renaissance française, 47*, boulevard Saint-Michel, Paris,* 5e*. (C.C. Postaux : Paris* 233.38*). Les souscripteurs peuvent à leur gré recevoir soit tous les fascicules au fur et à mesure de leur publication, soit les fascicules d'une série qu'ils désigneront, comme Histoire, Mathématiques, Médecine, Economie politique, Arts, Philosophie, etc., soit seulement les fascicules de leur choix. Les souscriptions parvenues avant le* 1er *novembre* 1948 *bénéficient d'une remise sur le prix de parution.*

Parmi les premiers fascicules à paraître, nous pouvons mentionner les suivants, dont les auteurs sont des collaborateurs de la Pensée*, bien connus et très appréciés de nos lecteurs :* les Théories de l'évolution *par Marcel Prenant,* l'Art et la Raison, *par Francis Jourdain ;* la Valeur, *par Henri Denis ;* Pascal, *par Henri Lefebvre ;* le Langage, *par Marcel Cohen ;* 1948, printemps des peuples en Europe centrale, *par Emile Tersen ;* l'Afrique du Nord, *par Jean Dresch ;* le Cinéma, *par Georges Sadoul ;* les Problèmes de la Liberté, *par Roger Garaudy, etc.*

*
* *

Nous publierons dans les prochains numéros de *la Pensée*, en plus des articles déjà annoncés, et en particulier de notre série sur la Psychanalyse, qui débutera en décembre, les articles suivants :

La Télévision, par André Langevin ;

L'Eglise, le communisme et la « question sociale », par Etienne Chollet ;

David et les Romains, par Hélène Parmelin.

*
* *

En juin 1939, lorsque paraissait le premier numéro de *la Pensée*, au prix de 16 francs, l'affranchissement d'une lettre coûtait 0 fr. 90. En octobre 1948, le numéro 20 de la nouvelle série de notre revue coûte 100 francs, soit un peu plus de six fois le prix de 1939, et l'affranchissement d'une lettre coûte 10 francs, soit plus de onze fois le prix de 1939.

Si nous suivions l'exemple du gouvernement, c'est donc 180 francs que nous devrions vendre un numéro de *la Pensée*. Pour nous permettre de maintenir le prix actuel et de résister à la folle augmentation du coût de la vie qu'encourage la politique gouvernementale, nous prions instamment tous nos amis de susciter autour d'eux de nouveaux abonnements.

*
* *

Les grandes conférences de la Sorbonne organisées par les Amis de la Pensée *reprendront au milieu de novembre. Nous sommes sûrs qu'elles auront le même retentissement que celles de l'an dernier, dont la publication a commencé aux Editions sociales.*

L'ENCYCLOPÉDIE DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE VA PARAITRE

par Marcel PRENANT

En publiant dans de précédents numéros le texte des discours prononcés le 10 juin 1945 au Palais de Chaillot par Paul Langevin et Henri Wallon [1], *la Pensée* a depuis longtemps fait connaître à ses lecteurs le projet dont Paul Langevin fut, au lendemain de la Libération, le promoteur enthousiaste, et autour duquel il groupa des savants, des techniciens, des artistes, des écrivains patriotes : donner au relèvement de notre pays un outil intellectuel maniable aussi bien par l'ouvrier, le paysan, l'artisan que par l'étudiant, le médecin ou l'ingénieur. Cet outil devait être l'*Encyclopédie de la Renaissance française*.

Ce titre ne représentait pas seulement un hommage, mais aussi un programme. Voilà deux cents ans que la première Encyclopédie, celle de Didérot et d'Alembert, a fait le point des connaissances et de la raison humaines. Dans l'inventaire des données scientifiques alors acquises, elle a accordé une large place aussi aux applications de la science, aux métiers, aux procédés de l'artisan, aux techniques manufacturières. Elle était ainsi le miroir de la classe montante, de la bourgeoisie qui devait son émancipation progressive vis-à-vis du monde féodal à son activité économique, et qui était à la veille de la parachever par la conquête du pouvoir politique. A cette bourgeoisie ascendante de la fin du XVIIIe siècle, l'Encyclopédie a donné la conscience nette de sa force profonde : elle a été un ferment essentiel du mouvement révolutionnaire.

Mais depuis deux siècles l'humanité a changé plus qu'elle ne l'avait fait auparavant depuis sa préhistoire. Sciences et techniques ont progressé à un rythme qui se fait toujours plus rapide et qui souvent rend dérisoires nos prévisions elles-mêmes. Elles ont été portées par le commerce et l'expansion du capitalisme jusqu'aux pays les plus reculés. Les bornes du monde terrestre ont été atteintes et seront sans doute dépassées demain, vers le moment où l'atome et le noyau atomique lui-même cessent d'être des particules insécables et où s'ouvrent pour l'humanité soit des perspectives toutes nouvelles de bien-être, soit d'effroyables possibilités de destruction.

Cette vitesse exceptionnelle du développement technique a été de pair avec une vitesse exceptionnelle de l'évolution sociale. Pour la première fois dans l'histoire, une classe dominante, celle-là même qui, au cours de son ascension, avait inspiré la grande Encyclopédie, se trouve épuisée en moins de deux siècles. Celle qui la suit s'est formée et a mûri dans le même temps ; elle a pris déjà le pouvoir politique et bâti le socialisme sur un sixième de la terre. La haute conjoncture technique de l'époque actuelle permet d'escompter que du bouleversement où nous sommes sortira une humanité rénovée, pour la première fois maîtresse con-

1. Voir le discours d'Henri Wallon dans le numéro 4 (juillet-août-septembre 1945), pp. 17-22, et celui de Paul Langevin dans le numéro 12 (mai-juin 1947), pp. 8-12.

sciente, grâce à la méthode matérialiste dialectique, des lois qui la régissent comme des lois qui régissent la nature, et pour la première fois unie dans la domination des unes comme des autres.

Les Encyclopédistes ne pouvaient prévoir tout cela, quelle que fût leur confiance dans l'esprit humain et dans l'industrie humaine. C'est pourquoi, tout en nous proclamant avec admiration et respect leurs continuateurs, nous devons faire un nouveau bilan en fonction de la situation actuelle, souhaitant que pour la Renaissance française notre Encyclopédie soit aussi utile que l'ancienne l'a été en son temps.

*
* *

Depuis qu'a été formé ce plan grandiose, Paul Langevin nous a été enlevé par la mort. Henri Mougin, qui, lui aussi, animait l'Encyclopédie de son enthousiasme, est mort également. Leurs collaborateurs en ont été douloureusement atteints, et l'œuvre commune retardée, mais non pas abandonnée. Voici qu'elle se réalise, trois ans après son premier projet. Il nous a fallu un travail prolongé et collectif pour mettre au point notre plan et les détails d'exécution. Pendant des mois et des mois un Comité d'Etudes, formé de spécialistes de diverses disciplines, s'est donné à cette tâche de coordination, d'incessantes recherches et de minutieuses retouches, rencontrant bien des difficultés et des contradictions, qu'il n'a pu surmonter qu'au prix d'efforts répétés.

Précisant tout d'abord ses buts, le Comité d'Etudes en a déterminé trois essentiels : l'Encyclopédie doit être une synthèse des connaissances et des activités humaines ; elle doit être un instrument de recherches ; elle doit être une arme intellectuelle.

1° L'Encyclopédie doit être une synthèse, et non pas une somme. Il n'est donné à personne, de notre temps, de rassembler (ni d'ailleurs de lire) une documentation complète sur tout ce que les hommes pensent et font. Une telle tentative ne pourrait aboutir qu'à l'éclectisme et à la confusion. Nous n'écarterons pas l'érudition, lorsqu'elle aura un sens humain. Chaque article sera d'ailleurs écrit par un homme de compétence indiscutée, mais ce spécialiste s'astreindra à dépasser son érudition, et la présentation sera subordonnée au but synthétique dont est garant le plan général. Le Comité d'Etudes qui a établi le plan en contrôlera l'exécution de façon rigoureuse.

Le plan, le choix des faits et leur mise en valeur contribueront à donner à notre synthèse une originalité vigoureuse et sans affectation, originalité qui naîtra de la doctrine même qui nous guide et s'inspire de l'heure et de ses besoins. Nous entendons que chaque fascicule apporte en lui-même et par sa contribution à l'œuvre d'ensemble quelque chose de neuf. Ainsi notre Encyclopédie se distinguera profondément des autres collections encyclopédiques, et intéressera même le lecteur qui, par d'autres voies, aurait pu parvenir à la connaissance des mêmes faits, mais qui les retrouvera mis en relief dans un éclairage particulier.

2° L'Encyclopédie doit être un instrument d'études et de recherches. Jamais elle n'aura un caractère stérilement dogmatique. Jamais elle ne se contentera d'exposer sèchement des notions établies et assises, comme si elles avaient une valeur éternelle. Partout, et du fait même qu'elle en tentera une synthèse vraie, elle cherchera à les présenter dans leur devenir et à ouvrir des perspectives quant à leur évolution, espérant inciter par là ses lecteurs à des efforts personnels dont elle a

l'ambition d'être le guide. En bien des domaines, et notamment en ceux où les recherches n'exigent pas un appareil technique complexe et peuvent avoir un caractère régional ou local, de telles études ont chance d'être fructueuses et novatrices, surtout si elles sont réalisées collectivement. Les groupes d'Amis de l'Encyclopédie offrent déjà, pour cela, des assises solides. Les membres du Comité d'Etudes ont eux-mêmes le sentiment d'avoir fait de véritables recherches personnelles par leur contribution à l'élaboration collective du plan.

Celui-ci doit exprimer aussi le caractère ouvert de l'Encyclopédie. Si solidement soit-il établi au départ, il ne doit pas être immuable. Ni la vie, ni la science ne feront halte pendant que se poursuivra la publication. De grandes découvertes, d'énormes événements humains surviendront sans doute. Des chapitres déjà publiés deviendront caducs. Nous devrons remanier des sections plus ou moins étendues parce que des points de vue nouveaux auront dépassé les limites anciennes. Il faut que notre Encyclopédie, par son propre mouvement, reflète le mouvement dialectique du monde. C'est une des raisons pour lesquelles elle paraîtra sous forme de fascicules distincts et dans une large mesure indépendants, susceptibles d'être retirés de la vente pour être remis à jour. Le plan qui les relie entre eux s'est ménagé dès le début des possibilités d'adaptation à l'évolution ultérieure des sciences et des sociétés. Ainsi les grandes lignes en resteront-elles valables. Nous y avons fait à l'avance une large place à ce qui naît et croît, aux disciplines nouvelles et en plein essor surtout. Notre effort a tendu à faire craquer les cadres anciens traditionnels, et à en faire apparaître d'inattendus, plus conformes aux réalités actuelles. Malgré tout nous sommes certains que des modifications s'imposeront en cours de publication. Aussi, bien que le plan ait été établi au départ avec une parfaite précision, nous garderons-nous de le publier en détail. Ce serait pour nous un engagement que la vie de l'humanité ne nous permettrait pas de tenir sans rompre avec elle. Nous indiquerons seulement les lignes principales du plan et le nombre approximatif des fascicules qui s'y inséreront.

Pour un esprit moderne, les vieilles coupures catégoriques entre disciplines s'estompent de plus en plus, tandis que naissent des rapports entre des domaines très éloignés en apparence. En établissant le plan, le Comité d'Etudes en a souligné de curieux. Il a voulu surtout rendre évident le système complexe d'interrelations entre les activités qui touchent l'homme ou émanent de lui. A un même fascicule collaboreront s'il y a lieu, dans un esprit commun, tous les spécialistes susceptibles de réduire cette complexité à ses facteurs physiques ou sociaux sans les appauvrir ni les simplifier trop dans un but didactique.

3° L'Encyclopédie, enfin, doit être une arme intellectuelle. Nous faisons nôtre la formule de notre maître Paul Langevin, inspirée du matérialisme dialectique : « La pensée vient de l'action, et, chez un homme sain, retourne à l'action. »

Il nous intéresse donc assez peu de meubler les loisirs de lecteurs oisifs. Ils s'adonneraient en vain à une étude dont ils se condamneraient à ne retirer que des conclusions faussées par leur manque de contact avec la réalité. La tâche de l'homme est moins d'expliquer le monde que de le transformer selon ses fins. L'homme n'est assuré de comprendre le monde que dans la mesure où il peut vérifier l'efficacité de sa connaissance par son action. Vis-à-vis de la nature, l'Encyclopédie sera une arme intellectuelle, en fournissant aux travailleurs quels qu'ils soient, les moyens d'élever leur capacité technique et de mieux saisir les relations existant entre leur activité propre et les nécessités matérielles et sociales.

Mais à l'heure actuelle, la lutte technique contre la nature est assez en avance pour ne pas être le facteur déterminant du bonheur humain. Le grand obstacle aux fins humaines vient de la structure sociale périmée, et des intérêts particuliers

d'une classe dominante en décadence. Aussi accordons-nous une attention toute spéciale aux sciences de la société, à l'économie politique, à l'histoire, à la géographie, au droit, à la politique, car dans leur aspect historique, dans l'explication qu'elles donnent du monde présent, dans les aperçus qu'elles ouvrent sur l'avenir, elles sont dans ce domaine des armes intellectuelles indispensables.

*
* *

Les buts ainsi définis, il fallait, pour les réaliser, définir le public auquel nous entendons nous adresser. Nous voulons que l'Encyclopédie soit un outil de culture pour des travailleurs manuels, ouvriers, paysans, artisans, qui n'ont pour base qu'une instruction primaire, mais désirent la compléter et sont décidés à faire pour cela quelques efforts. Nous voulons, d'autre part, qu'elle puisse intéresser des étudiants, des instituteurs, des professeurs, des médecins, des avocats, des ingénieurs, des techniciens, des artistes, des hommes et des femmes dont beaucoup ont passé par les établissements de haut enseignement, mais qui, étant par là plus ou moins spécialisés, aspirent à élargir leur horizon. Nous nous flattons même, étant donnée la haute tenue qu'aura notre publication, que chacun y trouvera profit, jusqu'en des domaines proches de sa spécialité. Nous fournirons à nos lecteurs la preuve qu'un objectif de cette ampleur peut être atteint avec avantage pour les uns et les autres. Mettre les connaissances à portée de tous ne signifie pas les abaisser, et nous nous garderons de cette vulgarisation médiocre qui déforme les faits, falsifie les théories et, pour tout dire, méprise les lecteurs. L'apport des notions les plus sérieuses ne signifie pas non plus qu'on doive fatalement les envelopper d'un langage sibyllin et rebutant. Pour atteindre notre but il suffit, d'une part, de veiller soigneusement à ce que le langage reste simple et clair, à ce que les termes techniques soient réduits au minimum et à ce qu'ils ne soient pas employés sans avoir reçu au préalable une explication nette ; d'autre part, de s'assurer la possibilité d'un large exposé, bien ordonné, ne laissant rien dans l'ombre et ne procédant jamais par allusion à des faits mal connus du lecteur. A cette double condition, nous pensons que tout peut être expliqué, à l'échelle des buts que l'Encyclopédie s'assigne.

Mais cela conditionne son ampleur. Nous sommes arrivés à la conclusion que, pour intéresser les intellectuels et rester clair pour les travailleurs manuels, il nous faudra, en tout, mille fascicules environ, de 80 pages en moyenne. Il ne semble guère possible de publier plus de 50 fascicules par an, mais nous pensons arriver rapidement à ce rythme. Il faudra donc vingt ans pour atteindre le dernier fascicule.

*
* *

La complexité des interrelations entre disciplines, d'une part, la nécessité d'établir cependant des coupures, d'autre part, ont mis souvent le Comité d'Etudes dans l'embarras, quand il a dû établir le plan général. Après bien des hésitations, il s'est décidé à distinguer dans l'Encyclopédie trois grandes parties, intitulées respectivement : Etude du monde ; Evolution des sociétés humaines ; la Société contemporaine.

Dans l'Etude du monde sont comprises essentiellement les sciences de la nature, sériées dans leur ordre traditionnel, de l'astronomie à la biologie, en passant par la physique, la chimie et la science de la terre, le développement de la science moderne obligeant seulement à d'importants regroupements intérieurs, et

faisant prévoir, comme nous l'avons déjà dit, d'assez nombreux fascicules pour les sciences de transition, comme l'astrophysique, la chimie-physique, la géophysique, la biochimie. Chaque science, bien entendu, est étroitement liée à ses applications et aux techniques qui y correspondent.

Avant les sciences de la nature proprement dites, et par suite en tête de tout le plan, nous avons placé les mathématiques. Cela encore est de coutume et peut sembler une concession à l'idéalisme traditionnel. Nous nous en expliquerons, et dans l'Introduction générale de l'Encyclopédie, et, sur des exemples plus précis, dans les fascicules de mathématiques eux-mêmes : convaincus que les mathématiques, elles aussi, ont leur origine dans les rapports matériels de l'homme et du monde, et que leurs progrès sont dûs essentiellement à l'évolution de ces rapports matériels, nous constatons, d'autre part, qu'elles sont à l'heure actuelle un outil général indispensable à toutes les sciences, et que, par suite, elles ont la préséance dans l'ordre didactique.

En plaçant à la fin de l'étude du monde la biologie de l'homme, la psychologie et leurs applications (médecine, pédagogie, psychologie du travail et des loisirs), nous avons voulu affirmer cette thèse matérialiste essentielle que l'homme aussi est issu du monde et continue à en faire partie, qu'il ne peut en aucune manière lui être opposé comme un pur contemplateur, mais qu'il est avant tout un être matériel, lié au monde par de multiples liens matériels. Obligés, par les nécessités du plan, de faire une coupure que nous savions artificielle (car on ne peut concevoir ni psychologie, ni même médecine en dehors de la société), nous avons préféré la faire de telle façon que l'on ne puisse jamais oublier l'origine animale de l'homme.

L'évolution des groupements sociaux est étudiée dans la 2e partie, qui débute par l'exposé des moyens de connaissance de cette évolution. Il s'agit là de la méthodologie des sciences sociales et historiques, et aussi du contenu de certaines sciences de base, qui touchent d'ailleurs de près à la psychologie, comme la linguistique et la technologie sociologique. Puis vient la masse importante des fascicules de l'histoire, qui sera, bien entendu, enseignée de façon matérialiste, à partir de l'évolution technique et des luttes de classes. Ensuite sont étudiés la littérature, les arts, les philosophies.

Nous n'avons pas donné à ce dernier ensemble la place entièrement à part que leur attribuent les classifications traditionnelles comme créations indépendantes de l'esprit humain. Nous sommes cependant parfaitement conscients de l'indéniable grandeur des aspirations de cet ordre : arts, lettres, philosophies, religions sont des réalités, mais des réalités sociales, et notre émotion esthétique elle-même est une réalité sociale, que nous pouvons ressentir avec une parfaite fraîcheur, sans accepter pourtant, au moment d'en rendre compte, c'est-à-dire d'agir socialement, de la considérer comme irrationnelle, et du pur domaine instinctif.

Notre plan marque donc que lettres, arts, philosophies, religions, tout en poursuivant leur propre devenir, doivent être considérés comme des superstructures des rapports sociaux : superstructures évidemment efficaces en retour sur la structure sociale. Ces relations réciproques si importantes devront être examinées, non seulement dans les fascicules spéciaux de littérature, d'arts ou de philosophie, mais, en bien des cas, dans ceux d'histoire eux-mêmes.

On s'étonnera peut-être de voir traiter de la société contemporaine à part, et non pas à la fin de la deuxième partie, comme aboutissement de l'évolution des sociétés. Cette dernière solution aurait paru logique, mais, à moins de disproportion écrasante dans la rédaction, nous n'aurions pu ni donner une idée assez complète de notre époque et de ses problèmes, ni la projeter dans l'avenir, et

nous n'aurions pas satisfait à l'un des buts essentiels de l'Encyclopédie : être une arme intellectuelle pour le temps présent. Conformément à la méthode du matérialisme historique, la société contemporaine sera interprétée d'abord par l'étude de son substrat matériel, c'est-à-dire par l'économie politique. Nous dégagerons ensuite l'aspect géographique des problèmes, d'abord à l'échelle du monde, puis avec les variations que lui inspire la diversité des contrées du globe. L'étude de la structure sociale s'efforcera de montrer comment à un faciès économique, géographique et historique donné correspondent certains rapports de classes et certaines formes de pouvoir. Il appartiendra alors au droit d'exposer les relations juridiques existant entre les individus, les sociétés et les Etats dans la complexité du monde actuel.

La conclusion de cette troisième partie, qui sera aussi la conclusion générale de l'Encyclopédie, sera politique. C'est dire qu'elle ne se contentera pas d'exprimer la satisfaction de la tâche achevée : à la lumière de l'œuvre accomplie nous examinerons quels sont les grands problèmes de l'heure, à l'échelle mondiale, comme le problème de la guerre et de la paix, ou à l'échelle nationale, comme celui de la Renaissance française elle-même. Il ne sera pas trop de toutes les ressources de la philosophie matérialiste dialectique pour nous aider à poser sans les trahir les termes des gigantesques contradictions du monde actuel et à en esquisser les solutions.



Les fascicules de l'Encyclopédie vont commencer à paraître. En tête, une Introduction qui est un manifeste, collectivement élaboré par le Comité d'Etudes ; puis, à un rythme rapide, une série de fascicules, choisis en raison de la variété des sujets traités et de l'intérêt que, pensons-nous, ils présenteront pour le public. On remarquera que leurs auteurs, qui tous sont des hommes marquants de leur spécialité, appartiennent à des nuances diverses de la pensée progressive, de même qu'appartiennent aussi à des nuances très diverses les membres de notre Comité d'Honneur. A ceux qui viendraient dire que l'Encyclopédie est une œuvre partisane, nous pouvons répondre avec fierté qu'elle réunit déjà, et aspire à réunir plus largement encore, en elle et autour d'elle, tous ceux, même chrétiens pratiquants, qui acceptent de voir dans la méthode matérialiste dialectique un outil de recherche efficace et un moyen d'études de bonne foi.

LE PLAN MARSHALL ET L'AVENIR DE L'EUROPE

par Henri DENIS
professeur à la Faculté de droit de Rennes.

Ainsi, le gouvernement français et la majorité de l'Assemblée nationale ont consommé la soumission de notre pays aux exigences américaines, en signant et en ratifiant l'accord bilatéral relatif au « Plan Marshall ».

L'opération a été menée avec ce mépris tout particulier de l'opinion publique qui caractérise notre ministère des Affaires étrangères. La loi américaine du 3 avril 1948 prévoit expressément que les pays bénéficiaires de l'aide *devront* accorder des privilèges absolument exorbitants aux citoyens et aux sociétés des Etats-Unis : principalement le droit d'accéder à l'exploitation des ressources de ces pays ; et la possibilité pour le gouvernement des Etats-Unis de porter devant un tribunal international les différends qui pourront surgir entre les gouvernements des pays bénéficiaires et les sociétés américaines. Le gouvernement de M. Schuman ne pouvait pas ignorer le texte de cette loi. Mais il s'est bien gardé d'en porter les termes devant l'opinion, et lorsqu'il fut question, trois mois plus tard, de signer l'accord bilatéral, il a joué le rôle du personnage surpris par les demandes de son interlocuteur, et qui, dans le peu de temps qui lui est laissé, accepte certaines conditions désagréables afin de sauver l'essentiel.

Ce fut en vérité une sinistre comédie, pour tous ceux qui avaient entendu la voix du Parti Communiste Français, dénonçant depuis le premier jour les atteintes à la souveraineté nationale contenues dans le « Plan Marshall ». Mais les dirigeants du M.R.P., en proclamant une fois de plus que les communistes travestissent la vérité, ont su dissimuler leur propre mensonge.

Il n'est pas trop tard, peut-être, pour montrer qui a dit la vérité dans cette affaire, qui a été honnête, et qui a défendu l'indépendance de notre pays.

Puisqu'il y a de nombreux juristes au M.R.P., nous leur proposerons tout d'abord de reprendre le texte de la loi américaine sur l'aide à l'Europe, ainsi que les textes préparatoires, comme il est d'usage parmi les juristes, et d'en tirer une analyse des buts et des modalités du Plan Marshall. En même temps, nous nous placerons sur le terrain des faits économiques, ce qui nous permettra de montrer les conséquences désastreuses pour la France et pour l'Europe du système dans lequel nous nous sommes engagés.

I. — Les buts du Plan.

1) But avoué mais irréalisable : rétablissement de la situation d'avant-guerre dans les relations commerciales internationales.

Le projet présenté par le département d'Etat au Comité des Affaires étrangères du Sénat s'exprime ainsi :

L'intérêt économique des Etats-Unis dans la reconstruction de l'Europe ne demande pas de longues explications. Une interruption dans le mouvement des marchandises des Etats-Unis vers l'Europe empêchera, pour la période prévisible, tout rétablissement du système de commerce mondial dans lequel l'Europe joue un rôle essentiel. Le mouvement passé des marchandises et de la monnaie entre l'Europe et l'Amérique latine, entre l'Amérique latine et les Etats-Unis, et entre les Etats-Unis et l'Europe, a intégré ces trois régions dans un vaste triangle commercial. De la même manière, les exportations d'Extrême-Orient vers les Etats-Unis ont aidé à payer les marchandises envoyées d'Europe en Extrême-Orient. La rupture de ce vaste système commercial, qui a de nouveau recommencé à fonctionner, ne serait possible qu'au prix d'une distorsion prononcée de l'industrie américaine et de sacrifices économiques pour le peuple américain [1].

Ainsi, l'on feint de considérer que la situation d'avant-guerre, du point de vue du commerce international, *peut être rétablie*, et que cela doit arranger tout le monde.

Effectivement, les capitalistes européens ne demanderaient qu'à retrouver leurs positions d'avant-guerre, c'est-à-dire leurs investissements à l'étranger, qui leur rapportaient net en 1938 1,4 milliard de dollars. Et de leur côté, les industriels américains ne demanderaient qu'à maintenir le rythme de leurs exportations en Europe, et même à l'accentuer.

Le malheur est que les Américains ont pris la place des Anglais et des Français dans les sociétés étrangères (les titres de ces sociétés ayant été vendus pour obtenir les dollars nécessaires à la poursuite de la guerre) ; ce sont donc maintenant les capitalistes américains qui touchent les revenus de ces titres. Or, c'était grâce à ces revenus que l'Europe pouvait acheter des marchandises aux Etats-Unis. A moins que les titres ne soient transférés de nouveau à leurs anciens propriétaires, il n'y a pas d'espoir de rétablir la situation ancienne.

De même, l'Europe retirait en 1938 un revenu net de 700 millions de dollars des services qu'elle rendait aux autres continents (transport des marchandises étrangères sur navires européens, assurances auprès des compagnies européennes, etc...) Cela lui permettait encore d'acheter des marchandises aux autres continents. Or aujourd'hui, elle débourse un total net de plus de 2 milliards de dollars par an pour payer le transport de ses marchandises sur des navires américains. A moins que les Etats-Unis ne transfèrent gratuitement à l'Europe la majeure partie de leur flotte de commerce, il est impossible de rétablir l'ancienne situation.

Les perturbations produites par la guerre dans les relations économiques internationales sont certainement aussi gênantes pour les Américains que pour les Européens. Car la pléthore dont on souffre de l'autre côté de l'Atlantique n'est pas moins dangereuse, en régime capitaliste, que la pénurie dont souffre l'Europe.

A première vue, il pourrait sembler qu'un pays comme les Etats-Unis n'a pas besoin des autres, qu'il peut se consoler facilement de ne plus vendre autant à l'étranger en consommant lui-même l'excédent de ses produits. Mais une telle opinion ne tiendrait pas compte du fait qu'une économie capitaliste est une machine en mouvement, sans cesse menacée par un phénomène qu'elle engendre elle-même et qui se nomme la baisse du taux de profit. L'un des moyens qui s'offrent à elle de retarder le moment de la crise de surproduction, c'est de vendre à l'étranger à des conditions plus avantageuses qu'à l'intérieur. Menacés de se voir privés de cette soupape de sûreté qu'est le marché européen, les hommes d'affaires

1. *Outline of European Recovery Program*, submitted by the Department of State for the use of the Senate Foreign Relations Committee, 19 décembre 1947, p. 26.
(Esquisse du programme de restauration européenne, présenté par le Département d'Etat pour l'usage de la Commission des Relations extérieures du Sénat).

américains s'inquiètent à juste titre et ils accueillent avec soulagement un programme qui leur garantit pour quelques années le maintien de leurs débouchés. La résistance au Plan Marshall, aux Etats-Unis, vient surtout des contribuables, qui devront faire les frais de l'opération, puisque les marchandises envoyées en Europe seront en grande partie payées par le gouvernement des Etats-Unis. L'industrie, au contraire, et les grands producteurs agricoles l'accueillent en général avec faveur, parce qu'ils y voient un moyen de maintenir leurs profits.

Le plan permet donc seulement de *reporter* de quelques années l'échéance, c'est-à-dire le moment où il faudra adapter les structures économiques à la situation nouvelle créée par la guerre.

Cette adaptation pourrait consister, selon certains, dans une augmentation du potentiel de l'industrie lourde européenne, lui permettant de se passer d'une partie des produits fabriqués aux Etats-Unis et même de concurrencer l'industrie américaine sur certains marchés [1]. On concevrait que pendant les années à venir tout l'effort des pays européens soit consacré à la préparation de ce développement industriel ; et c'est bien ainsi que l'entendaient les délégations envoyées à la Conférence de Paris en juillet 1947 pour dresser le tableau des besoins de l'Europe.

Mais il était naïf d'imaginer que les Etats-Unis allaient contribuer à faire naître des concurrents à leur propre industrie. Le gouvernement américain a fait étudier les propositions par différentes commissions, qui les ont profondément transformées. Ces transformations se résument dans le tableau suivant :

Besoins de l'Europe de l'Ouest (pour 4 années)

(en millions de dollars)

	évalués par l'Europe [2]	*évalués par les Etats-Unis* [3]
Aliments, engrais	5,4	3,8
Charbon	0,7	0,4
Pétrole	2,2	1,9
Fer et acier	1,2	1
Bois	0,4	0,3
Equipement	3,3	1,5
Divers	7,2	9,3

On remarquera que le poste Equipement est diminué de plus de moitié, tandis que le poste Divers (dans lequel se trouvent les produits excédentaires en Amérique) est augmenté. Cela révèle déjà le souci des Etats-Unis d'éviter un trop grand développement de l'industrie européenne.

Si l'on considère les programmes correspondant à tel ou tel pays, ainsi qu'à tel ou tel groupe de marchandises, la conclusion peut être encore beaucoup plus nette. En ce qui concerne la *France*, les modifications apportées sont les suivantes :

---

1. C'est l'avis, notamment, des économistes qui ont rédigé la « Revue de la situation économique et des perspectives pour l'Europe » présentée à la troisième session de la Commission économique européenne des Nations Unies (Voir *A survey on the economic situation and prospects for Europe*, Genève, 1948 p. 72).

2. Voir *Committee for European Economic Cooperation* (CEEC) General Report, 1947, p. 24.

3. Voir *Outline of European Recovery Program*, p. 115.
On doit noter ici que le montant total des besoins de l'Europe avait d'abord été fixé par le Comité de coopération à 35 milliards de dollars. Ce chiffre fut réduit à une vingtaine de milliards à la demande des Etats-Unis.

Produits agricoles et alimentaires	— 13 %
Matières premières	+ 2 %
Produits manufacturés	+ 34 %
Equipement	— 49 %[1]

Et si nous prenons une marchandise telle que *l'acier*, nous voyons que les chiffres envisagés par les services américains sont les suivants, par rapport aux demandes formulées par les 16 nations européennes :

Acier fini : 1.769.000 tonnes au lieu de 534.000 tonnes.
Acier brut et demi-fini : 1.266.000 tonnes au lieu de 2.921.000 tonnes.
Ferrailles (destinées à la fabrication de l'acier) : 125.000 tonnes au lieu de 1.878.000 tonnes.

On ne peut indiquer plus clairement qu'on ne désire pas que l'Europe développe la production de ses hauts-fourneaux et de ses aciéries, qui constitue la base de toute économie indépendante.

La tendance qui se manifeste ainsi ne fait d'ailleurs que s'accentuer de jour en jour. Le journal *Le Monde*, dans son numéro du 1er Juin 1948, rendait compte d'une conférence de presse au cours de laquelle M. Hoffman, administrateur de la Studebaker Corporation et du Plan Marshall, annonçait que les livraisons de matériel industriel ne pourraient commencer qu'au mois d'octobre, lorsque les « informations » nécessaires auraient été réunies. Sans aucun doute, les « informations » dont il s'agit ont pour but de déterminer la direction à donner aux livraisons de matériel pour qu'elles ne risquent pas de nuire aux intérêts de l'industrie américaine.

Mais plus significatif encore a été le vote de la Chambre des Représentants tendant à n'accorder pour l'exécution du Plan que des crédits réduits de 26 % relativement à ceux dont il a été question pour la première année. A cette occasion, le Comité des crédits de la Chambre des Représentants a déclaré que cette réduction ne pouvait mettre en danger les programmes prévus pour les exportations de tabac, de coton et de laine (produits excédentaires aux Etats-Unis), mais que l'on pourrait utilement réduire les fournitures d'outillage agricole, pour lesquelles les prévisions initiales ont été exagérées [2].

On ne saurait manifester de façon plus nette le désir de voir l'Europe demeurer dans une situation d'infériorité marquée relativement aux Etats-Unis. Mais alors il faudrait aussi reconnaître que l'on n'entend pas apporter une contribution effective au rétablissement d'un commerce équilibré entre les différents continents. En fait il est permis de penser que les milieux d'affaires américains voient parfaitement que le Plan Marshall ne constitue pas une solution véritable pour l'Europe ; et que s'ils mettent en avant l'idée du rétablissement de la situation d'avant-guerre, c'est en réalité pour dissimuler leurs véritables desseins.

---

1. *The European Recovery Program. Country studies*, chap. V. *France*. Ces chiffres sont cités par J.B. Rabier dans la revue *Esprit*, avril 1948, p. 591, et accompagnés de ce commentaire pour le moins curieux selon lequel « le poste équipement, malgré son importante réduction, ne paraît pas avoir été examiné de façon défavorable » (p. 592).
2. *Basler Nachrichten*, 4 juin 1948.

2) *But inavoué : favoriser les investissements de capitaux privés américains en Europe.*

Le capitalisme américain, d'ailleurs, ne peut pas limiter ses ambitions à des fins aussi modestes que le rétablissement de sa position mondiale d'avant-guerre. Il se croit jeune et victorieux ; il lui faut achever la conquête du monde de la manière dont tous les capitalismes ont procédé, par le placement des capitaux. Dans les milieux d'affaires américains, on ne dissimule nullement que l'objectif véritable est de s'emparer des entreprises européennes.

Les exportations de capitaux préparent les exportations de marchandises ; en outre elles ont l'effet immédiat de décongestionner le marché national du capital, ce qui permet le maintien d'un taux de profit plus élevé.

Si donc il a existé une certaine résistance au Plan Marshall dans des secteurs déterminés des milieux d'affaires américains, cela tient à ce que certains préconisaient une méthode plus brutale : profiter des difficultés de l'Europe pour imposer l'accès des capitaux américains aux grandes entreprises européennes, avec toutes les garanties désirables, notamment contre le danger des nationalisations.

Le Plan Marshall a été voté grâce à une énorme mise en scène construite autour de l'idée du péril communiste. Mais si on l'examine attentivement, on y rencontre des traces indéniables de concessions importantes faites au groupe d'adversaires dont nous venons de parler.

La loi votée par le Congrès des Etats-Unis le 3 avril 1948 énumère les modalités de l'assistance à l'Europe, et elle déclare, notamment, que cette assistance pourra être fournie :

> 3° en donnant des garanties, selon des règles prescrites par l'administrateur, à toute personne pour des investissements relatifs à des entreprises approuvées par l'administrateur et le pays considéré et considérées comme conformes aux fins de ce titre (y compris les garanties d'investissements dans des entreprises produisant ou distribuant des moyens d'information) [1].

Sans doute il est prévu que le montant des capitaux garantis ne pourra pas dépasser 300 millions de dollars ; mais, au taux de change actuel, cela représente 64 milliards de francs ; la somme n'est pas négligeable.

Il y a mieux encore cependant. Car le pays qui reçoit l'aide s'engage à constituer un fonds en monnaie nationale, correspondant à la valeur des marchandises reçues à titre gratuit, fonds qui sera utilisé « en vue de réaliser des objectifs fixés par accord entre le pays considéré et le gouvernement des Etats-Unis » [2]. Cette fois

---

1. *Foreign Assistance Act of 1948.* Public Law 472, section 111 b (3), page 10.

Cette « aide » de nature bien particulière est prévue, en effet, dans l'accord bilatéral entre la France et les Etats-Unis, à l'article 3. Et il est spécifié que le gouvernement français devra s'associer à la garantie donnée aux capitalistes américains, en acceptant que la contrepartie, en francs, des dollars versés à ces capitalistes devienne propriété du gouvernement des Etats-Unis.

En fait, une ordonnance a été prise le 9 juillet par l'administrateur du Plan Marshall, ouvrant aux capitalistes américains les garanties prévues par la loi. *Le Monde* du 13 juillet, qui annonce cet événement, précise que « les garanties... seront accessibles aussi aux journaux, revues, ainsi qu'aux producteurs de films qui cherchent à étendre leur distribution outre-mer ».

Après les accords Blum-Byrnes, le Plan Marshall constitue ainsi une nouvelle étape dans la voie de l'américanisation de la culture européenne.

2. *Foreign Assistance Act of 1948*, section 115 b (6) p. 17. Accord bilatéral France-Etats-Unis, article 4.

il ne s'agit plus de dizaines de milliards, mais de *centaines de milliards de francs* qui se trouveront à la disposition du gouvernement américain. Si ce dernier désire investir ces sommes dans des directions favorables à sa politique et à la politique des capitalistes américains, comment les gouvernements des nations européennes lui résisteraient-ils, puisque la cessation brutale des fournitures américaines restera toujours possible pendant la durée du programme ?

Tout cela est en soi très inquiétant. Mais il faut encore y ajouter les engagements que le *pays bénéficiaire* de l'aide devra prendre à l'égard des capitalistes américains. Il est prévu en effet, que ce pays devra passer un accord avec le gouvernement des Etats-Unis au sujet de la fourniture à celui-ci de matières premières nationales, et que cet accord devra comporter une « protection convenable pour le droit d'accès... au développement de ces matières premières » en faveur de tout citoyen américain et de toute société américaine ou à participation américaine « substantielle ». En outre, il est spécifié que ce droit d'accès devra être accordé « dans des conditions équivalant à celles qui sont offertes aux citoyens du pays considéré » [1].

Par ailleurs, il est encore prévu que le pays bénéficiaire devra s'engager à soumettre à un tribunal international toute mesure affectant les droits de propriété d'un Américain qui serait contestée par le gouvernement des Etats-Unis [2].

La première clause permet, on le voit, une expansion illimitée des capitaux américains dans les affaires européennes ; et quant à la seconde, elle a surtout pour but d'empêcher que les propriétés américaines en Europe ne soient nationalisées. Tout est bien prévu. Mais il n'est pas nécessaire de souligner à quel point ces clauses constituent un empiètement sur la souveraineté de l'Etat français.

Les défenseurs du Plan Marshall diront que les engagements dont il s'agit sont de nature générale et qu'ils ne sont pas tellement dangereux en pratique. Pour se convaincre du contraire, il suffit de parcourir les périodiques économiques américains. Dans *Business Week* du 12 juin 1948, à la page 119, nous lisons :

> Grenville R. Holden, vice-président de la Société Sylvania (matériel électrique), vient d'être nommé directeur à la Thorn Electrical Industries, de Londres. La Sylvania se propose d'acquérir, au cours des prochaines années, des intérêts substantiels dans la Thorn... Cette semaine, Holden se rend en Angleterre pour mettre l'affaire en train. En même temps, il étudiera la possibilité d'arriver à un arrangement semblable avec une firme française.

Si l'on ajoute que dans nos sociétés se trouvent toujours les hommes qui ont montré tant d'empressement à se vendre à l'Allemagne, on sera sans doute autorisé à conclure qu'il y a de sérieuses raisons d'être inquiet [3].

---

1. « Suitable protection for the right of access for any person as defined in paragraph III of subparagraph 3 of section III b in the development of such materials on terms of treatment equivalent to those afforded to the nationals of the country concerned », (*Foreign Assistance Act of* 1948, sec. 115 b 9°). Le texte auquel on nous renvoie énonce :

« As used in this paragraph, the term « person » means a citizen of the United States or any corporation, partnership, or other association created under the law of the United States or of any State or Territory and substantially beneficially owned by citizens of the United States ».

Le principe de ce droit d'accès est reconnu, effectivement, par l'accord franco-américain : art. 5, 2 (b).

2. « Submitting for the decision of the International Court of Justice or of any arbitral tribunal mutually agreed upon any case espoused by the United States Government involving compensation of a national of the United States for governmental measures affecting his property rights, including contracts with or concessions from such country ». (*Foreign Assistance Act of* 1948, sec. 115 b 10°).

Voir accord franco-américain, art. 10.

3. On sait par ailleurs que la rédaction primitive de l'accord bilatéral entre la France et les Etats-Unis prévoyait que le franc devrait être dévalué à la demande du gouvernement américain. Cette

II. — Les modalités du Plan.

Le programme Marshall est conçu comme un programme de secours, comme une œuvre de charité. C'est pourquoi il prévoit que des engagements précis seront pris par les bénéficiaires *seulement*, tandis que le pays donateur restera libre à chaque instant de cesser ses dons ou d'en modifier la nature.

L' « acte de coopération économique de 1948 », qui constitue le titre I de l' « acte d'assistance étrangère de 1948 », prévoit une série de 10 engagements qui devront être pris par les pays bénéficiaires : promesses de développer la production nationale, de stabiliser la monnaie, de coopérer avec les autres bénéficiaires, d'utiliser de façon efficace l'aide américaine, de faciliter le transfert aux Etats-Unis de matières premières qui leur sont utiles, de constituer le fonds dont nous avons parlé précédemment, de publier des informations sur les opérations en cours, d'informer spécialement les Etats-Unis, de négocier avec le gouvernement américain des accords réservant à celui-ci une juste part dans les matières premières nationales qui peuvent l'intéresser et protégeant l'accès des sociétés américaines au développement de la production de ces matières premières, enfin de soumettre à un tribunal international toute mesure affectant les droits de propriété d'un citoyen américain (ces deux derniers engagements ont été analysés plus haut) [1].

Le pays bénéficiaire prend tous ces engagements uniquement pour avoir l'honneur d'être considéré comme un pays digne de l'aide américaine. Mais lorsqu'il a signé, il ne sait en aucune manière *ce qu'il recevra*, *quand* il le recevra, *à quelles conditions* il le recevra.

Tout cela, en effet, est laissé à l'entière discrétion du gouvernement des Etats-Unis. Le projet de loi présenté au Sénat affirme :

La traduction du programme général en projets détaillés d'aide distribués entre les différents pays, répartis entre les différentes catégories de marchandises, comportant des méthodes appropriées de financement, sera un processus complexe. L'organisme administrant l'aide américaine doit tenir compte, presque sur une base mensuelle, des conditions changeantes dans les pays européens, des taux de progrès variés dans leurs programmes de production et dans les autres mesures de self-assistance et d'assistance mutuelle, de la libération des ressources européennes latentes, ainsi que du changement dans les disponibilités aux Etats-Unis et dans les autres pays fournisseurs [2].

Et d'autre part, la loi elle-même déclare :

L'administrateur cessera de fournir l'assistance quand il jugera :
1° que le pays n'exécute pas son traité...
2° que l'assistance n'est plus conforme à l'intérêt national des Etats-Unis [3].

On sait enfin que la loi votée par le Congrès ne contient aucune indication quant au montant des crédits qui seront rendus disponibles pour financer l'assistance à l'Europe. De nouvelles décisions devront être prises, de période en période, en vue de ce financement.

---

clause a pu être supprimée, parce qu'elle n'est pas expressément prévue dans la loi américaine du 3 avril. Mais cela ne signifie nullement que les Etats-Unis aient renoncé à diriger notre politique monétaire. Au cours d'une conférence de presse dont les journaux britanniques ont rendu compte le 1er juillet, M. Hoffman a précisé que l'administration de reconstruction européenne avait un droit incontestable à engager des discussions sur la politique monétaire dans les pays bénéficiaires de l'aide, et il a insisté sur le fait que l'administration avait le pouvoir de suspendre l'aide accordée à un pays qui persisterait à maintenir un taux de change ou une politique fiscale qui seraient jugés dangereux.

1. Voir *Foreign Assistance Act of 1948*, sec. 115 (b).
2. *Outline of European Recovery Program*, p. 37.
3. *Foreign Assistance Act of 1948*, sec. 118, p. 21.

Certes, une telle procédure est admissible lorsqu'il s'agit d'une aide tout à fait temporaire, correspondant à une urgence extrême, par exemple en cas de disette ou d'épidémie. Mais ici le programme s'étend sur quatre années, et bien que le montant des secours envisagés jusqu'à présent ne représente qu'une somme peu importante par rapport au revenu total des Américains (2% environ), relativement à l'Europe cela représente quelque chose de considérable (6 milliards de dollars environ pour la première année, à peu près le 1/5 de la valeur de la production annuelle d'un pays comme la France). C'est bien le cas de faire une comparaison avec ce qui se passe dans les rapports entre personnes privées. Un cadeau minime peut être accepté sans façons ; mais une offre d'entretien pour une durée prolongée inspire une juste méfiance.

En fait, nous sommes en présence d'une tentative caractérisée d'asservissement politique et économique des nations européennes.

Du point de vue politique, les intentions du donateur ne sont aucunement dissimulées. La loi elle-même se désigne comme

> an act to promote world peace and the general welfare, national interest and foreign policy of the United States »... (Une loi destinée à promouvoir la paix mondiale et le bien-être général, l'intérêt national et *la politique étrangère* des Etats-Unis)... [1].

Et tous les journaux français, sans exception, ont souligné que la promesse de l'assistance américaine avait pesé d'un poids décisif lors des négociations de Londres en avril et mai 1948 au sujet du sort de l'Allemagne.

Mais sur le plan économique, la chose n'est pas moins certaine. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir dès maintenant la presse commerciale. Voici ce qu'écrit dans son numéro du 26 mai 1948, aux pages 219 et 220, le journal *Corn Trade News* (Nouvelles du commerce des grains) de Liverpool :

> Déjà l'administrateur (du plan Marshall) a donné une autorisation de 33 millions de dollars pour des achats anglais de blé et de bétail canadiens... D'autres difficultés dans l'administration du programme peuvent survenir quand des fonds sont sollicités pour financer des arrangements commerciaux que les Etats-Unis peuvent considérer comme discriminatoires. L'accord anglo-canadien sur le blé est dans ce cas. Il est d'importance vitale pour le Canada de recevoir un montant maximum de dollars et l'on peut s'attendre à un mouvement d'opinion contre l'accord si le sentiment se manifeste que le financement serait plus aisé dans le cas où des pratiques commerciales plus normales seraient suivies. En fait, *le sort de l'accord est entre les mains des Etats-Unis*...

Ce simple exemple montre clairement que les Etats-Unis pourront désormais diriger non seulement la politique commerciale des nations assistées, mais celle de leurs fournisseurs, dans la mesure où ceux-ci sont payés grâce à l'assistance américaine : Les Etats-Unis sont en marche vers la domination de toutes les relations commerciales à l'intérieur du monde capitaliste.

D'ores et déjà, ils traitent les nations européennes en nations mineures en leur envoyant des missions spéciales destinées à surveiller leur reconstruction, tandis que le représentant des Etats-Unis en Europe, chargé de l'assistance, fait figure de gouverneur d'une région coloniale [2].

Nous allons donc vivre dans l'attente des arrivages d'Amérique ; il sera pratiquement impossible à un gouvernement de construire une politique économique

---

1. *Foreign Assistance Act of 1948*, p. 1.
2. La mission spéciale est prévue à la section 109 du *Foreign Assistance Act of 1948* ; le représentant spécial à la section 108.

à long terme, étant donné l'incertitude qui règnera au sujet de la nature et de l'importance de ces arrivages. Suivant l'évolution de la conjoncture américaine, nous recevrons des cigarettes ou des tôles d'acier, du beurre ou des machines électriques. Nous devons nous borner à espérer qu'un reste de bon sens de la part des administrateurs du Plan empêchera les plus graves incohérences.

Sans doute, il existera, en Europe, un organisme permanent, le secrétariat du Comité des Seize, chargé de faire des propositions à l'administration américaine. Mais celle-ci ne prendra pas davantage d'engagements fermes à l'égard du Comité qu'elle n'en prend à l'égard des différents gouvernements. A chaque instant elle demeurera libre de modifier les envois prévus ou de les arrêter complètement. C'est dire que le gouvernement des Etats-Unis tiendra à sa merci les 16 gouvernements de l'Europe de l'Ouest. Imaginons un pays qui dépend des Etats-Unis pour 50 ou 70 % de ses importations, c'est-à-dire pour 10 ou 20 % de sa consommation en articles alimentaires et industriels essentiels ; considérons que les Etats-Unis peuvent instantanément arrêter leurs envois, puisqu'ils ne sont liés par aucun traité, et puisque le pays en question ne dispose à leur égard d'aucun moyen de pression, parce qu'il ne leur envoie pratiquement rien dont ils ne puissent se passer ; alors nous aurons une idée de l'état de sujétion dans lequel l'Europe de l'Ouest est entrée. En fait, aucun des pays qui se sont engagés dans cette voie ne pourra se permettre de maintenir une politique différente de celle des Etats-Unis.

En outre, les modalités prévues pour l'aide américaine ne manqueront pas de permettre aux hommes d'affaires des Etats-Unis d'exercer sur la production des nations européennes une pression conforme à leurs intérêts. Rien ne leur sera plus aisé, puisque les administrateurs du Plan sont eux-mêmes recrutés dans le milieu des affaires. D'ailleurs le processus auquel nous faisons allusion a déjà commencé à se manifester. En ce moment (juillet 1948), l'industrie italienne des machines agricoles succombe sous le poids de la concurrence américaine, et des milliers d'ouvriers sont mis en chômage ; mais la France ne peut pas obtenir d'équipement agricole.

III. — Une conséquence du plan : l'unité économique de l'Europe compromise.

a) *La solution du problème européen réside dans l'entr'aide entre les deux parties de l'Europe.*

En présence des arguments que nous avons présentés certains diront peut-être que les pays de l'Europe de l'Ouest *ne pouvaient pas faire autrement.* Ils avaient absolument besoin des marchandises américaines s'ils ne voulaient pas accepter une diminution substantielle du niveau de vie de leurs populations par rapport à la période d'avant-guerre. Ils devaient donc accepter le Plan Marshall : nécessité fait loi.

A cet argument, il faut répondre que sans doute les marchandises américaines et les crédits américains nous sont indispensables, mais que nous pouvions les obtenir *dans des conditions toutes différentes*, pour la raison bien simple que si nous avons besoin d'importer, l'Amérique, elle, a besoin d'exporter. Les Etats-Unis ne pouvaient pas nous refuser une aide normale, fondée sur des *crédits remboursables* et sur des *accords commerciaux* spécifiant la nature et la quantité des marchandises à recevoir [1].

1. D'après les prévisions actuelles, et si l'on admet que l'aide Marshall sera remboursable pour un tiers et gratuite pour deux tiers, on peut estimer que les fournitures gratuites qui seront faites à un pays tel que la France, pendant les 4 années du programme, s'élèveront à 600 milliards de francs environ. Le remboursement de cette somme, échelonné sur une période de 50 ans, représenterait une

Sur cette base, l'Europe de l'Ouest pouvait alors entreprendre une transformation substantielle de la structure de son économie et de ses relations commerciales, devant lui permettre de commencer dans quelques années à rembourser les prêts américains sans abaisser son niveau de vie. Mais pour cela, il fallait qu'en même temps, elle se tourne résolument vers l'autre partie du continent, qui est strictement complémentaire de la première, vers l'Europe de l'Est, pour nouer avec elle des relations commerciales solides et appelées à un immense développement. Une critique du Plan Marshall ne serait pas complète, qui ne montrerait pas les possibilités qui nous sont offertes dans cette direction et que l'aide américaine, dans ses modalités actuelles, risque de compromettre.

L'Europe de l'Est recèle des ressources économiques considérables ; nul n'ignore l'existence du pétrole roumain, du charbon polonais, du blé roumain. Et il y a longtemps que les pays capitalistes de l'Ouest se sont avisés de profiter de ces ressources.

Mais jusqu'en 1940, ils l'ont fait à leur manière, c'est-à-dire en exploitant les régions de l'Est comme on exploite des territoires coloniaux, en les maintenant dans un état arriéré, afin qu'ils ne puissent devenir des concurrents, et en leur soutirant le maximum de ce qu'ils arrivent à produire dans des conditions primitives, soit en matières premières soit en denrées alimentaires.

Pour donner une idée plus précise de cette exploitation, présentons quelques chiffres relatifs à l'année 1937 :

Cette année-là, la Yougoslavie produit 39.400 tonnes de cuivre ; elle en exporte 37.100 tonnes (soit 94 %), dont 26 % vont en Allemagne, 28 % en Belgique et au Luxembourg, 32 % aux Etats-Unis.

La même année, la Roumanie produit 7.150.000 tonnes de pétrole et en cède 5.699.100 tonnes aux pays capitalistes qui l'exploitent [1].

La même année encore, la Bulgarie exporte 12.700 tonnes d'animaux vivants et 8.000 tonnes de viande, alors que sa production totale de viande (43.800 tonnes) ne représente pas plus du 1/5 de la consommation française de viande, si on la rapporte au nombre d'habitants des deux pays [2].

Depuis la défaite de l'Allemagne les pays de l'Europe de l'Est ont conquis leur indépendance, et leur premier soin a été d'entreprendre, sur une base socialiste, le développement de leurs ressources que le capitalisme avait toujours empêché.

On doit penser que d'ici à quelques années, les pays de l'Est seront en mesure de fournir à l'Europe de l'Ouest une somme d'approvisionnements *bien plus considérable que par le passé*, et cette fois sur la base d'échanges équitables qui permettront aux uns et aux autres d'améliorer leurs conditions de vie.

Cela sera vrai pour le charbon et le pétrole dont les pays de l'Est produisent déjà des quantités très importantes et dépassant largement leurs besoins. La Pologne est dès maintenant le premier pays exportateur de charbon d'Europe et elle se propose d'augmenter considérablement sa production. La Tchécoslovaquie, on le sait, possède une puissante industrie depuis longtemps orientée

---

charge annuelle de 12 milliards de francs. Cette charge aurait été tout à fait supportable, tant du point de vue de notre budget (qui atteint 1.000 milliards) que du point de vue de notre balance des comptes.

1. Voir : *Le commerce international de certaines matières premières et denrées alimentaires*, Société des Nations, 1939.

2. Voir : *Statistiques du commerce international*, Société des Nations, 1939, et *Annuaire Statistique* de la S.D.N.

vers l'exportation. Pourtant, ce qui devrait intéresser au premier chef l'Europe de l'Ouest, ce sont les possibilités qui s'offrent du point de vue de l'approvisionnement en *denrées alimentaires* dans les pays de l'Est.

Ces possibilités apparaissent immenses si l'on tient compte des progrès qui peuvent être réalisés à l'Est dans le développement de la production agricole. En 1945, les services économiques de la Société des Nations ont publié une étude sur les problèmes de l'Europe de l'Est, dans laquelle sont comparés notamment les rendements des terres cultivables dans les différentes régions du continent européen [1]. De cette étude il ressort qu'une même superficie de terre *de même qualité* fournit en France des produits d'une valeur de 26 francs, tandis qu'elle ne fournit en Albanie qu'une valeur de 17 francs, en Bulgarie de 19, en Hongrie de 21, en Roumanie de 17, en Pologne de 18, en Yougoslavie de 17. Or on sait que le rendement des terres est déjà faible en France (là où la France produit 26 francs de denrées, la Suisse en produit 89). On a par conséquent une idée des progrès considérables qui devront être réalisés dans les régions les plus arriérées.

Avant la guerre, on estimait à 50 % l'augmentation de la production qui pouvait être réalisée dans ces régions au cours d'une période d'une vingtaine d'années. Maintenant que les conditions sociales d'un tel progrès sont réunies, il semblerait possible qu'en dépit des ravages de la guerre le rythme d'accroissement soit plus rapide.

Imaginons que dans une dizaine d'années la production de blé, par exemple, ait augmenté de 50 % dans l'Europe de l'Est (cela n'est pas invraisemblable, car si dans certaines régions on délaisse le blé afin d'augmenter la production et la consommation nationale de viande, dans d'autres régions on a déjà commencé à remplacer la culture du maïs par celle du blé). Au cours de la période 1930-1935, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie ont produit ensemble environ 10 millions de tonnes de blé, chaque année, et en ont envoyé environ 1 million de tonnes par an aux pays de l'Ouest [2]. Si la production est augmentée de 50 %, un surplus de 5 millions de tonnes sera créé. Certes, il faut tenir compte de l'augmentation probable de la population dans les pays de l'Est et de la nécessité d'élever le niveau de vie de la population. Toutefois on doit aussi remarquer que cette élévation du niveau de vie doit se traduire surtout par une diversification des consommations et non par une augmentation de la consommation du blé. Il n'est donc pas excessif d'évaluer à 5 millions de tonnes l'excédent exportable dans 10 ans, la consommation intérieure augmentant de 1 million de tonnes. Ce chiffre de 5 millions de tonnes représente les 5/8 de la production française moyenne d'avant-guerre, et la moitié de ce que l'Europe importait au total avant la guerre.

Des calculs du même genre pourraient être faits pour d'autres denrées ; et on en retirerait la conviction qu'une voie de salut est ouverte à l'Europe *considérée dans son ensemble* : produire sur son propre sol la majeur partie des denrées alimentaires qui lui sont nécessaires En achetant dans les pays de l'Est une fraction beaucoup plus considérable qu'avant guerre de ces denrées, les pays de l'Ouest réduiraient considérablement le déficit actuel de leur balance des paiements relativement aux autres continents ; le problème de la rareté du dollar serait enfin résolu.

---

1. *Economic demography of eastern and southern Europe*, S.D.N. 1945, tableau, 3, page 35.
2. *Le commerce de l'Europe*, S.D.N. 1941.

b) *Le Plan Marshall tend à entraîner la rupture des relations commerciales entre les pays de l'Europe de l'Est et ceux de l'Europe de l'Ouest.*

Mais pour que ce but soit atteint, il faut évidemment que, pendant la période transitoire nécessaire au développement des pays de l'Est, les liens commerciaux entre les deux parties de l'Europe ne soient pas rompus ou relâchés, mais au contraire resserrés et développés au maximum.

Or il faut bien constater qu'en fait le Plan Marshall, quelles que soient les affirmations de ses promoteurs, tend à entraîner la rupture des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Il n'en peut être autrement, puisque, comme nous l'avons vu, le commerce des pays de l'Ouest sera dirigé non pas tant en fonction des besoins de ces pays qu'en fonction des exigences de la politique américaine. A plus forte raison l'intérêt de l'Europe *dans son ensemble* sera-t-il très loin de constituer la préoccupation principale des administrateurs du Plan ; et cela signifie que le maintien des relations commerciales entre les pays de l'Est européen et les pays de l'Ouest sera, en toute occasion, sacrifié. Pour prendre un exemple, disons que très vraisemblablement, les exportations de tabac de Bulgarie vers les pays de l'Ouest devront cesser parce que les Etats-Unis désirent vendre leur tabac en Europe [1].

Au reste, ce n'est pas seulement une crainte que nous exprimons ici, mais un processus qui déjà a commencé à se manifester. Avant même qu'il eût été mis en vigueur, les effets du Plan Marshall ont été ressentis, car il est évident que la perspective de recevoir à titre gratuit des marchandises américaines devait suffire à imprimer une orientation nouvelle à la politique commerciale des pays de l'Ouest. En fait, on constate que dès maintenant il existe, dans les pays de l'Est, des excédents de marchandises qui ne trouvent pas preneurs. Pour expliquer cette situation, il ne suffirait pas de faire appel aux difficultés de règlements ; on doit y voir également une conséquence de la polarisation du commerce européen dans le sens des Etats-Unis.

La Pologne, en particulier, est très loin de réaliser ses plans d'exportation, bien que ses plans de production soient exécutés normalement [2]. Et il est important de remarquer que cette insuffisance du commerce se manifeste principalement par rapport à des pays qui déjà bénéficient largement de l'aide américaine, notamment l'Italie. De ce point de vue il est instructif de comparer l'accord commercial conclu pour un an, à la date du 10 octobre 1946, entre l'Italie et la Pologne avec le commerce réalisé entre les deux pays au cours de l'année 1947 : L'Italie devait acheter 750.000 tonnes de charbon et n'a pris livraison, en fait, que de 327.000 tonnes ; 10 millions d'œufs polonais, 30.000 tonnes de potasse polonaise prévus dans l'accord n'ont pas été achetés en fait. Et, en retour, la Pologne qui devait recevoir pour 575 millions de lires de machines-outils, n'en a reçu que pour une valeur de 23 millions de lires, etc...

On notera encore qu'à la réunion du mois de mai du Comité du Charbon de la *Commission économique pour l'Europe* (O.N.U.), l'Italie a déclaré renoncer à une allocation de charbon polonais de 240.000 tonnes qui lui était proposée pour le troisième trimestre 1948, tandis que la France, de son côté, renonçait

---

1. Il faut signaler, à ce propos, le paragraphe (d) de la section 117 du *Foreign Assistance Act* qui spécifie que « l'administrateur devra refuser les livraisons dans la mesure où elles fourniraient des marchandises qui entrent dans la production d'une marchandise dont la livraison à un pays non participant est refusée à ce pays par les E.U. dans l'intérêt de la sécurité nationale ».

2. Voir *Bulletin of the Polish Institute of economic Research*, déc. 1947.

à une allocation de 80.000 tonnes de charbon polonais. Ces faits symptomatiques sont évidemment liés aux espérances de livraisons gratuites de charbon américain. Et nous nous trouvons dans cette situation paradoxale que l'Europe fait venir du charbon de l'autre côté de l'Atlantique, alors qu'elle en possède sur son sol qui n'est pas utilisé. Il est fort possible que le but des Anglo-Saxons, dans cette affaire, soit d'éliminer la Pologne du marché européen du charbon pour réserver ce marché à l'Angleterre et à l'Allemagne de l'Ouest, mais ce but n'est nullement conforme à l'intérêt de l'Europe considérée dans son ensemble.

De même que la Pologne éprouve des difficultés de plus en plus grandes pour vendre son charbon, la Finlande, à l'heure actuelle, ne trouve plus preneur pour son bois dans les pays de l'Ouest, bien que les besoins de cette marchandise soient considérables. Ici encore, ce sont les espoirs de livraisons américaines qui entravent le développement normal des relations économiques à l'intérieur de l'Europe.

Certains diront peut-être qu'il sera toujours temps, à l'expiration de la période du Plan Marshall, de reprendre les relations commerciales avec les pays de l'Est. Ils oublient que pendant les quatre années du Plan, les capitalistes américains, grâce à l'appui que nous serons obligés de leur accorder, auront su conquérir des positions suffisantes en Europe pour être en mesure d'empêcher la mise en œuvre d'une politique commerciale nouvelle. Les Etats-Unis ont désormais un excédent permanent de denrées agricoles (leur production a augmenté d'un tiers pendant la guerre) ; ils entendent écouler cet excédent sur le marché européen et ils ne reculeront devant aucun moyen pour parvenir à leur fin. Pour la dernière année du Plan Marshall, 1951-1952, les services officiels prévoient, par exemple, que l'Europe absorbera 4.175.000 tonnes de blé en provenance des Etats-Unis, chiffre huit fois plus élevé que celui d'avant-guerre (560.000 tonnes en 1937) [1]. Des courants commerciaux de cette importance ne peuvent être aisément modifiés, étant donné tous les intérêts privés qui les soutiennent. Si le Plan Marshall s'exécute de la manière prévue aujourd'hui, il sera impossible à l'Europe de l'Ouest de reconquérir son indépendance économique.

IV. — Pour l'équilibre et la paix.

La situation que nous venons d'évoquer est-elle sans remède ? Certainement non. Le 28 février 1948, Henry A. Wallace proposait à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants la substitution au Plan Marshall d'un programme reposant sur la constitution d'un fonds administré par l'*Organisation des Nations Unies*. Il semble qu'il ne soit pas trop tard pour en venir à cette solution puisque le texte de la loi sur l'aide étrangère énonce :

> Le président est autorisé à requérir la coopération ou l'usage des services des Nations Unies ... (sec. 121 (a)).

Du simple point de vue de l'économie des moyens, il semblerait plus rationnel, au lieu de créer une nouvelle administration, d'utiliser des organismes

1. Voir Supplément aux *Commodities Reports*, publié par le Département d'Etat.

qui existent déjà, en particulier la *Commission économique pour l'Europe de l'O.N.U.*

Cela s'imposerait d'autant plus que cette Commission remplit depuis de nombreux mois des fonctions qui correspondent exactement à ce que devrait être une gestion normale d'un programme de développement économique de l'Europe fondé sur l'assistance temporaire des Etats-Unis.

Nous pensons ici surtout au *Comité du Charbon* de la *Commission économique européenne*, qui a succédé à l'Organisation européenne du Charbon. Ce Comité a pour tâche de répartir de façon rationnelle les disponibilités européennes en charbon et de présenter ensuite au gouvernement américain le tableau des besoins restant à couvrir par les Etats-Unis. C'est cela même qui devrait être fait en ce qui concerne l'ensemble des marchandises dont l'Europe a un urgent besoin.

Pratiquement, le Comité accomplit sa tâche de la manière suivante : en premier lieu, les informations sont réunies d'une part sur les livraisons de charbon prévues dans les accords passés entre les différents pays, d'autre part sur les quantités supplémentaires dont disposent les pays producteurs et sur les besoins des divers pays ; sur la base de ces informations, des réunions périodiques entre les délégués des divers pays mettent sur pied un programme de répartition, qui ne porte aucunement atteinte aux accords déjà conclus entre les pays, mais qui assure une distribution équitable des quantités « à destination variable » (charbon allemand principalement), et qui établit des propositions précises sur les livraisons de charbon américain. Ce programme est arrêté *à l'unanimité* des délégations présentes, de sorte que la souveraineté de chaque pays se trouve respectée. De plus, les décisions ainsi prises ne sont que des recommandations adressées aux divers gouvernements.

Une telle procédure semble bien concilier de façon raisonnable la nécessité de sauvegarder l'indépendance de chaque nation et celle de mettre en œuvre une véritable coopération internationale. Elle fonctionne en ce moment pour le charbon, bien que cette marchandise relève également du Plan Marshall ; la présence au Comité du Charbon des représentants des pays de l'Est qui n'ont pas donné leur accord au Plan ne semble pas devoir être un obstacle à la poursuite des opérations en cours. Dans ces conditions, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher de confier à des Comités analogues la tâche de proposer des programmes de distribution pour toutes les marchandises dont la fourniture est nécessaire à l'Europe de la part de l'Amérique. Ainsi aurait-on de sérieuses garanties que les intérêts véritables et permanents de l'Europe considérée dans son ensemble seront pris en considération.

Bien entendu, les Etats-Unis ne seraient pas dans l'obligation de fournir les quantités indiquées par les différents comités. Mais, dans tous les cas, le peuple américain aurait l'assurance que de cette manière les sacrifices qui lui sont demandés représentent une contribution effective à l'équilibre du monde et à la paix, et non pas un moyen d'augmenter les profits de ses exploiteurs.

AUTOUR D'UN CENTENAIRE

CHATEAUBRIAND ET LA LIBERTÉ

par Georges COGNIOT

Georg Lukacs, l'éminent professeur de l'Université de Budapest dont les éditions Nagel viennent de faire connaître au public français la forte étude critique sur l'existentialisme, observe dans un autre de ses ouvrages, *Progrès et réaction dans la littérature allemande*[1] : « Le romantisme est le domaine de la littérature allemande le plus débattu. Dès l'origine, le dithyrambe et la malédiction sont en lutte. » On n'en dirait pas autant d'un certain romantisme français, à en juger par le concert apologétique presque sans note discordante qui s'est élevé cet été à l'occasion du centenaire de la mort de Chateaubriand. De M. Victor Giraud, du *Monde*[2], à M. Edouard Herriot, de l'Académie Française, c'était à qui chanterait sa partie avec le plus d'élan.

Il n'est pas d'éloges dont on n'ait accablé celui qui s'en est déjà tant décerné lui-même de son vivant.

S'il faut en croire en particulier l'auteur de *Madame Récamier et ses amis*, « le plus important enseignement de Chateaubriand, ce qui doit aujourd'hui encore nous guider, c'est ... son amour de la liberté[3]. » Plus loin : « Par une révolution très nette, Chateaubriand est passé du royalisme pur au royalisme libéral, puis, dans une certaine mesure, à l'idée républicaine. » Et d'insister sur les *Mémoires d'outre-tombe*, avec les pressentiments relatifs à « l'imminence d'une transformation sociale », aux « droits et ambitions de la masse », à « la réduction de la distance par les inventions nouvelles », voire au « rôle croissant de la matière », c'est-à-dire, si nous comprenons bien, de la chimie, de la mécanique et de l'astronomie. Peu s'en faut que le soldat de l'armée de Condé ne soit déclaré bon pour le service dans l'ost mécanisé de Truman, que l'on ne perd pas l'occasion de glorifier allusivement comme rempart de « l'autonomie personnelle » contre ceux qui seraient, paraît-il, décidés à faire de l'homme « un numéro dans une chiourme ».

Chateaubriand au service de la liberté ? Cette légende, d'une banalité depuis longtemps scolaire, a la vie dure.

A quelles difficultés, pourtant, à quelle résistance des faits ses propagateurs ne se heurtent-ils pas ! Leurs références quelque peu plausibles se tirent exclusivement de la dernière partie de la vie et de la production de Chateaubriand ; or, ce n'est pas son œuvre de cette période qui a exercé une influence historique majeure ; la partie de son œuvre qui a agi à la fois sur les contemporains et sur la postérité, c'est le *Génie du Christianisme*, et les écrits de même inspiration qui se répartissent dans l'intervalle d'*Atala* (1801) à l'*Itinéraire* (1811).

1. *Fortschritt und Reaktion in der deutschen Literatur*, Aufbauverlag, Berlin, 1947.
2. Chronique du 3 juillet 1948.
3. Eloge académique de Saint-Malo, et *France-Illustration* du 24 juillet 1948.

M. Victor Giraud a la simplicité de n'en faire pas mystère. Le mérite éternel qui, d'après lui, est acquis à Chateaubriand, c'est qu'il a « restauré et remis en honneur la catégorie de l'idéal » en foudroyant « les scandaleuses impiétés de la séquelle encyclopédique » ainsi que « la sanglante expérience révolutionnaire », qui déjà, nul n'en ignore, avait à sa façon fait de l'homme « un numéro dans une chiourme ». Le premier des « écrivains catholiques », dit le chroniqueur littéraire de la *Croix* [1], et c'est lui qui met les guillemets, en voulant signifier : conservatisme social.

Voilà qui est franc, et qui nous débarrasse d'un tas d'erreurs, ou de pieux arrangements. La gloire de Chateaubriand est nettement circonscrite ; qu'on ne vienne plus le louer d'avoir introduit la conception moderne de l'histoire ; ou d'avoir donné droit de cité littéraire à la sensibilité ; ou d'avoir fait aimer par un changement décisif la nature et la vie exotique, bref d'avoir « défriché le chemin qui conduit au romantisme et à d'autres formes encore des lettres françaises » (lesquelles ? le réalisme ? [2]).

Chateaubriand « initiateur » de l'histoire [3] ? Après Montesquieu et Voltaire en France, après Gibbon en Angleterre, — contemporains de l'Allemand Winkelmann, l'interprète démocratique et révolutionnaire de l'antiquité, — il n'y avait certes plus lieu de faire reconnaître ni en France ni hors de France les droits de l'histoire ; le goût et le sens de l'histoire avaient pris un développement dans la suite duquel s'inscriront Hegel et les historiens français de la période de la Restauration défenseurs de l'idée du progrès dans l'évolution de l'humanité [4].

Voltaire avait commencé d'introduire les questions économiques dans l'histoire. Mais précisément Chateaubriand, historien bon chrétien toujours fidèle au *Discours sur l'Histoire universelle,* les qualifiera de « pesant bagage que Clio traîne aujourd'hui après elle [5] ».

Au témoignage d'Engels, l'idée fausse que « les actions politiques de premier plan sont le facteur décisif en histoire », avec le dédain de « l'évolution réellement progressive qui s'accomplit silencieusement à l'arrière-plan de ces scènes bruyantes », cette vieille idée « n'a été ébranlée que grâce aux historiens bourgeois français de l'époque de la Restauration »[6]. Mais précisément Chateaubriand flétrira cette ébauche d'une conception nouvelle de l'histoire du nom de « système fataliste », qui a « de bien plus graves inconvénients » que l'histoire descriptive, parce qu'elle « sépare la morale de l'action humaine », « bannit l'individu pour ne s'occuper que de l'espèce », bref « annule totalement (ô styliste ! que serait-ce qu'une annulation non totale ?) l'individu, ne lui donne que la position d'un chiffre » [7]. Et nous voilà revenus à notre vieille connaissance, le « numéro dans une chiourme », avec cette différence que l'accusation formulée à propos de Chateaubriand contre les socialistes était lancée par Chateaubriand lui-même contre... M. Thiers, coupable de tenir plus ou moins compte des facteurs économiques et financiers dans ses recherches historiques. Le reproche du matérialisme grossier, d'âge en âge, change d'adresse particulière, mais vise toujours les classes montantes : en 1830 encore, la bourgeoisie et ses idéologues ; en 1948, le prolétariat et ses porte-parole...

Non, le mérite singulier de Chateaubriand n'est pas d'avoir rénové l'histoire. Nous n'accorderons pas davantage qu'il ait consisté, comme disait Théophile Gautier et

1. M. Luc Estang, dans la *Croix* du 4 juillet.
2. Eloge académique.
3. C'est ce qu'affirme G. Lanson, *Histoire de la Littérature française*, 14e édit., 1920, p. 1014.
4. Georg Lukacs, ouvr. cité, p. 24.
5. *Etudes historiques*, 1831, préface.
6. *Anti-Dühring*, IIe partie, Economie politique, Chap. 2, Théorie de la violence.
7. *Etudes historiques*, loc cit.

comme les manuels scolaires le répètent, à « rouvrir la grande nature fermée ». Expression vraiment surprenante, s'agissant d'un homme qui, par exemple, a tout fait pour rendre à nouveau les Français insensibles aux beautés de la montagne, coupables d'avoir été célébrées par Rousseau. Qu'on lise le *Voyage au Mont-Blanc,* ce « pamphlet » contre les Alpes [1]. En vérité, il est temps, à cet égard comme à tant d'autres, de rétablir le XVIIIe siècle dans ses droits et ses gloires.

Le romantisme réactionnaire.

Ailleurs résident la signification historique et en un sens la « grandeur » de Chateaubriand. Cette signification tient tout entière en sa rupture précisément avec le XVIIIe siècle, avec l'Encyclopédie et la philosophie des lumières et, — n'en déplaise aux dévots adaptateurs, — avec la « liberté ». Il faut supposer bien de la légèreté, ou plutôt de la complaisance pour les poses sentimentales de l'auteur lui-même, chez ceux qui expliquent le retour de Chateaubriand du scepticisme et de l'incrédulité à la foi de ses pères par des émotions intimes comme les impressions provoquées par la mort d'une mère et d'une sœur : cette conversion religieuse n'est qu'un épisode et un élément du long drame d'arrachement intellectuel au terme duquel la pensée de l'émigré se dresse contre les idées de la Révolution française aussi résolument qu'il s'est dressé en chair et en os, soldat de la septième compagnie bretonne, contre les réalités de la Révolution. L'esprit s'enrôle à son tour chez les Princes, et tente lui aussi sa campagne de France. Le secret de Chateaubriand, c'est ce que dit au fond M. Gustave Thibon avec un style simplement un peu trop fleuri : « la répulsion d'une âme aux appétits élevés devant les nourritures de plus en plus répugnantes que lui apportait son siècle [2] », son triste siècle révolutionnaire, irrespectueux, et pour tout dire, fort mauvais cuisinier des plats aristocratiques. « Démesure entre le désir et la puissance », note M. Martin-Chauffier [3]. Il faut voir comment, dans les *Mémoires d'outre-tombe* [4], parlant longtemps après, la tête froide, de son retour d'émigration, il insiste encore sur les résultats barbares de cette révolution, et « décrit » soi-disant les villages ravagés, les forêts dévastées, l'agriculture ruinée (alors qu'en fait, à cette date, l'ardeur des nouveaux propriétaires rendait les champs plus prospères) : « Partout de la boue ou de la poussière, du fumier et des décombres... Il me semblait, à la lettre, que j'allais descendre aux enfers. » Les grandes œuvres de Chateaubriand sont les armes intellectuelles qu'il met au service de la contre-révolution, en remplacement du fusil qu'il a dû jeter dans un fossé des Ardennes. Mais depuis quand est-ce à Coblence qu'on défend la liberté ?

Pour un noble, dépouillé de ses privilèges et de ses biens, devenu suspect à la police et moralement déconsidéré, la Révolution française équivalait à une démonstration de la faillite du rationalisme : qu'elle cède donc la place à l'irrationalité dans l'homme et dans la société, dans la vie et dans l'histoire ! L'âme de l'homme sera livrée désormais, en même temps qu'à la mélancolie inspirée par les grands écroulements, aux orages intérieurs, au « vague des passions », à l'immédiat, à l'instinctif et

---

1. L'expression est de M. René CANAT, dans son *Chateaubriand, Morceaux choisis,* p. 194.
2. Gustage THIBON, *François-René de Chateaubriand,* Editions du Rocher, Monaco, 1948, introduction, p. 14.
3. Dans son bel article d'*Europe,* juillet 1948.
4. Deuxième partie, Livre 1.

à l'inconscient, à tout ce qui contredit l'entendement. Foin de la « présence dans l'instant » et du « sens des réalités [1]. »

M. Gustave Thibon cite avec une visible prédilection les textes de Chateaubriand contre « le partage égal de la propriété et de l'intelligence », contre la démocratie « où nous ramperons dans une fange indivise à l'état de reptiles pacifiques », bref contre « l'assommoir de la raison », et cet auteur évoque les héritiers à venir d'une telle pensée : Nietzsche, Bergson... « L'invasion des idées a succédé à l'invasion des barbares ». Voilà pour l'individu.

Pareillement, dans l'histoire, on cherchera à déceler, au lieu de lois, au lieu de principes relevant de la pure raison, les forces secrètes et spontanées auxquelles la vie des peuples est en réalité soumise. La thèse des *Etudes historiques* (Préface) est que

> l'homme tend à une perfection indéfinie ; il est encore loin d'être remonté aux sublimes hauteurs dont les traditions religieuses et primitives de tous les peuples nous apprennent qu'il est descendu ; mais il ne cesse de gravir la pente escarpée de ce Sinaï inconnu, au sommet duquel il reverra Dieu. La société, en avançant, accomplit certaines transformations générales, etc.

Du retour au christianisme, s'élargissant de plus en plus lui-même par une mystérieuse nécessité organique, Chateaubriand attend la régénération progressive de l'humanité.

La mystique l'emporte en ce temps dans l'âme de la noblesse désespérée du cours réel des choses, exactement comme elle l'emporte aujourd'hui dans la philosophie et les théories « scientifiques » d'une bourgeoisie également consciente d'être condamnée par une histoire inexorable. Le culte du sentiment, qui représentait chez Rousseau ou chez Goethe la protestation de l'homme de type nouveau, de l'homme bourgeois, contre les entraves pesantes ou inversement le froid libertinage, contre l'amoralité ou la convention sèche et morte de la pensée et de la société féodales déclinantes, se transforme ici en son contraire : la protestation sentimentale du féodalisme contre l'impitoyable « raison » révolutionnaire.

Telle est la source principale du romantisme de Chateaubriand. De son romantisme *propre*. Faut-il rappeler, en effet, que des différences essentielles séparent les romantiques l'un de l'autre, distinguent les écoles et les hommes ?

Romantiques contre romantiques.

Le cours suivi par la Révolution Française n'avait pas seulement signifié, *pour ses adversaires*, la condamnation de la philosophie des lumières et du rationalisme : il avait signifié d'autre part, *pour les meilleurs, pour les plus avancés des révolutionnaires*, une immense désillusion. Au lieu du siècle d'or dont on avait rêvé jusqu'en 1794, commençait un siècle de fer. Quel abîme entre les spéculations des idéologues du XVIIIe siècle, entre l'idéal pour lequel tant de sang avait coulé dans les combats de rue de Paris et sur les champs de bataille de l'Europe, et la nouvelle réalité de l'exploitation capitaliste, les changements économico-sociaux qui s'imposent avec une cruelle évidence au début du XIXe siècle ! Dans la Révolution Française, l'intérêt de la bourgeoisie ayant

1. Art. d'Europe déjà cité.

triomphé, le pathos, comme Marx le dira en 1844 dans la *Sainte-Famille*[1], s'était évaporé et on avait vu se faner les fleurs d'enthousiasme dont cet intérêt avait orné son berceau. D'un côté, l'intérêt de la bourgeoisie « était tellement puissant qu'il vainquit la plume d'un Marat, la guillotine des terroristes, l'épée de Napoléon, comme le crucifix et le sang bleu des Bourbons ». De l'autre côté, la Révolution était *manquée* pour la masse.

> dont les conditions effectives d'émancipation diffèrent essentiellement des conditions à l'intérieur desquelles la bourgeoisie pouvait s'émanciper elle-même et émanciper la société :

c'est pourquoi la Révolution n'a été qu' « un objet d'enthousiasme momentané ».

La désillusion des révolutionnaires engendre une protestation tumultueuse tout autre que celle de Chateaubriand. On voit paraître un autre refus de la réalité, une autre soif d'évasion, qui sont marqués des signes contraires à ceux du romantisme réactionnaire. Pendant que l'auteur du *Génie,* aux applaudissements du parti clérical français, avec une haine brûlante du « jacobinisme », de « l'anarchie constituée », de « la propagande des clubs et des ventes », des « sociétés secrètes remuant et corrompant tout »[2], écrase dans le sang le mouvement constitutionnel et libéral en Espagne ; pendant qu'il contribue en fait à y rétablir un régime où « les universités sont fermées, les académies littéraires dissoutes, les poètes enfermés dans des couvents » et « la simple affiliation à la franc-maçonnerie punie de mort »[3], exactement à cette date Byron lutte pour la liberté en Italie et meurt pour elle en Grèce. Selon les conditions nationales et selon les positions prises dans la lutte des classes, les romantiques s'opposent radicalement[4].

Aucun schéma ne saurait donc en ce domaine rendre compte de la réalité. Le mouvement romantique est complexe et contradictoire comme l'est aussi le mouvement adverse, le mouvement de ceux qui continuent à se réclamer du rationalisme. Chateaubriand se dresse contre les héritiers démocrates du classicisme jacobin[5].

Mais, sous la Restauration, ne voit-on pas aussi se dresser contre eux, à leur manière, les doctrinaires, qui proclament bien, contrairement à Chateaubriand, la souveraineté de la raison, mais la proclament pour l'opposer à la souveraineté du peuple, « afin d'exclure les masses et de régner seuls »[6] ?

Ainsi, la réalité de l'histoire est riche et elle se moque de tout jugement figé.

« Concilier l'inconciliable ».

On ne s'étonnera pas que les influences des temps nouveaux pénètrent même le romantisme de Chateaubriand, tout réactionnaire et tout aristocratique qu'il est. L'émigré de Coblence en 1792, l'émigré de Gand en 1815, le défenseur ultra de la

---

1. Chap. VI § 1, p. 144. Ed. Costes.
2. Voir les ouvrages de Chateaubriand sur le Congrès de Vérone et la Guerre d'Espagne.
3. Ces expressions sont de Desdevises du Dézert, dans LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire Générale,* t. X, p. 236.
4. Voir, pour la théorie de ces distinctions, l'article du professeur D.D. BLAGOÏ, Pouchkine poète de la réalité (en russe), dans La littérature à *l'école*, Moscou, 1947, n° 1.
5. En écrivant par exemple dans son *Analyse raisonnée* de l'histoire de France : « Aux monuments nés de notre religion et de nos mœurs, nous avons substitué, par une déplorable affectation de l'architecture bâtarde romaine, des monuments qui ne sont ni en harmonie avec notre ciel ni appropriés à nos besoins ; froide et servile copie, laquelle a porté le mensonge dans nos arts, comme le calque de la littérature latine a détruit dans notre littérature l'originalité du génie frank ».
6. K. MARX, *la Sainte-Famille*, loc. cit.

Chambre introuvable, l'agitateur légitimiste de 1832, le pèlerin de Prague quan Charles X y réside, cet homme admet que le régime précapitaliste, que l'Etat d'avar la Révolution ne sauraient pourtant être rétablis. Il estime qu'une Révolution, mêm régicide, peut se justifier si, révolution des bourgeois, des possédants, elle n'oublie pa « que la hiérarchie des rangs était la barrière qui défendait la hiérarchie des fortunes et évite de détruire « l'aristocratie des rangs » au point que « l'aristocratie de la pro priété » devienne « le point de mire » [1] ; si elle se comporte comme autrefois Cromwel qui « fit régner l'ordre », fut « tolérant en religion et en politique » et « employ les royalistes avoués ». Il faut tirer le meilleur parti possible du régime bourgeois fût-il à cocarde tricolore, il est acceptable pourvu qu'il soit animé d'un esprit réaction naire ; pourvu qu'il recueille et honore les restes de l'ancien régime :

> Cromwell aimait et protégeait la noblesse anglaise. Cette noblesse ne périt point, comme de no jours la noblesse française, parce qu'elle ne sépara pas tout à fait sa cause de la cause générale, e qu'en même temps la révolution de 1640, entreprise en faveur de la liberté, et non de l'égalité, n'étai point dirigée contre l'aristocratie [2].

Chateaubriand adepte de la « liberté » ? Il l'est en effet, mais d'une *liberté* qui contredit l'*égalité* plébéienne, et qui, comme celle de Cromwell, faisant les yeux doux au vieux privilège aristocratique, « se sent abandonnée par l'esprit de la révolution » [3]. Agréable sentiment ! Divin soulagement !

Chateaubriand est ainsi continuellement partagé entre le féodalisme et la vie moderne ; M. Louis Martin-Chauffier dit : « constamment balancé d'une opinion à l'autre » et tentant sans répit de « concilier l'inconciliable ». Mais tout de même les deux pôles n'exercent pas une attraction égale, et ce que la vie moderne, en fin de compte, lui fournit, c'est surtout de quoi redorer le blason féodal.

De cette complexité vient, en particulier, l'apparence si étrange du *Génie*, avec l'idéologie contradictoire qui s'y exprime, cette apologétique hybride et sans noblesse qui, en cinq volumes, n'ose pas parler des miracles [4], et à peine de la confession, avec cette contamination de la vieille théologie féodale du moyen âge et du XVIIe siècle et de l' « argumentation » typiquement bourgeoise des temps nouveaux, qui fait appel aux « preuves » de la religion tirées du cœur, des passions, du sentiment poétique. A l'esprit s'impose la comparaison de cette mixture avec les œuvres disparates du romantisme allemand auxquelles Henri Heine devait consacrer, trente ans plus tard, quelques strophes ironiques de sa *Germania, conte d'hiver* :

> Passe pour le moyen-âge ; — le vrai, tel qu'il a été, — m'est tolérable ; sauvez-moi seulement de ces bâtards.
>
> De ces vieilles culottes de peau — qui ne sont qu'un dégoûtant alliage — de la folie gothique et du mensonge moderne, — ni chair, ni poisson.
>
> Au diable cette racaille de comédiens — et fermez les salles de théâtre — où l'on parodie les temps anciens.

Le *Génie du Christianisme* ressemble aussi, quelle que soit souvent la beauté de la forme, à ce douteux amalgame « de la folie gothique et du mensonge moderne ». Mais tel quel, un pareil amalgame a sa logique.

Atala, René, le « vague des passions » et les maladies de l'âme enrôlée au service du christianisme, ce n'est pas une inconséquence ; c'est un trait naturel et

---

1. Textes cités par M. G. THIBON, ouvr. cité, p. 20.
2. *Les Quatre Stuarts*, 1831.
3. Ibid.
4. LE SAVOUREUX, *Chateaubriand*, Paris, Rieder, 1930, p. 54.

entiel de ce romantisme en général, dont le contenu social est le mélange de l'esprit dal et de l'esprit bourgeois, la pieuse soumission de l'âme d'autrefois et en même nps l'exaltation nouvelle du moi, l'homme de l'absolutisme et l'homme « affranchi ». édéric Schlegel a parlé avec beaucoup de perspicacité de ces héros solitaires du roman-ne allemand, partagés entre les passions superbes et le désespoir, dont l'activité init dans un chef-d'œuvre théologique, comme finissent toutes les débauches morales, c un saut périlleux dans l'abîme de la miséricorde divine. » Le romantisme tourne ément à la philosophie religieuse, et il ne faut pas s'étonner que ses adeptes fassent vir à la réhabilitation de la foi du moyen âge le culte illimité de l'individu entière-nt « libéré », livré à lui-même, culte qui caractérise le monde intellectuel de la urgeoisie montante : l'ivresse de la solitude extrême, du subjectivisme exaspéré se olonge dans l'ivresse d'un abandon et d'une résignation non moins extrêmes, d'une nsécration, à la nuit et à la mort, d'une chute dans la religiosité [1]. Mais, encore un up, est-ce cela qu'il faut appeler « liberté » ?

Pas plus qu'il n'inaugure le réalisme des temps modernes, — gloire réservée à lzac, Stendhal et Hugo, qui, eux, étaient assez distants et retranchés du drame de Révolution française pour le regarder rétrospectivement et d'un point de vue histo-ue, comme une action conclue et ayant produit un état de choses déterminé, — ateaubriand n'est donc pour nous le professeur de liberté sous les traits duquel il d'usage de le présenter depuis qu'il a commencé lui-même d'en jouer le pérsonnage. mposant message de liberté des lettres françaises au XIXe siècle retentira après sa rt, quand Hugo, devenu chantre et prophète de la démocratie et du progrès, rétablira poésie des grandes perspectives, la poésie des inventions qui font époque et des lois ires et distinctes de l'histoire (ou des lois supposées telles), cette poésie dont un dré Chénier avait eu le pressentiment avant la révolution. Mais qui ne voit juste-nt que, du même coup, Hugo rétablit une littérature classique, s'il est vrai que le ssicisme authentique est découverte et exposition des plus profonds problèmes de la lité ?

Un grand homme ?

Ce que Hugo conservera, ce qui reste vivant et grand de Chateaubriand, c'est la ération de la forme littéraire.

Non, bien entendu, que la forme puisse jamais être indépendante du contenu. La gue et le style, la composition et le caractère esthétique de l'œuvre en général sont erminés par la matière de cette œuvre, c'est-à-dire par la représentation que l'écrivain fait de la réalité, l'expérience qu'il a des problèmes et des conflits, les conceptions 'il utilise pour les résoudre. L'œuvre est un tout. Et chaque œuvre doit être abordée l'aspect singulier qui la caractérise.

Mais, précisément, le caractère singulier de Chateaubriand est la subjectivité aigue.

Pour un classique, le but est de saisir et d'exprimer le vrai objectif, et le sujet qui sit et qui exprime est serviteur et moyen. Le sujet devient, dans la conception nantique, maître et fin en soi ; il s'élève souverainement au-dessus de la matière de œuvre, il dispose à son gré de l'objet, — en apparence du moins. L'art de créer.

1. Cf. Georg LUKACS, ouvr. cité, pp. 52, 65 et passim.

ainsi que l'art de vivre ; l'esthétique, ainsi que la morale, sont fondés sur la liberté moi.

Il en résulte une forme littéraire nouvelle, qui est l'heureuse liquidation des forr et des normes de la littérature classique, dégénérées dans l'intervalle en conventi et routines. Et Chateaubriand devient avant toute chose un admirable artiste du ver donc « un grand homme » comme le dit M. Martin-Chauffier avec raison, un *écriv* de génie, mais c'est-à-dire aussi un maître à rédiger, ou encore : un auteur pour l'épithète de « scolaire » paraît tout autant naturelle qu'elle choquerait appliquée Molière et Racine, Diderot, Voltaire et Rousseau, Balzac, Stendhal et Hugo. Les insp teurs généraux ont eu raison de le mettre, comme modèle de l'art de sentir et décrire, au programme de la classe de Quatrième, et le professeurs n'ont pas tort faire expliquer de préférence la *Nuit chez les sauvages de l'Amérique*, l'*Acropole*, autres textes où il entre si peu de pensée vraie, de contenu, d'objet que la gloire style éclate dans la liberté et la virtuosité du sujet [1].

C'est dans Balzac seulement que l'homme, fils de la Révolution bourgeoise, op sur la réalité ; dans Chateaubriand, grand seigneur en soi-même replié après une ré lution qui l'a exclu du réel, il opère merveilleusement sur la phrase.

P.S. — Au dernier numéro de *la Pensée*, dans mes *Notes d'un Français a Journées culturelles de Berlin*, p. 69, ligne 40, il faut lire non pas : « COUPABLE d'impo son vouloir etc. » mais : « CAPABLE d'imposer etc. ».

1. M. Martin-Chauffier dit : « Doué de la sensibilité la plus vive, et privée d'objet, tournant vide, quêtant l'objet, ne saisissant qu'une fumée et se nourrissant d'elle-même ». Et encore : « Il fallait être le seul ».

LE PROBLÈME DE L'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ET LA DISCUSSION DU BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE

par Germaine VIGNERON

La discussion du budget de l'Education Nationale au Palais-Bourbon, intervenue au début du mois d'août, a été entièrement dominée par l'exposé du rapporteur, Georges Cogniot.

Ecarté de la tribune par la maladie, il a été suppléé en séance, dans la présentation de son rapport écrit, par René Lamps.

Toutes les interventions qui ont suivi, y compris en premier lieu celle du ministre, ont gravité autour des observations sévères contenues dans ces quarante pages denses et exactes, soit pour les confirmer, soit pour essayer vainement de les réfuter. Le président de la Commission de l'Education nationale, Roger Garaudy, et Raoul Calas ont prononcé d'importants discours.

Le volume des crédits de l'Education nationale. — Quelques comparaisons.

Le rapporteur établit d'abord que les crédits de l'Education nationale sont en 1948 en augmentation de 11 % par rapport à 1947, augmentation fictive, si l'on tient compte de l'accroissement du prix de toute chose. Il cite à titre de comparaison le propre aveu du gouvernement à la page 31 du projet de budget des Forces armées : « Les dépenses militaires envisagées pour 1948 accusent une augmentation de 28 % ».

Encore devons-nous rappeler ici que d'énormes dépenses de nature strictement militaire sont camouflées soit au budget de l'Intérieur, soit au budget de la Présidence du Conseil, où figure, par exemple, le Groupement des Contrôles Radioélectriques, pur organisme de Défense nationale, qui est célèbre par ses luxueuses installations.

Comme chacun sait, les énormes dépenses militaires, qui, sans doute, correspondent essentiellement à une politique de préparation à la guerre, d'aventure antisoviétique et de lutte contre les forces démocratiques nationales, traduisent aussi un gaspillage insensé. Comment ne pas noter, par exemple, que le ministre de la Marine, — alors qu'il ne peut nullement prétendre comme les armées de terre et de l'air que le matériel automobile constitue pour lui un instrument de combat, — n'emploie pas moins de 1.059 voitures de *tourisme ?* et que, pour l'ensemble des forces armées, il a été dépensé en superflu, donc dilapidé, de l'avis des commissions d'enquête, 1.050 millions de francs rien qu'en essence-auto dans le premier semestre de 1947 ? que les mêmes commissions

constatent que, depuis la guerre, aux termes « de multiples rapports », on a vu disparaître chez les administrateurs militaires « toute notion de gestion économique » ?

Le ministère de la Marine occupe à Paris 37 immeubles ou appartements, dont 23 sont loués ou réquisitionnés, alors que ce département ministériel ne comptait en 1939 que 11 immeubles, tous domaniaux.

Les services dit sociaux de l'armée de terre et de la marine ont utilisé, en plus des ressources budgétaires, des « ressources propres » qui paraissent dépasser une centaine de millions depuis la Libération. L'existence de ces ressources, soustraites à tous les contrôles réglementaires, constitue une violation effrontée du principe du caractère limitatif des crédits budgétaires ; les sommes de l'espèce auraient dû être soumises à la procédure de reversement au budget. L'irrégularité est si flagrante que force a été de saisir le Procureur Général près la Cour des Comptes. Au sein du ministère des Forces Armées, il existe en fait sept « services sociaux » différents, employant environ 2.300 personnes et ce personnel coûte au budget de l'Etat un demi-milliard par an !

L'énumération des désordres de ce genre, que les officiers républicains et patriotes sont les premiers à déplorer, pourrait être presque indéfiniment poursuivie.

Que dire, d'autre part, des gaspillages de la police ! Il est caractéristique que le seul service des transmissions de l'Intérieur ait coûté 205 millions sur la base des prix de janvier 1947, et que le mot transmis lui soit revenu à 6 frs 50, en un temps où le tarif correspondant des P.T.T. était de 3 francs ! Autre exemple : des centaines de millions sont engloutis dans l'équipement radioélectrique des Compagnies Républicaines de Sécurité ou dans les fastueux frais immobiliers et les dépenses de fonctionnement des écoles nationales de police, comme celles de Sens et de Saint-Cyr au Mont d'Or ; dans cette dernière, le prix de revient de la journée d'élève ressortait officiellement à près de 1.000 francs en février 1947 ! Voilà des chiffres qu'il est bon de mettre en comparaison avec ceux de l'Education nationale.

D'après le projet primitif de budget, c'est l'enseignement technique, — depuis longtemps visé par le M.R.P., — qui devait faire, pour une bonne part, les frais des dépenses excessives des forces armées et de la police. Le gouvernement osait proposer, tant pour les écoles techniques que pour les centres d'apprentissage, la suppression de 5.215 emplois, soit un taux de suppression de 22,7 % par rapport aux effectifs de 1947. Et pourtant, les établissements du technique, centres d'apprentissage compris, ont refusé, faute de place et de personnel, plus de 100.000 enfants en 1946 et davantage encore en 1947 ! Longuement, le rapport de G. Cogniot a expliqué la situation vraie de l'enseignement technique, les raisons pertinentes qui par deux fois ont déterminé, à son appel, la Commission des Finances, — laquelle ne dispose pas du droit d'augmenter les crédits, — à refuser du moins de voter les chapitres en question dans l'état où le gouvernement les présentait. Si, en définitive, les ministres ont dû faire des concessions et rétablir une partie des postes qu'ils voulaient supprimer, c'est à Georges Cogniot que l'enseignement technique le doit.

La place nous manque ici pour entrer dans le détail d'un grand nombre de questions traitées dans le rapport : défense du taux des heures supplémentaires et du maximum de service dans l'enseignement du second degré ; lutte contre la revision en diminution de la carte scolaire des lycées et collèges ; d'une façon plus générale, dénonciation d'une politique faite à la fois de sabotage et de bluff qui, dans tous les chapitres de « matériel », fait correspondre à une hausse des prix de 80 % une augmentation des crédits d'à peine 40 %.

Le rapporteur a protesté hautement contre l'état catastrophique auquel les bibliothèques dans leur ensemble sont condamnées. Il a demandé « un immense effort pour l'Enseignement supérieur », en démontrant, à l'aide d'un grand nombre de données concrètes et chiffrées, que les créations de postes inscrites au budget de 1948, en palliant quelques-unes des insuffisances les plus aiguës, ne donnent pas à nos Universités les moyens de se maintenir au niveau qui avait fait la réputation de l'Enseignement supérieur français. Il a justement mis en lumière les amples résultats auxquels est parvenue, sous la direction de G. Teissier, la Recherche scientifique, — résultats hautement reconnus d'une gestion unanimement approuvée, — et ici encore il a demandé des moyens moins indignes et du but et de l'effort.

Construire ! Construire !

Le 12 mai 1948, le Conseil général de l'Allier émettait à l'unanimité le vœu suivant :

« Considérant que la mission de l'école laïque ne peut s'accomplir dans des bâtiments qui menacent ruine ou des salles de classe qui s'apparentent à des taudis,

« Emet le vœu

« Que soit élaboré rapidement un programme national de constructions scolaires ;... que ce programme puisse entrer en réalisation par tranches à partir de l'année 1948 ».

Pas de semaine sans que plusieurs vœux semblables n'émanent soit de Conseils généraux, soit de Conseils municipaux des régions les plus diverses.

Le 12 juin 1948, le Recteur de l'Académie d'Aix, rentrant d'une visite en Corse, exposait au ministre que, faute de bâtiments scolaires, on fait communément la classe dans des garages ou des boutiques : « A Bastia, les quatorze classes d'une école sont dispersées dans autant d'immeubles du quartier. A Ajaccio... le groupe Pascal Paoli (14 classes) occupe des pièces d'habitation dans de vétustes immeubles de rapport loués par la ville. On peut voir ces enfants entassés à six sur les bancs destinés à quatre, et cela dans toutes les classes sans exception... Beaucoup ne peuvent se chauffer autrement que par la simple cohabitation de cette multitude d'enfants.

« Il faut voir ces 450 élèves déversés par vagues successives dans la rue qui sert de cour de récréation. Ils... s'envolent vers les murailles ou les rochers qu'ils sont autorisés à arroser de préférence aux murs du Palais de Justice, de la prison ou de la gendarmerie, signalés à la protection des maîtres par des plaintes répétées. Il n'y a pas d'autres cabinets dans le quartier. »

De la Sarthe, de la Lozère, voire de la Seine-et-Oise, des plaintes analogues s'élèvent.

On constate combien étaient justifiées les observations sévères que G. Cogniot formulait dès le mois de mars dernier, lors de l'examen du budget d'équipement et de reconstruction.

Dans son récent rapport sur le budget de l'Education nationale, il insiste à nouveau sur les trois facteurs du drame actuel : destructions du temps de guerre, mouvement démographique, sabotage des constructions scolaires depuis la Libération.

Du fait des hostilités, plus de 4.000 classes primaires ont été sinistrées. L'enseignement du second degré compte, pour sa part, 40 établissements entièrement détruits, 110 partiellement sinistrés et 350 pillés ; les pertes de l'enseignement supérieur sont très

notables ; une Université entièrement détruite (Caen), plusieurs Facultés et Instituts très endommagés. En même temps, par haine de la laïcité, le gouvernement de Vichy ne construisant pas d'écoles nouvelles, il entretenait mal ou médiocrement les bâtiments existants.

Deuxième élément du problème : l'augmentation des naissances. En 1946, 514.000 mariages au lieu d'une moyenne de 276.000 avant-guerre ; un taux de naissance dépassant en 1947 tous les taux observés depuis 1900. Les écoles maternelles, déjà surchargées dans l'état actuel des choses, vont avoir dès 1949 des effectifs en rapide croissance. Dans cinq ans, les écoles primaires auront à faire face à une augmentation de la population enfantine de l'ordre de 400.000 individus. La montée naturelle des effectifs scolaires obligerait donc, à elle seule, à une audacieuse politique de construction.

Mais un troisième facteur confère au problème une cruelle urgence : le retard pris de 1944 à aujourd'hui. Depuis la libération, les ministres successifs, — gaullistes comme Capitant et Giacobbi, socialistes comme Naegelen et Depreux, — ont entièrement abandonné les constructions scolaires [1]. Une brève démonstration suffira. Avant la guerre, 150.000 classes environ de l'enseignement du premier degré étaient ouvertes dans la métropole, et l'Etat dépensait 200 millions par an pour l'équipement (en matière d'enseignement du premier degré). Le taux moyen des subventions aux collectivités locales, à qui incombe légalement le soin de bâtir, étant de 65 %, les 200 millions de subventions de l'Etat représentaient donc 310 millions de travaux. Or, la construction de l'école-type à une classe coûtait alors 300.000 francs. Une simple division montre qu'on pouvait construire environ un millier de classes par an ; autrement dit, chaque unité de construction de l'enseignement primaire était supposée devoir durer quelque 150 ans, chiffre déjà supérieur de beaucoup à la période d'utilisation normale d'un bâtiment.

En 1948, la même unité de construction revient à 5 millions et demi. Quant aux crédits, ils ont à peine varié : 250 millions pour les écoles primaires. Le taux de la subvention de l'Etat étant tombé aux environs de 50 % (réduction de 15 % résultant du décret du 21 avril 1939), c'est 500 millions qui pourront être dépensés au total cette année, soit 90 écoles à une classe. A ce rythme, une école primaire est supposée n'avoir besoin d'être renouvelée qu'au terme de 1.600 ans révolus. G. Cogniot aboutissait dans son rapport imprimé au chiffre déjà prodigieux de 1150 ans ; mais les propres calculs de l'Administration l'ont convaincu d'excès de prudence dans la critique : il avait sous-estimé le coût des constructions scolaires à l'heure présente et la carence des ministres responsables...

G. Cogniot, d'accord avec le Syndicat des Instituteurs, demande dix milliards par an pour réparer le crime commis avant et depuis la Libération par ceux qui ont privé l'enfance populaire d'écoles.

Dans l'enseignement du second degré, la réédification *en identique* de ce qui a été détruit coûterait au total 20 milliards : le crédit accordé en 1948 par la Reconstruction est de... 540 millions. Allez vous étonner qu'aucun établissement ne soit encore relevé à l'heure actuelle !

---

1. Abandon des constructions scolaires par les ministres socialistes et acceptation par les députés socialistes du décret Poinso-Chapuis qui rétablit en fait les subventions de Vichy aux écoles confessionnelles : toute cette attitude est aussi logique que déplorable !

Pourtant, ici encore, il ne s'agit pas seulement de guérir les désastres de la guerre proprement dits : plus de 100 établissements du second degré, — la plupart du temps, d'anciens couvents, — sont classés vétustes, irréparables et dangereux. A ce titre, 4 milliards par an pendant trois ans seraient nécessaires : eh bien ! la dotation de l'espèce en 1948 est de 265 millions de francs !

Dernier problème pour l'enseignement du second degré, le plus grave de tous : la population scolaire, ne trouvant plus place dans les établissements publics devenus infiniment trop exigus pour les besoins, FRÉQUENTE PAR FORCE ceux de l'enseignement libre. Le caractère dramatique de la situation ne ressort-il pas suffisamment de ces chiffres : la proportion des élèves de l'enseignement libre du second degré s'est accrue depuis la guerre de près de 50 % tandis que les élèves de l'école publique, *fermée aux postulants,* ne s'accroissaient que de 20 %. A Paris seulement, il manque quinze lycées pour satisfaire à la demande. De ce chef, huit milliards par an pendant dix ans seraient nécessaires.

Dans l'enseignement technique aussi, la plupart des établissements se révèlent insuffisants en capacité. La population scolaire est passée de 105.000 en 1944 à 125.000 en 1947. G. Cogniot donne dans son rapport des chiffres d'une amère éloquence sur le nombre des candidats qui, chaque année, sollicitent en vain leur admission, faute de place. Plus de 200 demandes de transformation ou de création d'établissements sont déposées au ministère.

Quant aux centres d'apprentissage, le problème est circonscrit par les données suivantes. Il y a en tout 2.604.000 jeunes Français et Françaises entre 14 et 17 ans : déduction faite des élèves, au nombre de 120.000, qui fréquentent les centres, et de ceux qui s'orientent vers le deuxième degré, l'apprentissage familial et l'agriculture (supposée exempte de tout besoin d'apprentissage organisé !), on estime que le quart de la population totale des adolescents, environ 650.000 jeunes gens, ne reçoit aucune formation professionnelle. Le grand patronat s'en félicite, puisqu'il tient là, toute prête, une masse de manœuvres pour la pression sur les salaires. Mais l'intérêt national ? La France aurait besoin de plus de 3.000 centres nouveaux : telle est la vérité. Or, actuellement, loin d'en créer, on en ferme.

En ce qui concerne les bâtiments de l'enseignement supérieur, la situation n'est pas moins alarmante. Mises à part les destructions par faits de guerre, la plupart des Facultés, surtout celles de sciences et de médecine, manquent totalement de locaux adaptés aux besoins de l'enseignement moderne. La Faculté de Médecine de Paris ne fonctionne-t-elle pas dans des conditions absolument indignes du renom de la médecine française ? La Recherche scientifique, de son côté, est bloquée dans son développement par le manque de bâtiments : il est inadmissible que le projet de regroupement des grands laboratoires de recherche pure sur le terrain acquis à cet effet à Gif n'ait pu être poursuivi cette année faute de crédits.

A la question des constructions de Facultés et Instituts se rattache directement le problème, non moins important, des Cités universitaires et Maisons d'étudiants. La plupart des Universités, — et parmi les plus grandes : Marseille, Toulouse, Poitiers, — n'ont pas de cité d'étudiants. Les jeunes gens en sont toujours réduits à la solution aléatoire et coûteuse des chambres d'hôtel. Dans les Universités plus favorisées, les immeubles mis à la disposition des étudiants n'offrent que des ressources très insuffisantes. C'est ainsi que, pour Paris, on compte 2.800 étudiants « logés », — ou plutôt,

dans certains cas, entassés à trois ou quatre personnes par chambre, — alors que le chiffre des demandes dépasse 6.000.

Une dernière remarque : Cogniot note, dans son rapport, qu'à la question financière s'ajoute celle des matériaux. Il écrit : « Il faut donner aux écoles le ciment qui sert à bâtir des bars et restaurants de luxe. » On doit savoir en effet qu'un des procédés les plus raffinés des saboteurs de l'enseignement public consiste, après avoir débloqué quelques maigres crédits, *à ne pas débloquer la monnaie-matière correspondante.* Prenons l'exemple de la nouvelle Faculté de Médecine de Paris, rue des Saints-Pères. Pour le premier trimestre de cette année, les besoins de la construction, si longtemps retardée déjà, étaient de 200 tonnes d'acier, mais le contingent global de l'Education nationale se montait à... 110 tonnes ! Chiffres corrélatifs pour le ciment A : 220 tonnes et... 115 ! Qu'arrive-t-il dans ces conditions ? Perte de temps, inutilisation des crédits, et pour finir quelqu'un suggère au Parlement d'un air innocent l'annulation des crédits d'engagement « puisque leur vote n'a pas été suivi d'exécution » : le tour est joué, l'enseignement public tombe derechef un peu plus bas.

C'est un devoir pour les lecteurs de *la Pensée* de se mettre dans tout le pays à la tête du mouvement d'opinion nécessaire pour sauver la culture française et cette école publique dont les Etats Généraux de la France laïque, en juillet, ont rappelé encore les impérieux besoins.

POINTS DE VUE SUR LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

par André PARREAUX

I

La parution de nombreux ouvrages se rapportant à cette période consacre le fait que, depuis la Libération, la Troisième République est entrée réellement dans l'histoire. Elle est aussi la preuve que le public français veut connaître ce passé récent qui conditionne à bien des égards notre situation présente.

Des ouvrages déjà anciens sont réédités. Ainsi M. Alexandre Zévaès nous présente une *Histoire de la Troisième République* rajeunie dans la forme et prolongée jusqu'à 1945, mais où fait défaut, malgré quelques efforts dans ce sens, une analyse solide de l'évolution économique indispensable à l'intelligence des événements [1]. On voit aussi reparaître le pamphlet de Jacques Bainville intitulé *La Troisième République*, totalement dénué d'objectivité et dont la diffusion ne peut s'expliquer que par des considérations étrangères à l'histoire.

Le petit livre d'André Siegfried : *Mes souvenirs de la Troisième République* est en réalité consacré à narrer la vie de Jules Siegfried, père de l'auteur. Ce dernier y évoque parfois, avec un bonheur auquel ses chroniques du *Figaro* ne nous ont pas habitués, les temps « héroïques » de la Troisième République — tout en se refusant pour des raisons partisanes faciles à comprendre, à voir quels sont aujourd'hui les authentiques continuateurs des pionniers de la République [2]. Ce sont aussi des souvenirs que publie M. Paul-Boncour sous le titre : *Entre deux guerres*. Mais la substance de ces trois gros volumes est bien mince. Et la place faite aux « combinaisons » de couloirs est vraiment un peu grande [3].

---

1. A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, Ed. Nouvelle Revue Critique, Paris, 1946.

2. A. Siegfried : *Mes souvenirs de la IIIe République*, Paris, 1946. M. André Siegfried sait trouver des accents justes pour nous restituer l'atmosphère de la période 1875-80 :

« Un second trait caractérisait l'atmosphère de cette période, c'était la jeunesse de la république, avec tout ce que la jeunesse comporte d'entrain, de confiance et de mouvement.

La victoire décisive des républicains au lendemain du seize mai avait marqué une sorte de renouveau politique, quelque chose comme un printemps de la vie publique

« ...Il y avait un enthousiasme de la recherche, de la nouveauté, de la création, et, quelque vieille que fût la France, il y avait, en dépit de la défaite, un sentiment de jeunesse et de renouveau ».

Et une partie de la grande bourgeoisie elle-même n'échappait pas à cette atmosphère de renouveau :

« Dans le milieu où je vivais, on se disait que la République serait l'instrument le plus efficace de la renaissance française, puisque le peuple tout entier, profondément patriote, en était naturellement le premier collaborateur : en effet, comme aux temps lointains de la grande révolution, ce peuple ne songeait pas à séparer la République de la patrie ».

On peut mesurer la distance qui sépare la bourgeoisie d'alors qui n'avait pas encore épuisé son rôle progressif, et la nôtre, de plus en plus dominée par la peur du peuple. Mais l'auteur, naturellement, se garde bien d'instituer cette comparaison...

3. J. Paul-Boncour : *Entre deux guerres*, 3 vol., Paris, 1945-46. L'ignorance de M. Paul-Boncour à l'égard des manifestations populaires se manifeste parfois d'une façon bien curieuse :

« Le souvenir de la Commune resta longtemps vivace dans la tradition socialiste. *Je ne sais ce qu'étaient devenus, à la veille de 1939, la commémoration du 18 mars et le pèlerinage annuel au Mur des Fédérés du Père-Lachaise à l'anniversaire de la semaine sanglante de mai.* J'ai vu encore, dans les années qui suivirent la guerre de 1914, s'y porter les foules socialistes... » (T. I, p. 30, n° 1).

*
* *

Si le livre de Paul-Boncour est le plaidoyer médiocre d'un vieux politicien plus familier avec les ficelles parlementaires qu'avec les aspirations du peuple, par contre l'ouvrage de M. François Goguel [1] témoigne d'une indiscutable naïveté, qui n'est pas exempte pour autant de sérieux dangers.

La politique des partis sous la III[e] République est un livre à thèse ; ou plutôt à thèses ; car il en contient plusieurs :

1° *Toute l'histoire de la III[e] République est l'histoire de la lutte entre deux partis : le « parti du Mouvement » et le « parti de l'Ordre établi ».*

L'auteur préfère ces termes, nous dit-il, à « ceux, plus communément employés, de gauche et de droite ». On ne voit pas bien quel avantage pratique justifie cet abandon de la terminologie traditionnelle pour des vocables qui conduisent à de véritables abus de langage.

C'est ainsi qu'il est question des « militants français du parti du Mouvement » ou encore de « l'idéologie du parti du Mouvement » [2]. Qu'est-ce que « les éléments les plus modérés du parti de l'Ordre » ou « l'aile droite du parti du Mouvement » ? S'il s'agit de l'Alliance démocratique ou du parti radical, pourquoi ne pas le dire et appeler un chat un chat ? Le livre y gagnerait en clarté. Et, si la notion de droite et de gauche se prête parfois à des équivoques, que dire de la notion d'*Ordre*, même établi ? Depuis les ultramontains de « l'Ordre moral » jusqu'aux traîtres de « l'Ordre nouveau », qui ne s'est proclamé partisan de l'ordre, — à commencer par les hommes des trusts, qui préfèrent s'appeler des « hommes d'ordre » ? Décidément ce mot a un passé tellement chargé qu'il inspire, même ainsi employé, une légitime défiance.

D'ailleurs, en fait, M. Goguel est contraint bien souvent d'abandonner ses notions confuses d'Ordre et de Mouvement pour revenir au vocabulaire traditionnel.

2° *Depuis le début de la III[e] République, nous dit M. Goguel, le rapport des forces entre ces deux blocs est resté le même.*

> Les mouvements apparents, celui de 1936 comme celui de 1924, tenaient moins au renforcement d'un parti dans le corps électoral qu'au jeu de modifications subtiles dans la tactique politique. C'est ainsi que la montée en flèche des effectifs du groupe communiste à la Chambre de 1936, est venue beaucoup moins d'une progression des idées communistes parmi les électeurs que du changement de tactique électorale réalisé grâce au Front Populaire (I, 18).

Mais cela, c'est l'exception. La règle, c'est la stabilité :

> En 1877, les candidats Mac-Mahoniens du parti de l'Ordre établi avaient obtenu 3.600.000 suffrages sur un total de 8.000.000, soit exactement 45 %. En 1928 les candidats du même parti — si l'on veut bien admettre que les poincaristes de 1928 étaient les successeurs des conservateurs de 1877 — ont réuni au premier tour 4.300.000 voix sur 9.200.000 ; soit 44,56 %... Les forces électorales respectives des deux tendances n'avaient varié que de moins de 0,5 % (I, 20).

Tout cela révèle une grande confusion.

L'auteur pourrait à la rigueur prétendre que, dans certains cas, les *candidats*

---

1. François Goguel : *La politique des partis sous la III[e] République*, 2 vol., Paris, 1946.
2. F. Goguel : *op. cit.*, t. I, pp. 396, 399, etc.

poincaristes étaient les successeurs des *candidats* conservateurs de 1877, — encore qu'une affirmation aussi peu nuancée soit elle-même fort discutable, comme nous allons le voir. En tout cas, nous refusons absolument de considérer les 4.305.000 *électeurs* poincaristes, dont la majorité se composait de laïques, de républicains et de patriotes, comme les successeurs des 3.600.000 *électeurs* mac-mahoniens, dans leur immense majorité cléricaux et royalistes, voire ultramontains. Il y a là une confusion inadmissible entre les élus et la masse de leurs électeurs. Mais allons plus loin.

Examinons, par exemple, le cas de Jules Siegfried (dont nous avons parlé plus haut). Il est particulièrement intéressant.

Nous ne croyons pas faire injure à la piété filiale, parfaitement légitime, de M. André Siegfried, en avançant que Jules Siegfried ne nous paraît pas avoir été un homme exceptionnel. Cela ne le rend que plus intéressant à nos yeux. Le cas de Jules Siegfried, c'est celui de la grande bourgeoisie protestante qui, républicaine et laïque en 1877, devait, plus tard, apporter souvent un appréciable appoint aux forces de réaction.

En 1919 Jules Siegfried fut candidat sur une liste du Bloc National. Or, au temps de l'Ordre Moral, il était authentiquement laïque et républicain, à telles enseignes qu'il fut révoqué par Mac-Mahon de ses fonctions de maire du Havre, au lendemain du 24 mai 1873. Par la suite il fut antiboulangiste et dreyfusard. Il est évidemment absurde de voir en lui le successeur des conservateurs de 1877...

Que s'est-il donc passé entre 1877 et 1919 ? Tout simplement que l'alternative politique principale a changé (parce que la situation elle-même avait changé). En 1877 l'alternative était : « monarchie et gouvernement des curés » ou « laïcité et république ». En 1919 l'alternative était : « république conservatrice » ou « république démocratique ». On saisit ici le sophisme qui vicie radicalement la thèse de M. Goguel. Il raisonne comme si la « gauche » (ou la droite) de 1877 était exactement la même chose que la « gauche » (ou la droite) de 1919 ou 1928. Il traite ces notions comme des choses toutes faites, et non comme des processus qui se modifient avec les situations. Pour un historien, n'est-ce pas une faute capitale que d'ignorer la différence des temps ?

Une autre confusion se rencontre d'un bout à l'autre de l'ouvrage.

Quand M. Goguel nous parle de l'évolution des partis, il confond et brouille constamment trois choses distinctes :

— les groupes parlementaires ;
— la masse des adhérents ou militants des partis ;
— l'influence des partis dans le pays.

La plupart du temps, en fait, M. Goguel se borne à considérer le premier de ces trois éléments : la politique des partis n'est guère envisagée, jusqu'en 1914, que sur le plan parlementaire.

La structure des partis eux-mêmes ne fait l'objet d'aucune étude. Pourtant cette structure a évolué. Et, depuis vingt-huit ans, la vie politique française a été profondément transformée par l'apparition d'un parti d'un type tout à fait nouveau, comme chacun sait. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, c'est ainsi. Or M. Goguel ne paraît même pas s'en douter, et après 1920 il continue imperturbablement à parler des « partis » en général comme si rien ne s'était passé à un certain Congrès de Tours...

3° *Cette division en deux blocs*, nous dit-on, *ne correspond ni à une division idéologique ni à une division sociale ou économique : c'est l'opposition de deux « tempéraments »*.

Que faut-il entendre par ce mot ?

J'emploie le mot tempérament dans son sens le plus précis : il s'agit bien là d'une disposition de l'être humain liée à des éléments physiques de sa nature, et souvent héréditaire (I, 27).

Il semble donc, à première vue, qu'il s'agisse d'une notion très voisine de l'idée de race.

Mais l'auteur s'en défend. Il ne prétend pas, nous dit-il, que toutes les causes qui déterminent un « tempérament politique »

soient exclusivement d'ordre physiologique : l'histoire et la sociologie ne sont pas ici moins importantes.

Ainsi

...les citadins n'ont pas le même tempérament que les ruraux, les ouvriers que les commerçants, les propriétaires que les métayers, ni les journaliers agricoles que les chefs d'exploitation.

De même, les habitants des régions d'*open field* n'ont pas le même tempérament que ceux des régions de champs clos (I, 29).

Ailleurs, c'est l'économie qui détermine le tempérament :

Dans le Gers, la carte politique et celle de la production d'eau-de-vie d'Armagnac ne sont pas sans rapports.

Ainsi M. Goguel oscille d'une définition à l'autre : physiologique, sociale, géographique, historique, économique.

Cela revient à dire que la couleur politique de telle ou telle circonscription est la résultante de causes complexes. Si l'auteur s'en tenait là, nous ne pourrions que l'approuver.

En formulant toutefois une réserve. C'est que son énumération est incomplète, puisqu'elle ne tient aucun compte du rôle des idées. Certes le rôle des conditions économiques est déterminant dans la formation des idées politiques. Mais cette action n'est pas à sens unique, et le rôle des idées, s'il est second par rapport aux conditions d'existence, n'en est pas moins réel. (Ou alors, on se demande vraiment pourquoi les partis politiques consacrent tant d'efforts à la presse et à la propagande !)

Nous pourrions donc admettre que la couleur politique de telle ou telle circonscription est la résultante de causes complexes, en rangeant les idées au nombre de ces causes. Mais l'auteur tient au mot « tempérament », précisément afin que l'appartenance politique soit vide de tout contenu idéel.

Le tempérament correspond à des attitudes simples, souvent inconscientes et *toujours irrationnelles* (I, 29).

On voit pourquoi M. Goguel tient tant à son « tempérament ». Ce n'est pas seulement une question de mots. Précisément parce que la notion de « tempérament politique » est une notion obscure, elle permet de présenter l'appartenance politique comme un phénomène *irrationnel*. Et cela non pas une fois, non pas quelquefois, mais *toujours irrationnel*.

En bon français, cela veut dire que les gens ne savent jamais pourquoi ils votent pour tel parti, plutôt que pour tel autre.

On comprend aussi pourquoi M. Goguel semble hésiter entre les définitions raciale, géographique, économique, etc., du « tempérament politique ».

En réalité il lui importe fort peu d'en donner une définition positive. Ce qui compte, c'est seulement le sens *négatif* de la notion de tempérament. Ce qui importe, c'est de montrer qu'elle est vide de tout élément rationnel. L'appartenance politique

> est en général déterminée pour un Français par des mouvements de sa sensibilité (I, 21).

D'ailleurs comment pourrions-nous faire un choix rationnel entre les partisans de l'Ordre établi et ceux du Mouvement ? Les premiers sont des « imbéciles » et les seconds des « mufles », déclare M. Goguel (généralisant un « mot » de Daniel Halévy). En ce sens tous les partis se valent ; et toutes les politiques aussi.

Heureusement, sous la « croûte d'imbécilité » ou de « muflerie » de toutes les politiques, il y a les « mystiques », qui représentent, elles, les « valeurs substantielles ».

4° *Par le terme* (fort impropre) *de mystique, M. Goguel entend un certain ensemble de « vues sur la nature humaine » et une certaine « conception générale de la société ».*

Ces deux « mystiques », tout en s'opposant, recèlent une « parenté essentielle » :

> Les deux mystiques françaises sont complémentaires plutôt que contradictoires (I, 22).

C'est sur ces deux « mystiques » que reposent les deux politiques opposées de l'Ordre et du Mouvement.

Si bien qu'après avoir longuement cherché à définir la notion obscure de « tempérament », l'auteur n'en tient à peu près aucun compte au cours de son étude, et, finalement, lui substitue la notion de « mystique ». D'ailleurs on ne voit guère où se placeraient les « tempéraments », puisque sous les « politiques » il y a, nous dit-on, les « mystiques » ; et sous les « mystiques », rien d'autre que le « roc de l'unité française » (II, 335).

La mystique des partis de droite fait appel à l'ordre, à la patrie, et d'une façon générale, aux valeurs traditionnelles. Mais M. Goguel se hâte avec raison d'ajouter que :

> ...ce patriotisme en était bien vite venu à constituer un simple paravent pour certains intérêts : lorsque les privilégiés de l'argent crurent que la victoire européenne de Hitler les protégerait contre la menace socialiste, trop d'entre eux jetèrent le masque et se montrèrent tels qu'ils étaient au fond, ni humanistes, ni chrétiens, ni nationalistes, mais grossièrement attachés au souci exclusif de la conservation et de l'accroissement de leurs patrimoines.

Les partis de gauche exaltent un idéal d'émancipation humaine. Mais ils n'échappent pas, eux non plus,

> au camouflage d'intérêts plus ou moins sordides derrière des considérations d'apparence désintéressée.

Et d'évoquer la corruption de « la vie politique parisienne ».

Naturellement M. Goguel ne fait aucune distinction entre les différents partis, et ne recherche pas davantage, derrière les corrompus, les corrupteurs. S'il le faisait, il verrait que derrière les renégats de gauche, comme derrière les chefs politiques de droite, se cache une seule et même puissance corruptrice, celle de ces

oligarchies financières dont il vient justement de dénoncer l'hypocrisie. Et, allant plus loin, il comprendrait que l'existence d'un parti qui place au premier plan la lutte contre ces oligarchies et mène cette lutte avec vigueur dans la pratique (et non en paroles seulement) est un fait absolument nouveau dans la vie politique de notre pays, et qui dépasse l'antique division en gauche et droite (ou Ordre établi et Mouvement, pour parler comme l'auteur). Du même coup, il comprendrait peut-être l'une des raisons pour lesquelles, pour la première fois dans l'histoire de la Troisième République, un parti de gauche a pu gagner la campagne sans perdre son influence dans les centres urbains et industriels, — un trait de l'histoire politique contemporaine que M. Goguel a négligé de mentionner.

Dans ce cas évidemment, il n'expliquerait pas, comme il le fait, les progrès du parti communiste par un « changement de tactique électorale »...

Il comprendrait encore qu'à toutes les époques de l'histoire, les intérêts des classes décadentes entrent en conflit avec l'intérêt national, tandis que les intérêts de la classe montante s'identifient avec cet intérêt national. Il comprendrait que le parti qui représente valablement cette classe montante intègre en puissance toute la nation et devient son mandataire authentique. Il comprendrait enfin que l'apparition d'un tel parti est l'événement capital des trente dernières années.

Naturellement aussi, si M. Goguel comprenait tout cela, il ne pourrait plus tenir la balance égale, comme il s'efforce de le faire tout au long de son livre, entre la gauche et la droite.

Reconnaissons d'ailleurs qu'il y réussit mal.

Il est contraint de reconnaître pratiquement l'existence de la lutte des classes et l'ascension de la classe ouvrière.

> Le fonds commun de l'esprit public français c'est désormais au mouvement ouvrier de le fournir... C'est maintenant aux élites populaires à constituer l'élément dirigeant de la nation.

Il va même jusqu'à souhaiter « l'établissement d'une société sans classes » (III, 343-344).

Mais, sur les moyens de fonder une telle société, les idées de M. Goguel sont beaucoup moins claires. Que d'illusions encore !

M. Goguel pense, par exemple, que la classe ouvrière pourra accéder au pouvoir sans luttes et même sans trop de difficulté : la tradition du mouvement ouvrier, nous dit-il, « est assez belle et assez riche pour que cette perspective ne doive effaroucher personne ». Il ne désespère pas de convaincre les hommes des trusts de cette vérité :

> Les héritiers des classes priviligiées ne doivent pas s'accrocher obstinément à des structures sociales à tous égards périmées.

M. Goguel conserve l'espoir que les capitalistes « comprendront » que le capitalisme est condamné. Car, « si la politique divise, la technique unit ».

Nous sommes bien d'accord avec lui sur la beauté et la richesse du mouvement ouvrier. Mais ce serait bien la première fois qu'une oligarchie dirigeante abandonnerait d'elle-même le pouvoir. Il suffit de songer au sabotage actuel de la renaissance française par les hommes des trusts, simplement parce que cette renaissance contrarie leurs intérêts égoïstes.

Quant à nous, nous ne sommes nullement surpris que M. Goguel entretienne de telles illusions.

M. Goguel a écrit la plus grande partie de son livre à l'Oflag XD.

Il nous semble que ce livre porte la trace des illusions que cinq années de propagande vichyste ont essayé d'entretenir dans certains camps de prisonniers. On y retrouve presqu'à chaque page comme un écho, atténué sans doute, mais parfaitement reconnaissable, des idées qui avaient cours entre 1940 et 1945 dans les fameux Cercles Pétain.

Une doctrine « sociale ».

La Troisième République a « négligé le problème ouvrier » et le « problème social ». La faute en est à l' « incompréhension » générale des partis politiques. Au lieu de prendre « des mesures d'organisation sociale » en faveur des ouvriers et de combattre les fléaux sociaux (alcoolisme, dépopulation, tuberculose, etc...) les Français, par suite de leur « goût traditionnel pour les questions abstraites », ont dépensé leur énergie dans des luttes purement politiques. Les responsabilités de la droite et de la gauche sont presque égales, bien que les conservateurs, par attachement au « libéralisme », soient particulièrement coupables d'avoir ignoré « l'insécurité fondamentale de la condition prolétarienne ».

Cette attitude incompréhensive de la bourgeoisie a exacerbé la conscience de classe des ouvriers ; elle les a conduits « à prendre une attitude révolutionnaire qui les séparait du reste de la nation ». C'est pourquoi la troisième République a été, comme l'affirme la bande publicitaire du livre : « la République de la discorde » [1]. Et pourtant les remèdes étaient, pour ainsi dire, à portée de la main. D'abord l'intervention de l'Etat :

> Il était du devoir de l'Etat de promouvoir la réglementation collective des relations de travail et d'intervenir par la loi ou par l'arbitrage pour mettre fin à la lutte des classes en transformant l'atmosphère des entreprises (II, 193).

Le principal avantage de la méthode de l'arbitrage, c'est, nous dit-on, qu'elle rend la lutte de classes inutile (II, 117). Le « rôle véritable » de l'Etat, c'est celui

> d'arbitre et de défenseur de l'intérêt général dans les conflits sociaux.

D'ailleurs il a joué ce rôle efficacement, non pas en juin 1936, où les grèves (qui avaient « un caractère vraiment révolutionnaire ») ont paralysé l'économie française, mais au cours des années 1938-1939, qui ont été une époque de « paix sociale ».

L'Etat aurait pu jouer ce rôle bienfaisant beaucoup plus tôt si, après le Seize Mai, les partisans de Mac-Mahon ne s'étaient pas « exclus eux-mêmes de la République ». Ce qui a fait défaut à la troisième République, c'est

> le concours de certains hommes doués d'un sens averti des solidarités sociales qui manquait gravement aux individualistes étroits du parti républicain.

---

1. Nous nous sommes efforcés, en rassemblant ces idées éparses dans tout l'ouvrage, d'en reproduire aussi fidèlement que possible les tendances générales. On les trouvera plus particulièrement contenues dans la conclusion de la première partie (I, 190-195).

Ce n'est pas une simple vue de l'esprit de penser que les milieux légitimistes auraient pu jouer un rôle social important s'ils n'avaient pas été définitivement écartés des postes dirigeants à partir de 1878 (I, 57, n. 1).

Et comme exemples de ces hommes « doués d'un sens averti des solidarités sociales », l'auteur cite Albert de Mun et Lyautey... Plus tard ce même rôle dirigeant aurait dû être joué par « les descendants des notables », c'est-à-dire par des hommes ayant « une vue désintéressée des problèmes posés par le développement du capitalisme industriel et financier dans un cadre libéral » (I, 195). Mais c'est surtout le catholicisme qui aurait pu jouer ce rôle social. En effet le pape Léon XIII avait rêvé, nous dit-on,

la coalition d'un grand parti catholique social, intermédiaire entre les forces, dressées l'une contre l'autre, du capitalisme et du prolétariat (I, 106).

Si Léon XIII a publié l'Encyclique *Rerum Novarum* et s'il a conseillé le « ralliement » aux catholiques français, ce n'était

pas seulement pour permettre d'améliorer (*sic*) la législation scolaire, mais aussi pour les mettre en mesure de promouvoir une législation sociale conforme à sa doctrine et capable d'enrayer les progrès de la lutte des classes.

Malheureusement, malgré les efforts de quelques hommes isolés, les milieux catholiques n'ont pas su renoncer à leurs préjugés et à leur égoïsme de classe pour former « un parti catholique social vraiment animé par l'esprit de l'Encyclique *Rerum Novarum* » :

Classe dirigeante sous la troisième république, la bourgeoisie n'a pas compris la portée des changements intervenus depuis 1875 dans la structure de l'économie capitaliste. Elle n'a pas su poser correctement le problème social né de la révolution industrielle.

Le capitalisme

a détruit la cohésion sociale de la nation, en la partageant en deux classes dressées l'une contre l'autre.

Et M. Goguel conclut : il faut que la droite et la gauche unissent leurs efforts pour réaliser la « révolution anti-capitaliste » qui permettra « l'établissement d'une société sans classes ».

Telle est cette confusion extraordinaire d'idées où, à côté de formules parfois acceptables, flottent des relents de « révolution nationale » et comme un vague écho des « messages du Maréchal » (y compris le vocabulaire « anticapitaliste » et l'apitoiement sur la « condition prolétarienne »). Et, par dessus tout cela, l'éloge inattendu de la dévaluation et de son prophète.

...Et Paul Reynaud est son prophète.

Au moment où la crise mondiale de 1929 a atteint l'économie française, on ne s'est pas aperçu que le véritable problème, c'était

celui de l'alignement des prix français sur les prix mondiaux.

Même quand on commença à le comprendre, on ne songea pas à rétablir l'équilibre entre les prix

au moyen des manipulations monétaires qui auraient constitué le moyen le plus simple et le plus efficace de réduire les prix or français.

En 1934

l'esprit public était encore unanime à penser qu'une dévaluation monétaire ne ferait qu'aggraver la situation...

Un seul homme avait compris : Paul Reynaud..

L'expérience de la Grande-Bretagne, des pays du bloc-sterling et des Etats-Unis, avait fait comprendre à Paul Reynaud la vanité de l'argument fondamental des adversaires de la dévaluation : nulle part celle-ci n'avait été suivie d'une hausse en flèche des prix nominaux...

Paul Reynaud prédisait que l'alignement du franc ne serait « générateur que d'une hausse lente et modérée éminemment favorable à la reprise des affaires » :

L'avenir devait confirmer avec éclat la justesse de ces idées (II, 28).

Malheureusement de mauvais esprits (toujours la politique !)

insinuèrent que les vues exprimées par Paul Reynaud traduisaient les conceptions intéressées de la finance internationale.

Néanmoins, il fallut bien en venir à la dévaluation, le 1er octobre 1936. M. Goguel doit reconnaître que

... *au cours des derniers mois de* 1936, les conflits sociaux connurent une nouvelle recrudescence. *La hausse des prix nominaux commençait à absorber les majorations de salaires accordées pendant l'été* (II, 54).

Où est donc, direz-vous, cette *hausse lente et modérée, éminemment favorable à la reprise des affaires*, promise par Paul Reynaud ?
Et de fait M. Goguel doit reconnaître aussi que

la dévaluation ne fut pas suivie des avantages d'ordre économique qu'on avait espérés (II, 58).

Voilà donc les prophéties de Paul Reynaud par terre, croyez-vous ?
Eh bien pas du tout !
Si la dévaluation de 1936 a été un échec, c'est que

le prélèvement sur les bénéfices des porteurs d'or avait inquiété la spéculation et restreint ses prises de bénéfices (II, 59).

On a ainsi provoqué des sorties d'or dont on a injustement essayé de rendre responsables les deux cents familles :

On ne se rendait pas compte dans les milieux ouvriers que les sorties d'or étaient le fait d'un grand nombre de petits et moyens capitalistes (II, 63).

La faute du gouvernement Blum, selon M. Goguel, c'est de ne pas avoir suffisamment « rassuré le patronat et les possesseurs de capitaux ».

Heureusement, en 1938, le gouvernement Daladier-Reynaud « assouplit » les conquêtes sociales du Front Populaire et « remanie » le tarif de quelques impôts. Aussitôt

un grand soulagement se manifesta après le 30 novembre dans les importantes fractions de la population française que le Front Populaire avait effrayées... (II, 83).

Résultat : les dévaluations effectuées par Bonnet et Reynaud provoquent le retour « massif » des capitaux exportés : en huit mois, plus de 17 milliards d'or sont rapatriés, sans doute par « les petits et moyens capitalistes » dont parle M. Goguel...

Et comme, en même temps, Paul Reynaud était « partisan de la résistance aux entreprises allemandes », on voit qu'en somme il a bien mérité de la Patrie.

Malheureusement, si on examine les choses de plus près, on décèle un certain nombre de sophismes.

Dévaluation et lutte des classes.

Saluons d'abord au passage une vieille connaissance, la célèbre alternative : « déflation ou dévaluation ». M. Goguel n'a pas de peine à démontrer que la politique de compression des traitements et salaires pratiquée par Laval a été un échec. Et il triomphe aussitôt en opposant à cette politique celle de la dévaluation.

En réalité, la dévaluation est *aussi* une politique de compression des salaires, puisque, si le salaire nominal reste inchangé, la hausse des prix entraîne la diminution de son pouvoir d'achat réel. Cela est si évident que M. Goguel le reconnaît à l'occasion, d'une façon assez inattendue. La dévaluation, nous dit-il, est préférable à la déflation, parce que

la réduction de la valeur nominale des rémunérations individuelles (*déflation*) provoque toujours des résistances qui sont au contraire généralement mises en défaut quand la valeur réelle du salaire est seule atteinte (*dévaluation*) (I, 368).

En bon français : la dévaluation est un moyen de diminuer les salaires sans que les salariés s'en aperçoivent. On n'est pas plus franc !

Autrement dit, déflation et dévaluation aboutissent toutes deux à diminuer les salaires par des méthodes différentes ; la dévaluation a l'avantage d'être une déflation *déguisée*.

Mais il est une autre conséquence de la dévaluation, sur laquelle M. Goguel reste muet.

Bien que la dévaluation provoque la hausse des prix de vente, l'employeur continue à payer ses ouvriers à l'ancien taux, mais en francs dévalués. La part du salaire diminue dans le prix total ; le prix de revient est abaissé, et la marge bénéficiaire augmente. Ainsi la dévaluation frappe le salarié et *accroît le profit du capitaliste.*

D'autre part, nous ne pouvons pas suivre M. Goguel lorsqu'il affirme que « le déséquilibre monétaire » fut la cause de la crise économique en France avant la guerre.

Pour cette simple raison que cette crise fut une crise mondiale, une crise cyclique de l'économie mondiale. Il est vrai qu'en France cette crise s'est prolongée d'une façon anormale, que la venue tardive de la crise mondiale en France (1931, au lieu de 1929) ne suffit pas à expliquer. Aucune cause économique ne peut expliquer qu'en 1937 la production française fût encore inférieure à la

moyenne de 1933 (et cela malgré l'impulsion extra-cyclique due au programme d'armements et aux travaux de l'Exposition).

L'économiste soviétique Varga en a bien vu la vraie raison :

Il n'y a rien de spécial dans la structure économique de la France qui puisse expliquer une telle anomalie du développement cyclique. La cause véritable est de nature politique : sabotage de l'économie effectuée par la fraction la plus réactionnaire de la grande bourgeoisie ; peur d'une autre partie de la bourgeoisie, intimidée par l'agitation des réactionnaires et qui n'ose pas engager des transactions commerciales qui immobiliseraient ses capitaux... [1].

Quant à la politique monétaire et fiscale de Paul Reynaud, diminuant par la dévaluation le niveau de vie des personnes à revenus fixes, accroissant les charges qui pesaient sur les travailleurs, annulant la plupart des conquêtes du Front populaire, elle était parfaitement calculée pour donner satisfaction à cette « fraction la plus réactionnaire » du capitalisme, désireuse de mater la classe ouvrière par tous les moyens, — y compris par la capitulation devant Hitler, gendarme de la réaction internationale.

Munichisme et dévaluation.

La politique des décrets-lois et de la dévaluation a été, sur le plan financier, le complément logique de la politique munichoise. Les dévaluations de 1938-1939 ont été autant de Munich financiers et économiques. Même si Paul Reynaud n'avait pas appelé au gouvernement, comme il devait le faire en 1940, non seulement Pétain, mais « des hommes déjà notoirement connus pour leurs attaches pro-allemandes » [2] comme Baudouin, Bouthillier, etc., même s'il n'avait pas appelé l'hitlérophile Weygand au commandement suprême, sa responsabilité dans la politique munichoise de 1938-1939 n'en serait pas moins écrasante en dépit des efforts de M. Goguel pour l'en disculper.

Il était d'ailleurs logique que la dévaluation fût un des principaux articles du programme munichois, puisque l'affaiblissement de la monnaie est l'un des moyens les plus sûrs pour faire perdre à un pays son indépendance financière et économique. C'est avec juste raison que Jean Baby écrivait récemment :

La dévaluation de la monnaie peut être comparée très exactement, au point de vue international, à une défaite militaire qui fait perdre à un état la place qu'il occupait dans la hiérarchie des Nations... Ce n'est pas par hasard si précisément les abandons monétaires d'avant-guerre ont été consentis par des hommes tels que Daladier, Georges Bonnet, Paul Reynaud, qui ont le plus évidemment trahi les intérêts de la France [3].

Les attaques contre le franc ont toujours été un des moyens favoris employés par le capitalisme international, par les impérialismes étrangers pour exercer sur la politique extérieure et intérieure française une pression dans le sens le plus conforme à leurs intérêts. Toute capitulation financière est étroitement liée à des capitulations politiques : les Paul Reynaud sont les auxiliaires indispensables des Daladier.

(A suivre)

1. E. Varga : « La situation économique en France » (dans : *Cahiers*, sept-oct. 1937, p. 779).
2. Déclaration du Secrétaire d'Etat au *State Department* des Etats-Unis, citée par M. Emmanuel d'Astier de la Vigerie à la tribune de la Chambre le 5 juillet 1946.
3. J. Baby : « Les pressions contre la monnaie française » (dans : les *Cahiers du Communisme*, nov. 1946, p. 1.076).

LA QUESTION PAYSANNE EN 1848

par Albert SOBOUL

III [1]

L'évolution politique des paysans pauvres de 1848 à 1851.

Le combat pour le maintien des droits d'usage, les conflits de classes contre les grands propriétaires fonciers, l'opposition à la perception de l'impôt des 45 centimes, toutes ces luttes des paysans pauvres et des travailleurs agricoles eurent évidemment leurs répercussions sur le plan politique. La paysannerie pauvre prend conscience de former une classe qui doit poursuivre ses propres buts, et non plus toujours marcher à la remorque de l'aristocratie foncière ou de la bourgeoisie rurale. Les passions politiques viennent doubler, dans les campagnes, les conflits sociaux qui les sous-tendent, opposant riches et pauvres, travailleurs et bourgeois, les redingotes et les blouses.

A Maillé (arrondissement de Montmorillon, Vienne), les élections municipales du 30 juillet 1848 sont marquées par des troubles.

A 2 heures, on pouvait déjà être assuré que la majorité serait acquise aux membres de l'ancien conseil municipal, composé d'honorables propriétaires cultivateurs.

Des paysans tentent alors d'interrompre le scrutin et de s'emparer de l'urne ; des bagarres se produisent. Le soir tout était dans l'ordre.

Mais quelques individus en s'en allant disaient : *Les redingotes ont été les plus fortes ; bientôt ce sera le tour des blouses* [2].

Les revendications sociales contribuent ainsi à l'éveil de la conscience politique parmi les masses paysannes. Les cris de *A bas les riches*, *A bas les bourgeois* sont fréquemment signalés dans les rapports des procureurs généraux. Mais là s'arrête bien souvent la précision des idées politiques des paysans pauvres. En certaines régions, ils penchent évidemment vers les républicains socialistes. Une lettre du procureur général de Riom du 8 avril 1849 signale, à Saint-Léon (arrondissement de Cusset, Allier) « un banquet socialiste composé d'une soixantaine de convives appartenant à la classe des cultivateurs », où furent lancés les cris de *A bas les blancs ! A bas les riches ! A bas les bourgeois !* [3].

Mais leur hostilité envers les grands propriétaires légitimistes, orléanistes ou républicains modérés, porta le plus souvent les paysans vers Louis-Napoléon Bonaparte, en qui ils voyaient un défenseur de leurs revendications.

---

1. Voir *la Pensée*, n° 18, mai-juin 1948, pp. 55-66 ; n° 19, juillet-août 1948, pp. 25-37.
2. Archives nationales, BB30 364.
3. Archives nationales, BB30 365, p. 96.

Contre la « République des riches » et pour Louis-Napoléon en 1848.

Dans cette désaffection des paysans à l'égard de la République, l'impôt des 45 centimes joua évidemment un grand rôle, souligné par Karl Marx dans son étude sur *les Luttes de classes en France*.

L'impôt atteignit avant tout la *classe paysanne*, c'est-à-dire la grande majorité du peuple français. *Ce sont les paysans qui durent payer les frais de la Révolution de Février*, et c'est chez eux que la contre-révolution puisa son principal contingent. L'impôt de 45 centimes, c'était une question de vie ou de mort pour le paysan français ; il en fit une question de vie ou de mort pour la République... Alors que la Révolution de 1789 avait commencé par délivrer le paysan des charges féodales, la Révolution de 1848 s'annonçait par un nouvel impôt sur la population rurale, afin de ne pas mettre en péril le capital et d'assurer le fonctionnement du mécanisme d'Etat [1].

Louis-Napoléon Bonaparte profita de l'incapacité des dirigeants républicains, en jouant sur la grandeur de son nom.

Napoléon, note encore Karl Marx, était le seul homme représentant jusqu'au bout les intérêts et l'imagination de la nouvelle classe paysanne que 1789 avait créée... Napoléon, ce n'était pas un homme pour les paysans, mais un programme. C'est avec des drapeaux et aux sons de la musique qu'ils allèrent aux urnes, aux cris de : *Plus d'impôt, à bas les riches, à bas la République, vive l'Empereur !* Derrière l'empereur se cachait la jacquerie. La République qu'ils abattaient de leurs votes, c'était la *République des riches* [2].

A Badonviller (arrondissement de Lunéville, Vosges), l'élection du prince à la présidence de la République fut fêtée, le 25 décembre 1848, par des feux de joie, et saluée des cris de *Vive Napoléon, à bas les riches, les aristocrates à la lanterne, vive la guillotine*. L'émeute de Badonviller, écrit le procureur général de Nancy, est

un symptôme des dispositions d'esprit qui fermentent dans les campagnes. Elle pourrait bien être le prélude d'autres événements que les passions politiques voudraient faire naître, en exploitant la gêne de nos populations agricoles et viticoles, et en leur inspirant de plus en plus les sentiments qui se résumeraient dans ce cri « à bas les riches ! », qui aux élections récentes à la présidence a déjà été proféré à la porte des élections, dans beaucoup de localités de mon ressort [3].

L'élection présidentielle du 10 décembre 1848.

Impôt de 45 centimes, incapacité du personnel dirigeant, impopularité de la République donc, souvenirs prestigieux de l'épopée napoléonienne : autant de raisons du succès de Louis-Napoléon Bonaparte aux élections du 10 décembre 1848. Mais la raison profonde en fut, du moins pour la petite paysannerie, le mécontentement dû à son extrême misère, que vint encore aggraver une reprise de la crise agricole. Si la crise agricole de 1846-1847 avait entraîné la disette et la cherté, au détriment donc du consommateur, celle de 1848 fut de surproduc-

1. *Les Luttes de classes en France*. (Editions sociales, 1948, p. 52).
2. *Les Luttes de classes en France* (p. 78).
3. Archives nationales, BB30 362, p. 698.

tion et de mévente et se manifesta contre le producteur. De là cette « gêne de nos populations agricoles et viticoles » dont parle le procureur général de Nancy. En 1847, l'hectolitre de blé valait en moyenne 29 fr. 46, mais seulement 16 fr. 27 en 1848 : près de la moitié moins. De 40 fr. 85 en 1847, l'hectolitre de vin passa en 1848, à 28 fr. 45. Le mécontentement paysan fut d'autant plus grand que les impôts augmentaient quand baissaient leurs revenus.

L'exemple de la Charente est caractéristique à cet égard. Des troubles agraires avaient déjà agité les métayers de ce département, sous la Révolution, en 1791 [1]. En juillet 1848, à Anton (arrondissement de Saint-Jean d'Angély), des placards sont affichés, contenant les mots : *Vive Napoléon ! A bas la République !* et des menaces de mort contre ceux qui paieraient les 45 centimes. Dans le canton de Mirambeau (arrondissement de Jonzac) ce sont, en octobre, ces mêmes cris de : *A bas les 45 centimes ! Vive l'Empereur ! A bas la République !* La commune de La Villedieu (arrondissement de Saintes) déclare que ne reconnaissant pas la République, elle ne lui doit rien. Cette résistance est essentiellement due à la misère, dont les paysans rendaient la République responsable. Analysant ses causes, le procureur général de Poitiers en voit la première dans

la gêne réelle et profonde qu'entraîne la cessation complète du commerce des vins et des eaux-de-vie qui constitue toute la richesse de la Saintonge [2].

Le retournement de l'opinion paysanne en 1849.

Mais l'adhésion des grands propriétaires au parti de l'ordre et le soutien qu'ils apportèrent à la cause bonapartiste ne pouvait que dresser les petits paysans en une position politique antagoniste, malgré l'influence puissante que les premiers, en particulier dans l'Ouest et le Centre, exerçaient sur leurs métayers. C'est alors que disparut l'opposition longtemps fort vive entre aristocratie foncière, ou ce qui survivait de l'ancien régime, et les propriétaires roturiers, bourgeois ou ruraux, enrichis de la vente des biens nationaux, et que se forma cette fraternité de la propriété dont parle Tocqueville. Cette cohésion nouvelle de la classe des grands propriétaires fortifia en retour la conscience de classe de la paysannerie pauvre. Les idées républicaines avancées firent des progrès en 1849 et 1850, dans les régions où la petite paysannerie était particulièrement exploitée. Significative à cet égard est la remarque d'un député du Bas-Rhin.

Lors des élections du Président de la République, ces pauvres populations ont toutes voté comme un seul homme pour Napoléon, parce qu'elles espéraient de lui le rétablissement des droits et usages forestiers, dont elles jouissaient sous l'Empereur. Leurs espérances déçues sous ce rapport, jointes aux promesses faites par les candidats du parti opposé de leur rendre les jouissances forestières, ont été la principale cause de l'échec qu'ont éprouvé aux dernières élections, les amis du Président. (12 juillet 1849) [3].

Le langage le plus compréhensible, note Karl Marx, c'étaient les expériences

1. G. Lefebvre : *Questions agraires au temps de la Terreur*. p. 112-113. « Le mouvement est surtout connu comme anti-féodal, mais il n'est pas douteux que les paysans contestaient aussi aux maîtres le bénéfice de la totalité des redevances qu'ils supposaient abolies ou voulaient faire supprimer ».

2. Archives nationales, BB18 1462.

3. Lettre Gve Goldenberg, représentant du Bas-Rhin, au ministre de la Justice (12 juillet 1849). Archives nationales, BB18 1460.

mêmes que la classe paysanne avaient faites de l'exercice du droit de suffrage, et les déceptions qui, dans la précipitation révolutionnaire, coup sur coup s'abattaient sur elle... Le bouleversement graduel se manifesta chez les paysans par différents symptômes. Il se montra déjà aux élections pour l'Assemblée législative, il se montra dans l'état de siège proclamé dans les cinq départements limitrophes de Lyon ; il se montra quelques mois après le 13 juin dans l'élection d'un montagnard à la place de l'ancien président de la *Chambre introuvable*, par le département de la Gironde ; il se montra le 20 décembre 1849 dans l'élection d'un député rouge à la place d'un légitimiste décédé dans le département du Gard... C'est après le rétablissement de l'impôt sur les boissons que ce bouleversement de la classe la plus stationnaire se manifesta de la façon la plus visible. Les mesures gouvernementales et les lois de janvier et de février 1850 sont presque exclusivement dirigées contre les départements et les paysans. C'est la preuve la plus frappante de leurs progrès [1].

Cette prise de conscience politique des paysans pauvres a un caractère de classe prononcé. Dans le canton de Lunel (Hérault), à Marsillargues, des troubles agraires éclatent au début de novembre 1849. Dans son rapport, le procureur général de Montpellier signale, dans ce village, l'existence d'une Société dite de bienfaisance, dont le local s'orne de cette inscription : « *La véritable propriété est celle qui est le fruit du travail* » [2]. Toujours dans le département de l'Hérault, à Saint-Drézery, en octobre 1850, un placard anonyme, intitulé « Avis aux Monarchiens », s'attaque aux « bourgeois décrépits, esclaves de l'argent » : « Bourgeois, usuriers, monarchistes de toutes les couleurs, votre règne doit finir » [3]. Dans une lettre au ministre de la Justice, du 14 février 1850, le procureur de la République de Niort signale « les faits graves qui ont eu lieu hier mercredi, au bourg de Mauzé, chef-lieu de canton, depuis longtemps signalé comme étant *un foyer de communisme* » [4] : à l'occasion du Carnaval, une véritable procession conduite par un jeune paysan qui représentait la déesse de la Liberté enchaînée, avait parcouru les rues du village, aux accents du *Chant des Vignerons* de Pierre Dupont [5].

La résistance paysanne au coup d'Etat.

Cette attitude politique des paysans pauvres, face aux grands propriétaires, explique la participation des campagnes à la résistance armée contre le coup d'Etat. Ici encore, les paysans qui, pour la première fois en France, furent nombreux à se lever pour la défense d'un idéal politique, trouvèrent en face d'eux ces mêmes adversaires, les grands propriétaires, chefs du parti de l'ordre et tenants du plan bonapartiste. Il est impossible de dissocier le double aspect de cette lutte armée, politique et sociale. Seignobos dans son ouvrage sur la Révolution de 1848 écrit que le gouvernement dissimula le but du mouvement pour se poser en sauveur de la société :

1. *Les Luttes des classes en France*, p. 110-111 : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 212, Editions sociales, 1948.
2. Archives nationales, BB30, 362, p. 534.
3. Archives nationales, BB30, 362, p. 630.
4. Archives nationales, BB30, 364, p. 226.
5. Dans une lettre au ministre de la Justice, du 9 avril 1850, le ministre de l'Intérieur note que les chansons de Pierre Dupont « ont une sorte de popularité qui les rend fort dangereuses ». (BB30 364, p. 256).

D'un soulèvement politique contre un gouvernement déclaré illégal, il fit une révolte sociale, une explosion de haine des classses inférieures [1].

Les vues du gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte nous paraissent assez bien correspondre à la réalité.

Sans prétendre ici étudier les soulèvements paysans de 1851, nous soulignerons la continuité des réactions paysannes depuis 1848, et la répartition géographique de la résistance armée en province. Le département de l'Hérault, où le prolétariat rural était nombreux, fut, nous l'avons vu, l'un des plus troublés en 1848. En octobre 1850, les troubles agraires recommencèrent, qui constituèrent l'un des prétextes du procès de la Conspiration du Sud-Est. Troubles agraires encore en octobre 1851, dans la Nièvre et le Cher, où petits paysans et métayers se mettent en mouvement. Enfin après le coup d'Etat, ce sont encore les paysans de ces mêmes régions qui se lèvent. Le Nord et le Nord-Ouest, tout comme en 1848, ne bougent pas. Les zones d'insurrection furent le Sud-Est, le Sud-Ouest et le Centre, c'est-à-dire ces pays de petite culture et de métayage qui avaient le plus vivement réagi en 1848, parce que les plus durement atteints par les conséquences de cette révolution agricole depuis longtemps triomphante dans le Nord. Dans la Nièvre, dans l'Allier, dans l'Hérault, les paysans révoltés s'en prirent, comme en 1848, aux agents du fisc et aux grands propriétaires ; comme en 1848, il y eut des attentats contre les clôtures d'anciens biens communaux aliénés au profit de certains particuliers, et contre les forêts de l'Etat.

Etonnante continuité des réactions paysannes, toujours semblables, en 1848 et 1851, comme en 1789 et 1830 : la paysannerie traditionnelle défendait, contre les entreprises de l'agriculture nouvelle, les anciens droits collectifs qui garantissaient son existence. Sans doute le gouvernement exagéra-t-il pour les besoins de sa propagande, lorsqu'il fit de ces insurrections paysannes des tentatives socialistes, et qu'il baptisa les insurgés d'anarchistes et de socialistes. Aucun fait ne permet de donner cette signification précise aux mouvements de 1851. Il n'en reste pas moins qu'on ne saurait nier leur caractère social prononcé, et qu'ils manifestèrent une fois de plus, pour reprendre l'expression même de Seignobos, « la haine des classes inférieures » contre les possédants.

*
* *

Les paniques de 1848.

Il est enfin une réaction paysanne que l'on ne saurait passer sous silence, et qui achève de caractériser l'atmosphère des campagnes en 1848 : la « peur ».

Sans avoir l'importance de la Grande Peur de juillet 1789 [2], la peur de 1848 n'en est pas moins caractéristique de la mentalité paysanne. Si les documents qui la mentionnent paraissent assez rares dans la correspondance des procureurs généraux, ils n'en sont pas moins significatifs. Une enquête d'une certaine ampleur serait nécessaire, pour savoir exactement quelles régions furent affectées par les paniques de 1848, et suivant quels courants.

---

1. *Histoire de France contemporaine*, t. VI, p. 211.
2. Voir G. Lefebvre : *La Grande Peur de 1789* (1932).

Une « panique » est signalée dans une lettre du procureur général de Poitiers au ministre de la Justice, en date du 27 avril 1848. A Massais (arrondissement de Bressuire, Deux-Sèvres), le 24 avril, une vingtaine de paysans entrèrent dans les cabarets et se firent servir à boire sans vouloir payer ; il y eut des altercations.

Une malheureuse aliénée, témoin de ces discussions, poussa des cris de terreur qui furent entendus dans la commune de Cursay, arrondissement de Loudun. On crut à un assassinat ou à un attentat contre les propriétés. Le tocsin sonna à Cursay ; les communes circonvoisines l'imitèrent ; le bruit courut que les chouans venaient d'envahir les campagnes et qu'ils mettaient tout à feu et à sang. Bientôt l'arrondissement entier de Loudun fut en émoi ; les gardes nationales se réunirent en armes. Les opérations électorales furent suspendues à Trois-Moutiers. Ce ne fut que vers le soir que la véritable cause de cette panique fut connue et les craintes dissipées [1].

La localisation géographique de cette panique est significative : le département des Deux-Sèvres, pays de petite culture, de petite propriété et de métayage, qui fut touché par la crise agricole de 1848, où l'ébranlement révolutionnaire de février eut de profondes répercussions, où la résistance à l'impôt de 45 centimes fut vive, en raison même des difficultés d'existence de la paysannerie. La crainte des « chouans » rappelle celle des « brigands » en juillet 1789. Comme elle, elle s'explique à la fois par des raisons économiques et par des raisons politiques. Raisons économiques : celles mêmes déjà soulignées, les conséquences de la crise agricole et la chute des prix du blé et du vin, qui restreignent les disponibilités des paysans au moment même où le gouvernement exige un effort fiscal considérable. Dans cette atmosphère de mécontentement, la crainte d'un « attentat contre les propriétés » suffit évidemment à faire se dresser les paysans. Raisons politiques aussi : les journées de février et la fièvre politique qui les suivit surexcitèrent l'opinion paysanne et la rendirent particulièrement sensible. Le département des Deux-Sèvres était républicain ; il devait le montrer en 1849 et 1850. Le « Chouan », dans la panique de Massais, semble jouer, toute proportion gardée, le même rôle que le complot aristocratique dans la Grande Peur de 1789. Causes d'ordre économiques et causes d'ordre politique conjuguent leurs effets pour mettre en émoi les paysans déjà mécontents et inquiets, et permettent à la panique, d'abord purement locale, de se propager dans tout l'arrondissement.

Semblables dans leur fonds, quoique différentes dans leurs nuances, sont les alarmes qui suivent les Journées de juin 1848. Elles paraissent plus nombreuses. Les causes économiques sont les mêmes : les difficultés paysannes. Le procureur général de Poitiers, dans une lettre du 19 juillet, relie cette agitation à celle née de l'impôt des 45 centimes. Ce ne sont plus les chouans qui sont redoutés, mais bien les « émeutiers de Paris », « les révoltés fuyant Paris », ou simplement « les ouvriers » [2] : conséquences de la propagande du parti de l'ordre dans les campagnes, contre les ouvriers, les « rouges » et les « partageux », et de l'exploitation politique qu'il fit de l'insurrection de juin.

Diverses régions, d'après les quelques documents retrouvés, semblent affectées par ces mouvements de peur consécutifs aux Journées de juin, la Haute Normandie, la Corrèze, la Charente-Inférieure, sans qu'il soit possible d'établir une quelconque liaison entre ces diverses alarmes et de découvrir un courant de panique.

En Corrèze, l'arrondissement d'Ussel fut troublé, dans les derniers jours

1. Archives nationales, BB30 364, p. 80.
2. Archives nationales, BB18 1462 et BB30 359.

de juin, par « une certaine émotion » ; le 27, le bruit se répandit d'un complot formé par les ouvriers pour livrer la ville au pillage. Une information judiciaire, immédiatement ordonnée, ne fournit aucun indice, mais eût du moins « pour résultat de rassurer les esprits, que des rumeurs accueillies trop légèrement avaient sérieusement alarmés »[1].

En juillet, « une agitation vague et générale », tourmente les villes et surtout les campagnes dans la Charente-Inférieure.

Les bruits et les nouvelles les plus étranges et les plus sinistres sillonnent les villages et les bourgs et sont acceptés avec une facilité qui étonne. Ici ce sont les émeutiers de Paris portant le pillage et l'incendie dans les campagnes, là une bande de forçats échappés de Rochefort. Plus loin des complots formés par les nobles et les prêtres. Partout les paysans se sont levés ; jour et nuit des patrouilles armées parcourent les routes, arrêtent et interrogent les voyageurs [2].

La Charente-Inférieure avait été particulièrement touchée par la mévente des vins et des eaux-de-vie qui constituaient sa principale ressource ; la résistance à l'impôt de 45 centimes y a été spécialement violente et tenace. La panique trouve là un terrain favorable. A Bernay (arrondissement de Saint-Jean d'Angély), l'invention d'un enfant qui dit avoir été assailli par des malfaiteurs, déclenche l'alarme. Sur cette déclaration, le maire convoque la garde nationale, le tocsin sonne dans dix communes ; en un instant les habitants sont debout et cherchent partout les brigands qui viennent porter sur les propriétés le pillage et le feu. Les recherches n'amenant aucun résultat, « bientôt on attribue aux nobles et aux prêtres le tumulte du moment » ; un riche propriétaire légitimiste est soupçonné. Puis le calme renaît, l'enfant ayant avoué qu'effrayé par les bruits qui circulaient et la solitude, il avait inventé cette fable. Il est significatif de noter comment la crainte des « émeutiers de Paris » se tourna contre les nobles et les prêtres : ainsi en juillet 1789, la peur des brigands se mua en jacquerie.

La Haute-Normandie connut une panique qui se propagea de l'Orne dans le Calvados. Le 4 juillet au soir, le maire de Tinchebray [3] alerte le procureur de la République de Domfront : une bande de 400 brigands parcourt les communes de Vire ; le secours des gardes nationales de Tinchebray, de Domfront, de Flers, est réclamé d'urgence ; des mesures sont prises pour hâter leur départ. Mais bientôt il apparaît que « l'effroi répandu n'était dû qu'à une panique incroyable ». Une vente de récoltes, dans la commune de Burcy, avait attiré un grand concours de paysans.

Ces personnes aperçues et entendues de loin, ont fait croire à un rassemblement de révoltés fuyant Paris, et l'épouvante s'est répandue promptement dans toutes les communes voisines. Bientôt tout a été grossi à tel point que chaque village s'est cru menacé de pillage et d'incendie [4].

La peur née dans l'arrondissement de Vire, gagna dès le 4 juillet au soir, la région de Caen, propagée par des courriers

1. Rapport du procureur général de Limoges, du 12 juillet 1848 Archives nationales, BB18 1462.
2. Lettre du premier avocat général de Poitiers au ministre de la Justice (19 juillet 1848). Archives nationales, BB18 1462.
3. Canton de Vassy, arrondissement de Vire, Calvados.
4. Lettre du procureur de la République de Domfront au ministre de la Justice (5 juillet 1848). Archives nationales, BB30 359, p. 535.

apportant les nouvelles que trois mille insurgés de Paris se trouvaient réunis dans les bois qui sont au midi de l'arrondissement de Caen et au nord-est de celui de Vire, et qu'ils menaçaient la dévastation, l'incendie et le pillage dans les communes environnantes.

Immédiatement le tocsin sonne, les troupes de la garnison et la garde nationale de Caen sont sur pied et en route.

Dans un délai de huit heures, plus de 30.000 hommes armés se rendaient, des arrondissements de Caen, de Bayeux, de Saint-Lô, de Vire, de Mortain, de Domfront et de Falaise, vers le lieu où la présence des insurgés était signalée.

Bientôt éclate la vanité de cette alerte.

La panique dont il s'agit, note le procureur général de Caen dans son rapport au ministre, n'a pour origine ni la malveillance, ni la politique. Si ces deux causes sont intervenues pour la grossir, elles n'ont agi qu'accidentellement. Elle est le produit naturel de la disposition des esprits et des inquiétudes que les événements récents de Paris avaient imprimées dans l'imagination des populations de nos contrées. L'événement le plus indifférent devait en provoquer l'explosion [1].

Les alarmes de 1848, si elles furent purement locales, n'en sont pas moins significatives de la mentalité paysanne traditionnelle. La crise économique et l'incertitude politique créent un climat de mécontentement et d'anxiété. L'attachement des petits paysans à leurs biens, et le sentiment vague qu'ils peuvent être menacés, déclenchent, au moindre incident, un réflexe de défense, qui, d'abord dirigé contre « les révoltés de Paris », c'est-à-dire les « partageux », peut très bien se tourner rapidement, comme à Bernay, contre les nobles et les prêtres qui naguère encore représentaient un danger bien plus précis pour la propriété paysanne. Déjà en 1789, le Bocage normand avait été le théâtre d'une révolte paysanne qui précéda la Grande Peur de juillet ; la région de Bressuire, celle d'Ussel et celle de Saint-Jean d'Angély furent touchées elles aussi par les divers courants de la peur [2]. Soixante ans plus tard, les réactions paysannes sont quasi identiques : malgré les bouleversements politiques et sociaux, malgré les transformations économiques de l'ensemble du pays, la mentalité de la petite paysannerie traditionnelle avait peu évolué.

*
* *

La contradiction de la petite paysannerie en 1848.

Pour diverses et nuancées que furent les réactions de la petite paysannerie en 1848 et dans les années qui suivirent, elles ne s'en présentent pas moins, dans leur ensemble, comme un réflexe de classe, entraînant une prise de conscience politique. L'adhésion au parti de l'ordre, des grands propriétaires et de la bourgeoisie rurale, et le soutien qu'ils apportèrent aux entreprises de réaction, puis de dictature de Louis-Napoléon Bonaparte, ne pouvaient qu'éclairer les paysans pauvres, un moment abusés par la propagande intéressée des possédants, qui leur présentait les ouvriers comme des ennemis, ou par les souvenirs de l'époque napoléo-

---

1. Archives nationales, BB30 359, p. 536.
2. Voir G. Lefebvre : La Grande Peur de 1789, p. 120, 201, 230 et 224.

nienne, déformés et embellis par la légende. Ainsi s'explique que de 1849 à 1851, les paysans des régions de petite culture aient été poussés à une opposition de plus en plus ouverte contre la république bourgeoise, puis contre son successeur naturel, le régime dictatorial de Louis Bonaparte, et cela aux côtés des petits bourgeois, des classes moyennes, comme du prolétariat, de cette coalition d'intérêts divers qui formaient ce que Karl Marx a appelé « le parti de la République rouge » [1].

Mais si, politiquement, cette petite paysannerie représentait désormais une force avec laquelle il fallut compter, économiquement elle n'en était pas moins condamnée avec tout le système de l'agriculture traditionnelle fondée sur les droits d'usage. Elle ne pouvait, malgré une résistance acharnée, que disparaître avec elle, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Résistance et position politique qui ne sont pas sans analogie, toutes proportions gardées, avec celles des artisans et boutiquiers qui formèrent le parti sans-culotte, en l'an II, et en qui s'incarnait déjà cette contradiction entre une attitude politique progressiste et une situation économique dépassée [2].

Contradiction dramatique qui donne tout leur sens aux luttes de la petite paysannerie traditionnelle, qui leur confère leur grandeur, comme elle en marque les limites. Contradiction qui n'est pas sans comporter d'utiles enseignements à méditer aujourd'hui.

---

1. *Les Luttes de classes en France*, p. 113.
2. Voir Karl MARX : *La Sainte Famille. Œuvres philosophiques*, t. II, p. 218-219, Ed. Costes.

NOTES CRITIQUES SUR LA FORMATION DES IDÉES COMMUNISTES EN FRANCE

par Pierre ANGRAND

II [1]

De 1830 à 1836.

Engageons-nous dans l'étude des textes appartenant à la période du communisme critico-utopique. Une magnifique étude de V. Volguine nous ouvre la voie (« Les tendances égalitaires et socialistes dans les sociétés secrètes françaises, 1830-1834 » [2]). Elle se rapporte aux années qui précèdent exactement l'efflorescence du communisme critico-utopique ; elle en constitue l'indispensable introduction.

Nous sommes au lendemain de la révolution de Juillet 1830. Le prolétariat, sorti depuis peu du village, formait alors une minorité parmi les travailleurs français. Les ouvriers des métiers ou artisans avaient de plus longues traditions de luttes, mais leurs conceptions sociales, liées aux vieux procédés de production (car la manufacture au sens exact du mot l'emportait encore sur la fabrique ou l'usine), ne leur permettaient pas de s'élever à une idéologie solide et capable de saisir les rapports généraux des classes. Ce fait ne pouvait pas ne pas laisser son empreinte sur la pensée sociale des travailleurs à cette époque. Il suffit à expliquer la variété diffuse des systèmes qui ont marqué la période.

L'exploitation la plus cruelle, la longue durée du travail, sans autre limite que l'épuisement physique (et la besogne supplémentaire accomplie au logis) frappaient la classe ouvrière dans son ensemble. Un chômage, même partiel, condamnait les ouvriers à la détresse la plus complète.

Au début des années trente, s'accomplissait le passage de l'atelier domestique et de la manufacture à l'industrie mécanisée de la fabrique. Un mouvement primaire d'autodéfense conduisit d'abord les ouvriers à détruire les machines nouvelles et parfois les petits artisans s'associaient à cette effervescence « luddite ». Puis, l'action ouvrière se marqua par des grèves (1831-33), lesquelles avaient pour fins : la défense des salaires, la diminution de la durée de travail, l'amélioration des conditions de labeur. Grèves strictement économiques ; mais dans ces luttes, des habitudes nouvelles d'organisation naissaient et le prolétariat prenait une conscience de classe. Enfin, la nécessité, où furent amenés les ouvriers lyonnais en novembre 1831, de se soulever et de combattre pour vivre, marqua ce fait nouveau : la classe ouvrière se produisit sur la scène comme une force sociale indépendante et ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire. « Contre la bourgeoisie, son futur fossoyeur s'était levé ».

On sait l'angoisse qui saisit alors la classe dominante : *le Journal des Débats*

---

1. Voir *la Pensée*, n° 19, juillet-août 1948, pp. 38 à 46.
2. *Questions d'histoire*. Moscou, 1947.

parle des « barbares » qui peuplent nos faubourgs et les Chambres en appellent au roi, car « la propriété est menacée dans son principe même ».

Or, la révolution de 1830 faite par le peuple parisien n'avait abouti qu'à une prise de possession par l'oligarchie bourgeoise de l'appareil d'Etat. Une fraction petite-bourgeoise écartée de la direction politique était déçue et hostile. Les ouvriers les plus conscients se placèrent dans les rangs des sociétés républicaines d'opposition (elles-mêmes petites-bourgeoises et intellectuelles dans leur composition fondamentale). Dans ce climat idéologique, les ouvriers qui ne s'étaient pas encore élevés à une conception ferme des intérêts de leur classe, tombèrent sous l'influence des idées petites-bourgeoises réformatrices. Mais, en revanche, la présence des ouvriers dans les sociétés républicaines ne pouvait pas ne pas se refléter dans leurs programmes et déclarations. A côté des exigences en faveur des libertés démocratiques, apparurent des exigences de caractère social.

Et V. Volguine, après cette magistrale prise de contact avec la réalité historique des années 1831-1832, procède à l'examen détaillé de certaines brochures ou déclarations émanant de la *Société des amis du peuple ;* dans celles-ci se produisent des revendications sociales assez clairement formulées ; le Procès des quinze où Raspail, Blanqui ont affirmé leurs points de vue, a paru à V. Volguine singulièrement instructif de ces tendances nouvelles et nous conseillons aux historiens de les reconnaître — ou de les étudier si d'aventure ils les avaient oubliées [1].

Afin d'apporter une contribution à l'examen de ces tendances progressistes, je vais présenter l'analyse d'une déclaration faite en cour d'assises (en avril 1832) par un jeune instituteur ; il est révoqué parce qu'il a fondé un cours gratuit d'histoire pour les ouvriers ; il est accusé d'avoir dans ses leçons « excité à la haine et au mépris de la bourgeoisie » ; il sera gagné à la doctrine communiste avant 1840 ; il se nomme Laponneraye.

Voici comment, en 1832, Laponneraye envisage l'action à mener contre l'oligarchie régnante :

> Le terme moyen, dans lequel est engagée la société, c'est un conflit continuel entre les privilégiés et les prolétaires et la révolution ne cessera que lorsqu'on nous aura ramenés au régime qui pesait sur la France avant 1789, ou bien quand la souveraineté du peuple ne sera plus un mensonge... La société est divisée en deux camps, l'un petit, l'autre immense ; le premier où siègent l'oisiveté, l'orgueil et la richesse ; le second, où habitent le travail et la souffrance, la misère et la vertu.

Donc, à la fois, revendication démocratique et conscience de l'antagonisme des classes.

Cette déclaration peut évoquer les Jacobins, mais voici qui est nouveau : en dénonçant « la faction gouvernementale, coterie dominatrice, quintessence de la bourgeoisie », Laponneraye la tient pour « une classe privilégiée dans la classe privilégiée » et l'appelle « société de commandite qui s'est adjugé l'exploitation du pays ». Que désigne-t-il ainsi ? : « les hauts et puissants financiers, l'aristocratie d'argent ». Il fait la distinction « entre la masse bourgeoise qui, après tout, vit comme le peuple » et l'aristocratie financière.

---

1. Nous espérons donner un compte rendu de l'étude si riche de V. Volguine (avec tous les textes sur lesquels il appuie sa démonstration) dans la Revue de la *Société* de 1848.

Vous êtes, dit-il aux jurés petits-bourgeois auxquels il s'adresse, les pilotis sur lesquels elle a bâti l'édifice de son usurpation ; vous lui servez encore de glaive et de bouclier [en servant dans la garde nationale bourgeoise. P.A.] ; vous êtes ses instruments ; elle vous traîne à la remorque ; elle vous tient garottés dans les langes de la peur ; elle vous montre incessamment le peuple comme une terrible avalanche prête à rouler sur vous... Mais vous êtes ses dupes, car l'aristocratie financière trahit votre confiance, vous êtes foulés et exploités par elle... Autrefois, quand nous étions opprimés par les nobles et le clergé, ce n'était pas aux curés de village, aux petits gentilshommes campagnards que s'adressaient nos coups ; nous lancions nos foudres sur les grands seigneurs, sur les riches abbés, sur les opulents prélats, car eux seuls étaient les véritables oppresseurs. [Aujourd'hui] noblesse et clergé ont été dépossédés de leurs privilèges par la bourgeoisie qui, de classe exploitée qu'elle était, devint classe exploitante.

Mais bientôt, la bourgeoisie elle-même fut assujettie par

la faction dominatrice, par l'aristocratie de la bourgeoisie qui subjugua et les privilégiés et le peuple et la masse bourgeoise elle-même. La bourgeoisie se fractionne donc entre aristocratie bourgeoise et masse bourgeoise, et parmi les privilégiés, il y en a qui sont réellement privilégiés, qui gouvernent, qui dominent réellement.

Pour les autres, les avantages du régime ne sont qu'illusoires.

Raccourci vigoureux de l'évolution historique de la bourgeoisie et intelligence stratégique de la situation donnée, voilà les traits marquants de cette déclaration — remarquable si on la reporte dans son époque.

Où veut en venir Laponneraye ? Il est certain que le futur communiste Laponneraye a su indiquer aux incertains des classes moyennes que leur intérêt est de demeurer aux côtés du peuple, que leur salut repose sur leur action conjuguée avec les classes ouvrières et que leur véritable ennemi n'est pas celui que l'oligarchie bourgeoise leur désigne, mais cette oligarchie même.

A cette désignation précise de l'adversaire principal qui s'oppose au progrès social, à cet effort pour entraîner la petite bourgeoisie dans la voie démocratique, Laponneraye ajoute une nouvelle idée. Amener ensemble les classes moyennes et le prolétariat à la République, c'est le but immédiat. Quelle République ?

La République, répond Laponneraye, où l'on ne connaisse point de privilégiés et de prolétaires, où la liberté et l'égalité soient la propriété de tous et non le monopole exclusif d'une caste.

Bref, la République sans classes.

Mais quels sont les moyens dont Laponneraye fait état pour y parvenir ? Ces moyens ne sont qu'esquissés. Et comme l'a remarqué V. Volguine au sujet des déclarations de Raspail ou de Blanqui au *Procès des Quinze* (janvier 1832), les voies permettant de passer à une société dont l'exploitation de l'homme par l'homme serait exclue, ne sont pas clairement déterminées.

Deux mois après le jugement rendu contre Laponneraye (il fut condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende), éclata l'insurrection mal préparée des 5 et 6 juin 1832, lors des funérailles du général Lamarque. Ce sursaut de l'artisanat et de la fraction de la petite bourgeoisie qui ne se résignaient pas à laisser entre les mains des gros « censitaires » les pouvoirs politiques, fut vaincu ; cet effort brusqué pour recommencer la révolution de Juillet, « escamotée » par la haute bourgeoisie, aboutit à un échec apparent.

Mais, si d'une part, des éléments de la moyenne bourgeoisie (affolée par l'action soudaine des sociétés secrètes, par l'apparition du drapeau rouge bordé de noir, et surtout par les mesures d'état de siège et le déploiement des forces

gouvernementales) se sont alors détachés de l'idéologie républicaine et ralliés au système monarchique, d'autre part, la fraction avancée de la bourgeoisie va rechercher plus activement la liaison avec les éléments ouvriers. Le lieu commun de cette rencontre sera la nouvelle *Société des Droits de l'Homme*. Dans cette société, les tendances sociales pénétreront plus avant, et la bourgeoisie républicaine qui tient les postes principaux en devra tenir compte.

Cela explique le double aspect des paroles prononcées par Godefroy Cavaignac, président de la Société, lors du procès dit « du droit d'association » en décembre 1832 :

Il ne faut pas borner, dit Godefroy Cavaignac, la pensée républicaine au seul ordre politique, à de simples formes de gouvernement... Quelque importantes que soient ces questions de formes, elles ne sont qu'une partie de la tâche. La République nous promet l'amélioration de l'état social et c'est pourquoi nous sommes pour elle. [La République] sera la conquête du domaine de l'égalité. C'est de la République que nous attendons cette organisation sociale perfectible et souple, qui se prêtera aux améliorations utiles à mesure qu'elles se produiront...

Allant plus loin, le chef républicain ajoute :

Quant au travail, nous demandons que le travailleur ne soit pas exploité par les capitaux, que la main-d'œuvre ne soit pas son seul gain ; qu'il trouve dans l'établissement de banques publiques, dans la propagation de l'enseignement, dans l'assiette de la justice et la sagesse de l'impôt, dans la multiplicité des voies de communication, dans la puissance même de l'association, les moyens de faciliter sa tâche, d'affranchir son activité, de récompenser son industrie et son courage.

Voilà donc un programme social qui se joint à la revendication démocratique du suffrage universel. Mais Godefroy Cavaignac, outre qu'il se défend de vouloir attaquer la propriété privée, propose en fait l'idéal social de la petite bourgeoisie : multiplication, généralisation de la propriété entre le plus grand nombre d'hommes possible ; ni grandes fortunes, ni excessive pauvreté. Les moyens ? les banques publiques et l'association coopérative des travailleurs dans la production. Rien de plus.

Les idées correspondaient, remarque V. Volguine,

aux aspirations d'une grande partie du prolétariat et du semi-prolétariat artisanal, rêvant de s'élever par ces moyens à la situation de producteurs indépendants et d'y trouver un secours contre les offensives dévorantes du grand capital.

Il n'en reste pas moins que Godefroy Cavaignac, en tant que président de la société républicaine, avait indiqué un programme à contenu social et marqué ainsi son désir d'une alliance progressive entre la petite bourgeoisie, les artisans et le prolétariat.

Et sans entrer dans les difficultés qui se produisirent entre les diverses tendances au sein des Droits de l'homme au sujet de ce programme d'union populaire [1], je constaterai que le regroupement des forces progressistes suscita les plus vives appréhensions dans le camp de la haute bourgeoisie. Tous les événements politiques des années 1833-1835 s'expliquent de ce point de vue : mesures d'étouffement contre la presse républicaine, condamnations et exils des

1. V. Volguine fait sur cette question une très brillante analyse des tendances divergentes qui ont marqué la brève carrière de la Société des Droits de l'Homme (1833-34).

journalistes et dirigeants de l'opposition, projet d'interdiction des associations politiques, enfin, vaste provocation aboutissant à Lyon à une nouvelle bataille, à Paris aux arrestations en coup de filet des chefs républicains et à la répression sanglante d'avril 1834 (rue Transnonain). Le couronnement de cette offensive provocatrice et répressive, menée par Thiers, fut le vote, par les Chambres dociles, des lois de septembre 1835, lois de baillon et d'exception, lois scélérates.

V. Volguine nous remet en mémoire l'œuvre de Voyer d'Argenson. Cette œuvre mériterait chez nous une actuelle réédition. Voyer d'Argenson est une figure du plus haut intérêt ; ayant recueilli auprès de lui Buonarroti, il est le vivant trait d'union entre les traditions les plus fermement démocratiques de la Révolution et les divers tenants du communisme critico-utopique. Il faudrait citer tout au long la célèbre et mordante *Boutade d'un riche à sentiments populaires* (1833) et maints passages tirés de ses *Discours et opinions*.

Il est certain que les écrits de Voyer d'Argenson furent lus et médités par la génération des propagandistes communistes des années quarante. Cabet fréquenta avant son exil le cercle de la rue du Rocher, et y aiguisa sa foi démocratique [1]. Lorsque Voyer d'Argenson mourut en 1842, les ouvriers et rédacteurs du journal communiste *la Fraternité* vinrent lui rendre un solennel hommage ; ils saluaient en lui leur guide et leur précurseur.

*
* *

La crise de 1839-1840.

J'en viens à ces années où fut expressément affirmée la doctrine communiste (1839-1841). Ce temps présente dans l'histoire de notre pays, des caractères qu'il faut évoquer d'abord.

Crise économique profonde et généralisée dans tous les pays capitalistes : Etats-Unis, Grande-Bretagne (où elle suscite l'alliance des classes moyennes et du prolétariat dans le mouvement chartiste) ; France, où elle s'accompagne d'un chômage cruel pour le prolétariat des villes et qui atteint aussi les diverses branches de l'artisanat. Les patrons jettent les ouvriers à la rue, ou réduisent leurs salaires déjà extrêmement bas. Des résistances ouvrières s'organisent, d'autant plus vives que nul système de *workhouses* n'a été prévu pour parquer les chômeurs, pour les surveiller, les filtrer et les enrôler, que nul exutoire colonial propre à une émigration suffisante n'existe encore en 1839 [2].

Soudain, Blanqui fait sortir de l'ombre la société secrète des Saisons et pousse Barbès au coup de main du 12 mai 1839. Il compte sur l'effet de surprise, sur la vigueur de la secousse pour abattre le régime. Il échoue, mais sa tentative exprime l'effervescence qui agite les ouvriers parisiens.

La fraction progressiste de l'opposition déclenche une première campagne de banquets réformistes. Cette campagne se répercute dans de nombreuses villes françaises. Mais, signe nouveau : les ouvriers s'approprient ce mode d'agitation

1. Cabet connut, semble-t-il, J.-J. Vignerte qui se plaçait à l'aile gauche de la Société des Droits de l'Homme, Vignerte et Lebon ont fait le pont entre les Droits de l'Homme et le nouvel essor des idées sociales vers 1838.

2. On remarquera que le passage de l'occupation restreinte (et exclusivement militaire) à l'occupation étendue et conquérante (capable d'absorber des colons civils) se place pour l'Algérie précisément à la fin de cette crise de 1839-1840.

et décident de tenir un banquet, de façon indépendante. Ils organisent le banquet « communiste » de Belleville qui réunit le 1er juillet 1840 plus de mille travailleurs. J.J. Pillot (qui participera à la Commune) et Dézamy y prennent la parole. C'était le temps où, dans la Chambre oligarchique, un député de l'opposition ayant prononcé le mot « ouvriers » est pris à parti par les ministériels, accablé d'invectives et obligé de descendre de la tribune pour avoir émis un vocable si désagréable, si malsonnant.

Vous ne voulez pas qu'on vous parle des ouvriers ! eh bien ! donnez-leur de l'ouvrage.

Sur quoi, de son fauteuil, le président Sauzet réplique :

Nous sommes chargés de faire des lois et non pas de donner de l'ouvrage aux ouvriers.

Il y avait alors cent mille chômeurs dans Paris.

Or, les ouvriers commençaient à s'organiser — en dépit des lois — pour obtenir de leur patron un salaire qui ne les réduisît plus à une épuisante famine, à une perpétuelle misère. Des ouvriers tailleurs n'ayant pu s'accorder avec leurs maîtres sur les prix de façon, se mettent en grève. Les maîtres se concertent et demandent au préfet de police de prendre cette mesure : imposer l'obligation du livret à leurs ouvriers. Les ouvriers bottiers et cordonniers, défendant leurs salaires, entrent dans la lutte ; ils réclament un tribunal d'arbitrage et les moyens de vivre. Les ouvriers en papier peint du faubourg St-Antoine sont en conflit avec les fabricants. Ils se sont « coalisés », et toute coalition ouvrière est interdite par la loi. Ils sont poursuivis pour ce « crime », que les fabricants, d'ailleurs, ont provoqué. Un patron ayant voulu les jeter sur le pavé, les ouvriers ont réclamé leurs livrets : le patron, au lieu de les leur remettre, les a déposés chez le commissaire, avec une plainte en « coalition ». Pendant plusieurs mois, les ouvriers, privés de livret, ne pourront trouver une autre besogne. Un autre fabricant fait mieux : il rend bien les livrets mais y inscrit : sorti de chez moi avec une plainte au procureur du Roi. Ce qui équivalait à réduire ses ouvriers à mourir de faim.

Les typographes déclarent leur solidarité de classe à l'égard de ces camarades en lutte ; ils constituent un fonds de chômage pour soutenir les sans-travail. Les menuisiers, réunis à la barrière du Maine pour s'entendre sur les conditions de leur salaire, sont chargés par la police montée. Les tailleurs de pierre, ayant élu des délégués qui discuteront avec les entrepreneurs, voient leurs délégués arrêtés par la police ; ils quittent en masse les chantiers. Le préfet de police lance ses argousins, ses indicateurs ; c'est une offensive générale d'arrestations contre la classe ouvrière. Des communistes ayant assisté au banquet de Belleville sont jetés en prison.

Le 5 septembre 1840, des collisions se produisent aux portes St-Denis et St-Martin, entre des rassemblements ouvriers et les forces de police. Le 7, les ouvriers ébénistes, les serruriers et les mécaniciens se mettent en grève ; ils occupent en masse — malgré les charges de police — les abords de la place de la Bastille et du Faubourg. Autres groupes installés dans le quartier St-Marceau et sur la place Maubert. Le Paris ouvrier se mobilise.

Le gouvernement de Thiers fait appel à la troupe : le Louvre, les Tuileries sont entourés de baïonnettes. On appelle des régiments de Fontainebleau.

L'appareil judiciaire fonctionne avec une précipitation qu'on n'avait jamais vue : les juges frappent à coups redoublés. Le 12 septembre, en trois heures d'audience, 46 ouvriers sont condamnés ; le 15 septembre, en une seule séance, 33 tailleurs de pierre sont frappés de peines de prison.

Cependant, la crise sociale se double d'une crise politique et d'une menace de guerre. Le 15 juillet 1840, les quatre puissances européennes — la France étant exclue — signent un traité par lequel elles l'éliminaient sans préavis du règlement des affaires d'Egypte et de Syrie. Elles assènent ainsi à Guizot, ambassadeur, et à Thiers, ministre, un camouflet que ni l'un ni l'autre n'avaient su prévoir et parer. L'Anglais Palmerston, meneur du jeu, était aux prises avec la puissante vague chartiste ; il n'hésitait pas — tout au contraire — à provoquer une guerre contre la France, qui eût servi à dégager l'oligarchie capitaliste assiégée par les forces populaires. Thiers, de son côté, affichait soudain un nationalisme fébrile et cocardier ; il pouvait espérer en retirer dans l'immédiat des avantages similaires. Mais pour éviter l'armement du peuple et donner satisfaction à la bourgeoisie, il proposa une solution moins aléatoire et plus lucrative : on allait entourer Paris d'une enceinte couverte par des forts détachés. De là, trois avantages certains : accorder aux entrepreneurs de nouveaux crédits (aux frais du peuple qui paie l'impôt) et de fructueuses affaires (que la crise avait quelque peu ralenties) ; permettre l'embauche des ouvriers en chômage et atténuer les symptômes inquiétants de leurs résistances ; créer enfin des bases militaires qui, le cas échéant, serviraient à mâter la capitale si elle prétendait se dresser contre le régime.

Au premier rang des opposants à ce projet des « bastilles » apparurent les communistes, Laponneraye, Lahautière, Cabet et Dézamy. Ils apparurent sur la scène politique dans le rôle de défenseurs de la liberté du peuple. Lahautière déclare :

> Pourquoi laisser découverts le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ? Réorganisez les gardes nationales... mais ne recommencez pas ce que vous avez fait à Lyon en 1834, avec toutes vos fortifications dressées contre l'ennemi de l'intérieur, contre ce maudit peuple qui crie lorsqu'il a faim.

Cabet et Dézamy lancent une série de six brochures contre les « bastilles » et déchaînent contre eux la colère du *National*. C'est alors que Cabet se déclare à la face des adversaires « communiste, parce que c'est un titre de proscription. » [1]

Le déchaînement des fureurs gouvernementales vise principalement les communistes. Le mot entre dans le vocabulaire politique, avec toute la charge péjorative dont veulent l'accabler les Thiers et les Guizot. On attribue les attentats contre Louis-Philippe et le duc d'Aumale à des communistes. La presse officielle déclenche une vaste offensive contre les communistes. Troubles agraires, bris de machines, coalitions ouvrières, tout est imputé à l'influence communiste. Pas

---

1. Il suffit d'ailleurs de s'opposer aux bastilles pour être taxé de communisme. Lamennais, parce qu'il a écrit dans son pamphlet *le Pays et le gouvernement* (1840) : « Pour les ministres, l'ennemi n'est « pas à la frontière ; il est à Paris ; ils l'environnent de citadelles pour l'écraser, s'il tentait de « remuer ou, au besoin, le réduire par la famine » et qu'il ajoute : « O peuple, paria, réclames-tu « quelque soulagement, on te sabre, on te fusille, et tu tombes sous les gourdins des assommeurs « payés et patentés », Lamennais est traité en communiste et jugé digne d'un an de prison. Lam-tine, parce qu'il a fait entendre sa voix contre le projet d'embastillement et parce qu'il développe le thème de la réconciliation des peuples (La *Marseillaise* de la paix) est appelé « empereur des communistes ». Mauguin, défenseur de Lamennais, parce qu'il a cité la phrase de Machiavel : « *Un prince qui craint ses sujets plus que l'étranger, doit fortifier ses villes* », est traité de Russe.

de titre plus honni du pouvoir, pas de mot plus dangereux, plus infâmant pour qui s'en réclame, pas de plus impossible entrée dans la vie politique.

Les communistes, quelle est leur doctrine ? Quel profiteur du régime pourrait en supporter l'idée ou même le fantôme de l idée ? Quel privilégié s'abaisserait à le connaître ?

Cependant, naissent de petites feuilles mensuelles : *l'Intelligence* de Laponneraye ; *la Fraternité*, de Lahautière (mai-octobre 1841) — six numéros — ; *le Travail*, organe des ouvriers lyonnais dont le gérant est emprisonné pour cet article intitulé : « Pourquoi nous sommes communistes » ; *le Populaire* de 1841, journal communiste de Cabet qui vivra dix ans, sans cesse menacé par le pouvoir.

*
* *

Un témoignage : *la Fraternité* (1841).

Examinons la seule *Fraternité* (le journal devait, semble-t-il, s'appeler *le Communiste* ; mais, en ce cas, il n'aurait vu le jour que pour mourir).

Et pourquoi ce titre : *la Fraternité*, un des trois termes de la glorieuse devise de nos pères ? Parce que tout homme de cœur s'accorde avec le consentement universel pour s'écrier : Tous les hommes sont frères. En effet, tout obstacle à l'égalité et à la liberté est une négation de la fraternité. Le but que poursuivent les communistes, est la réalisation de la fraternité. Les communistes sont donc dans la voie directe du progrès humain et surtout dans la droite tradition de la Révolution française.

Thème utopique que cette espérance en une fraternité générale, que cet appel sentimental à l'union des classes. Lahautière est le proche parent de ces démocrates fraternels qui, en 1847, réuniront à Londres, Marx, Engels et les chartistes. La différence réside en ceci que Lahautière propose un fraternalisme dilué, étendu à toutes les classes et que les Démocrates de 1847 constituent une fraternité de travailleurs qui ne risque pas de devenir une forme liquidatrice de la lutte pour le peuple, mais au contraire répond à la condition majeure de cette lutte : union des prolétaires. En 1849, en écrivant à la lumière des journées de Juin *les Luttes de classes en France*, Marx montrera l'inanité pratique de cette aspiration à la fraternité générale. Les provocations de l'Assemblée et la cruelle répression de l'autre Cavaignac pendant et après les journées de Juin, avaient démontré que la fraternité était comprise à leur manière par les classes dominantes. Marx dénoncera donc cette illusion que les feux de la mitraille et la fureur de la répression doivent dissiper.

Mais la fraternité, dans le temps où écrivait Lahautière — dix années plus tôt — correspondait dans une certaine mesure à une nécessité. La bourgeoisie, lorsqu'elle était faible encore et très incertaine de ses forces, avait, au début du XVIIIe siècle, créé le terme de bienfaisance, enveloppé son idéologie particulière de sensibilité et de sentiment, afin de fléchir la morgue des nobles entichés des privilèges de la naissance, afin d'amener les castes dominantes à reconnaître en elle une fraction intéressante de la nation. Contre l'esprit de caste et l'étroitesse des privilèges, elle faisait appel à une fraternité de sentiment propre à aplanir la route et à écarter les obstacles qui s'opposaient à sa progression. Ainsi, le prolétariat, dans ses premières démarches idéologiques, invoquait une sainte fraternité, afin de faire entendre au bourgeois insensible, au patron affameur, que le travailleur n'était pas une bête de somme, mais un être humain digne de respect et d'affection.

Ce ne fut certes pas le sentimentalisme qui inspira la bourgeoisie, lorsque, sûre de ses forces, elle brisa les privilèges de la noblesse en 1792 et 1793. Elle procéda alors selon ses voies propres pour parvenir à la suprématie.

Il était certain que l'illusion de la fraternité ne servirait en rien pour combattre efficacement les nouveaux privilèges de la haute bourgeoisie. Une telle illusion, trop longtemps entretenue, deviendrait une duperie, une déviation favorable aux classes exploitrices et une capitulation inadmissible de la part des masses productrices. C'est pourquoi Marx dénonça vigoureusement le leurre de la fraternité lorsqu'une si généreuse idéologie était offerte aux classes oppressives et agressives. Le sentiment de la fraternité s'épanouit, au contraire, entre des travailleurs unis par les épreuves, et attachés ensemble à la réalisation d'une œuvre commune.

La *Fraternité* de 1841 ne pouvait pas ne pas se rendre compte que son illusion n'avait ni poids, ni corps, car la lutte lui était aussitôt imposée. De toutes parts, s'élançaient les invectives et les menaces. Lahautière, tout fraternaliste qu'il fût, répondit non sans verve à ces incessantes attaques [1].

Le *Journal des Débats*, cette feuille si honorable qui célébra tour à tour la gloire de l'aigle, la blancheur du lys et les allures pacifiques du coq gaulois, ce journal pur et constant pour qui, du jour au lendemain, Napoléon fut un héros et un brigand, Wellington, un ennemi et un sauveur, le peuple de Juillet, un lion magnanime et une vile populace, sonne la charge contre les communistes, hommes de sang, panthéistes, libertins, révoltés et massacreurs... Le *National* qui, depuis longtemps, n'a plus de « national » que le nom, nous traite de sauvages et de brutes ; le *Siècle*, journal pâteux, boursouflé et vide, le *Constitutionnel*, enfoncé jusqu'au menton dans son bonnet de soie, nous voient en rêve, car nous sommes leur cauchemar.

Les réformistes nous attaquent : « a-t-on jamais vu un corps d'armée fusiller son avant-garde ? » L'*Atelier*, organe des ouvriers catholiques et de Buchez, nous accuse de « nier la morale ». Ce qui précisément leur manque, avec le sens de la fraternité.

La *Fraternité* faisait front à l'assaut général ; mais elle s'efforçait aussi de traiter des questions plus réelles. Elle ne se contentait pas d'indiquer que « le communisme est une œuvre d'édification et de vie », de rappeler que « les communistes ont foi dans le bonheur des hommes sur la terre » ; elle recherchait les causes de l'oppression des travailleurs.

Le prolétaire, en donnant son travail contre un approvisionnement déterminé qu'il reçoit sous le nom de salaire, renonce complètement à tout droit sur les produits que son travail fera naître. Les produits continuent d'appartenir exclusivement au capitaliste qui a fourni les matières et l'approvisionnement.

Et cette aliénation du travail (comme dira Marx) peut-elle se justifier ? Non, car

le principe fondamental était l'attribution à chaque travailleur des produits du travail.

C'est déjà la constatation de l'aliénation du travail par rapport au travailleur, mais Lahautière ne réussit pas à se dégager de l'utopisme, puisqu'il fait appel à

1. Cabet, qui entretenait de semblables illusions, s'aperçut également que le fraternalisme utopique ne pouvait l'abstraire de la lutte effective et le faire se dérober aux fureurs et aux agressions.

un « principe fondamental » — à un principe de juste rétribution — pour condamner cette aliénation. Lahautière insiste avec force sur ce fait :

> Une classe nombreuse et toujours croissante de travailleurs se trouve privée de tous droits sur les produits de son travail. Par conséquent, l'accroissement absolu de la richesse n'a plus une influence nécessaire sur le bien-être de cette classe. La condition des prolétaires est réglée par le prix du travail.

Lahautière ne serait pas éloigné de découvrir la nature de la plus-value s'il ne tournait bride, en parlant « de capital productif » — en omettant de définir la valeur.

Toutefois, Lahautière constate l'insuffisance des vues de Fourier, lorsque celui-ci prêche « l'association et l'harmonie des classes ». Car, répond Lahautière,

> les capitalistes, en se créant un intérêt opposé à celui des travailleurs, sentent que tout ce qui les rapproche de ceux-ci, est hostile à leurs privilèges.

Du salariat, Lahautière présente une analyse pénétrante :

> Le salaire est le moyen par lequel on nous dépouille des fruits de notre travail ; par lui on nous paye 2 francs ce qu'on nous revend 3, 4, 5 et 6 francs. De là, impossibilité de racheter nos produits et, par conséquent, notre misère et nos privations. Par le salaire, produisant tout, nous ne jouissons de rien.

Ainsi, Lahautière vient se heurter encore à la porte du problème (la plus-value), sans réussir à l'ouvrir.

Enfin, la *Fraternité* semble avoir conscience de sa propre position lorsqu'elle écrit ces lignes (novembre 1841) :

> Quand les vieilles sociétés ont fait leur temps et vont s'écrouler pour faire place à des sociétés plus parfaites, les sectes apparaissent. Elles marquent la transition entre le monde qui finit et celui qui commence. L'idée nouvelle, jusqu'alors à l'état d'utopie, vient s'y élaborer, s'y concentrer et y acquérir le degré de maturité nécessaire pour qu'elle puisse passer à l'état d'application.

*
* *

Tel fut, en effet, le rôle de cette propagande critico-utopique, de ces efforts poursuivis au cours des années quarante par des esprits hardis qui, en butte aux attaques de toute espèce, ont légué l'idée, « érigé la doctrine », préformé la méthode.

A partir de 1841, avec Lahautière, et les ouvriers anonymes qui le remplacent aux successives *Fraternités*, avec Cabet, obstiné défenseur de son utopie et inlassable éducateur de la doctrine, l'idée communiste germe dans notre pays. Les campagnes de presse que mènent Louis Reybaud, littérateur instable et persifleur, dans la *Revue des Deux Mondes* (« Idées et sectes communistes », 1842), Thoré dans la *Revue indépendante* (« Du communisme en France », 1842) [1] n'arrêtent pas l'essor de l'idéologie.

Quelques années plus tard, quand la crise de 1847 aiguillonne le régime de

---

1. Thoré nuance sa critique d'une certaine sympathie : puisqu'il reconnaît que « la propriété, sous sa forme privative et exclusive consacre l'exploitation des faibles et des pauvres », et qu'il considère le communisme « comme la suite logique de la Révolution française ».

Louis-Philippe et des banquiers, quand Guizot et Duchâtel lancent une violente persécution contre les représentants du communisme critico-utopique, et les groupes ouvriers qui, faibles et épars dans le pays, se réclament de cette doctrine de l'émancipation humaine, l'immortel *Manifeste* de Marx relève le drapeau.

Préparée au cours de ces années de luttes obscures, l'idée communiste est née en France vers 1840. Un siècle plus tard, poussés par l'inéluctable logique de leur trahison, des Guizots attardés et aveulis la condamnaient encore. Mais les communistes français, conscients de préserver l'une de leurs plus nobles traditions nationales, et fiers de leur passé, ont alors répondu comme l'avait fait Etienne Cabet, cent années avant eux :

Nous sommes communistes et vous le savez bien... nous nous en faisons honneur et gloire.

CHRONIQUE MATHÉMATIQUE

KARL MARX ET LES MATHÉMATIQUES

par Gaston CASANOVA

C'est sous ce titre que Dirk J. Struik analyse dans le numéro spécial que l revue américaine *Science and Society* consacre au centenaire du marxisme [1] le papiers manuscrits laissés par K. Marx sur les mathématiques. Nous nous propo sons dans cet article de résumer et de commenter l'essentiel de l'étude d D. J. Struik.

Lorsque Karl Marx reçut en 1835 son diplôme de fin d'études au collège d sa ville natale de Trèves, sa connaissance des mathématiques s'étendait à l'arith métique élémentaire, à l'algèbre et aux équations du second degré, à la géome trie du plan et de l'espace. Il abandonne alors, semble-t-il, l'étude des science mathématiques jusqu'au moment de son séjour à Londres. Dans une lettre à En gels du 11 janvier 1858, il indique qu'il revient à l'algèbre. Dès lors il ne cess de compléter son savoir jusqu'à sa mort en 1883.

Engels songea plus tard à publier les manuscrits mathématiques laissés pa Marx en même temps que sa propre *Dialectique de la Nature,* mais le temps lu manqua. La social-démocratie allemande qui hérita de ces manuscrits ne compri pas l'importance de la dialectique en général et dans les sciences mathématique en particulier. Ce fut Lénine avec *Matérialisme et empiriocriticisme* (1908) qu éclaira les marxistes à ce sujet. Après la Révolution russe de 1917, la *Dialectiqu de la Nature* d'Engels fut publiée à Moscou, en russe d'abord et dans le text original allemand ensuite. Une traduction anglaise parut en 1940 et nous atter dons encore aujourd'hui une traduction française. Les manuscrits mathématique de Marx furent publiés en russe partiellement dans la revue *Marksizm i Estes voznanie* [2] (Moscou, 1933) et suivis d'articles de E. Kolman, S. Ianovskaïa D. J. Struik, H. J. Muller et d'autres. Il ne semble pas que le texte original en ait été publié, mais une copie photographique de 900 pages en a été tirée par le soins de l'Institut Marx-Engels de Moscou. Que contiennent ces manuscrits Voici l'analyse qu'en donne D. J. Struik qui a eu entre les mains la copie d texte original. Ils consistent essentiellement en des textes extraits des livres étu diés par Marx et annotés de sa main. Les plus volumineux de ces manuscrits concernent l'algèbre que Marx étudia dans les livres de Lacroix, de Maclaurin et peut-être d'autres. Marx s'intéressa aux équations algébriques de degré élevé aux séries et plus particulièrement aux séries divergentes, ainsi qu'au livre de

---

1. Nous signalons tout particulièrement ce numéro de *Science and Society* à l'attention de ceux de nos lecteurs qui lisent l'anglais. Il est d'une grande richesse et d'une haute tenue. Nous en rendrons compte plus complètement dans un prochain numéro.
2. *Le marxisme et la science de la nature.*

géométrie analytique de Hymers. D'autres manuscrits contiennent les réflexions de Marx sur le calcul différentiel étudié dans les livres de Lacroix, de Bouchar-lat et de Hind. Marx s'intéressa particulièrement à l'emploi fait par Lagrange des séries de Taylor en vue du fondement algébrique de l'analyse et il compara les différentes définitions des dérivées et des différentielles. Il fit une esquisse historique des méthodes utilisées par Newton, Leibniz, d'Alembert et Lagrange. Les manuscrits contiennent en outre une longue note sur le calcul intégral et une critique du livre de Newton : *Analysis per aequationes numero terminorum infinitas*. Marx étudia les principes de base de l'analyse, c'est-à-dire la façon dont sont introduites les notions de différentielle et de dérivée. Il découvrit des différences d'opinion parmi les auteurs principaux, différences souvent accompagnées de confusions, en particulier dans les livres scolaires : tantôt la différentielle est donnée comme très petite et constante, tantôt comme très petite et tendant vers zéro, tantôt comme zéro exact. Marx sentit immédiatement qu'il s'agissait d'un processus dialectique qui engageait la nature même du mouvement. Insatisfait des explications données dans les livres, il essaya de parvenir lui-même à une solution. On ne trouve dans ces papiers aucune référence à la théorie des erreurs compensées exposée par Lazare Carnot par exemple, non plus qu'aux travaux de A. Cauchy, contemporain de Marx. J. D. Struik donne deux raisons de cette lacune : premièrement, Marx n'aurait pas eu connaissance des travaux de Cauchy parce qu'il ne fréquentait pas les mathématiciens professionnels ; deuxièmement, Marx n'aurait pas jugé la méthode de Cauchy essentiellement différente de celle de d'Alembert. La première raison nous paraît plus vraisemblable que la seconde et nous dirons pourquoi. D. Struik estime qu'il faut considérer les thèses de Marx comme une contribution importante à la compréhension des méthodes analytiques et il souligne que le grand mérite de Marx est de mettre l'accent sur les difficultés qu'ont rencontrées les mathématiciens à assimiler complètement les notions nouvelles :

> These difficulties are as old as Zeno of Elea, dit D. Struik, and as young as latest philosophical or physiological attempt to understand how rest can pass into motion, and how motion can lead to rest [1].

Selon Marx, les mathématiciens ont utilisé trois procédés essentiels de calcul pour introduire la notion de dérivée : le *calcul mystique* de Newton et de Leibniz, le *calcul rationnel* de d'Alembert, le *calcul purement algébrique* de Lagrange. A ces trois méthodes, il oppose la sienne. Analysons ces trois façons d'opérer sur l'emploi choisi par Marx de la fonction $y = x^3$.

Selon Newton-Leibniz nous obtenons avec les notations de Leibniz :

$$y + dy = (x + dx)^3 = x^3 + 3x^2dx + 3x(dx)^2 + (dx)^3.$$

Si nous considérons que $(dx)^2$ et $(dx)^3$ sont infiniment petits devant dx, nous obtenons la formule correcte :

$$dy = 3x^2dx.$$

1. « Ces difficultés sont aussi vieilles que Zénon d'Elée et aussi jeunes que les dernières tentatives philosophiques ou physiologiques pour comprendre comment le repos peut se transformer en mouvement et le mouvement en repos ».

Cela est tout à fait mystérieux et le mystère ne disparaît pas si nous divisons d'abord par dx car nous obtenons bien alors la formule correcte :

$$\frac{dy}{dx} = 3x^2$$

mais, comme Marx le remarque, on ne peut annuler dx avant d'avoir libéré par division la dérivée première du facteur dx, de telle sorte que nous devons connaître le quotient $\frac{dy}{dx}$ avant de connaître la différentielle dy.

En définitive, nous restons en pleine contradiction, et l'évêque Berkeley, contemporain de Newton, en tirait la conclusion que les mathématiciens n'avaient aucune raison valable pour s'opposer aux mystères de la religion. J. D. Struik souligne à ce sujet que les tentatives d'exploitation dans un sens obscurantiste et idéaliste des difficultés momentanées de la science ne datent pas d'aujourd'hui. Sir Arthur Eddington a voulu en effet tirer du principe dit d'indétermination de Heisenberg les mêmes conséquences que Berkeley du calcul des fluxions. Ajoutons que ces tentatives modernes connaîtront le même sort que celles de Berkeley.

Pour Marx, le mérite essentiel du calcul rationnel de d'Alembert consiste à poser :

$x_1 = x + \Delta x$, dx étant ainsi remplacé par la quantité finie Δx.

Dès lors, le quotient

$$\frac{\Delta}{\Delta x} = \frac{(x + \Delta x)\, y^3 - x^3}{\Delta x}$$

vaut exactement : $3x^2 + 3x\Delta x + (\Delta x)^2$ et, en faisant $\Delta x = 0$, nous obtenons la dérivée $3x^2$. L'objection de Marx à la méthode de d'Alembert est que la dérivée est déjà présente dans la somme $3x^2 + 3x\Delta x + (\Delta x)^2$ dont elle est le premier terme et que l'annulation de Δx a seulement pour but de supprimer les termes superflus. Ceci dit, Marx rend un bel hommage à l'Encyclopédiste du XVIIIe siècle [1].

D'Alembert had, by stripping the differential calculus from its mystical garb, made an enormous step ahead.

En ce qui concerne la méthode purement algébrique de Lagrange qui consiste simplement à appeler dérivée le coefficient de Δx dans le développement de $(x + \Delta x)^3$, Marx souligne la difficulté qu'il y a dans le cas des fonctions non algébriques à obtenir ce coefficient. Selon Marx, la méthode tombe sous le coup des mêmes objections que les précédentes : la dérivée est préparée avant le processus de dérivation et le résultat est justifié après coup plus ou moins clairement. Marx veut suivre le processus même de dérivation dans son mouvement et il pose pour cela :

$$y_1 - y = x_1^3 - x^3 = (x_1 - x)(x^2 + xx_1 + x_1^2)$$

ce qu'il écrit :

---

1. Nous citons Marx d'après la traduction en anglais de D. Struik : « D'Alembert a, en débarrassant le calcul différentiel de son manteau mystique, fait un énorme pas en avant ».

$$\frac{y_1 - y}{x_1 - x} = x^2 + xx_1 + x_1^2$$

Il appelle ce quotient *dérivée préliminaire* et en faisant ensuite $x_1 = x$, il obtient la *dérivée définie.*

Marx dit :

1° Pour obtenir la dérivée, nous devons faire $x_1 = x$ au sens strict sans qu'il y ait trace d'approximation infinitésimale.

2° Aucun élément symbolique n'entre dans la dérivée, x_1 ne disparaît pas mais est simplement réduit.

Marx écrit textuellement :

Das transzendentale oder symbolische Unglück ereignet sich nur auf der linken Seite, hat aber seine Schrecken bereits verloren, da es nun als Ausdruck eines Prozesses erscheint, der seinen wirklichen Gehalt bereits auf der rechten Seite der Gleichung bewährt hat [1].

Engels, le 18 avril 1881, en conclut que l'on voit très clairement, en définitive, que la dérivée est la notion première, tandis que la différentielle est la notion seconde. Le mérite essentiel de K. Marx, comme l'expose D. Struik, est d'insister sur le fait de l'événement $\Delta x = 0$ qui doit être considéré, non comme une limite que l'on approche indéfiniment, mais comme effectivement réalisé, car ce n'est qu'à ce moment-là qu'apparaît la dérivée $\frac{dy}{dx}$. Il y a aboutissement d'un processus qui reflète un mouvement réel : la vieille contradiction de Zénon est dépassée, car le point en mouvement n'est pas identique à un point au repos, puisqu'il possède en outre une vitesse, dérivée à un instant de l'espace par rapport au temps. L'observation moderne a fait surgir à l'intérieur de cette synthèse de nouvelles contradictions en constatant qu'il est impossible de mesurer simultanément et exactement la position et la vitesse à un instant donné d'un corpuscule élémentaire, mais ce serait sortir de notre sujet que d'insister davantage sur ce point.

Si Marx a ainsi remarquablement analysé la notion de dérivée, il n'a pas fourni aux mathématiciens la méthode pratique et générale dont ils avaient besoin pour progresser en toute rigueur, et que Cauchy devait mettre au point. C'est que, en effet, en divisant $y_1 - y$ par $x_1 - x$ et en faisant $x_1 = x$ dans le quotient, Marx ne lève pas *formellement* la contradiction qui réside dans le fait que la division par $x_1 - x$ n'a précisément aucun sens lorsque $x = x_1$. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce sujet dans un article de cette revue [2], et ailleurs. La notion de limite permet aux mathématiciens de parvenir à une définition non contradictoire de la dérivée et le calcul sur les limites permet de calculer valablement sur les dérivées, mais il est essentiel d'insister sur le fait que K. Marx met tout à fait en lumière, qu'il est nécessaire de considérer l'événement $\Delta x = 0$ comme vraiment réalisé, car c'est seulement alors que la contradiction est surmontée, puisque c'est seulement à cet instant qu'elle existe effectivement.

---

1. « C'est seulement dans le membre de gauche de l'équation que se produit le malheur transcendental ou symbolique, mais il a déjà perdu ses affres, puisqu'il apparaît maintenant comme l'expression d'un processus qui a déjà avéré sa signification réelle dans le membre de droite de l'équation ».
1. Voir *La Pensée*, n° 13, juillet-août 1947, pp. 65 à 68.

Le succès même de la définition de Cauchy ne doit pas nous faire oublier que sa méthode se compose, en définitive, de deux parties. Nous devons tout d'abord examiner si le quotient $\frac{f(x+h)-f(x)}{h}$ a une limite lorsque h tend vers o et, ensuite, prendre le rapport $\frac{dy}{dx}$ égal à cette limite : c'est l'opération de passage à la limite qui introduit effectivement la dérivée. C'est sur cette dernière opération que Marx insiste en fait en soulignant son importance au point de vue de la compréhension de la notion de dérivée. Les livres modernes — surtout scolaires — ont tendance à la passer sous silence en considérant qu'elle s'impose d'elle-même toutes les fois que la limite existe. Si, *formellement*, la recherche de la limite est l'essentiel pour le mathématicien puisqu'elle implique le calcul de la dérivée, c'est le passage à la limite qui introduit effectivement l'événement $h = 0$: l'analyse de Marx a gardé tout son sens profond. Nous constatons combien est conséquente la méthode marxiste de critique historique. La connaissance générale de la dialectique de la nature permet à Marx de pénétrer au fond même d'une question qui n'a pas fait partie pendant de longues années de ses préoccupations quotidiennes.

Marx et Engels sont de grands exemples de la possibilité et de l'efficacité d'une culture encyclopédique qui, dans la mesure où elle est éclairée par une méthode générale de compréhension de la nature, contribue non pas, comme certains veulent le croire, à étouffer l'intelligence sous l'amas des connaissances les plus diverses, mais, au contraire, à assurer à cette intelligence elle-même son véritable développement.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

L'ÉCONOMIE DE GUERRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

par Léon LAVALLÉE

L'épreuve de la guerre mondiale de 1939-1945 devait révéler aux yeux du monde entier la supériorité du régime socialiste sur le système capitaliste, et en particulier sur sa *forme fasciste*.

Certes le prolétaire mondial et les intellectuels d'avant garde avaient conscience que depuis 1917 le pouvoir soviétique constituait une forme supérieure de société, du triple point de vue : politique, économique, idéologique. L'échec de l'intervention des quatorze Etats en 1918-1921, la réalisation des plans quinquennaux staliniens, le développement général des peuples de l'U.R.S.S. constaté par tous les voyageurs de bonne foi — par les délégations ouvrières en particulier —, tous ces faits signifiaient que le socialisme vainqueur constituait désormais une force redoutable, une citadelle devant laquelle le monde capitaliste, dans sa phase de crise générale, viendrait se briser.

Si cette perspective historique était claire pour les marxistes, les idéologues de l'impérialisme ne pouvaient par contre, à moins de reconnaître leur propre faillite, comprendre que la Révolution Socialiste d'Octobre annonçait le crépuscule du capitalisme. L'économie socialiste ne pouvait qu'être niée en bloc par ces porte-parole du capital. On se souvient de leurs affirmations, lorsqu'ils proclamaient jusqu'en 1940 et 1941 que l'U.R.S.S. n'avait rien réalisé, que l'industrialisation était un vaste mensonge et le régime soviétique une imposture qui s'écroulerait au premier choc.

On se souvient aussi de leur désarroi à partir de 1941 : Les Soviets nous avaient caché toutes leurs réalisations ! L'U.R.S.S. ne donne jamais de chiffres ! — Et cet Oural, cette Sibérie, cet Orient soviétique, qui aurait cru cela !...

* * *

Laissons ces misérables palinodies et attirons l'attention des braves gens qui hier furent dupés et ne veulent pas l'être de nouveau sur l'ouvrage de N. Voznessenski, vice-président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. : *L'Economie de guerre de l'U.R.S.S.* 1941-1945 [1].

La personnalité de l'auteur qui, de plus, est président de la Commission du Plan d'Etat, donne tout le poids désirable à ce livre.

Tout d'abord, Voznessenski dresse le bilan de l'économie soviétique en 1940, de ses immenses progrès depuis 1913, et fixe les conditions politiques de ces succès économiques :

1. Paris, 1948, éditions de Médicis, 144 p., 150 fr.

C'est aujourd'hui seulement qu'on peut mesurer toute l'importance historique des plans quinquennaux, expression du génie de Staline, pour les destinées de la Révolution socialiste. Les peuples de l'U.R.S.S. en firent par leur travail, une force matérielle redoutable qui brisa le rapace impérialisme germanique (p. 14).

Dès l'attaque nazie, le gouvernement soviétique élabora un « plan de mobilisation économique » qui se substituait au plan pour le temps de paix. Le transport vers l'Est des installations industrielles et agricoles de toute sorte entraîna momentanément une baisse de la production qui atteignit son maximum en novembre 1941. Mais :

Au moment même ou le monde dans sa presque totalité comptait les derniers jours de l'Etat soviétique, en novembre 1941, J. Staline dirigeant l'économie de guerre du pays, proposa d'élaborer et d'adopter un vaste plan de construction de nouvelles usines sidérurgiques, bases de l'industrie de guerre, dans l'Oural et en Sibérie (p. 36).

Dès 1942, la production progressait rapidement et :

L'année 1943 marqua un tournant décisif dans l'histoire de l'économie de guerre de l'U.R.S.S. Ce fut l'année des grandes victoires de l'Armée Soviétique et en même temps celle de la consolidation et du développement de l'économie de guerre, caractérisée par les particularités vigoureusement accusées de la reproduction élargie (p. 23).

Dès cette époque, sur les talons de l'envahisseur fasciste, l'économie se reconstruit, malgré les dévastations inouïes. L'auteur montre aussi comment, grâce au patriotisme soviétique, aux partisans, l'envahisseur hitlérien ne put jamais parvenir à remettre en exploitation les territoires occupés.

Il est bon de souligner également ce qu'ont représenté en réalité les fournitures alliées dans l'effort de guerre de l'U.R.S.S. :

Les importations soviétiques passèrent de 1.446 millions de roubles en 1940 à 2.756 millions en 1942 et à 8.460 millions en 1943... Toutefois en comparant ces livraisons de produits industriels à la production de l'industrie socialiste soviétique, on constate qu'elles n'ont représenté *que 4 % environ de la production nationale du temps de guerre* (p. 35).

Parallèlement il ne sera pas inutile de faire connaître le montant des réparations effectuées par l'Allemagne vis-à-vis de l'U.R.S.S. :

Seule une part insignifiante du dommage matériel infligé à l'U.R.S.S. par l'Allemagne hitlérienne se trouve couverte par le transfert, au titre des réparations, de l'équipement industriel allemand à l'Union Soviétique. La valeur de cet équipement ne représente pas plus de 0,6 % des « pertes de biens directes », subies par l'U.R.S.S. au cours de la guerre nationale (p. 120).

Dans le même ordre d'idées, notons l'évolution des crédits militaires en U.R.S.S. :

Alors qu'avant la guerre, en 1940, les dépenses pour les forces armées ont représenté 32,5 % de toutes les dépenses du budget soviétique, elles ont atteint 52 % pendant la guerre, en 1944. Depuis cette date, la part des dépenses militaires a diminué dans le budget de l'U.R.S.S., pour ne plus représenter que 23,9 % en 1946 (p. 131) [1].

---

1. Dans le budget de 1948, les dépenses pour les Forces armées ne représentent que 17 % (contre 46 % aux U.S.A.).

Des chapitres spéciaux traitent en détail de toutes les questions concernant l'agriculture, le ravitaillement, les transports, les salaires, la main d'œuvre, avec statistiques à l'appui.

*
* *

Mais je voudrais attirer l'attention du lecteur sur quelques développements théoriques portant sur des questions mal connues ici, où les mots recouvrent des choses différentes, selon le régime.

D'abord au sujet du *commerce* :

Le commerce soviétique, s'appuyant sur le monopole du commerce extérieur, n'admet pas la pénétration sur le marché national des monopoles capitalistes étrangers. En passant par les canaux du commerce d'Etat, les marchandises importées obéissent aux mêmes règles de détermination des prix qui régissent les marchandises d'origine nationale. L'indépendance et la souveraineté de l'économie soviétique sont une loi de la société socialiste.

Le commerce soviétique exclut de la sphère des transactions privées « achat-vente » les moyens de production fondamentaux et la force de travail. On doit y voir la conséquence de l'élimination des classes exploiteuses et de l'exploitation de l'homme par l'homme en U.R.S.S.

Dans la société socialiste, la force de travail n'est pas une marchandise qui peut être vendue, comme dans les marchés du travail capitalistes (p. 90).

Puis, au cours du chapitre « la planification de la production », Voznessenski montre le rôle nouveau de la *loi de la valeur* en économie socialiste :

La loi de la valeur appliquée à l'économie socialiste signifie que le calcul indispensable à la planification des frais de production, c'est-à-dire du travail social nécessaire, s'effectue en signes monétaires et non pas seulement en nature. Exigence essentielle, car le socialisme exige le plus strict calcul et la planification de la production. Aussi longtemps que les différences du travail, qualifié ou non qualifié, intellectuel ou manuel, existent dans les entreprises de l'Etat et dans les kolkhoz, aussi longtemps que les produits sont distribués suivant la quantité et la qualité du travail, la nécessité existe aussi de réduire les différentes formes du travail à un dénominateur commun, la valeur, déterminée par le travail socialement nécessaire.

Le coût de la production du produit social, autrement dit la valeur réelle de la production globale de l'économie nationale pour un temps donné, est déterminé par les frais de production engagés par la société pour la constitution de ce produit. Quant à ces frais de production, ils sont à leur tour déterminés par la somme du travail social nécessaire que dépensent les peuples de l'U.R.S.S. pour la production globale du produit social (p. 107).

Enfin, « la science des lois qui régissent la production et l'échange des moyens matériel de subsistance dans la société humaine » acquiert ici un rôle nouveau. Il ne s'agit plus seulement d'étudier des lois sur lesquelles on ne peut fondamentalement rien. Tout au contraire :

De nouveaux problèmes, inconnus jusqu'alors et différents de ceux qui se posent en économie capitaliste, ont surgi en économie soviétique : il s'agit des problèmes de la planification et donc aussi des problèmes de l'organisation de la production à l'échelle de toute l'économie nationale. A la différence de l'économie politique du capitalisme, qui traite de lois aveugles du mouvement, l'économie politique du socialisme étudie les lois économiques de la planification et de l'organisation de la production, y compris celles de la période d'économie de guerre. La planification socialiste, fondée sur une utilisation et une application rationnelles des lois de la production et de la répartition, est donc elle-même une loi sociale du développement et, en tant que telle, un objet d'étude pour l'économie politique (p. 111).

Toujours parmi les riches thèses contenues dans l'ouvrage, plusieurs concernent les erreurs classiques des économistes bourgeois et parfois de ceux qui se disent marxistes.

Telle est la prétendue direction de l'économie par l'Etat capitaliste, au cours de l'économie de guerre ou de l'économie de paix. Voznessenski nous met en garde contre cette erreur.

Les considérations de certains théoriciens — qui se croient marxistes — sur le « rôle décisif de l'Etat dans l'économie de guerre des pays capitalistes » sont des vétilles qui ne méritent pas l'attention. Ces « marxistes » admettent naïvement que l'utilisation de l'appareil d'Etat américain par les maîtres rapaces du capital monopoleur en vue d'obtenir des superbénéfices de guerre, témoignerait du rôle décisif de l'Etat dans l'économie. L'Etat bourgeois des Etats-Unis est caractérisé par la collusion étroite de son appareil administratif, et tout d'abord des couches supérieures, avec les meneurs et les agents des monopoles capitalistes et du capital financier. Ce qui, surtout, fait la force des capitalistes monopoleurs américains, c'est que, entre autres, ils ont mis l'Etat américain à leur service. Il est tout aussi naïf d'imaginer une planification de l'économie de guerre par l'Etat aux Etats-Unis. L'octroi par l'Etat de commandes lucratives aux monopoles capitalistes américains est encore loin d'être une planification de l'économie. Les tentatives lamentables de « planifier » l'économie américaine échouent régulièrement dès qu'elles dépassent les limites d'une aide pure et simple apportée aux monopoles pour accroître leurs bénéfices (p. 25).

Cette thèse mérite une attention particulière en France, où nous voyons actuellement les socialistes de droite, sous le masque du dirigisme, faire la politique des monopoles non seulement indigènes mais américains. Si d'aucuns croient que le dirigisme de l'Etat monopoliste « rapproche » du socialisme, les faits quotidiens sont là pour leur démontrer que c'est seulement dans le sens singulier où l'on pourrait dire que l'impérialisme « rapproche » de la Révolution socialiste.

De la prétendue action décisive de l'Etat capitaliste dans l'économie, on passe facilement à la thèse de la planification en régime capitaliste, à la croyance en la vertu des « Plans ». Voznessenski là encore nous prévient que :

Dans les pays capitalistes, on a tenté à plusieurs reprises et on tente encore d'imiter l'expérience de l'économie planifiée soviétique. A peine peut-on nommer un pays qui n'aurait pas tenté de planifier son économie nationale. Cet intérêt extrêmement vif pour la planification, qui se manifeste à l'étranger, n'est pas un phénomène fortuit. Il est la conséquence des leçons de la première guerre mondiale et des crises industrielles qui se répètent périodiquement dans les pays capitalistes. Ce qui distingue par principe de la planification soviétique ces velléités des pays capitalistes, c'est que la planification soviétique est étayée par le mode socialiste de production. Ici, c'est le peuple, organisé en Etat soviétique, qui a dominé les lois sociales du développement ; la planification de l'économie repose sur une base scientifique et elle a force de loi. Quant à la « planification » des pays capitalistes, elle est fondée sur la prédominance de la propriété privée des moyens de production ; par conséquent, elle n'est qu'un désir qui ne peut s'appuyer sur aucune force économique réelle (p. 134).

A défaut de cette activité créatrice quotidienne du peuple, du parti communiste et de l'Etat, le plan ne serait autre chose qu'un amoncellement de chiffres sans vie (p. 136).

*
* *

Les mêmes causes qui ont permis aux peuples de l'U.R.S.S. d'étonner le monde pendant la guerre, leur permettent aujourd'hui de relever leurs ruines, d'accélérer la mécanisation de l'industrie, de mettre au point des techniques ultra-modernes.

L'U.R.S.S. n'est pas, comme certains, même bien intentionnés, le disent, sortie affaiblie de la deuxième guerre mondiale.

Elle est plus forte que jamais, d'abord par elle-même, ensuite par l'amitié des pays de démocratie populaire et la solidarité très agissante du mouvement ouvrier international, lui même incomparablement grandi. Autant de facteurs de faiblesse et d'aggravation des contradictions au sein du camp impérialiste.

La première guerre mondiale et la Révolution d'Octobre ont eu pour résultat d'enlever en Russie le pouvoir au capitalisme ; un système socialiste s'est formé, représenté par l'U.R.S.S., et il s'est consolidé ; la crise générale du capitalisme a commencé. La deuxième guerre mondiale et les transformations démocratiques qui se sont produites dans les pays du centre et de l'est européen ont donné naissance à de nouvelles républiques populaires, à des pays de démocratie nouvelle. Le capitalisme mondial a encore perdu le pouvoir dans plusieurs pays démocratiques. Les forces de la démocratie et du socialisme sont devenues plus grandes, tandis que la crise générale du capitalisme s'est aggravée (p. 139).

Certes, l'heure du crépuscule du capitalisme est l'heure du plus grand danger, mais la vigilance des peuples de l'U.R.S.S. et de leurs alliés ne sera pas prise en défaut :

Tant que l'encerclement capitaliste subsiste, la poudre doit être tenue sèche ; tant qu'existe l'impérialisme, existe aussi le danger d'une agression contre l'U.R.S.S., le danger du déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Seul, le peuple armé, disposant de puissantes forces productives, peut prévenir cette menace (p. 140).

A travers le reste du monde capitaliste — où nous sommes ! — les « petites gens » ont salué avec enthousiasme les propositions de paix de l'U.R.S.S. aux U.S.A., les notes de Staline et de Molotov.

On connaît le silence des impérialistes américains, on voit aussi leur politique en Allemagne occidentale : *leur suprême espoir, leur suprême pensée, c'est la guerre.*

Mais alors, que les fauteurs de guerre de par le monde — et ici en particulier — réfléchissent bien à cette phrase tirée de l'introduction même de l'ouvrage de Voznessenski :

J. Staline, le grand compagnon de lutte et continuateur de Lénine, enseigne que le devoir de chaque révolutionnaire est de soutenir et de défendre l'U.R.S.S., premier Etat socialiste du monde. Seul est internationaliste celui qui défend l'U.R.S.S. inconditionnellement, car il serait impossible de résoudre les problèmes du mouvement révolutionnaire international si on renonçait à défendre l'U.R.S.S. (p. 7).

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par Jean LARNAC.

BIBLIOGRAPHIE : Emile MIREAUX : *les Poèmes homériques et l'histoire grecque ;* I, *Homère de Chios et les routes de l'étain,* Ed. Albin Michel, 1948 ; Paul VAN TIEGHEM *: le Romantisme dans la littérature européenne,* collection « l'Evolution de l'humanité », N° 76, éd. Albin Michel, 1948 ; Marie-Anne COMMÈNE : *Gaïa, jeune fille grecque,* éd. Gallimard, 1948 ; Jean TORTEL : *La mort de Laurent,* éd. de la Bibliothèque française, 1948 ; Georges MAGNANE : *Plaisir d'amour,* éd. Gallimard, 1948 ; Mayotte CAPÉCIA : *Je suis Martiniquaise,* éd. Corrêa, 1948 ; Henri CALET : *le Tout sur le tout,* éd. Gallimard, 1948.

Depuis plus de deux mille ans que les poèmes homériques attirent les commentateurs et suscitent des hypothèses, on pourrait croire que tout est dit sur l'*Iliade,* l'*Odyssée* et leur auteur, ou leurs auteurs. Or, après la première guerre mondiale, Victor Bérard provoqua l'enthousiasme ou l'indignation par sa traduction de l'*Odyssée* ainsi que par son interprétation, fondée sur une longue enquête à la fois historique et géographique, du périple d'Ulysse. Et voici qu'au sortir de la deuxième guerre mondiale Emile Mireaux tente de renouveler nos conceptions relatives à l'épos homérique. Nous n'avons encore que le premier tome de son ouvrage, mais l'on peut prévoir qu'il suscitera des discussions passionnées : on s'étonnera de trouver une explication qui se rapproche du marxisme chez un membre de l'Institut, par ailleurs ancien employé du Comité des Forges, ancien sénateur réactionnaire, ancien directeur du *Temps* et ancien ministre de Pétain.

Dans *la Chanson de Roland et l'histoire de France,* Emile Mireaux avait tenté de prouver que la naissance et la formation de nos chansons de geste étaient « étroitement liées à toute l'histoire politique et religieuse de notre pays de l'an 1000 à l'an 1200. » La même idée directrice l'a guidé dans son étude de la poésie homérique où il voit le reflet de l' « impérialisme » hellénique. On avait trop longtemps pris Homère pour une sorte de mendiant génial chantant de belles histoires afin de distraire des guerriers blasés. Il nous faut maintenant le concevoir comme un aristocrate défendant la politique de sa classe :

> Si faire de la politique, c'est, au sens le plus beau du terme, prendre son lot des aspirations et des souffrances de son époque, si c'est vouloir, dans sa sphère, participer à la conduite matérielle et morale des hommes, Homère, lui aussi, sans doute, faisait déjà de la politique.
> C'est du moins ce que je voudrais démontrer (p. 18).

Cette démonstration, on la pourrait réduire à un curieux conte qui commencerait ainsi : *Vers la fin du huitième siècle avant Jésus-Christ, il y avait en Grèce un puissant Comité des Forges qui, redoutant la concurrence...* Mais n'effarouchons personne et n'allons pas trop vite. La fabrication des armes de bronze renommées dans tout le bassin méditerranéen se trouvait alors concentrée dans le triangle formé par Chalcis, Egine et Corinthe, villes de fondeurs et de forgerons où, de tous les coins du monde antique, affluaient les commandes. Le fer était bien apparu en ces régions quatre siècles aupara-

vant, mais, préparé à l'aide d'une technique rudimentaire, il ne parvenait pas à supplanter le bronze, particulièrement dans la confection des armures, des casques et des boucliers si longuement, si amoureusement décrits par l'auteur de l'*Iliade*. Sentant, malgré tout, leur monopole menacé, les puissants industriels des trois cités redoublèrent d'efforts pour maintenir leur suprématie. Ils manquaient malheureusement du « fabuleux métal » sans lequel leur industrie ne pouvait prospérer : le cassiteros, métal des Cassites (peuples anciens dont le nom se retrouve dans ceux de la Caspienne et du Caucase), l'étain, pour lui donner son nom français, qui entrait pour un dixième et parfois pour un septième dans la fabrication des plus beaux bronzes.

Les Grecs ne connaissaient que deux centres d'extraction de l'étain (les îles Cassitérides, aujourd'hui îles Scilly, n'appelant pas encore la hardiesse des navigateurs méditerranéens) : la région caucasienne à l'est, l'Etrurie et sa capitale Cymes à l'ouest. Or quelles prouesses pour atteindre ces lieux éloignés avec des barques non pontées, dépourvues de boussole et de gouvernail d'étambot ! Les plus hardis marins ne se risquaient qu'avec appréhension dans ce que nous nommons aujourd'hui les Dardanelles, le Bosphore, la mer Noire ; et ils n'osaient se lancer dans le canal d'Otrante, qui sépare Corcyre de l'Italie, qu'après avoir pris de multiples précautions, car aucune île intermédiaire ne permettait la navigation à vue : il fallait s'éloigner des côtes en se fiant aux étoiles.

Qu'importe ! Alors comme aujourd'hui, les maîtres de forges ne supportaient pas d'obstacles à leurs désirs. Ils imaginèrent donc de grouper les navires en convois auprès des Dardanelles d'une part, à Corcyre de l'autre, quand s'ouvrait la saison propice à la navigation, c'est-à-dire, selon Hésiode, au solstice d'été. Durant des semaines les barques s'accumulaient en ces deux points jusqu'au moment choisi pour le grand départ. Pour les nautoniers en passe d'affronter des périls redoutables, on organisa des cérémonies religieuses destinées à rendre les éléments favorables. Ce seraient ces cérémonies qu'un poète de génie aurait évoquées en deux chants, l'un destiné aux caboteurs assemblés en Troade avant de s'égarer jusqu'au Caucase, l'autre destiné aux hauturiers réunis à Corcyre avant de se risquer dans le canal d'Otrante. Il fallait persuader le monde, par des légendes solidement établies en apparence, que les Grecs étaient maîtres des deux routes de l'étain. Il fallait, d'autre part, donner une âme aux matelots, assurer les uns de la faveur du dieu Achille dont le tombeau se dressait non loin de la Propontide, assurer les autres de l'habileté divinatrice des pilotes corcyréens, descendants des Phéaciens.

[Ainsi] le premier Homère collaborait avec cette aristocratie d'armateurs, de marchands et d'industriels, noblesse du sang et de la richesse, entreprenante et magnifique, qui dans la seconde moitié du VIIIe siècle domine dans la plupart des cités grecques et qui à Corinthe, à Egine, à Sicyône, à Chalcis, dans les villes de l'Eubée et de l'isthme, a fait sa spécialité principale de l'industrie du bronze et en tire force, richesse et fierté (p. 299).

Rudyard Kipling de l'Albion antique, cet Homère chantait les pionniers du colonialisme hellénique partant à la conquête de la métropole. Il n'était pas un pur artiste, mais « un homme d'action, un partisan » servant une cause, soutenant des amis, « étroitement mêlé à la politique de son temps ». N'appartenait-il pas lui-même à l'aristocratie dont il défendait les intérêts ?

S'appuyant sur le travail des ethnologues et des historiens des religions dont j'avais fait naguère état, avec Robert Salmon, pour présenter Sappho sous un jour nouveau, Emile Mireaux aperçoit dans le premier poète homérique un homme issu de la caste sacerdotale, qui venait immédiatement après la caste des familles à vocation royale. Et cette appartenance à une caste vouée au service des dieux explique le contenu mystique des deux poèmes, qu'une exégèse attentive peut dégager. Ne prenons pas Achille pour le simple héros d'une guerre ancienne. Les navigateurs assemblés au pied de la colline d'Ilion adoraient en lui « une des multiples formes du dieu de la mort et de la

résurrection ». Quant à l'aède qui chantait les exploits du guerrier aux pieds légers, il savait bien que la guerre de Troie n'avait jamais eu lieu et que le poste d'Ilion, destiné à protéger l'escale de l'Hellespont contre les pirates, n'avait point été conquis de haute lutte après des combats fameux : les fouilles ont d'ailleurs montré que « l'installation des Grecs sur le site d'Ilion eut lieu aux environs de l'an 700 ». La mentalité des transporteurs d'étain d'il y a deux mille sept cents ans présente peu de rapports avec la nôtre ; aussi devons-nous faire un effort pour comprendre l'œuvre écrite à leur usage, pour apercevoir, derrière le récit des batailles et des navigations dramatiques,

> un fond de superstitions millénaires, cruelles et passionnées, dont le prestige permet aux hommes de nouer avec les puissances de la vie et de la mort des alliances sanglantes qui les aident à triompher des forces adverses (p. 285).

Les vieilles épopées

> ne sont que la transfiguration légendaire, l'illustration poétique de deux cérémonies, de deux fêtes collectives de caractère magique et religieux célébrées toutes deux à peu près au même moment de l'année, dans les dernières semaines du printemps (p. 289).

Ces drames sacrés, Emile Mireaux a tenté de les reconstituer à travers les deux œuvres touffues parvenues jusqu'à nous et qui furent élaborées, un demi-siècle ou soixante ans après les drames, par un « renouveleur » descendant de l'aède primitif. Le *Retour d'Ulysse*

> comptait quelque 3000 vers, ce qui correspondait environ à quatre heures de récitation coupée de quelques brefs repos : la valeur d'une longue représentation de nos jours (p. 40).

Quant au *Courroux d'Achille*, il devait être plus court d'un millier de vers. C'était un

> récit bref, simple, direct, un peu abrupt, à l'action ramassée et véhémente, un drame en deux journées séparées par la pause de douze jours imposée par l'absence de Zeus et des dieux partis banqueter chez les Ethiopiens impeccables (p. 69).

Composé pour « l'illustration de la jeune Corcyre, gîte d'étape nécessaire au seuil des mers occidentales », le *Retour* célébrait les fêtes du renouveau. Composé pour affirmer « la prise de possession, par les pionniers de l'hellénisme, des bords de l'Hellespont, porte des mers du nord », le *Courroux* évoquait la mort et la résurrection d'Achille, « divinité marine dont la tombe dominait l'issue septentrionale de la mer Egée. » Ainsi

> Ulysse... semblait monter la garde au seuil des mers de l'occident, comme Achille à l'entrée de la Propontide et du Pont-Euxin (p. 290).

Avouons que la thèse est curieuse ; si curieuse, si hardie même qu'Emile Mireaux a frémi après l'avoir émise : voir dans la littérature le reflet de la politique, chercher en dernière analyse des causes économiques à l'œuvre de l'artiste, n'est-ce pas là le propre du marxisme ? A la trois cent quatorzième page de son ouvrage, l'auteur a reculé devant l'accusation à laquelle il s'exposait :

> Je serais désolé que l'on prétendît trouver dans ce chapitre [le chapitre XIV où se trouve présenté dans son ensemble « Homère de Chios »] l'esquisse d'une théorie matérialiste de l'histoire littéraire (p. 314).

Mais, semblable à Galilée qui, rentré dans sa cellule après avoir renié ses théories

scientifiques, ne pouvait s'empêcher de les reprendre pour son propre compte parce qu'elles s'imposaient à lui avec une évidence indiscutable, notre exégète n'a pu s'interdire d'affirmer, peu après sa dérobade, que « les chefs-d'œuvre les plus originaux ne sont jamais des créations tout à fait gratuites ». Et sa thèse demeure d'après laquelle, sept cents ans avant notre ère, la littérature et la religion étaient placées au service d'une aristocratie elle-même soumise au jeu des forces économiques. Il y aurait une étude à faire pour montrer que la critique reflète les mouvements d'opinion de l'époque ; ne faut-il pas que le prestige de la méthode marxiste soit considérable aujourd'hui pour que, dans une certaine mesure et sous une forme plus ou moins fidèle, elle s'impose à des érudits fort éloignés de l'opinion communiste ?

Tout cela sans juger quant au fond les résultats obtenus dans le livre d'Emile Mireaux, dont j'ai laissé de côté bien des aspects, notamment les arguments sur lesquels il s'appuie pour démontrer que nos deux épopées homériques dérivent de deux drames plus anciens et que ceux-ci n'étaient pas des compilations mais des œuvres originales ayant une unité organique « telle que peut la posséder une œuvre d'art dont les différentes parties ont été imaginées et conçues pour servir une pensée poétique et dramatique orientée elle-même par des préoccupations politiques, voire par des passions polémiques ». J'ai négligé aussi le faisceau de preuves établissant que les deux poèmes fondamentaux furent composés par un même auteur, originaire de Chios ; mais j'en ai assez dit, je l'espère. pour inciter ceux de nos lecteurs que la question intéresse à lire *les Poèmes homériques et l'histoire grecque* où les rédacteurs de l'*Encyclopédie de la Renaissance française* chargés de l'histoire et de la littérature anciennes trouveront des arguments à utiliser et à discuter.

*
* *

Je regrette que Paul Van Tieghem n'ait pas obéi, dans sa description du romantisme européen, aux tendances qui, à son corps défendant, ont guidé Emile Mireaux. Peut-être alors aurait-il découvert un panorama plus vaste et plus significatif. Pour justifier son travail, il déclare (p. 99) qu'aucun historien n'avait encore dressé, du romantisme, un tableau d'ensemble « qui satisfasse entièrement l'esprit » et qu'il va nous « offrir pour la première fois un tableau d'ensemble du mouvement romantique européen » (p. 14). Hélas ! si érudit soit-il et, sans doute, en raison de cette érudition même qui, trop souvent, tient lieu de pensée, l'ouvrage ne répond pas à l'espoir suscité par ces propos ambitieux. La dernière page tournée, nous attendons toujours qu'on nous explique la révolution littéraire qui prit naissance en Grande-Bretagne dans les toutes premières années du dix-huitième siècle et gagna peu à peu l'Europe. Préfacier du volume et directeur de la collection où il figure, Henri Berr a d'ailleurs reconnu (p. 19) que « l'essence du romantisme n'est pas explicitement dégagée ».

Sur bien des points, le manuel contient des renseignements utiles : sur l'origine du mot « romantique » par exemple, et son adoption dans un grand nombre de langues (p. 2 à 4) ; sur la multitude et la diversité des définitions qu'il a suscitées aussi : le professeur belge A. Vermeylen n'en a-t-il pas dénombré plus de cent cinquante à la date de 1925 et d'autres n'ont-elles pas été imaginées depuis ? Mais à quoi nous servent toutes ces définitions si aucune ne remonte jusqu'aux causes profondes du mouvement qu'elles doivent expliquer ? « Inquiétude devant la vie » ; « tristesse sans motif » ; « aspiration à autre chose sans savoir quoi »... : ces éléments d'un diagnostic complexe demanderaient à être réunis en grappe et rattachés à un pédoncule. Or, Paul Van Tieghem n'a pas fait l'effort nécessaire pour penser ces vues partielles dans leur ensemble et aboutir à une hypothèse hardie qui nous ouvre de vastes horizons. Je crois même qu'il

s'est délecté à nous rapporter les propos défaitistes de certains philosophes ou historiens. « Il faudrait avoir perdu tout esprit de rigueur pour définir le romantisme », déclarait Paul Valéry ; « On ne définit pas ce qui est de la nature du mystère », assure Pierre Moreau au tome huitième de l'histoire de la littérature dirigée par Calvet. Si l'homme qui fut tenu pour le plus intelligent de nos écrivains se rencontre avec le plus récent historien du romantisme pour affirmer qu'une définition est impossible, comment pourrait-on reprocher à Paul Van Tieghem de n'avoir pas satisfait notre curiosité ? Mais Valéry n'avait point à expliquer le romantisme, il lui fallait seulement répondre par le paradoxe aux exigences de la pensée mondaine et l'on trouverait dans son œuvre bien des aphorismes pour contrarier celui-là. Quant au collaborateur de Dom Calvet, on ne saurait lui en vouloir de s'être arrêté bouche bée devant le mystère. L'homme de science, lui, devrait lever le rideau.

Là où nous voudrions une chaîne de causes et de conséquences, nous ne découvrons souvent, dans le livre de Paul Van Tieghem, qu'un catalogue. Larra, Kleist, Gérard de Nerval et Thomas Chatterton se suicidèrent, nous rappelle l'historien. Mais il n'a pas idée de rapprocher cette épidémie de suicides de celle qui dévasta, un siècle plus tard, les troupes surréalistes. Il faudrait pourtant se demander s'il n'existe pas quelque rapport entre l'une et l'autre, découvrir les raisons majeures qui, en 1825, poussèrent des jeunes gens très doués (dont la plupart ignoraient la misère) à terminer brusquement leur existence. On formulerait peut-être alors quelques-unes des lois qui régissent l'évolution historique ; on sortirait du phénomène littéraire et artistique, qui n'est qu'un élément de superstructure, et l'on toucherait les réalités profondes ; l'esprit serait enfin « satisfait ». En lisant l'exposé de Van Tieghem, on se pose à chaque instant des questions qui restent sans réponse. Pourquoi la littérature romantique fut-elle l'œuvre de très jeunes gens, de grands nerveux assez souvent, dont quelques-uns, comme Hölderlin et Lenau, devaient sombrer dans la démence ? Pourquoi plusieurs d'entre eux se livrèrent-ils à l'alcoolisme avec une délectation morose, montrant ainsi la voie à Baudelaire, Edgar Poë, Verlaine, Rimbaud ? Pourquoi Thomas de Quincey mit-il l'opium à la mode, ouvrant ainsi aux générations suivantes les « paradis artificiels » ? De ces problèmes, — et je ne cite que les plus superficiels, — l'historien n'a cure. Il constate, mais n'explique jamais. Pourquoi les pré-romantiques de langue anglaise furent-ils les premiers en date ? Ne serait-ce pas parce que la Grande-Brétagne fut le premier Etat moderne à faire sa révolution et qu'à partir de 1688 la bourgeoisie commença son règne ? Pourquoi « tout souci moralisant » fut-il en général absent du romantisme ? sinon parce que le romantisme est désertion d'une part et révolution de l'autre ? « Aucun des grands romantiques français n'est un penseur », note Paul Van Tieghem, et il se contente d'éclairer cette remarque par le goût de nos romantiques pour « l'élément personnel, subjectif ». Mais ce repliement sur soi-même ne fut-il pas la conséquence du grand mouvement collectif qui laissait dans la déception vainqueurs et vaincus ? On n'atteindra pas la vérité sur ces points sans faire appel aux causes politiques et sociales

Timidement, Paul Van Tieghem reconnaît que

> l'ascension sociale de la bourgeoisie, d'abord en Angleterre, en France, puis en Allemagne, coïncide d'une manière frappante et qui n'est pas fortuite avec l'apparition des préromantiques (p. 22).

Alors que régnait la littérature *aulique,* — comme disent les Italiens, — littérature de cour soumise aux règles de la discrétion et de la bienséance, il fallait, en effet, que le goût bourgeois commençât à supplanter le goût aristocratique pour que Jean-Jacques Rousseau pût s'abandonner à la confidence indiscrète et Diderot à un enthousiasme « de mauvais goût ». Si hardi qu'il pût être dans sa pensée, Voltaire, lui, marqué par la société du Temple, garda toujours la réserve exigée par l'homme de qualité. Qui

renouvellera l'histoire de la littérature en montrant les phénomènes politiques, sociaux, économiques même qui la régissent ? Après avoir reconnu incidemment leur influence, Paul Van Tieghem s'est dérobé à l'enquête qui s'imposait, sous le prétexte que « l'histoire littéraire n'est pas l'histoire des idées, avec laquelle on la confond trop souvent » (p. 335). Il se refuse à voir, dans le romantisme, une conséquence de la Révolution :

On a tenté [d'expliquer le mal du siècle] par des causes sociales et politiques... Si l'on constate que des états d'âme analogues s'expriment dans les pays les plus divers, l'influence de la Révolution doit être écartée. (P. 69).

Comme si elle n'avait pas fait sentir ses effets jusqu'à la Volga, au Bosphore et à Gibraltar ! Comme si nos émigrés ne s'étaient pas éparpillés un peu partout ! Comme si les grognards de Napoléon n'avaient pas traîné leurs bottes jusqu'à Saragosse et à Moscou ! Pourquoi dire que « cette action de la politique sur la littérature se retrouve partout dans l'histoire du romantisme, de l'Angleterre à la Russie, de la Norvège au Portugal » (p. 177), si l'on se refuse à la voir là où elle éclate aux yeux ? La vraie cause du « mal du siècle », notre historien la voit dans

le discrédit croissant, quoique rarement formulé, où tombaient les croyances chrétiennes comme assises inébranlables de la vie intérieure ; croyances qui n'étaient que rarement remplacées par une foi scientifique, ou politique, ou humanitaire (p. 16).

Mais cette impuissance à croire selon les canons, doublée d'une religiosité vague cherchant en vain son objet d'adoration, n'eut-elle pas son origine dans les travaux des philosophes du dix-huitième siècle, dans les inventions mécaniques qui bouleversèrent l'économie, dans la mouvance des institutions au cours des années révolutionnaires ? Le farouche anti-rationalisme des romantiques s'explique par la Révolution, et seulement par elle. Pour avoir constaté que la démocratie aboutit fatalement au communisme, c'est-à-dire à l'abolition des privilèges fondés sur le titre ou la propriété, de jeunes patriciens s'aperçurent, après Voltaire, que « si Dieu n'existait pas il faudrait l'inventer », et ils s'efforcèrent de redonner vie au sentiment religieux qui pouvait maintenir le peuple dans la servitude. Parce que la raison engendre la science, qui multiplie les machines et développe le progrès économique, d'autres jeunes patriciens dérangés dans leurs habitudes imaginèrent de retrouver et de répandre des états d'âme périmés ; fuyant le « taureau de fer », ils voguèrent par l'esprit dans la « maison du berger »... « L'affaiblissement des croyances religieuses » ne fut pas la cause primordiale, mais une cause seconde.

Les écrivains qui feront la véritable histoire du romantisme s'apercevront que, sous ce mot, se cachent deux tendances contradictoires et cependant issues du même événement. Certains romantiques furent des progressistes fortement travaillés par l'idée de liberté. Shelley, par exemple, vécut en état d'insurrection permanente contre l'injustice sociale ; Keats croyait au progrès ; « Maudits soient les intérêts sociaux qui pèchent contre la vigueur de la jeunesse, s'écriait le jeune Tennyson ; maudits les mensonges sociaux qui nous arrachent à la vivante vérité »... Mais, en face de ces ardents représentants d'un romantisme de l'enthousiasme, ceux que la Révolution inquiétait et qui en craignaient le retour cherchèrent à s'évader du réel sans pouvoir trouver leur équilibre : ainsi Tieck, Novalis, Fr. Schlegel et la plupart des romantiques français. Si le romantisme se caractérise par la prédominance des sentiments sur la raison qui est le propre de la jeunesse, il peut être aussi bien la fougue du plébéien lancé vers les « lendemains qui chantent » que le spleen hautain du patriciat découragé prenant conscience de sa décadence.

*
* *

J'en ai à la fois trop dit et pas assez sur ce sujet, mais c'est un livre qu'il faudrait écrire, et je voudrais parler de quelques romans. Entre tous ceux qui me sont parvenus cet été, celui de Marie-Anne Comnène me paraît être l'un des meilleurs. L'histoire est si simple et si touchante qu'on ne serait pas loin de crier au chef-d'œuvre si l'on n'était retenu, au moment de prononcer ce mot, par la crainte de céder à des sympathies pour l'auteur, pour le sujet, pour une certaine manière d'écrire aussi, chère à celui qui se délecta longtemps aux œuvres classiques : ce contre-point qui harmonise l'histoire de Gaïa par celle de Bérénice n'est-il pas pour quelque chose dans les applaudissements secrets avec lesquels on salue la plupart des chapitres de *Gaïa, jeune fille grecque ?*

Fait de pudeur classique, le style utilisé par Marie-Anne Comnène pour évoquer les malheurs de la Grèce d'aujourd'hui s'oppose au romantisme de Simone Téry dans *On se bat aux Thermopyles* dont j'ai parlé ailleurs [1]. La même indignation pour le régime auquel se trouve soumis le peuple hellène unit le reporter et la romancière, mais l'une s'abandonne sans retenue à son ire et l'autre se contient. L'intrigue du roman est fort simple. Réfugiée à Paris entre deux missions, Gaïa prend des leçons de français auprès de la narratrice. Celle-ci n'a pas trouvé d'ambassadeur plus qualifié que Racine pour introduire la jeune Grecque aux finesses de notre langue. Ainsi Gaïa commente *Bérénice*. Comme nous apprenons bientôt que Gaïa aime un jeune compatriote de dix-sept ans, chef des organisations de résistance bien que fils d'un très haut personnage appartenant au gouvernement persécuteur, la situation de Gaïa et de Costadi reproduit un peu celle de Bérénice et de Titus, si bien que le jeune couple se dessine dans une réalité poétique à la fois présente et légendaire. Afin de sauver quelques camarades enfermés dans les geôles athéniennes, Costadi part ; il ne risque guère car, s'il est pris, sous son faux nom, quelqu'un le reconnaîtra et tout sera fait pour le sauver. Mais, sitôt délivrée de la fille qu'elle portait dans ses flancs, Gaïa ne peut résister au désir de rejoindre l'ami dont elle est sans nouvelles. Elle sera capturée là-bas, mourra en héroïne. Lorsque Costadi sera revenu en France, il ne lui restera, de sa Gaïa, que la petite Irène.

On dévalorise un livre à le résumer, surtout lorsqu'il est conduit avec cette émouvante simplicité. Il semble que Marie-Anne Comnène nous fasse confidence d'une aventure où elle a joué son rôle. On entend sa voix posée, lourde de souvenirs douloureux, ardente quand même. Veuve de Benjamin Crémieux, elle sait ce que c'est que souffrir ; mais, au lieu de se retraire dans un désespoir stérile, elle communique son ardeur tranquille à ceux qui la lisent. « C'est toujours une faute de renoncer à la vie ; je ne crois pas à la grandeur quand elle est inutile », enseigne cette Déméter souriante et grave à sa jeune élève passionnée, qui reçoit pour nous la leçon.

*
* *

Le roman de Jean Tortel n'a pas la même tonicité, en dépit de l'idée qui le sous-tend. Il se déroule en Avignon et prend place parmi les romans de la Résistance dont cette ville a été le théâtre. Laurent, dont le nom sert de titre au récit, n'apparaît qu'au début ; cependant sa figure domine l'intrigue. Responsable d'un groupe de résistants, il est parti trop tôt en mission pour qu'on ait pu le prévenir du piège qui lui était tendu. Qui sait s'il n'est pas allé volontairement vers la souricière, par une sorte de désespoir ancré sur l'envie d'une existence qu'il n'a pas connue ? Sa sœur Louise et Gabriel

---

1. Voir *Action*, n° 200. Voir aussi plus loin, dans ce même numéro, p. 156, le compte rendu de Jean Varloot.

s'aiment, en effet, d'un amour absolu que le travail clandestin ne lui a jamais permis... Mais le sujet n'est pas là. Il est dans la crise qui secoue le jeune couple lorsque Laurent est pris et qu'ils se sentent menacés. Gabriel n'a jamais voulu suivre Laurent vers le communisme. La mort du nouveau Polyeucte suffira-t-elle à entraîner les tièdes vers l'action héroïque ? Non, Gabriel prétend rester soi ; il regrette que Laurent, trop soumis à la discipline du groupe, n'ait jamais accédé avec lui « à certaines sources mystérieuses, mais éclatantes et nues comme la vérité, à certaine joie indéfinissable qu'il croyait expliquer en la nommant poésie »... « Conneries que tout cela », tranche Garcin, fidèle continuateur de Laurent. Oui, c'est tout le problème de l'engagement qu'a étudié Jean Tortel. Mais, en accordant trop d'importance aux tourments de Gabriel, il s'est peut-être laissé prendre à la glu des raisonnements sans fin qui cachent la dérobade. Il s'est attardé avec une complaisance dangereuse à la description des attitudes louvoyantes qui sont le lot de tant de personnages du roman moderne. Inquiétude et sensualité caractérisent Gabriel qui, par certains côtés, rappelle le héros de Jean Cayrol : comme lui, il s'abandonne avec délectation à des impulsions profondes dont il veut ignorer la cause. Même dans les meilleures conditions du bonheur, il sent le désir de l'évasion :

Il n'osa pas dire à Louise qu'il avait été heureux dans les herbes de la rive et sur le chemin plein de soleil et de poussière, parce qu'il avait été seul et qu'il avait eu l'impression d'être libre (p. 136).

La mort de Laurent ne laisse donc pas au lecteur une impression de plénitude. Pas plus d'ailleurs que le roman de Georges Magnane qui, lui aussi, a voulu étudier le comportement du couple qui se retrait dans son amour en oubliant le monde. Excellent romancier, Georges Magnane sait capter l'attention et la retenir, même une fois son livre refermé ; il est, de plus, un fort bon écrivain. Aussi la peinture qu'il nous fait de l'amour sensuel qui lie Mathieu à Sylvia est-elle de celles qu'on n'oublie pas. Mais je ne sais pas s'il était bon de souligner avec tant de force le vide de ce que la célèbre romance nomme « plaisir d'amour ». La déchéance de Mathieu atteint jusqu'à notre goût de la vie. Nous comprenons le propos de Georges Magnane qui, pour sortir l'individu de son égoïsme et l'inciter aux grandes tâches, a voulu lui communiquer le dégoût d'une existence trop bornée. Mais sa plume acérée a trop bien fait sentir l'inutilité des gestes qui n'ont pour but que la recherche du plaisir. Après avoir lu *Plaisir d'amour*, on se prend à regretter la ferveur dionysiaque du *Blé en herbe* ou de *Daphnis et Chloé*.

*
* *

Je suis Martiniquaise, roman autobiographique de Mayotte Capécia, laisse une impression moins amère. Pourtant, la petite Martiniquaise qui a cru l'amour possible avec un officier de marine et s'est aperçue que les différences de race ne se peuvent effacer sous les baisers lorsqu'elles s'appuient sur des préjugés de caste a fait une pénible expérience. On ne lit pas sans colère les mots prononcés par l'officier qui abandonne son amante et son fils en les remettant aux soins de Dieu :

Il parlait beaucoup de Dieu. Il essayait de me persuader que notre amour devait passer maintenant « dans le domaine des idées ». Il parlait enfin de notre petit François.

« Tu l'élèveras. Tu lui parleras de moi. Tu lui diras : c'était un homme supérieur. Il faut que tu travailles, pour être digne de lui »...

L'adieu du blanc à la Martiniquaise plaira moins aux lecteurs européens que la nostalgie de Loti quittant Rarahu ou Madame Chrysanthème : beaucoup de gens engoncés dans leurs aises n'aiment pas qu'on leur montre l'envers du décor. Pour ma

part, je considère le roman de Mayotte Capécia comme un témoignage direct, émouvant, bien supérieur à la pacotille exotique dont on s'est trop longtemps satisfait.

Il me reste tout juste quelques lignes pour évoquer le dernier roman de Calet, *le Tout sur le tout,* dont certains chapitres avaient été publiés dans la *Pléiade*. En comparant le texte primitif à celui-ci, — car les modifications sont assez nombreuses, — on pourrait étudier la façon dont Henri Calet aboutit à cette manière qui est proprement la sienne (bien qu'elle emprunte à Léautaud, à Samuel Pepys, à Eugène Dabit...), manière à la fois cynique, ironique, paillarde et tendre qui fait apparaître la vie sous un aspect lamentablement quotidien. Henri Calet est anti-épique par principe mais peut-être, à force de se crisper, atteint-il à l'épique de la misère plus sûrement qu'en utilisant des procédés romantiques. *Le tout sur le tout* contient des réflexions autobiographiques amères et narquoises où, malgré les apparences, Henri Calet nous montre son amour pour les jours qui passent et nous le communique.

CHRONIQUE POÉTIQUE

par Jacques GAUCHERON

Tristan TZARA : **Morceaux choisis.** Ed. BORDAS. **Le surréalisme et l'après-guerre.** Ed. NAGEL.

La critique et la poésie.

La poésie avec une majuscule est encore considérée par la critique traditionnelle comme un des derniers champs de manœuvre de la métaphysique et comme le domaine privé des élucubrations individuelles. Il suffirait de reproduire la liste des ouvrages parus concernant la poésie, pour démontrer que c'est un genre florissant, une véritable bouteille à encre, un refuge d'idées brillantes et stériles, une plate-forme d'éblouissants tours de passe-passe. Le terrain est de longue date préparé. Préparé par le mépris. Le beau nom de poète, il faut voir le sens qu'il a pris dans le langage courant lorsqu'on dit d'un homme : *Vous savez, c'est un poète !* Cela veut dire que c'est un rêveur, un grand enfant, dont les propos sont inconséquents, et par suite pardonnables. Ce mépris libéral, il faut être juste, a été suscité à la fois par « l'élite » dirigeante et par les poètes eux-mêmes qui se prêtaient au jeu de la bouffonnerie pour s'introduire sans effrayer. De leur habileté à se rendre acceptables dépendait leur existence même.

Il n'en va plus de la même façon dès que les poètes sont mis et se mettent au ban de la société, afin de garder une profonde liberté de parole, afin de sauvegarder les principes vivants de la poésie. Ce sont ceux que Tristan Tzara appelle les représentants de la « tradition révolutionnaire poétique ». En ce qui concerne la situation aujourd'hui, la part prise par la poésie dans la lutte contre l'invasion nazie, la très haute importance qu'elle a revêtue, tant sur le plan intérieur, comme exaltation et conscience claire, que sur le plan extérieur, pour porter au-delà de nos frontières le cri de la France vivante mais baillonnée, tout cela a redonné à la poésie un lustre et un *sérieux humain* qu'il faudrait bien, dans la pensée de certains, faire disparaître. L'essentiel du jeu (qui n'est un jeu que dans la mesure où la poésie serait en fait sans importance) consiste à détacher la poésie, dans son ensemble, du monde humain réel, à l'isoler comme une quintessence d'abstraction dans le royaume enchanté d'une culture réservée, une feuille morte sur les boues de l'absolu.

L'affaire n'est pas sans profit.

1. — Il est certain qu'une manière de poésie est volontairement l'expression d'un tourment métaphysique et traduit tantôt la recherche passionnée, tantôt la déception profonde ressentie vis-à-vis d'un absolu. Certes la poésie « spirituelle » n'est pas en dehors de la poésie, personne ne l'affirmerait. Raison de plus, et dès lors il leur suffit de choisir les exemples pour « démontrer » que la vocation de la poésie est là, non ailleurs : la beauté des exemples semble de prime abord convaincante. La poésie n'est pas de ce monde, concluent-ils.

2. — Moyennant quoi, la poésie devient un instrument multiforme et insaisissable à dégrader la vie quotidienne. Il faut s'élever au-dessus du réel pour rencontrer la beauté, disent-ils. En même temps que la poésie est détachée de la vie, elle est présentée comme un monde supérieur, auquel il est bien préférable de s'attacher plutôt qu'à cette

galère Terre. Elle devient l'appel permanent et vertical de l'évasion hors du monde, puis le havre douillet et sans histoire.

3. — La poésie sert d'instrument à lutter contre toute vision historique du monde. Elle est l'immobile beauté, impassible et sereine, qu'il faut atteindre. Bien sûr, ce qui est gênant, c'est que la poésie a une histoire, mais, n'est-ce pas, elle plane tellement au-dessus, qu'on n'en peut comprendre le mouvement que si on la regarde en elle-même. La poésie est le refuge de la pensée pure, et sa justification. Ici la pensée pure semble productive puisqu'elle se traduit en œuvres. La poésie a sa raison en elle-même, concluent-ils.

4. — Du même coup, sa naissance, son éclosion est obscure. (Nous dirons seulement qu'elle est complexe, ce qui déplace l'accent sur la difficulté qu'on éprouve à la saisir, tandis qu'en la décrétant par avance mystérieuse, on en fait une essence). Si donc la poésie est essentiellement obscure, il est possible de la dresser tout entière contre la science. L'irrationnel, qui la produirait à lui seul, serait un autre monde, paradisiaque et enchanteur, et aussitôt l'autre nature serait vulgaire, desséchante et mortelle. Par l'emprise qu'exerce la poésie, on démontre sentimentalement que la pensée rationnelle est insipide. Ainsi bafoue-t-on à bon compte la raison.

5. — Puisque l'irrationnel est une connaissance supérieure, il n'est pas à la portée de tous. La poésie est réservée à une élite (dont ceux qui tiennent tous ces beaux raisonnements sont, bien entendu). Mais le propre de l'irrationnel étant d'être vrai sans être connu, la poésie étant ce qui n'a besoin d'aucune justification et qui n'en a pas, il faut se contenter de la vivre. Les chemins de la connaissance sont fermés. Au reste, ils sont inutiles et vive l'innocence ! Si vous voulez vivre heureux, vivez en poésie et tout ira bien. Il est bien inutile de vouloir comprendre quoi que ce soit. *Soyez-en sûr, au delà de la poésie, c'est toute une façon d'exister que l'on vous recommande.* A propos de tout, il n'y a rien à expliquer, ni la chute des corps, ni la venue des maladies, ni les crises économiques, chômage, guerres ou interventions armées.

Je n'aime guère les essais sur la poésie avec une majuscule. Je m'assure régulièrement que c'est une façon de parler dans le vague, bavardage qui cache baucoup d'intentions, quelquefois bonnes, plus souvent ingénieuses dans la mystification. Je me demande toujours par quelle abstraction il est possible de ranger sous une même étiquette des efforts et des entreprises si différents. Mais la métaphysique règne ici, l'absolu dispose, en tant que croyance absurde, mais aussi par une volonté bien déterminée de ne pas abandonner au temporel ce champ de manœuvres idéal d'une attaque dont nous venons de préciser quelques objectifs. On mène ainsi la poésie jusqu'à un air rare où elle s'asphyxie. Il y a plus que la poésie à tromper. L'enjeu n'est pas elle, mais en définitive le seul visage acceptable de l'homme.

C'est pourquoi on appréciera le petit livre publié par Tristan Tzara, tout d'abord parce qu'il porte un titre précis : *Le surréalisme et l'après-guerre*. Nous savons ici à quoi nous en tenir. Le poète entend réfléchir sur un moment historique de la poésie et qu'il connaît bien, puisqu'il y joua un rôle actif. De plus il marque que nous vivons dans l'après-guerre, par suite qu'une réflexion sur la poésie n'a pas de sens dans l'intemporel, et seulement ici et maintenant.

Les seuls critiques de poésie sont les poètes.

La faillite (à la fois volontaire et involontaire) de la critique spécialisée devant la poésie oblige à cette constatation. Et qu'on ne vienne pas me jeter dans les jambes d'illustres exemples. Il est vrai que Boileau fut un grand critique et Sainte-Beuve aussi. Ce

que je dis est vrai en fait pour ce moment-ci et pas un autre. J'ajoute même que ce serait une histoire bien intéressante, celle qui tracerait, au cours du temps, les rapports entre les poètes et les critiques qui s'occupaient d'eux avec ces étranges et très explicables raisons de leurs inimitiés réciproques et de leurs sympathies avouées.

C'est bien parce que Tristan Tzara est un poète que l'on peut s'attendre à des paroles sensées et pertinentes, j'y insiste.

Là encore, bien sûr, il faut remonter la pente. On répète innocemment qu'un poète est mauvais juge de lui-même et de ses confrères. Les raisons invoquées sont nombreuses : Un poète est trop imbu de lui-même et de *sa propre vérité* (entendez : Il n'y a de vérité qu'individuelle) ; la poésie a pour tâche d'élucider le domaine privé de sa propre conscience dans laquelle il se tient enfermé irrémédiablement (entendez : Ce qu'exprime un poète, c'est toujours une névrose, une maladie ou une bizarrerie). Or, par l'expérience des quinze dernières années, et plus particulièrement par l'expérience des années noires, on peut aujourd'hui affirmer que le poète est, comme l'a dit avec beaucoup de perspicacité Elsa Triolet, une *conscience publique, un écrivain public*, conscient de ce rôle et responsable de cette exigence (alors que précédemment les poètes l'étaient sans doute au même titre, moins la conscience). Du même coup, le sérieux de la fonction du poète apparaît : que ce soit dans l'ordre des sentiments ou dans l'ordre de l'action intelligente, le poète est du côté de la connaissance et de la lucidité. Par exemple, ce qui a fait la grandeur de certains poètes surréalistes, c'est d'avoir pénétré lucidement les zones obscures de l'inconscient, dont les théories sont contemporaines du mouvement poétique, et d'en avoir traduit ou expérimenté le mystère.

Il y a plus. C'est dans le travail lui-même que se façonnent peu à peu et s'élucident pas à pas les perspectives d'avenir. L'expérience passée sert à présager l'avenir, mais l'expérience qui se poursuit juge l'expérience passée et lui donne sa valeur. Telles sont les conditions de la lucidité, en un moment où la lucidité est une exigence primordiale (et non point l'obscurité, et non point l'obscurantisme). Seuls actuellement les poètes *actuels* ont quelque compétence. Et les morts n'entendent rien. Je n'en veux pour exemples que les plus évidents et les plus éclatants de tous : Ce sont d'une part *Le surréalisme et l'après-guerre de* Tzara et d'autre part les très vivantes et instructives *Chroniques du Bel Canto* de Louis Aragon (dont nous parlerons dans une prochaine étude).

Ainsi débutera le livre de Tzara :

La poésie est plongée dans l'histoire jusqu'au cou, j'ose m'exprimer ainsi...

Tristan Tzara poète.

Il est bien facile maintenant de jeter un coup d'œil panoramique sur l'oeuvre poétique de Tristan Tzara. Il y a quelque temps, c'eût été chose impossible, chacun de ses livres anciens étant introuvable. Le poète lui-même a retracé son itinéraire dans les précieux *Morceaux choisis,* parus il y a quelque temps aux éditions Bordas. Ces textes retracent, étape après étape, l'histoire d'une conscience et ils sont dans l'actuel pleins d'intérêt, ils permettent de comprendre toute une évolution et la grandeur d'un effort. Jean Cassou, qui en a écrit la préface, a raison de souligner que si la poésie n'est pas à elle seule révolution, c'est *bien assez pour son prestige que d'être la plus parfaite expression de l'homme, sa plus haute opération spirituelle, d'expliquer l'homme, de l'accompagner, de l'entraîner, de l'exalter dans le cours de sa prodigieuse ascension.* Mais je ne voudrais pas donner l'impression que ces *Morceaux choisis* ont comme seul intérêt d'être des documents, et je m'empresse d'ajouter que la beauté — que d'autres voudraient considérer en elle-même —, elle aussi, fait témoignage.

Je me contenterai de cette guirlande qu'on peut faire, et longtemps dessus rêver, avec les titres des recueils... *Le feu défendu... Piège en herbe... Les mutations radieuses* parmi lesquelles on trouverait l'*annonciateur de prunelles... Le puisatier des regards... le signe de vie* et *terre sur terre*, les derniers volumes parus.

Mais pour prouver encore que les poètes sont les seuls à faire la critique authentique de la poésie, voici la dernière strophe d'un poème dédié à Robert Desnos :

Dans les bras que vague emporte
Un oiseau rien de plus sauf la colère
Un visage à ma fenêtre
Une joie flotte
Mon secret ma raison d'être
Et le monde

qui, tout comme le *chemin des étoiles de mer*, dédié à Lorca, est critique de la poésie, tout comme l'est le poème de Paul Eluard terminé par les mots lapidaires : *Decour a été mis à mort*.

En fait, toute poésie vraie est critique de la Poésie.

L'évolution d'un poète.

Cette critique de la Poésie ne se fait pas arbitrairement. Elle est le fruit d'une réflexion qui, nécessairement, prend appui sur une réalité qui déborde la littérature et, en fait, contrôle tous les aspects du monde connu et dominé. Elle est une perpétuelle conquête, il y faut sans cesse inventer, sans cesse sortir des digues et s'échapper des normes admises, c'est une condition nécessaire de la puissance critique elle-même.

Le mouvement dadaïste animé par Tristan Tzara et quelques autres a fortement marqué que l'art, selon le proverbe rimbaldien, est une sottise, entendez par là, que si l'art devient dans la tête des ASSIS une chose réglée (réglementée) une fois pour toutes, il est absurde. Que s'il est un monde limité et défini à lui-même, il est comme mort, il est cadavre, quand il n'est pas l'épouvantable singerie de ceux qui cueillent des fleurs sur un volcan.

Tristan Tzara est de toutes ses forces resté fidèle à la poésie vivante ; toute son œuvre est une lutte patiente, une conquête lyrique, qui d'une part détruit les masques de la singerie poétique et qui d'autre part restitue cette songerie du poète, son vrai domaine sans cesse changeant, cette songerie liée étroitement à la marche de l'homme. A ceux qui jugent au nom de poncifs ou de tics littéraires, le poète échappe sans cesse, il ne se laisse prendre à aucun jeu et surtout pas à son propre jeu subjectif, il ne s'en tient pas à ses trouvailles, il se refuse à se singer soi-même. La fidélité à l'homme plongé dans l'histoire jusqu'au cou n'est jamais dans le statu quo. Aussi l'œuvre de Tzara nous conduit-elle de la négation, de la destruction des singeries à l'expression quasi-élémentaire des songeries les plus fertiles. C'est toujours le mythe d'Antée dont Garaudy a fait le titre d'un de ses livres qui vaut : rester lié à la terre des hommes.

Rester à l'écoute.

« Tu joues ta fierté, tu restes à l'écoute... » est-il dit dans *Matin en vue*. Si l'on n'oublie pas que le rapprochement avec le mythe grec d'Antée se trouve dans *L'homme, le capital le plus précieux* de Staline, nous comprenons d'un coup à l'écoute de quoi

le poète reste. *Pour le poète vrai, le capital le plus précieux, ce n'est pas la poésie, c'est l'homme.*

Que le poète s'enferme dans ce qu'il dit, que plus encore il s'enferme dans une manière de dire, qu'il construise et ajoute foi à ce monde à part dont il serait le démiurge à merci, aussitôt s'établit entre la réalité vivante et lui l'écran opaque et mort de son langage. Il est comme une fleur coupée. Je ne dis pas que les fleurs coupées ne sont pas belles, à certain point de vue. Mais la beauté coupée, elle est belle comme le serait un enterrement et nous serions dans le cercueil. L'avenir s'y décompose.

Et voilà pour ceux qui pensent — c'est bien vrai que c'est plus facile — en rabattant leurs paumes sur le pavillon de leurs oreilles.

Rester à l'écoute... C'est plus difficile. Le seul maître, c'est le monde, le monde de la nature et le monde humain qui poursuivent l'un avec l'autre ensemble, l'élucidation réciproque de leurs rapports et de leurs visages, cette profonde rumeur de l'homme qui en même temps travaille à son avenir et devant lui tressaille. La leçon qu'on rencontre dans l'œuvre de Tzara n'est rien d'autre. La songerie poétique est le fruit d'une longue patiente et fidèle écoute, celle de l'homme approximatif qui lutte pour s'approcher de lui-même, de ce qui est en lui encore informulé dans le moment présent. Car « il y a une blanche servitude qui s'étend sur la fuite du temps... »

Le triomphe des poètes n'est pas de construire des Babels de nuages, mais de parler cette langue où s'expriment avec leurs joies et leurs colères d'aujourd'hui les hommes vivants. Le front d'un poète est le front de tous les hommes qui se veulent libres.

Tristan Tzara est du côté où l'on fait l'avenir. C'est là qu'il écoute, « la joie conduisant la lumière ».

L'expérience jugée.

Dans le petit essai *le Surréalisme et l'après guerre,* Tristan Tzara s'efforce d'élucider et de faire le point. Contrairement à ceux qui bavardent nostalgiquement sur le surréalisme, il ne se penche pas sur ce passé pour le plaisir d'y cueillir des anecdotes savoureuses ou des souvenirs piquants, qui pourtant doivent abonder dans sa mémoire plus qu'en aucune autre. Il n'essaye pas de saisir le passé en tant que passé, pour lui-même ni par lui-même, le propos est plus sérieux. Il ne s'agit pas de justifier ce qui n'est plus par ce qui a été, mais de comprendre ce qui fut à la lumière d'aujourd'hui, dans laquelle il se trouve à son aise, sans vains et vaniteux regrets. Le surréalisme n'est pas un paradis perdu, ni une plage lointaine et enchantée. Il fut.

> Elle (la poésie) ne serait pas ce qu'elle est, ce qu'elle n'est pas si la guerre d'Espagne ne l'avait traversée comme un couteau, si Munich ne l'avait pas fait rougir de ce rouge qui est la plus exaltante couleur que nous connaissions encore en ce monde, si Vichy...

Trois jalons de l'histoire des hommes, qui jalonnent l'histoire et la vie de la poésie, et c'est au nom de ce futur (par rapport au surréalisme) qui est pour nous passé en 1946, que Tzara juge. On n'efface pas l'histoire. Au reste, d'une manière générale, tout passé n'est compréhensible objectivement qu'à ceux qui, pour s'en préoccuper, ont des raisons concrètes d'avenir et d'action. Ceux qui voudraient arrêter ou effacer l'histoire ne peuvent saisir le passé que sentimentalement, subjectivement ; leur tentative est dans son fondement désespérée. On ne juge pas le surréalisme par le surréalisme :

> Il y a les poètes qui veulent revenir à l'état paradisiaque d'un passé dont on oublie de dire les misères et les tyrannies ; il y a ceux qui, faisant abstraction du temps, veulent se fixer dans un présent où rien ne bougera plus ; il y a enfin ceux qui voient dans le présent la préparation d'un avenir

où l'image concrète d'un monde plus conforme à leur dignité fait l'objet d'un constant effort vers la connaissance...

C'est dans cette troisième perspective que se place l'essai de Tzara. Il n'est pas étonnant ainsi qu'il puisse dégager en toute tranquillité ce qu'il y eut de fécond, c'est-à-dire ce qui a forgé la conscience poétique actuelle ; dans l'expérience dadaïste, par exemple, la notion de *civisme littéraire,* qui anime les poètes modernes, comme la mort de Desnos en fait foi, et aussi la participation à la lutte contre l'envahisseur nazi des poètes de la Résistance. La liberté est un principe vital de la poésie :

> Nous sommes quelques-uns à savoir ce que signifie la liberté, car elle fut riche d'une exaltation qui, à la limite de la mort, nous a fait naître à la conscience, à la conscience d'hommes,

écrit Tzara dans le bilan de la vie combattante ; et pour ceux qui se lamentent, malgré les efforts entrepris pour le revigorer par artifice, sur la disparition du surréalisme de l'arène vivante, il peut ajouter cette vérité de fait :

> On doit constater que le surréalisme a été absent des préoccupations de ceux qui sont restés, parce qu'il ne leur fut d'aucun secours ni sur le plan affectif du comportement devant les nazis, ni sur celui, pratique, de la lutte entreprise contre eux. Après ces événements récents dont l'incontestable portée n'a pas atteint le Surréalisme qui, hors du monde, cherchait une justification à son demi-sommeil béat, je ne vois pas sur quoi celui-ci serait fondé pour reprendre son rôle dans le circuit des idées, au point où il le laissa, comme si cette guerre et ce qui s'en suivit ne fût qu'un rêve vite oublié...

Est-ce à dire que l'activité surréaliste n'a été que vanité et parfaite inutilité ? Certes non. Mais elle serait comme un écran opaque entre le monde et la poésie, entre l'homme et l'homme, s'il n'était admissible que de la restituer intégralement dans ses principes, dans ses poses et dans ses attitudes. Ses hypothèses se sont révélées, dans l'histoire, insuffisantes et n'aboutissaient qu'à une contradiction stérile, *à un inhumanisme.*

La poésie ne vit que si elle reste à l'écoute de l'homme vivant.

Une dialectique de la poésie.

L'épuisement sur le plan de la vie publique du surréalisme n'est pas sujet à polémique. Restons à l'écoute. Les évènements sont péremptoires. Ce qu'il faut comprendre, c'est comment cette activité qui brisait les cadres d'une pensée sclérosée en arrive au contraire de ce qu'elle s'était assigné comme fonction. Dans une évolution lente, mais certaine, le surréalisme prend sa place comme un effort pour exploiter la masse de connaissances qui résultent d'une activité non encore explicitée. Non pas pour transporter le domaine de la poésie dans l'inexprimable absolu, mais pour faire entrer ce qui n'avait pas encore été exprimé dans le règne commun du communicable, qui est le règne de l'homme. Et les hypothèses surréalistes ne sont absurdes que si la distinction entre réel et surréel est conçue comme l'opposition de deux réalités existant au même titre, étrangères l'une à l'autre (même si l'on affirme qu'elles existent ensemble au même moment et dans le même objet), que si l'on reprend la vieille antinomie éculée du rationnel et de l'irrationnel séparés par une barrière de nature. Ce n'est pas d'hier que la poésie est présentée comme une sorte de nid d'aigle de l'absolu, d'où l'on foudroie la « pauvre petite raison rampante et vulgaire ». La plupart des analyses de la poésie reposent sur cette royauté inconsidérée.

L'analyse de Tristan Tzara aboutit à formuler deux aspects de la poésie, l'un qu'il

appelle la poésie latente, qui est partout, « un sentiment, une qualité, une condition de l'existence », l'autre la poésie manifeste qui est écrite, qui a ses limites propres, sa tradition et son évolution.

Ce que Tzara appelle poésie latente n'est poésie que faute d'un autre mot et parce que la tradition verbale applique la dénomination poésie à des objets aussi différents que l'on voudra. Sur ce plan, Tzara a raison de le souligner, la poésie est indéfinissable, car elle ne pourrait être définissable que si elle était déjà pliée aux normes d'expression ; or sa qualité propre est d'être inexprimée (non pas inexprimable). Mais le même mot, employé à deux usages si divers, crée équivoque. En vérité la poésie *n'est pas* avant de devenir poème. Dire cela, ce serait dire que l'électricité est chute d'eau avant de devenir électricité, que les mers sont électricité avant que les centrales utilisant la force des marées soient en place. Je pense qu'il vaudrait mieux faire usage d'un autre mot, et je propose pour ce qu'il vaut le mot lyrisme, étant entendu que ce sera, très près du plan de l'action, ce sentiment d'expansion, de plénitude, de vibration secrète qui n'est pas dans les choses, mais qui accompagne la confrontation par l'action des hommes et des choses. Insaisissable et pourtant senti, il est une condition de l'exercice sain de l'existence. Ce lyrisme en même temps existe et n'existe pas puisqu'il est aussitôt transformé en comportement, en action ; il reste implicite, tout comme si l'on veut l'électricité est implicite dans la cascade. Le poète est celui qui s'efforce de faire de ce domaine vivant, mobile et insaisi une possession pleine et libre, manifeste.

Si ce lyrisme reste insaisissable, c'est faute d'un langage qui en rende compte, car, malgré son mouvement, le langage est toujours en retard sur l'expérience qu'il doit traduire. D'où l'on comprend que l'effort *apparent* du poète soit directement orienté sur le langage, alors qu'*en fait* c'est à la vie active qu'il prend sa source, à la vie tout court (un des mots les plus vastes du langage, une immense réalité).

> L'expérience nous apprend que deux modes de penser s'affrontent et se complètent dans chaque individu. Le mode de penser non dirigé est le penser primitif, localisé, dont l'existence se manifeste par plaques d'images. Il est improductif, associatif et latent... Ce mode de penser est celui de la rêverie... L'autre mode de penser est le penser dirigé, c'est le penser éminemment moderne, dynamique, productif, discursif, penser constamment dirigé vers un but, il est la forme du penser scientifique, cohérent, celui qui caractérise l'homme d'aujourd'hui...

Penser *dirigé*... Penser *non dirigé*... Peut-être le choix des termes n'est-il pas très heureux, car s'il s'efforce d'élucider une des complexités de la conscience, il nous jette dans l'embarras pour discerner ce que peut être ce mode de penser dont nous parlions tout à l'heure et que l'on rencontre dans l'exercice de l'activité humaine sur le monde, où bien souvent, quoique polarisée par un but évident, la pensée reste implicite, latente et non manifeste, et cependant productive. D'un autre côté, la distinction entre penser primitif et penser moderne introduit une autre confusion ; il est difficile d'admettre que le penser primitif ait été modalement distinct, surtout sous son aspect de non productivité.

Il serait trop long de s'appesantir sur la survivance dans la conscience moderne des mythes sociaux primitifs, considérés comme un tout donné, et doués d'une mystérieuse pérennité. Là encore, c'est peut-être le langage qui, porteur d'implications non dominées, parce qu'il est la cristallisation d'une longue expérience pratique, fait illusion. En réalité le processus de la connaissance est un, dans le penser moderne scientifique comme dans le penser moderne poétique ; ce sont les instruments de pensée qui diffèrent. Le langage scientifique, les mathématiques, est un langage dépourvu d'implications non élucidées, il est général et abstrait, poli par un long effort analytique. L'instrument de la poésie est le langage ordinaire, bourré d'incertitudes (théories du halo ou de la frange), immédiatement concret, imagé parce que pratique. En ce sens il est

beaucoup moins maniable que le langage mathématique, mais plus proche du « concret sensible et corporel ».

Aussi le parallélisme qu'établit Tristan Tzara entre la poésie latente (non dirigée) et le penser non dirigé d'une part et d'autre part la poésie manifeste (dirigée) et le penser dirigé, c'est précisément l'introduction du langage qui le rend difficile. Si le lyrisme, — la poésie latente, — dépend étroitement de l'activité humaine (changeante avec l'histoire, parce que l'activité humaine arrache à l'irrationnel ses implications), le penser non dirigé, pour être pensée, dépend étroitement du langage. La poésie est nécessairement du côté du penser dirigé, en ce sens qu'elle vise une certaine efficacité, inéluctable, qui est la communication. Elle ne peut qu'être explicitation, tout en gardant ce lyrisme (qui est chair et qui est sang et qui est sens) dont elle est issue. L'effort poétique est multiple : agréger à sa conscience par un travail sur le langage ce qui est de l'expérience humaine encore implicite et non dominée ; faire ce langage suffisamment efficace (explicite) afin que, par l'économie ordinaire du langage, pénètre dans la conscience, assimilé, ce qui restait à l'état de lyrisme-activité. C'est pourquoi Tristan Tzara peut écrire :

> L'image poétique est un produit de la connaissance ; or, la connaissance ne peut être une leçon qu'il faut avoir apprise, elle doit être prise au monde extérieur, c'est-à-dire résulter d'une action plus ou moins violente sur la réalité qui nous entoure. Toute création est donc pour le poète une conquête, une affirmation combative de sa conscience.

Ce passage de l'implicite à l'explicite, avec ses conditions intrinsèques, est une conquête, qui fait de la poésie un mystérieux triomphe. La difficulté en est telle que bien souvent, c'est longtemps après que l'expression a été produite au jour qu'on en comprend enfin le sens et la portée. Nous ne comprenons bien que ce que nous savons dire, et c'est en disant que nous nous rendons maîtres de notre pensée comme de notre sensibilité.

En tout état de cause, et pour aussi difficiles que soient les questions soulevées par Tristan Tzara, il faut reconnaître que son essai promeut dans un sens de lucidité les recherches sur la poésie. Nous n'en avons abordé que quelques aspects, et le livre lui-même paraît cependant trop mince pour la complexité de la matière.

Tristan Tzara a le mérite d'apporter le poids de son expérience pratique de poète. Son essai met bien en lumière l'importance de la poésie comme activité fondamentale de l'homme. Ceux qui la méprisent sont des habiles, qui, par une attaque différée, s'en prennent en réalité à l'effort de ceux qui veulent étendre et enrichir les pouvoirs de l'homme.

La poésie est à ce titre une continuelle remise en question du devenir humain dans son action. Elle est du côté de l'avenir et de la liberté, substantiellement.

C'est pourquoi Tzara peut conclure :

> La vie de nos jours pour le poète se nomme révolution. Avec tout ce que cela comporte de foi, d'adhésion aux nécessités immédiates des hommes tels qu'ils sont, tels qu'ils deviennent, tels qu'ils luttent, qu'ils vivent et qu'ils aiment. C'est le caractère constructif de cette position qui seul peut assurer au libre développement de la poésie un cours naturel où l'imagination et le rêve rejoignent l'action et la Révolution sur le plan concret de la lutte pour la libération de l'homme.

La poésie est une pierre angulaire d'un humanisme total (progressif) ou elle n'est pas.

CHRONIQUE ARTISTIQUE

RÉFLEXIONS D'UN VIEIL ARTISTE

A PROPOS DE RÉALITÉS PEU NOUVELLES, DE NOUVEAUTÉS PEU RÉELLES, ET DU PEINTRE LOUIS DAVID

par Francis JOURDAIN

Je n'ai jamais appris à danser. N'ayant jamais appris à danser, je ne sais pas danser. Ne sachant pas danser, je ne danse pas.

J'ose espérer que le quarteron de lecteurs qui me font le très grand honneur de suivre mes bavardages, retrouveront dans cette confidence mon amour — bien connu d'eux — des truismes, amour sous lequel ce calomniateur de René Maublanc, mon compère, prétend discerner un goût pernicieux du paradoxe. Ma déclaration préliminaire ne tend d'ailleurs pas uniquement à vous instruire de mon état d'âme et de jambes, et à la façon des camelots dont l'éloquence fait mes délices, je réclame quelques minute de votre bienveillante attention. J'en profiterai pour remonter au déluge, c'est-à-dire aux temps de ma jeunesse : eussé-je alors voulu apprendre à danser, je me serais fait inscrire à quelque cours de danse. Tout bonnement. Entre le maître à danser de mon ancêtre le fallacieux gentilhomme, et l'honnête barbu qui eût fait de moi un as de la mazurka, sans doute y a-t-il le même écart qu'entre l'ambition démesurée de M. Jourdain et la mienne, incontestablement plus modeste. Je veux dire que les succès de la démocratie m'eussent autorisé à souhaiter danser sans que pour autant je fusse soupçonné d'être devenu la dérisoire victime de la folie des grandeurs. On a envie de danser, on apprend à danser, on danse, c'est tout simple.

Minute.. ! *C'était* tout simple.

J'ai découvert hier dans une station du métro, une affiche qui m'a paru effroyablement actuelle, j'entends symptomatique, et m'a laissé rêveur. Elle m'a appris que les cours de danse de jadis — petits-bourgeois et sans prétentions — sont maintenant remplacés par des Conservatoires.

Conservatoire ! Voilà, palsambleu, qui a belle allure ! Aussi ne saurait-il être question de sautiller, guincher et se trémousser dans un établissement de cet ordre. Celui dont la publicité a retenu mon attention (en raison, non de tardifs espoirs chorégraphiques, mais bien des lumières qu'elle m'apportait sur l'état de la pensée contemporaine) s'intitule Conservatoire *officiel* de la Danse de Salon. La plus condamnable imposture pourrait bien n'être pas étrangère à l'emploi d'un adjectif aussi ostentateur. Du moins le mot *officiel* présente-t-il l'avantage certain d'avertir l'impétrant qu'il n'entrera pas au Conservatoire en question pour s'amuser. S'il en jugeait différemment, le reste de l'affiche lui ferait vite mesurer l'étendue de son erreur : la méthode qui — après combien de sueurs, de suettes, d'efforts sudatoires, de gymnastiques sudorifiques, après combien de tests, de recherches psychologiques et physiologiques, après combien de nuits blanches et de jours noirs — a été mise au point par l'honorable professeur V., est une « méthode nouvelle », déposée (sic) par le même maître. Le Conservatoire offi-

ciel s'est assuré l'exclusivité de son application et la Direction est en mesure d'affirmer que le résultat est « immédiat » (sic).

Quelle est donc cette méthode ? Eh ! ne l'avez-vous déjà deviné ?... C'est, dit l'affiche, la *Méthode de l'Education des Réflexes*. Il s'agit donc moins d'un conservatoire que d'un laboratoire.

Vous me direz que votre crémière ne se fait pas arracher les sourcils ailleurs que dans un « Institut » de beauté et que, pour faire ce qu'il s'entête à appeler « un petit billard », le mari de la dite épilée se rend dans une « Académie ». Cela n'est que trop vrai et je ne crois pas, je ne crois pas du tout que cette emphase soit sans signification. N'est-ce pas là une conséquence de ce que — si vous n'avez rien contre, comme disait Balief, et pour nous mettre à la page — nous pourrions appeler le complexe d'Escarbagnas, complexe dont ni le sociologue ni le psychiâtre ne devraient négliger l'examen ? Celui-ci n'est pas de mon ressort ; si je me suis attardé (au point de laisser passer deux rames de métro) devant l'affiche du Conservatoire où l'étude de la gambille est liée ou assimilée à celle des réactions secrétoires, des lois de l'unitéralité, de la sommation et de l'irradiation — pour ne pas parler des surprises que réserve le cylindraxe du neurone sensitif périphérique — c'est que je sortais d'une exposition d'Art Abstrait.

*
* *

Je pense n'avoir pas besoin d'insister sur les similitudes qui existent entre le Conservatoire Officiel de la Danse de Salon et le Salon (dans un palais plus authentiquement officiel) dit des *Réalités Nouvelles*.

De ces similitudes frappantes, je ne veux aujourd'hui souligner que la moins discutable : la prétention, l'imperturbable, quasi touchant mais bien comique sérieux apporté à couvrir d'oripeaux les idées les plus anodines, l'incommensurable naïveté des efforts tentés par une rhétorique ronflante pour camoufler sa propre misère.

*
* *

A l'heure où la digestion ralentit leur activité, quelques hommes sont assis autour d'un tapis vert. Ils écoutent l'un d'eux baptisé Rapporteur. Pour instructifs qu'ils soient, les propos de celui-ci ne sont pas de nature à tenir éveillés les « Messieurs-et-chers-collègues » qui, par mesure de précaution, se saisissent des crayons et des blocs qu'un prévoyant Secrétariat a astucieusement mis à leur disposition. Ils renoncent vite à prendre des notes et commencent à tracer sur le quadrillé de leurs blocs des lignes droites et courbes, des losanges, triangles et rectangles qui se superposent et se pénètrent, des octogones dont, le rapport se prolongeant, les côtés se prolongent eux aussi, gagnent les bords de la feuille pour y rejoindre tel parallélogramme qu'il va bien falloir — le rapport n'arrivant toujours pas à son terme — diviser, enrichir de points, de circonférences, de zigzags, peut-être de quelque majuscule hérissée de flèches. Oh ! je n'affirme pas que l'un des héroïques martyrs de l'éloquence administrative n'aura pas eu recours à une autre échappatoire, comme le tracé d'un labyrinthe étroitement apparenté à la grecque du voisin de gauche mais d'une inspiration assez différents de celle à laquelle le voisin de droite, peu imaginatif, doit la réussite de cercles concentriques ornés de timides tangentes. Et je n'insiste pas sur l'étendue du champ ouvert à la téméraire initiative des Messieurs-et-chers-collègues, si la prévoyance du Secrétariat est allée jusqu'à garnir la table de crayons bleus et rouges, d'encres de couleurs !...

Aucun de vous, n'est-ce pas, n'ignore tout à fait cette forme de la lutte contre le sommeil, l'ennui et les diverses autres conséquences de la déplorable et excessive conscience des rapporteurs. Mais aucun de vous non plus n'imaginait qu'un jour viendrait où les œuvres ainsi engendrées feraient, si l'on peut dire, figure d'art non-

figuratif. Ce jour est venu et depuis beau temps, puisque les *Réalités Nouvelles* en sont à leur troisième Salon. Pour que la graphie inintentionnelle soit devenue tendancieuse, pour que sa cocasse ambition paraisse justifiée, il a suffi d'assembler tant bien que mal deux ou trois « concepts » dénichés dans les soldes et laissés pour compte d'un obscur spiritualisme acculé à la faillite, concepts dont l'indigence ferait pleurer de compassion le pire cancre. Alors, patatras !... Le patati-patata de pseudo-esthéticiens bénins et les pataquès de leurs partisans réussirent à faire de l'innocent patarafe le plus patafiolant des pathos !..

***

On retrouve dans ce 3e Salon les mêmes figures qui se défendent de rien figurer, les mêmes signes qui ne visent qu'à ne rien signifier. Comme ils n'arrivent toujours pas à constituer les éléments d'un langage, les usagers ne peuvent rendre sensibles leur propos qu'en recourant à une terminologie dont la caractéristique est de tenir pour négligeable le sens prêté par le vulgum pecus aux mots de la tribu. Vous entendrez par exemple parler de l'inobjectivité de l'objet, ou de « la création d'un équilibre du déséquilibre ». Il est juste d'ajouter que l'équilibriste en question — par ailleurs sculpteur — est considéré par son thuriféraire comme « jouant avec la difficulté » (Tu parles !).

Peut-être — tout arrive — le mal équilibré créateur de déséquilibre n'a-t-il pas réussi son numéro. On ne fait pas ce qu'on veut...

C'est ce que je me répétais alors que, sur le point de quitter les *Réalités Nouvelles* pour la réalité toujours séduisante de la rue, j'aperçus, à la place occupée l'an dernier par certaine « Architecture dans l'Espace-Temps », un objet inobjectif fait de quelques bouts de bois réunis par des ficelles vouées à la mise en marche — gratuite, dans tous les sens du mot — de je ne sais trop quelle boulette. S'agissait-il d'une tentative d'équilibre du déséquilibre ? Je suis trop honnête et, révérence parler, objectif pour l'affirmer. Toujours est-il que sur un modeste rectangle de carton, je lus avec une satisfaction que j'aimerais vous faire partager, ces six mots, eux du moins — enfin ! — riches de sens : *Appareil bloqué. Défense de toucher. Danger.*

Cette prose n'est-elle pas admirable ?... Pas un mot inutile. Est-ce que la concision d'un tel style ne vous rassure pas, est-ce qu'elle ne vous apaise pas, ne vous rend pas à l'espoir, ne vous donne pas confiance dans ce génie humain dont le non-sens de l'art abstrait vous faisait douter ?

Cette étiquette, j'aurais la partie belle à insister sur ce qu'elle pourrait avoir de cruellement allégorique. Je renonce au profit d'une trop facile malice. De ce texte digne de Thucydide, de Descartes et de Jules Renard, je ne veux retenir que l'extrême rigueur. Car la rigueur, voilà justement ce qui fait radicalement défaut à la métaphysique dont s'affuble un art que mon admiration pour les travaux d'écoliers m'empêche de dire enfantin.

J'entends être équitable : toujours d'une bien moindre qualité que les aquarelles lavées à la Maternelle, certaines compositions non figuratives sont parfois (rarement d'ailleurs) d'une couleur suffisamment agréable pour que l'on envisage la possibilité de fouler sans haut-le-cœur le tapis qui s'inspirerait de leur harmonie ; des réussites seraient-elles encore plus rares que je ne prétends, l'abondance des ratages ne suffirait pas, j'en conviens volontiers, à justifier une très vive alarme. Le grave, ce n'est pas que ces œuvres soient insignifiantes, c'est au contraire qu'elles soient fort significatives. Significatives d'une incertitude, d'une imprécision, d'un flou dont il est inquiétant que tant de bons esprits se contentent.

Quel est en effet le tableau — puisque tableau il y a — quel est le tableau abstrait (invraisemblable jargon !) dont les éléments ne sont absolument pas interchangeables ? De ces éléments combien en est-il qui soient véritablement assez fixes, assez

rigoureusement situés pour que vous vous aperceviez que le triangle violet a, pendant que vous tourniez le dos, été substitué au losange vert ? Je ne voudrais pas que cela fût pris pour une plaisanterie : je demande en raison de quel critère cette substitution serait absurde et impossible. Maritain conte quelque part qu'un cubiste lui a déclaré qu' « un tableau doit être aussi beau si on le tourne la tête en bas » ; ce qui est vrai du cubisme, l'est davantage de l'abstrait et l'interchangeabilité que j'envisage n'est pas d'un autre ordre, elle n'est pas en principe contraire à l'essentiel de l'esthétique adoptée. Or, qui oserait prétendre qu'une opération de ce genre puisse être impunément effectuée sur un Vermeer ?

***

Si vous me demandez ce que le maître de Delft vient faire dans ce débat, je vous répondrai que c'est la faute à Bazaine.

Non, pas le maréchal, bien sûr !...

...Allons !... Je me connais, je vois bien que je ne résisterai pas à l'envie que j'ai de vous raconter comment me fut naguère révélée l'existence d'un autre Bazaine, comment j'eus moi-même à la révéler à tel ami qui n'est pas pour vous un inconnu.

C'était aux temps maudits. Drieu La Rochelle avait reçu de l'occupant l'ordre de *prendre* la direction de la *Nouvelle Revue Française*. Il lui fallait d'abord remplacer au plus tôt par de plus loquaces, les écrivains que leurs convictions ou la plus élémentaire pudeur obligeaient au silence.

— Tu as vu le nom qui figure en tête de liste ? demandai-je un jour à Jean-Richard Bloch. — Non. — Bazaine. — J'aurais dû le deviner, fit Jean.

Ce n'était qu'une plaisanterie.. Il serait assurément cruel et peut-être injuste de lui donner quelque prolongement que ce soit. Alors... souvenir, souvenir, que me veux-tu ?... Seulement sans doute me rappeler que les hommes sont sujets à l'erreur (je ne le sais que trop) et que M. Bazaine est un homme. Je ne l'oublie pas. Aussi est-ce avec une souriante indulgence que je relève aujourd'hui l'autre erreur — bien pardonnable — que, dans un domaine moins encombré d'ordures, commet à mon sens le peintre Bazaine.

Je ne le tiens pas pour responsable du « noyau central d'un processus d'interprétation [...] consistant en un choc émotionnel produit par un sentiment humain », cet étonnant charabia étant imputable à *l'éminent critique* (sic) qui dans le journal *Combat* rendit compte de l'ouvrage publié par Bazaine « Sur la peinture d'Aujourd'hui ».

Les dires de Bazaine ne sont pas toujours beaucoup plus limpides que ceux de l'éminent critique. Cependant, même sans emprunter à celui-ci « la clef qui permet d'évaluer les expériences acquises », il est impossible de se tromper sur le sens de la phrase qui est à l'origine de son exégèse ; elle est de son maître Bazaine : « Vermeer pourrait bien représenter dans toute l'histoire de la peinture, l'extrême pointe dé l'abstraction ».

Le maître Bazaine va un peu fort. Scrupuleux comme il se doit, j'ai tenu à ne rien ignorer du contexte de cette énormité. Au cours de ces pages d'où une intelligente bonne volonté n'est pas absente, le sophisme, le truisme et le paradoxe s'entremêlent selon l'usage dans une phraséologie dont l'imprécision n'est pas tout à fait inefficace puisqu'elle reflète (je n'ose dire *exactement*, l'exactitude étant ici hors de propos) l'imprécision de la pensée. Je ne saurais donc à mon tour vous expliquer où sera quelque jour étanchée la « Soif du Sacré » dont brûle le peintre Bazaine. Vous devinez que c'est hors de « la prison des choses claires », dans un univers « où toute forme... disparaît comme objet pour se justifier comme forme », dans un univers auquel l'objet « n'est pas lié par son utilité, mais par des parentés plus profondes ».

...Et voilà pourquoi votre peinture est muette...

Muet, nous savons bien que Vermeer, lui, ne l'est pas ; il nous parle très tendrement de choses qu'il chérit, aimant leur forme, aimant leur couleur, aimant la lumière dans laquelle elles baignent. Il a le respect, que dis-je, le culte des apparences au point — rare et téméraire audace ! — de n'avoir, ma foi, pas trop peur du répréhensible trompe-l'œil, tant est vif son désir de nous faire partager le ravissement où le plonge le spectacle de la plus quotidienne banalité. Faire un abstrait d'un peintre aussi obstinément soucieux de ressemblance, aussi fidèle au concret, n'est pas une tâche aussi difficile que l'on serait porté à le supposer ; il suffit d'affirmer que seul l'abstrait est vraiment concret, le concret étant par définition une vue de l'esprit, que le réel est, comme chacun sait, irréel et que la raison ne peut saisir que ce qui lui échappe complètement. A ce jeu de mots, on est toujours sûr de gagner, puisque gagner veut dire perdre, c'est-à-dire gagner. C.Q.F.D.

Je ne sais pas plus jouer au billard ou à la manille que je ne sais danser, mais j'ai idée que billard et manille — peut-être aussi le bilboquet — réclament un effort cérébral dont je vois bien que le jeu des mots se passe allègrement.

Bah ! dira-t-on, après tout, qu'importent les mots sur lesquels joue la fantaisie des artistes, qu'importent les semblants d'idées dont certains croient devoir étayer leurs œuvres ! Seule compte la qualité de celles-ci... D'accord, mais encore un coup, cette qualité n'est, en l'espèce, pas d'un ordre tel qu'elle puisse faire oublier et la fragilité de la théorie, et la place accordée à celle-ci, aussi bien par les créateurs que par leurs admirateurs.

La disproportion entre la montagne et la souris dont elle accouche n'est pas moins dérisoire lorsque la souris est rachitique et qu'au lieu d'être de pur granit, la montagne est de la plus suspecte gélatine ; mais que dire quand la souris est mort-née ! Et plutôt qu'à la gélatine, ne serait-ce pas à la nuée qu'il faudrait comparer la « pensée » abstraite, et l'inconsistance dont se ressent l'art qui se réclame d'elle ?

Il serait fâcheux que nous nous résignions à cette espèce de décrépitude de la peinture qui, faute de connaître et utiliser les moyens qui lui sont propres, dissimule ses incertitudes dans le brouillard d'une vaniteuse phraséologie. Comment des hommes affamés de discipline jusques à nier l'efficacité de la sensation, peuvent-ils se montrer si peu conséquents, si peu exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes, si aveuglément confiants dans la solidité de leurs branlantes constructions ! L'enfant qui édifie un château de cartes a la sagesse de ne pas l'escalader. Encore cette édification requiert-elle ce minimum de logique qui fait défaut à la figuration antifigurative.

Les adeptes de ce nébuleux concept ont-ils suffisamment gardé l'usage de leurs yeux pour avoir, à l'exposition du deuxième centenaire, je ne dis pas admiré David (ils ont parfaitement le droit de n'en rien faire), mais senti combien est impressionnante l'obstination d'un artiste qui, ce qu'il a à dire serait-il peu compliqué, fait le constant effort de le dire clairement, s'évertue patiemment à vous en convaincre, s'acharne à être raisonnable ?

***

Il faut de tout pour faire un monde. Rien de ce qui le fait n'est donc complet. La première conséquence de cette banalité devrait être de nous guérir de la manie de la déification. Il est sage de chercher les traces de l'homme dans le dieu : impossible de ne les y pas trouver. Mais qui croit voir un dieu dans l'homme est un fol. Pourquoi cependant sommes-nous toujours enclins à dire sacrilège la main portée sur l'élu, comme d'ailleurs la main tendue au réprouvé que nous avons expulsé de notre paradis provisoire ? Le plus fervent amour ne devrait pas impliquer la démission de l'esprit critique.

Le cas de Louis David est particulièrement épineux, la liberté du jugement porté

sur son œuvre peinte se trouvant trop souvent altérée par l'opinion que l'on a de son comportement civique. Tel de ses historiographes mettra infiniment de mauvaise volonté à reconnaître quelque génie à un régicide qui a compliqué son cas — non sans illogisme, il faut en convenir — en devenant le « très soumis et fidèle sujet » d'une Majesté usurpée.

La vérité est que la continuité de vues que nous admirons dans l'œuvre de David, nous ne la retrouvons guère dans sa vie politique. J'ai eu déjà l'occasion de faire ici allusion à bien des faiblesses qu'il serait deshonnête de taire et je renvoie ceux qui les voudraient mieux connaître à l'excellent ouvrage d'Agnès Humbert [1]. La sympathie qu'inspirent à notre amie l'œuvre et — en dépit de ses défaillances — le caractère du grand peintre ne lui fait pas oublier son devoir d'historienne ; elle ne peut passer sous silence la complaisance — très proche de la servilité — qu'il témoigna au tyran. Celle-ci ne se manifesta pas seulement sur le plan politique. David, le peintre Louis David avait « droit à la livrée et aux armoiries », mais non celui de rouspéter quand l'Empereur mécontent l'obligeait à « peindre, gratter, repeindre le tableau comme s'il s'était agi d'un mur de caserne mal crépi », écrit Agnès Humbert à propos de *La Distribution des Aigles*.

Il n'est pas interdit d'attribuer la médiocrité de ce fort ennuyeux tableau aux conditions dans lesquelles, sous la dictée du despote, il fut exécuté. Je persiste, quant à moi, à penser que l'astreinte ainsi venue de l'extérieur est loin d'égaler en efficacité celle que s'impose volontairement le créateur. Peut-être (nous n'en savons rien) en fut-il autrement jadis. Mais peut-être aussi, ni Napoléon ni son « premier peintre Monsieur David » ne pouvaient-ils encore prendre pleinement conscience des conséquences inattendues du très extraordinaire événement au souvenir duquel ils cessaient d'être fidèles ; peut-être ne savaient-ils pas quelles bienfaisantes répercussions allait avoir sur le moral des artistes et sur leur morale, une victoire de la liberté dont le dictateur lui-même, malgré qu'il en eût, ne pouvait abolir les effets. Toujours est-il que, s'ils se sont imaginés que leur collaboration pouvait être heureuse, ils se sont lourdement trompés.

Il ne faudrait dependant pas attribuer à Napoléon une trop grande part de responsabilité dans le ratage des *Aigles*. D'une manière générale, les « grandes machines » de David sont loin de valoir ses portraits ; c'est un lieu commun que de le reconnaître, mais le lieu commun n'est pas nécessairement une erreur et que le génie du portraitiste David soit unanimement vanté ne m'empêche pas de me rallier à une opinion qui me paraît sensée. Ainsi qu'à tant d'autres, le régime de la liberté n'a, de toute évidence, pas été défavorable à ce David que l'on a accusé parfois d'être terriblement guindé. Certes, il lui arrive de l'être, mais moins il l'est, plus il se laisse donc aller à sa vraie nature, et plus ses portraits sont émouvants. Le *Lavoisier et sa femme* est une image encore bien officielle ; on y retrouve le caractère un peu théâtral de ses tableaux d'histoire. David est comme intimidé par ses modèles. Le plaisir qu'il a à peindre les instruments de laboratoire, l'intérêt qu'il prend à les regarder et les intelligemment décrire, donnent à la nature morte un agrément et, pourrait-on dire, une vie que les personnages n'ont guère. C'est lorsque David cesse de se sentir en représentation que ses dons de pénétration lui font tracer ses plus belles effigies. Il est un physionomiste d'une rare acuité, et s'exprimant en termes si simples, si humbles même, qu'on ne sait d'abord à quoi attribuer la vie interne de ces visages dans la scrupuleuse analyse desquels il est indépassable.

Il arrive que le dessin des mains soit mou ; il n'est jamais aussi aigu, aussi indi-

1. *Louis David*, par A. HUMBERT. Edit. Hier et Aujourd'hui.

viduel que celui des figures à l'asymétrie desquelles David accorde une curieuse attention. On serait assez volontiers tenté d'expliquer cette préoccupation par le caractère asymétrique très marqué de son propre visage. Il faut plutôt, à mon avis, y voir cette espèce de perspicacité et de perspicuité qui lui fait discerner — lui, le peintre de la jolie Mme de Richemont, de la belle Mme Récamier, de la charmante Marie-Jeanne Tallard — une certaine laideur, qu'il se garde d'ailleurs d'exagérer ou d'atténuer. Il n'est flatteur ni moqueur et point du tout caricaturiste. Sa science ne lui a rien fait perdre de sa candeur ; jamais artiste ne fut plus foncièrement honnête et la cruauté lui est aussi étrangère que l'ironie. Au demeurant, la laideur dont je parle, cette laideur qu'il perçoit si bien et respecte, elle est ailleurs que dans les traits, elle est d'une indéfinissable subtilité, elle est comme l'émanation, comme l'aura de l'individu qu'il peint. Je pense ici tout particulièrement aux deux magnifiques et assez surprenants portraits de ses filles. Sans doute n'a-t-on jamais fait plus vrai, plus profondément réel — ce qui, bien entendu, ne veut pas dire consciencieusement imité.

De cette étonnante présence humaine, comment expliquer qu'il n'y ait jamais la trace ou l'équivalent dans les réfrigératives compositions inspirées de l'antique et de l'antiquité ? Les Grecs et les Romains de Louis David ne sont pas d'un autre temps que le sien (n'est-ce pas cependant leur désir ?), ils sont d'un autre monde, d'un monde sans température ni atmosphère, et où le drame est d'apparat, la fièvre ignorée, la noblesse gratuite et obligatoire ; là, tout n'est qu'ordre et beauté, privé de luxe et sevré de volupté. Les femmes n'ont pas de rides, les hommes point de bedon et la prévoyance des dieux place toujours un glaive ou son fourreau devant tels sexes dont pourrait s'effaroucher notre pudeur ou se divertir notre malice. Ne suis-je pas bien inconséquent en parlant de beauté ? Dans ce monde sans contraste, la laideur n'existant pas, le mot de beauté perd beaucoup de son sens.

Las ! Où sont-elles, la suffisance du Comte François de Nantes, la vulgarité de la Comtesse Daru ou de la Reine de Naples, la rouerie de M. Pecoul, la coquetterie quasi féminine du terrible Saint-Just, la désinvolte élégance de M. Seriziat ? Toute cette humanité si bien observée, David l'oublie dès qu'entre dans son atelier le modèle qui va lui poser son Socrate, son Léonidas ou son Brutus. En même temps que sa chemise, David enlève au brave type tout ce qui, si médiocrement que ce soit, le pourrait apparenter à Socrate, à Léonidas, à Brutus. Et sur la toile de David, il n'y a ni Socrate, ni Léonidas, ni Brutus, ni le pauvre bougre de modèle professionnel. Il n'y a que des entités sévères, d'inaccessibles demi-dieux, des héros à sang froid si bien transportés hors des contingences qu'ils sont dépouillés de la joie, déshabillés de la tristesse et ont perdu jusqu'au « souvenir cuisant de son limon amer ».

***

Cette répudiation du particulier, de l'éphémère assure-t-elle du moins le bénéfice de l'universel, de l'éternel ? David ne serait pas le seul maître à en avoir eu l'illusion (comparé à l'Homère, le Monsieur Bertin d'Ingres en témoigne). Toujours est-il que, réalisée par un peintre aussi sensible que l'est David aux singularités de la personne, cette désindividualisation aboutit en fait à une déshumanisation qui nous laisse insatisfaits, déçus. David nous conduit sur des sommets où l'air est pur et bientôt irrespirable. Lui-même y est privé de beaucoup de ses moyens. Alors, il redescend vers la vallée des hommes ; il y retrouve ses infortunés semblables et c'est parmi eux, c'est par eux qu'il est grand, véritablement très grand ; c'est à la connaissance qu'il a d'eux, qu'il doit le meilleur de sa force. En parlant de *sa* force, j'entends bien qu'elle a son caractère propre : David n'a pas la flamme de Rubens — qu'il aime et dont il écoute en vain l'éloquence ; de cet Ingres qu'il enseigne et qui lui doit tant, il n'a ni la sen-

sualité, ni l'audacieux mépris de l'anatomie, ni l'invention plastique. Même, il n'est pas très peintre, dans le sens où l'on peut dire que le sont Velasquez et Chardin, Delacroix, Renoir ou Bonnard ; il ne cherche guère à l'être, il a la sagesse de bien connaître ses limites et si, aux Champs Elysées où il l'a depuis quarante-deux ans rejoint, Cézanne l'entretient parfois de la modulation, David doit soigneusement éviter cet incompréhensible confrère. David, lui, a toujours pratiqué un métier simple et difficile, certes, qu'il possédait à fond, dont il connaissait toutes les ressources, mais qui ne comportait aucun aléa. Le clair-obscur ne le troublait guère, et non plus l'action de la lumière sur le ton local. David n'est peintre que dans les gris (Regardez, dans le portrait d'Alexandre Lenoir, comment se nuancent et se diversifient le linge, la couverture du cahier, la plume d'oie, le marbre de la table).

Le problème que pose une ombre portée sur le sol, David le résoud à bon compte, en se contentant d'un fort anonyme glacis qui laisse transparaître le ton de la dalle, par exemple. Ou bien, s'il s'agit d'un gilet que l'habit met dans la demi-teinte, un frottis de noir suffira à différencier de la lumière cette demi-teinte. Solution qu'un coloriste jugera simpliste. David ne se met pas martel en tête et cette absence d'inquiétude technique concourt à l'efficace de la sérénité qui est une de ses plus indéniables vertus.

Ils sont solidement posés sur la terre ferme, les pieds du matérialiste David, et aussi — qu'on ne s'y trompe pas — ceux de l'idéaliste qu'il lui plaît de devenir quand il va faire un tour du côté de chez Antiochus, Bélisaire ou le père Horace. S'il y a deux David, ils se rejoignent dans une espèce de quiétude qui les empêche l'un et l'autre de s'égarer ; ils savent où ils vont et comment y aller ; ils y vont d'un pas sûr.

David est rassurant.

On le dit froid. Froid comme l'acier. Voire !... En tous les cas, quel métal ! Acier bien trempé. Et pas une paille.

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

BILAN 1947-1948

par Pol GAILLARD

II [1]

II. — LA DIVERSITE FRANÇAISE

Prenons maintenant la production française. Eu égard à leur petit nombre total, la diversité de nos films est vraiment étonnante, surtout lorsqu'on la compare à la production quasi standardisée de la plupart des autres nations. Chez nous aucune œuvre ne ressemble aux autres, il y en a pour tous les goûts [2].

Les Jeux sont faux.

Les Jeux sont faits, de Sartre et Delannoy, ont été salués comme un chef-d'œuvre par certains. En fait, seul le dialogue, auquel Pierre Bost a mis la main, nous apporte réellement quelques notations intéressantes, des moments satiriques réussis (la scène dans le salon de thé du Bois de Boulogne, par exemple). Mais l'ensemble n'emporte pas une seconde la conviction : nous ne croyons aucunement ni à cette histoire saugrenue de morts vivants qui reviennent sur terre vingt-quatre heures pour essayer d'y trouver l'amour, ni à ce Destin avec un très grand D (le D de Dieu) qui règle d'avance le sort du monde (les jeux sont faits !)... Et nous nous doutions vraiment un peu, avant que Monsieur Sartre ait eu l'idée de nous le dire, que les classes sociales sont imperméables, que l'amour pur, c'est-à-dire l'amour-oubli-de-tout, est impossible et absurde, que le militant révolutionnaire n'est plus rien s'il ne combat plus avec ses camarades, qu'un prolétaire conscient et la femme d'un chef milicien de l'Avenue Foch ne peuvent pas se comprendre et s'entendre, même s'ils se plaisent physiquement ! A mesure que le film progresse, nous avons de plus en plus l'impression d'enfoncer des portes ouvertes dans un brouillard artificiel. Ce n'est pas une impression très agréable. Parlons net, le film est raté.

La Chartreuse de Jaque.

Je n'en dirai certainement pas autant de la *Chartreuse de Parme* de Christian Jacque, en dépit des censeurs. Bien sûr, l'adaptation conçue par Pierre Véry ne pouvait que décevoir tous les admirateurs du roman, et l'on n'en finirait pas de dénombrer

1. Voir *la Pensée*, nº 19, juillet-août 1948, pp. 109 à 117.

2. Même les jeunes, beaucoup moins libres à l'égard des producteurs, nous ont donné cette année plusieurs œuvres où il y a plus que des promesses. *Le Café du Cadran* de Gehret, *Voyage-Surprise* de Prévert, *La Dame d'Onze Heures* de Devaivre, *Dernier Refuge* de Maurette, *la Vie en Rose* de Faurez, *les Dernières Vacances* de Leenhardt ne sont pas des chefs-d'œuvre sans doute, mais témoignent de belles qualités.

les multiples trahisons, petites ou grandes, que l'œuvre a subies ; vices plus graves encore, l'analyse psychologique est à peu près totalement perdue, la San Severina n'a plus d'esprit, Fabrice est le François de *Diable au Corps,* l'émeute de Parme est assez ridicule, le dialogue écrit par Pierre Jarry presque toujours vulgaire... Mais l'œuvre de Stendhal est si belle et puissante qu'il en reste malgré tout sur l'écran une magnifique histoire romanesque où le message essentiel de l'auteur nous paraît sauvé malgré tout : dans cette petite « cour italienne misérable » où sous un vernis mondain l'hypocrisie, l'ambition et l'égoïsme le plus sordides sont les qualités dominantes de tous, où la religion pourrie n'est qu'un moyen de parvenir ou une superstition qui fait obstacle au bonheur, seul l'amour, le grand amour ennoblit les êtres, les élèves au-dessus d'eux-mêmes, en fait des héros... Message que nous compléterions sans doute à l'heure actuelle — notre conception de l'amour est bien plus haute encore que celle de Stendhal — mais qui est loin d'être inutile. *La Chartreuse* passionnera des milliers de spectateurs et leur fera lire une grande œuvre qu'ils n'eussent jamais connue autrement.

Le Corbeau est Orfèvre dans le noir.

Du point de vue technique, *Quai des Orfèvres* est une réussite à peu près totale : Clouzot est sans doute actuellement, avec William Wyler, l'homme qui sait le mieux conduire un récit filmé, imaginer, « cadrer » et « assembler » les images les plus simples et les plus caractéristiques pour nous peindre un milieu et des personnages. Malheureusement on peut répéter de lui la phrase dont il qualifie l'un de ses « héros » : *C'est un fils de bourgeois, il voit le mal partout.* Avec le *Corbeau,* sous l'occupation, il ne nous avait déjà que trop montré son acharnement morbide à salir tous ses personnages sans exception (le plus sympathique et le plus perspicace était en fin de compte l'assassin), à essayer de détruire les certitudes morales ou philosophiques les plus élémentaires, à se délecter dans le vice. *Quai des Orfèvres* choque moins, d'abord parce qu'ici en effet, dans cette lamentable histoire criminelle, dans ces coulisses louchés de music-hall et de studios d'art, la plupart des personnages du film peuvent être assez vraisemblablement de pauvres déchets humains ou des ordures, obsédés jusqu'au meurtre par la jalousie, l'arrivisme, la sexualité sénile ou le vice de Lesbos. Mais cette fois encore Clouzot en rajoute à chaque instant, et s'il évite les morceaux de bravoure cinématographique un peu ridicules du *Corbeau,* il s'abaisse à des oppositions d'une facilité feuilletonnesque : le petit métis de l'inspecteur Jouvet qui réapparaît après chaque scène un peu trop noire pour faire vibrer la corde sentimentale ; l'enquête policière qui s'achève comme par hasard la veille et le jour de Noël, etc... ; de plus son scénario policier comporte une faute énorme qui n'était point dans le roman de Steeman et qui suffit à ruiner après-coup toute la créance du public : de Brignon a été tué d'une balle au cœur, c'est clair et facile à constater ; or, ni les enquêteurs ni personne ne semble s'en apercevoir avant je ne sais combien de temps, et le film entier roule sur la supposition que la victime a été assassinée à coups de bouteilles de champagne... Clouzot peut bien s'excuser très maladroitement en disant qu'il a voulu étudier des caractères et non pas une intrigue criminelle, c'est absurde...

Les Maudits sont des Aventuriers.

Au contraire, le thème original des *Maudits* était plein d'intérêt : quelques jours avant la consommation de la défaite allemande, un sous-marin quitte Oslo avec à son

bord plusieurs nazis et kollaborateurs de marque, qui ont pour mission d'aller organiser un réseau allemand en Amérique du Sud.

J'imaginai un jour un capot de sous-marin qui se refermait, écrit René Clément. Cela évoquait le couvercle d'un autoclave. Je n'avais plus un sous-marin mais une marmite : il s'agissait de mettre les protagonistes du drame dans la marmite, de faire bouillir à petit feu et d'observer la défaite allemande à travers la décomposition de mentalités nazies prises en vase clos. Et d'essayer de découvrir par là-même les raisons profondes pour lesquelles le nazisme a échoué. Car ce ne sont pas des raisons matérielles qui empêchent le sous-marin des *Maudits* de réussir sa mission (il quitte Oslo à temps et dans des conditions normales), mais les tares humaines de ses passagers...

Oui, beau sujet, mais qui n'a pas été réalisé. La mise en scène proprement dite de Clément, les photos d'Alekan sont très propres sans doute à nous faire ressentir avec angoisse et dégoût l'impression de ce « Huis Clos » irrémédiable, où les crabes fascistes vont bientôt s'entre-tuer jusqu'au dernier. Seulement, bien des détails de l'intrigue de Companeez sont fort peu vraisemblables, et surtout les personnages ont beau être vrais, ils ne sont peints que de l'extérieur par le dialogue de Jeanson, ils ne sont pas étudiés, ce ne sont pas des caractères... Bref, au lieu d'une tragédie, nous n'avons qu'un poignant film d'aventures (le film a obtenu à Cannes le prix de cette catégorie). C'est quelque chose sans doute ; mais l'ambition et les qualités de Clément nous faisaient espérer davantage.

Deux vraies batailles.

Même dans le genre du film d'aventure d'ailleurs, nous préférons toujours les œuvres vraies, soit qu'elles aient été tournées au moment même où elles ont été vécues, comme *The Overlanders* de Harry Watt [1], soit qu'elles aient été reconstituées plus tard le plus fidèlement possible devant une caméra sur les lieux réels et avec les personnages réels, comme *la Bataille de l'Eau Lourde,* soit qu'elles aient été composées à la fois d'après ces deux méthodes comme *Au cœur de l'orage* [2]. Le succès de *la Bataille de l'Eau Lourde,* film franco-norvégien de Muller et Dréville, a montré avec évidence que le public lui aussi sait apprécier la vérité. Même les dialogues ajoutés par Pierre Laroche sont du ton le plus juste. Et le scénariste Jean Marin est resté sobre. Mais, comme le note Georges Sadoul :

Il a eu tort de laisser croire que le sort de la guerre aurait été changé si Hitler avait reçu le 25 février 1944 deux wagons-citernes. Car, outre qu'aucune arme secrète n'a encore gagné aucune guerre, il aurait fallu plusieurs années de travaux allemands pour mettre au point cette *pile à eau lourde,* qui est encore aujourd'hui une anticipation. Signalons enfin à Jean Marin qu'il a eu tort de se priver d'un épisode dont l'effet eût été grand en ne nous montrant pas Halbane et Kovarski sortant en mai 1940 du camp de concentration où les avait mis en 1939 Edouard Daladier. On sait que ces deux physiciens ont sauvé et transporté en pleine débâcle le stock d'eau lourde et les notes de travail qui, transportés en Angleterre, permirent en partie aux Américains de découvrir le secret atomique [3].

Apparences 1900.

Avec *Paris* 1900 nous sommes dans l'authentique pur. Rien que des documents

1. *La Pensée,* n° 14, septembre-octobre 1947, p. 91.
2. Je n'ai malheureusement pas pu voir ce dernier film.
3. Georges Sadoul : *Lettres françaises.*

d'époque. C'est un « film de montage » analogue à ceux que réalisa dès 1926 Esther Choub d'après les théories de Dzega Vertov (le *cinéma œil*, le cinéma vérité), du même type aussi que les fameux *Pourquoi nous combattons* de Franck Capra. Pourtant, contrairement à la plupart des critiques, j'avoue n'avoir guère aimé ce film : il a le mérite bien sûr de rappeler à ceux qui l'ignorent que la « Belle Epoque » n'était pas si belle que cela, qu'elle était surtout ridicule, assez bête, pleine d'illusions absurdes, et odieuse même par bien des traits, que tous les grands génies des lettres, des arts et des sciences y furent seuls, que la misère injuste côtoyait partout la fiévreuse joie de vivre, que le prolétariat naissant mûrissait peu à peu ses forces en de grandes grèves héroïques, que les contradictions du monde capitaliste pourrissant devaient fatalement aboutir à la guerre, etc... mais aux lecteurs de *la Pensée* qui savent bien tout cela, *Paris* 1900 apparaîtra surtout, je pense, comme terriblement confus (sous prétexte de présenter un tableau d'ensemble on a bousculé incroyablement la chronologie) et superficiel (nous ne voyons jamais forcément que l'extérieur le plus extérieur [1], l'apparence) ; ils assisteront à l'œuvre comme à une rétrospective gentillette et de temps en temps émouvante, sans plus.

« C'est avec les pauvres que je sauverai les pauvres ». (Monsieur Vincent).

Film historique encore, ou qui se voudrait tel, Monsieur Vincent, réalisé avec l'appui officiel de Nos Seigneurs les Archevêques grâce aux 80 millions recueillis par souscription dans les milieux bien-pensants ! Du point de vue de l'art, le résultat est assez médiocre, et ce n'est pas au metteur en scène Maurice Cloche [2], mais bien à l'interprétation magistrale de Pierre Fresnay en même temps qu'à une propagande cléricale admirablement orchestrée que l'œuvre doit son succès au Festival de Venise et dans le public. Mais d'un point de vue philosophique et politique en revanche, la réussite est inespérée : comme les catholiques français les plus perspicaces s'en sont aperçus après coup et les trustmen américains immédiatement — le film, me dit-on, a été interdit là-bas pour « tendances communistes » [3] (*sic*) — *Monsieur Vincent* prouve exactement le contraire de ce qu'il entendait prouver. Que voulait-on nous dire ? Que seules la foi et la charité peuvent résoudre la question sociale, que seuls les saints, et point du tout ceux qui s'occupent de politique, peuvent améliorer le sort des hommes. Or, s'il est une leçon qui se dégage de toute la vie de St Vincent-de-Paul, mieux, que St Vincent-de-Paul dégage lui-même devant nous à plusieurs reprises dans les termes les plus clairs, c'est, d'une part que les conditions économiques sont fondamentales (*il faut s'occuper du matériel avant le spirituel ; d'abord apaiser leur faim, d'abord apaiser leur faim*, répète Vincent ; *avant de sauver leur âme il faut donner aux malheureux une vie où ils puissent avoir conscience d'en avoir une*) ; et d'autre part que la charité individuelle est absolument impuissante pour cette tâche énorme ; l'expérience apprend de plus en plus à Vincent ce qu'il ne voulait pas admettre d'abord, qu'on ne peut rien tout seul, qu'on ne peut rien sans argent, qu'il faut organiser, organiser et que c'est là une tâche sociale et politique ; il est contraint, bien qu'il y répugne, d'intervenir toujours plus haut, de s'adresser à l'Etat (car le dévouement des grandes dames ne va pas loin et l'on ne peut pas compter sur elles par exemple pour recueillir les enfants abandonnés,

---

1. Il n'est pas possible par exemple que Mounet-Sully, Sarah Bernhardt, Julia Bartet aient été seulement tels qu'on nous les montre : le cinéma n'a retenu de leur art que le périssable.
2. Lorsqu'il y a de belles images, elles sont imitées : par exemple l'enfant qui pleure dans la cour, abandonné après l'invasion des Impériaux, est directement imité de Païsa.
3. Voir *Témoignage chrétien* du 16 avril 1948.

« les enfants du péché », il doit fonder des organisations toujours plus vastes, nationales et même internationales. *La charité,* lui dit avec raison le chancelier Seguier, *vous l'avez collée sur les bras du gouvernement,* et Vincent est appelé par tous le « *ministre* » de la Charité (au sens moderne du mot ministre). Davantage encore ce prêtre constate de plus en plus combien le sort des hommes dépend des hommes :

> C'est la vie, la vie comme le bon Dieu l'a faite, lui dit-on quand il accuse les riches de la misère des pauvres. Qu'est-ce que vous voulez ? le monde est comme il est.
> — Non, répond-il, il est comme on le fait.

Et il constate aussi que seuls les pauvres, et pour cause, veulent et peuvent vraiment changer le monde : *c'est avec les pauvres que je sauverai les pauvres,* conclut-il.

On comprend que ces messieurs des Etats-Unis aient été scandalisés : sans dire un mot de la Justice, ce film sur la Charité, grâce au dialogue de Jean Anouilh, présente en fin de compte une leçon beaucoup trop instructive... S'il n'avait pas fallu récupérer les millions engagés, je ne crois pas qu'on l'eût si avidement projeté dans nos salles !

Le bonheur est ici bas.

En revanche, on a boycotté de longues semaines *Les Frères Bouquinquant* de Louis Daquin, œuvre réaliste qui attaque durement, et en face cette fois, les préjugés religieux... Petite paysanne élevée uniquement par le catéchisme, Julie est « placée » comme bonne à Paris dans le XVIe. Toute seule, abandonnée, elle épouse trop vite un homme qu'elle croit un brave ouvrier, en réalité un bon à rien, un ivrogne, qui la fait trimer dur et la bat. Elle ne trouve de consolation que dans l'amitié et bientôt dans l'amour de son beau-frère, un « brave type » : ils s'aiment, mais en dépit des supplications de Pierre, Julie ne veut pas divorcer : c'est défendu, elle n'a pas le droit, elle ne peut pas, croit-elle, elle serait une mauvaise femme ; elle préfère encore le mensonge, l'adultère, elle est résignée à son sort... jusqu'au jour où le drame arrive : au cours d'une discussion Pierre tue involontairement le mari ; Julie s'accuse à sa place, car elle, elle sera certainement acquittée. Mais à la Petite-Roquette, l'atmosphère religieuse est obsédante, Julie est bourrelée de remords et l'aumônier la persuade, sous menace de lui refuser l'absolution, qu'elle doit dénoncer son amant, à tout le moins ne jamais le revoir, cet homme qui l'a corrompue... Libérée, Julie résistera en effet le plus longtemps possible, absurdement cloîtrée dans sa morale formelle. La vie triomphera malgré tout.

Je ne sais si l'adaptation de Vailland et Daquin est conforme au roman de Jean Prévost, mais, telle qu'elle est, et réalisée cinématographiquement dans le style le plus simple et le plus vrai, sans aucun truc technique et pourtant avec la complexité de la vie, magnifiquement interprétée d'ailleurs par Madeleine Robinson [1], elle passionne le public. Avec *Nous les Gosses* et le film de montage *Nous continuons la France* [2], c'est la plus belle réussite de Louis Daquin.

Antoine et Antoinette est-il un chef-d'œuvre ?

Je lui préfère encore pourtant le fameux *Antoine et Antoinette* de Jacques Becker. Inutile de rappeler ici que le film a été couronné à Cannes à l'unanimité des membres

---

1. Un peu trop vigoureuse pourtant, trop bien plantée, trop saine pour qu'on l'imagine vulnérable si longtemps aux préjugés religieux.
2. Réalisé pour le Parti Communiste Français.

du jury et avec la note 9, 23 sur 10 de la part des nombreux spectateurs consultés. Ses mérites cinématographiques ont été chantés partout. Mais est-ce vraiment une grande œuvre, est-ce, comme on l'a dit souvent, un « film social », donne-t-il une idée exacte de la vie d'un jeune ménage ouvrier parisien, mérite-t-il ce beau titre qui devait être primitivement le sien ? C'est ce que je voudrais examiner de plus près :

— Je le conteste, me dit un critique ami. Becker nous a dit lui-même dans *les Lettres Françaises* et il a répété dans *action,* une fois son film réalisé, qu'il voulait faire vivre devant nous, aussi réellement que cela lui était possible, un jeune couple de gens du peuple. C'est cela mon sujet, disait-il : *donner une impression exacte de l'attitude* (il soulignait lui-même le mot), *de l'attitude des hommes et des femmes de la classe ouvrière parisienne dans leurs rapports avec leurs semblables, qu'il s'agisse d'autres ouvriers ou de gens appartenant à des classes différentes.* J'attendais donc une sorte de documentaire, de documentaire vivant... Et certes je trouve bien cela en une certaine mesure dans le film de Becker, je vois Antoine dans l'imprimerie où il travaille, excellent ouvrier, toujours prêt à donner un coup de main au camarade en difficulté ; je vois Antoinette à son Prisunic des Champs-Elysées, et trop jolie pour ne pas susciter le désir de certains clients, je la vois faire son marché, ne rien trouver bien souvent contre ses tickets ou à son prix et obligée ici encore de repousser les assiduités d'un épicier égoïste et sans scrupules à qui les avantages de son métier, depuis la pénurie amenée par la guerre, ont fait prendre à l'égard de tout le monde de véritables habitudes dictatoriales ; je vois Antoine et Antoinette dans leur tout petit logement de la Fourche, et Antoinette qui peste de ne pouvoir acheter un évier neuf, Antoine qui bricole son vélo en attendant la moto de ses rêves ; je les vois bavarder amicalement avec leurs voisins de palier, garder la petite gosse de Juliette, la caissière de la station de métro, pendant qu'elle va au cinéma avec son mari... et se demander, en la regardant si gentille, dans combien de temps eux aussi pourront raisonnablement, sans que cela soit tenter la misère, avoir un gosse... Je les vois dans leurs distractions du dimanche, au match de football ; je les vois s'aimer surtout, — ils s'aiment magnifiquement ; jamais encore, je crois, je n'avais vu un couple s'aimer et se désirer si sincèrement au cinéma et au théâtre : c'est d'une vérité saisissante et très émouvante en sa simplicité. Il est toujours beau de voir un homme et une femme qui s'aiment totalement, qui se sont donnés l'un et l'autre...

— Ma parole, vous êtes aussi enthousiaste que moi. Si après cela vous justifiez les réserves que vous avez annoncées, ce ne sera pas faute au moins d'avoir compris et admiré toutes les beautés du film.

— Naturellement, pour qui me prenez-vous ? Pour être critique sévère, je ne suis ni aveugle ni insensible. Ce que je reproche à Becker, c'est de ne pas s'en être tenu à ce magnifique document humain dont je viens de parler, de ne pas l'avoir poursuivi pour tous les instants de la vie d'Antoine et d'Antoinette, de ne rien nous avoir dit par exemple de leurs convictions politiques, de leur activité syndicale, etc..., au contraire d'être allé chercher dans le répertoire le plus traditionnel l'histoire la plus usée, celle d'un billet de loterie gagnant perdu et retrouvé ! Avouez que cela rapetisse singulièrement la grandeur et la valeur du film ; il devient par moments un roman de bibliothèque rose.

— Si je vous comprends bien, vous auriez voulu que le film n'ait pas d'intrigue proprement dite, et surtout pas une intrigue pareille ?

— Exactement, et là encore je m'en rapporte à Becker lui-même : *Voyez-vous,* dit-il, *je ne crois pas beaucoup au sujet, mais je crois aux personnages et à la reconstruction d'une certaine réalité poétique.*

— Oui, mais ici Becker se trompe, croyez-moi. Le cinéma comme le théâtre est d'essence dramatique, il lui faut une action, une histoire. Même les documentaires purs

s'ingénient à en trouver une et ils sont intéressants pour le grand public dans cette mesure même. Becker, dans l'article dont vous parlez, prend comme exemple *Brève Rencontre,* mais justement il n'y a pas seulement dans *Brève Rencontre* une reconstitution de la vie provinciale anglaise, il y a une poignante histoire d'amour. Même les grands films presque uniquement documentaires comme l'italien *Païsa,* l'australien *The Overlanders,* le soviétique *Croc Blanc* ont une histoire ; et ce n'est pas tant pis, mais tant mieux.

— Soit, du moins Becker pouvait-il choisir un thème moins banal et rebattu, plus réel.

— Moins banal peut-être, plus réel non ! Vous ne soupçonnez pas, je le crains, la place que tient la loterie nationale chez les gens qui ne sont pas riches, qui peuvent tout juste vivre au jour le jour, mais qui ne peuvent absolument pas s'acheter un mobilier convenable sans traîner ensuite des dettes pendant des mois, ni avoir des enfants sans se demander avec quoi ils les élèveront. C'est quand on désespère de mettre de côté une certaine somme, dont on a besoin pourtant, qu'on est le plus disposé à sacrifier 30 francs de temps en temps pour un dixième. Je vous envie si vous n'avez jamais éprouvé cela... Vous disiez tout à l'heure votre regret que le film ne soit pas social, mais c'est à mon avis condamner sévèrement un régime que de nous montrer un jeune couple de travailleurs, intelligents, sérieux et honnêtes, et obligés quand même de s'en remettre au plus imbécile des hasards, de rogner encore sur leur maigre budget pour gagner pendant quelques jours l'espoir hypothétique de pouvoir enfin sortir de la gêne. Ils gagnent, oui, je le sais bien ; là est le miracle qui n'arrive pas tous les jours ; la plupart du temps, c'est l'Etat qui empoche l'argent. Mais enfin c'est vrai qu'il y a tout de même des gens qui gagnent, et Becker nous montre suffisamment l'absurdite immorale de la loterie par le portrait caractéristique du riche boucher qui vient chercher aussi son gros lot. Et quant à la péripétie du billet perdu et retrouvé, si elle n'est guère vraisemblable [1], elle est contée par Becker avec une telle sincérité, que vous-même, j'en suis sûr, vous avez été profondément ému par le désespoir muet d'Antoine, par le sentiment de culpabilité et d'impuissance qui est le sien, par le courage d'Antoinette, par la résignation mâle et décidée avec laquelle ils vont recommencer à lutter.

— Bien sûr, j'ai été ému. Devant l'art de metteur en scène de Becker, je vous l'ai dit, devant la science du découpage de Marguerite Renoir, devant l'interprétation magistrale de tous les acteurs, je m'incline sans discussion. Mais vous ne m'empêcherez pas de regretter qu'on ne nous ait pas montré davantage l'activité proprement ouvrière, syndicale, politique d'Antoine, sa lutte et celle de ses camarades pour améliorer leur sort autrement que par la loterie nationale !

— Vous êtes terrible. Revenez sur terre. Oubliez-vous que nous sommes en régime capitaliste ? Un sujet pareil aurait été refusé par tous les producteurs ! Il ne faut pas demander à Becker autre chose que ce qu'il a pu ou voulu réaliser. Et d'ailleurs Antoine est si bien typé qu'il poursuit sa vie dans notre mémoire en dehors des images où le metteur en scène l'a fixé et que nous l'imaginons très bien dans les autres épisodes de sa vie. Le critique qui a prétendu qu'Antoine n'avait pas sa carte syndicale dans sa poche n'a rien compris au film, à mon avis ; tout le comportement d'Antoine, tout son caractère nous prouvent qu'il l'a ; il est intelligent, combatif, fraternel ; dès qu'on lui explique bien une chose, il comprend, même s'il est en colère, même si ce n'est pas son intérêt immédiat, — il est à la fois individuel et discipliné ; c'est le type même de l'ouvrier français ; bien sûr qu'il l'a, sa carte de la C.G.T. ! D'ailleurs, Becker le souligne, il lit régulièrement *Ce Soir ;* vous en connaissez, vous, des ouvriers non syndiqués

1. La caissière devait avoir vu le fameux billet en lisant le livre dans lequel il était resté.

qui lisent régulièrement *Ce Soir ?* C'est déjà beaucoup, je trouve, qu'il y ait de pareilles notations dans une œuvre dont le sujet n'était pas et ne pouvait pas être politique et social (c'est comme « film psychologique et d'amour » qu'il a été couronné à Cannes). Becker nous a donné la peinture vraie d'un milieu qu'on ne voit jamais d'habitude au cinéma, d'un milieu véritablement populaire, et ç'a été une révélation pour certains, un hebdomadaire protestant le note avec raison :

Bien des gens distingués qui n'accepteraient pas dans la réalité de passer cinq minutes en compagnie d'une jeune ménage du même rang social qu'Antoine et Antoinette ont été obligés de les admirer et de les aimer.

C'est précisément là ce que Becker avait conclu, vous l'avez lu dans *action* :

J'avais remarqué, en effet qu'on n'avait jamais, ni au cinéma ni au théâtre, rendu un hommage véritable à certaines qualités précieuses qu'on rencontre souvent chez les ouvriers et trop rarement ailleurs, j'en nomme certaines en vrac au passage : bienveillance désintéressée, réserve pudique dans l'extériorisation des sentiments, hospitalité. Dans le domaine de l'amour les ouvriers sont capables d'aimer plus que d'autres gens avec une passion vraie, saine et vigoureuse, incapables (sauf exceptions) de « faire semblant » comme il arrive trop souvent dans la bourgeoisie, ils possèdent une profonde « éducation » instinctive, je veux dire par là que les ouvriers sont des gens plus profondément « polis » que les bourgeois dans leurs rapports sociaux, et cela même constitue un paradoxe apparent qui devrait faire réfléchir pas mal de gens.

Polis entre eux, les ouvriers conservent une dignité admirable dans leurs rapports avec les hommes plus favorisés par l'argent : on sent dans leur attitude un je ne sais quoi qui veut dire : « Je suis poli avec toi, mais nous n'avons pas gardé les cochons ensemble » qui me ravit chaque fois que j'en suis témoin.

Cette gentillesse des ouvriers français entre eux, la sincérité de leurs sentiments amoureux, cette politesse dont ils font preuve presque constamment, leur « optimisme » enfin, cet optimisme « sain » qui trouve ses origines dans des cœurs « sains », voilà ce dont j'ai voulu témoigner dans mon film et rien d'autre, car la nature même de l'histoire ne se prêtait pas à autre chose.

Voilà ce que Becker a voulu faire et voilà ce qu'il a fait.

— J'avoue que vous commencez à me convaincre. Je garde seulement sur le cœur la bagarre de la fin du film, et la scène de la noce au café, très belle en soi, bien sûr, du René Clair plus profond, mais qui détonne un peu dans le film par son accent caricatural.

— Cette fois je suis d'accord avec vous. Ce sont les deux seuls défauts du film et Becker en convient, je crois, du moins pour la bagarre. Le début de celle-ci s'explique assez, étant donné l'état psychologique d'Antoine et de l'épicier, mais elle est beaucoup trop longue : il est inadmissible que les voisins accourus laissent saccager tout chez leur ami, qu'ils n'obligent pas très vite l'épicier à redescendre l'escalier beaucoup plus vite qu'ils ne le voudraient, comme ils le font d'ailleurs en fin de compte... Mais ce ne sont tout de même là que des fautes assez vénielles : il reste que le film dans l'ensemble est très beau, très vrai, et qu'il donnera à tous ceux qui ne les connaissent pas une image fidèle des ouvriers parisiens. Becker donc a pleinement atteint son but, et il a réalisé du même coup l'un de ses vœux les plus chers, lui qui estime

que le cinéma devrait aider les hommes à aimer la vie et à comprendre sa signification — qu'il devrait aider l'homme à aimer l'homme, qu'il devrait l'aider à aimer la raison...

Jacques Decour aurait certainement souhaité que de nombreux films aidassent les hommes à acquérir « une foi rationnelle dans leur valeur et dans leur dignité, un respect civilisé de leur liberté... »

Depuis que le cinéma existe, on a pu admirer certains films, malheureusement trop rares, qui, par leur contenu humain, apportaient aux spectateurs une sorte de message exaltant d'autant plus fort que les auteurs de ces films étaient comme par hasard des hommes de cinéma de premier plan.

J'ai nommé Chaplin, Stroheim, Louis Delluc, Griffith, Flaherty, René Clair, Pudovkine, Jean Renoir.

Juin 1948

(*A suivre*)

POLÉMIQUES

I

A PROPOS DE « L'HEURE DU CHOIX »

En ajoutant une « Note de la rédaction » aux remarques que Jean Larnac avait consacrées, dans sa Chronique littéraire, à l'important recueil de Claude Aveline, Jean Cassou, André Chamson, Georges Friedmann, Louis Martin-Chauffier et Vercors, *l'Heure du Choix* [1], j'écrivais il y a quelques mois :

> Nous aurons sans doute à revenir sur ce débat, qui est un exemple émouvant de l'évolution qui amène vers le marxisme des intellectuels honnêtes et clairvoyants, même s'ils ont longtemps sacrifié aux vieilles idoles d'un individualisme fallacieux.

J'ai d'autant plus de raisons d'y revenir que l'article de *la Pensée* a suscité des réactions vigoureuses. Jean Larnac y disait ce qu'il pensait personnellement de *l'Heure du Choix,* avec sa sincérité et sa bonne foi ordinaires, mais aussi avec plus d'âpreté et même de brutalité qu'il n'en met de coutume dans ses chroniques. Certains des auteurs s'en sont émus et s'en sont plaints. Je les comprends; mais ils doivent comprendre le sentiment très naturel qui a animé mon ami Jean Larnac (qui d'ailleurs ne milite dans aucun parti politique), comme il m'a animé moi-même

Eh quoi ? nous dit-on. Vous réservez votre indignation la plus véhémente à des hommes qui sont tout proches de vous et qui vous disent leur sympathie, alors que parfois vous semblez avoir des ménagements et des indulgences pour des ennemis déclarés ? Comment pouvez-vous être plus sévères pour vos amis que pour vos adversaires ? Mais précisément parce que ce sont nos amis. Et ce n'est point un paradoxe. Lorsqu'un de nos adversaires dit une sottise, nous ne nous en étonnons pas, nous ne nous en indignons pas non plus ; bien mieux, nous nous en félicitons. Il nous paraît naturel que ceux qui combattent notre rationalisme raisonnent de travers, et le fait qu'ils ont tort avec évidence, nous confirme dans l'idée que nous avons raison ; de plus nous espérons que ces sottises seront bien aperçues de quelques-uns, qu'elles desserviront la cause adverse, et serviront la nôtre. Mais lorsqu'un homme qui est de cœur avec nous et qui dans l'ensemble partage nos idées et nos espoirs se sert, pour défendre ces idées ou ces espoirs, d'arguments qui paraissent manifestement faux ou prend une position qui, bien que voisine de la nôtre, nous semble insuffisante ou dangereuse, nous sommes légitimement furieux contre lui, et nous lui reprochons ce que nous appelons ses erreurs avec d'autant plus de véhémence que nous sommes plus attachés à lui. Nos reproches sont alors une marque d'amitié, — une marque d'amitié

---

1. *L'Heure du choix*, Paris, 1947, les Editions de Minuit. Voir *la Pensée*, nº 17, mars-avril 1948, p. 95-98.

désagréable, j'en conviens, pour celui qui la reçoit, mais une marque d'amitié quand même...

*
* *

Il vaudrait la peine de reprendre en détail toutes les thèses exposées par les auteurs de *l'Heure du Choix*. Comme la place m'est aujourd'hui mesurée, je m'en tiendrai au premier chapitre du livre : *les Eglises et l'Homme*, de Claude Aveline. Mon ami Claude Aveline s'est plaint à moi avec quelque véhémence que sa pensée ait été tronquée et déformée dans les quelques lignes que lui a consacrées Jean Larnac. Je lui ai offert les colonnes de notre revue pour préciser sa position ; il a préféré que d'abord une critique plus complète de cette position soit présentée ici.

On connaît le talent de romancier et d'essayiste d'Aveline ; on sait moins dans le grand public que, président de la Société Anatole France [1], il prépare une édition complète, que nous attendons avec impatience, des écrits politiques et des discours du vieux maître, dont il fut le familier — écrits et discours qui n'ont encore été publiés que très incomplètement et qui constituent une des parties les plus actuelles et les plus durables de son œuvre. A la fréquentation d'Anatole France, Claude Aveline a pris, avec l'amour du langage pur, le goût des idées hardies et de la liberté d'esprit.

Il n'y a donc pas à s'étonner que les vingt-deux pages qui constituent sa contribution à l'*Heure du choix*, fourmillent d'idées ingénieuses et de formules brillantes. Je note au passage les idées suivantes : l'Eglise catholique a en fait, depuis des siècles, soutenu l'injustice en prêchant la résignation à ses victimes (p. 22), et elle s'est faite l'alliée docile du capitalisme (pp. 27-28) ; pourtant elle se rend compte de l'évolution du monde, de la nécessité de ne pas se laisser dépasser et de tolérer une « gauche » catholique qui pourrait lui servir le cas échéant et lui permettre de s'adapter à un régime nouveau (pp. 24-26) ; une des habiletés du capitalisme est de laisser subsister autant que possible une certaine liberté d'expression pour faire croire à une véritable liberté de pensée (pp. 28-29). Sur les rapports du capitalisme et du fascisme (p. 30), sur l'attachement naturel et nécessaire des communistes du monde entier au premier Etat socialiste du monde (p. 32) et sur l'absurdité de la calomnie qui accuse l'Union soviétique de « totalitarisme » (pp. 35-36), Aveline écrit également des choses excellentes. Enfin il suffira, pour indiquer en quel sens vont ses aspirations, de citer ces phrases courageuses :

> Lorsque nous étudions le Communisme, nous nous tournons vers l'avenir. [...] Avec le Communisme, nous voici devant nos espérances. Il dépend de nous tous qu'elles se réalisent avec plus ou moins de bonheur, et par des procédés plus ou moins coûteux (p. 31).

---

1. Je profite de l'occasion pour signaler aux lecteurs de la *Pensée* l'existence de la Société Anatole France, fondée par Michel Corday et présidée ensuite par Jacques Lion, qui n'est pas revenu de déportation.. Elle édite une revue « le Lys rouge ». Son siège est 133, rue de la Pompe, Paris (16e).

*
* *

Mais alors, me dira-t-on, qu'avez-vous à lui reprocher, vous marxiste ? C'est qu'à côté de ces idées auxquelles je souscris pleinement, il en est d'autres qui me semblent radicalement fausses, et qui me font d'autant plus bondir que j'ai par ailleurs le sentiment d'être complèment d'accord avec l'auteur.

Voici en effet le résumé, que j'espère complet et loyal, de l'argumentation de Claude Aveline. Il y a présentement trois églises : l'Eglise catholique ; le capitalisme, qui est une « annexe » de la première, ou plus exactement un « schisme » ; enfin le communisme. Les deux premières sont périmées, la troisième représente l'avenir. Mais l'église communiste mérite des reproches : il faudrait par exemple qu'elle cessât de prendre l'U.R.S.S. comme modèle et de voir en elle l'incarnation du communisme. Il faudrait aussi qu'elle choisît entre les deux voies qui peuvent mener au socialisme universel, celle d'une nouvelle guerre ou celle de l'action des partis révolutionnaires ; la première est mauvaise et la seconde bonne ; or, conformément à la doctrine marxiste et comme le montre la politique soviétique, c'est la voie de la guerre que semble choisir l'Eglise communiste. Il faudrait en définitive, pour qu'Aveline pût s'y rallier, que le communisme cessât d'être une église.

Je voudrais pouvoir discuter ces thèses point par point, et dans le détail ; mais je suis forcé de m'en tenir à l'essentiel. Nous ne sommes certainement pas les seuls, Jean Larnac et moi, à sursauter en lisant cette assimilation des « trois églises ». Selon le sens commun nous distinguons très nettement l'Eglise catholique, qui est bien étymologiquement une Eglise, c'est-à-dire l'assemblée des fidèles d'une même religion, du capitalisme, qui est un régime économique et social existant et du communisme, qui peut signifier soit le régime économique et social vers lequel tend l'humanité et dont l'U.R.S.S. a déjà réalisé l'étape première, le régime socialiste, soit le parti politique qui travaille à instaurer ce régime.

Claude Aveline répondra évidemment qu'il ne prend pas le mot église au sens strict et traditionnel du mot. Voyons donc la définition qu'il en donne :

J'appelle *église* toute communauté, association, ligue, confrérie, tout parti, groupe ou groupement, dont les membres, à quelque nation qu'ils appartiennent, sont liés par une foi exclusive et se soumettent de leur plein gré aux dogmes, aux règles et aux disciplines de cette foi, comme aux guides, chefs, pasteurs qui les édictent, les modifient ou les font appliquer (p. 19).

Et il ajoute qu'en conséquence une église possède certains caractères : pour elle, tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins, elle ne recule pas devant le mensonge et la déloyauté (p. 20) ; elle excommunie ses membres infidèles déclarés hérétiques, (p. 21) ; enfin elle a ses martyrs, qu'elle glorifie (p. 22).

Je n'admets pas du tout cette définition. Etant donné le sens extrêmement lâche qu'on donne trop souvent (et qu'Aveline donne lui-même) à des mots comme foi, dogme religion, mystique, hérésie ou excommunication, elle reviendrait à qualifier d'églises les groupements les plus hétéroclites : un groupe de maquisards pendant l'occupation, la Ligue des Droits de l'Homme, le R. P. F. (et pourquoi pas le gang des tractions avant, le groupe existentialiste et les « petites

8

chapelles » littéraires et artistiques ?) Et puisqu'Aveline considère le capitalisme comme une Eglise sous prétexte qu'il y a une « mystique de l'or » (p. 26), il devrait aussi considérer un club de foot-ball comme une Eglise, puisqu'on parle d'une « religion du sport » !

En vérité, ce ne sont là que jeux de mots. Mais ces jeux de mots sont dangereux, parce qu'ils masquent les réalités. Avec de jolies phrases sur la « religion acharnée », la « magie » du capitalisme (p.27), Aveline méconnaît le caractère le plus frappant du régime capitaliste : l'absence d'unité dans la pensée et dans l'action, due aux contradictions d'intérêts, au jeu des lois économiques qui agissent contre la volonté des hommes tant qu'ils ne les connaissent pas et n'ont pas appris à s'en servir. Cela l'amène à renverser l'ordre historique des choses : pour lui, le capitalisme n'est rien d'autre qu'une idéologie ; c'est une forme dissidente du catholicisme, un « schisme » de l'Eglise catholique. Comme si ce n'était pas d'abord un état de fait, un ensemble de rapports économiques entre les hommes, un système de production d'où résultent des institutions et finalement une idéologie ! Pour lui, tout se passe dans le monde des idées ; les luttes sociales sont des combats théoriques, des rivalités d'églises. Jamais mieux qu'en le lisant, on ne peut se rendre compte de la nécessité d'unir étroitement, pour expliquer le monde, la théorie et la pratique.

Il n'y a pas d'église capitaliste ; il y a un groupe d'hommes, les capitalistes, qui obtiennent par l'exploitation d'autrui la richesse et la puissance et déclenchent comme des fatalités les crises, les catastrophes et les guerres. Mais il n'y a pas non plus d'église communiste. Il y a des partis communistes qui, se servant d'une méthode scientifique éprouvée pour expliquer et maîtriser le monde, travaillent de concert à instaurer des relations sociales supérieures. Ils ne constituent pas une église, parce qu'ils ont non une foi absolue en des vérités inaccessibles à la raison, mais une confiance lucide dans la méthode rationnelle de la science ; parce qu'ils suivent non des dogmes imposés et inchangeables, mais des hypothèses de travail qui deviennent des lois par l'incessant contrôle de l'expérience ; parce qu'ils obéissent non à des papes investis d'une puissance surnaturelle, mais aux meilleurs d'entre eux qu'ils ont eux-mêmes choisis. Que dans une période comme celle que nous vivons un parti comme celui-là ait besoin d'une stricte discipline, c'est trop évident ; mais que toute discipline de pensée et d'action se confonde avec celle des Jésuites, avec l'obéissance passive « perinde ac cadaver », c'est un inadmissible abus de langage.

* * *

Aussi Claude Aveline n'a-t-il pas raison de croire que pour un communiste,

> exprimer une critique du communisme, si nuancée qu'elle soit et quelque sentiment qui l'anime, c'est faire de l'anti-communisme.

Nous ne refusons aucunement la critique ; nous demandons seulement qu'elle soit bien fondée. C'est pourquoi je proteste lorsqu'après certaines remarques dont nous pouvons faire notre profit, Aveline croit pouvoir affirmer que

l'Union soviétique et les partis communistes voient dans une nouvelle guerre mondiale le seul moyen d'instaurer le socialisme dans le monde. Il a tort incontestablement, en droit et en fait.

En droit d'abord, car il n'est pas vrai que le marxisme mise sur la guerre pour réaliser le socialisme. Lorsqu'Aveline écrit :

> La guerre, grande accoucheuse de révolutions, selon la parole marxiste, n'a pas donné cette fois ce que le Communisme pouvait en espérer (p. 38),

il commet une confusion regrettable ; car l'apologiste de la guerre, ce n'est pas Marx, c'est Proudhon. C'est Proudhon et non Marx, qui écrivait :

> La guerre est divine, c'est-à-dire primordiale, essentielle à la vie, à la production même de l'homme et de la société. [...] Par elle [...] les mœurs se retrempent, les nations se régénèrent, les Etats s'équilibrent, le progrès se poursuit, la justice établit son empire, la liberté trouve ses garanties.
> ...Philanthrope, vous parlez d'abolir la guerre ; prenez garde de dégrader le genre humain.

Karl Marx, lui, écrit que « la violence est l'accoucheuse de toute vieille société, grosse d'une nouvelle », ce qui veut dire que le passage d'un régime social à un autre ne se fait pas par l'abandon bénévole de ses privilèges par les classes dirigeantes, ni par des palabres d'intellectuels de bonne volonté et par leur simple « choix » entre des idéologies, mais qu'il suppose la prise du pouvoir par la classe montante, et que cela ne se fait pas sans résistance. Entre cette constatation de fait, tirée des leçons de l'histoire, et l'apologie de la guerre, il n'y a vraiment aucun rapport.

Dans la réalité présente, nous en trouvons la confirmation évidente. Quel est le pays qui consacre la plus grosse part de son budget à la préparation de la guerre ? Est-ce l'Union soviétique ou les Etats-Unis ? Où la presse se livre-t-elle à des crises d'hystérie belliqueuse ? A Moscou ou à New-York ? Et en France même, qui parle d'une troisième guerre mondiale comme d'un événement fatal ? Les communistes ou de Gaulle ? La vérité est que le capitalisme a besoin au moins de la préparation à la guerre et de la menace de guerre, pour retarder la crise qui menace une économie malsaine et absurde ; l'Union soviétique, elle, a besoin de la paix pour construire le socialisme, dans une économie saine et raisonnable. Mais pour le comprendre, il faut donner aux problèmes économiques l'attention qu'ils méritent, alors que Claude Aveline semble les juger indignes de son étude.

*
* *

Il y aurait bien d'autres choses à dire sur ces quelques pages. Lorsqu'Aveline écrit par exemple :

> Quel ouvrier américain, même chômeur, troquerait aujourd'hui son existence matérielle contre celle d'un ouvrier soviétique (p. 36) ?

est-il bien sûr que ce soit l'avis des travailleurs noirs des Etats du Sud ? des

grévistes matraqués ? des millions d'exploités dans les pays sous dépendance américaine ?

On pourrait aussi lui demander s'il est bien d'accord avec lui-même, lorsque d'une part il reproche aux communistes de n'être pas assez internationalistes :

C'est une erreur que de vouloir défendre une notion de patrie telle que l'entendent les nationalistes et les réactionnaires [1], au lieu de proclamer : « Nous sommes les citoyens du monde libre ». (p. 35),

et lorsque d'autre part il leur conseille « un Communisme appliqué à comprendre les caractères nationaux, comme à user au mieux de leur degré d'évolution » (p. 39).

C'est justement pour concilier l'indispensable unité d'action des partis communistes nationaux avec la non moins indispensable diversité de ces partis, selon les situations et les circonstances locales, qu'a été créé le Bureau d'information des Partis communistes (création postérieure, il est vrai, à l'article d'Aveline, qui date de septembre 1946).

Insisterai-je sur le souhait final de Claude Aveline, que le communisme « cesse d'être une église » et cultive « la raison et la lucidité » au lieu de « l'aveugle foi » ? Je n'ai qu'à revenir au point de départ de cet article : c'est pour nous un sujet de tristesse et d'indignation de voir de très bons amis nous méconnaître à ce point. C'est sans doute qu'ils nous jugent du dehors. S'ils acceptaient de participer à nos discussions et surtout à notre action, je pense qu'ils s'apercevraient qu'un communiste n'est pas un croyant, au sens religieux ou pascalien du mot, c'est-à-dire un homme qui se soumet avec des pleurs de joie à des vérités qu'il ne comprend pas, mais qu'il ambitionne toujours d'être non seulement le plus énergique et le plus efficace, mais le plus lucide et le plus raisonnable.

René MAUBLANC.

II

“ LA FOI QUI N'AGIT POINT, EST-CE UNE FOI SINCÈRE ? ”

Les « dépassements du marxisme » sont toujours à la mode, et pour cause ! Le marxisme est toujours en tête, et tout seul à la vérité, méthode incomparable pour le progrès humain en tous les domaines. Alors, réaction commande !, nos intellectuels bourgeois sont bien obligés de recommencer sans cesse la même stérile tentative. Robert Aron, Georges Izard, Thierry Maulnier, Charles Plisnier, Bernard Voyenne et autres « démocrates » occidentaux viennent de publier aux éditions de Flore (comme le café du même nom ; Sartre n'est pas loin !) un 1848-1948 *de Marx au marxisme* avec ce beau slogan grandiloquent et ridicule :

---

1. Il est aisé de montrer que les communistes ont une tout autre idée de l'indépendance nationale que les nationalistes et les réactionnaires. On le voit aujourd'hui, comme on l'a vu de 1940 à 1944.

Ni pour ni contre ; au delà... Le livre est le premier de la collection *Signes des temps* : cela nous paraîtra un *signe des temps* en effet que l'on ne puisse plus aujourd'hui se déclarer *contre* le marxisme, et qu'on soit obligé de prendre des gants avec lui, de l'attaquer seulement de côté, de façon plus ou moins consciemment hypocrite ; oui, vraiment, c'est un excellent signe.

Toutefois il est encore beaucoup de gens sincères pour se laisser prendre ou même se prêter à ces manœuvres. Emmanuel Mounier, lui, voudrait bien sincèrement de tout son cœur, *par ses questions, ses élucidations, les bottes même qu'il lui porte, aider le marxisme à se dépasser lui-même, c'est-à-dire à lutter contre ses propres cristallisations, à se débarrasser des contaminations d'époque,* etc., et il vient de publier à cet effet un énorme *numéro spécial double* d'*Esprit* intitulé : *Marxisme ouvert contre marxisme scolastique.* Hélas, trois fois hélas, tout lecteur non prévenu s'en rendra compte aussitôt *rien qu'au style* : la scolastique en cette histoire n'est pas du tout où Mounier voulait nous la montrer, du côté des communistes, mais à l'évidence du côté de Mounier lui-même et de son équipe ratiocinante : autant les textes cités de Marx et Engels, la réponse d'une page de Prenant, l'examen de Claude Roy sont clairs, francs, lucides, vous invitent à la réflexion et vous forcent à conclure : *c'est ainsi* ; autant la plupart des essais voisins, lourds, confus, embarrassés, tarabiscotés, ne suggèrent qu'un ennui insurmontable. C'est du byzantisme de quatrième force (R. D. R.) ! Mounier croit-il vraiment réveiller le marxisme prétendument endormi à l'aide de pareils soporifiques ou le faire s'élever vers les hauteurs spirituelles en lui assénant de pareils pavés ; mais s'y prenant ainsi il l'asphyxierait à coup sûr tout à fait si c'était en son pouvoir, il le ferait couler à pic dans l'inefficacité la plus bavarde !... Voyons, Mounier, relisez encore une fois la fameuse phrase citée plusieurs fois dans votre numéro : *le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Pour l'action,* entendez-vous. Alors, si vous voulez vraiment aider les marxistes à se dépasser eux-mêmes, à marcher plus vite sur la route du progrès, montrez-leur donc *dans l'action* comment il faut faire, ils ne demandent pas mieux et ils ne vous écouteront pas autrement ; prouvez-leur, sans crainte, que votre action à vous est plus efficace pour libérer les hommes, ou, mieux encore — car la situation est grave — sans rien renier de votre foi ou de vos principes, menez à côté d'eux ou avec eux, comme ils vous y ont invité tant de fois, « cette *action commune* nécessaire aux intérêts de la démocratie et de la paix, aux intérêts de la France » [1] ; recherchez avec eux, ensemble, honnêtement, les meilleurs moyens de cette *action commune,* au lieu de vous réfugier toujours en ces impasses doctrinales que vous aimez tant. Est-ce donc si difficile pour vous ? Votre christianisme n'est-il plus, lui, comme notre marxisme, un bon *guide pour l'action ?* Ma parole, vous nous le feriez croire ![2]

*
* *

Deux des numéros précédents d'*Esprit* heureusement sont beaucoup plus

1. Maurice Thorez, à la session du Comité Central de Gennevilliers.

2. Il est vrai que dans le numéro 7 d'Esprit on nous dit en substance (je n'ai pas la place de citer intégralement, mais cela en vaudrait la peine !) : A nous la pensée, la critique, la recherche, l'Esprit, c'est notre rôle — l'action, nous la laissons aux autres ! Et voilà : comme dit l'autre, ce sont toujours les mêmes qui sont bons pour se faire tuer ; à Esprit, l'on se borne à penser ; mais comme on pense en dehors de l'action, on risque de penser faux !

positifs : dans le n° 2 de 1948, toute une série d'articles très documentés sur Madagascar et le Viet-Nam dénoncent irréfutablement l'égoïsme criminel et la trahison colonialistes qui sont en train de ruiner l'Union Française (l'on comprend pourquoi notre presse vendue, hérissée de pin-up girls, ne parle jamais de la guerre qui se poursuit là-bas) ; le n° 4 de même, consacré au plan Marshall, contient de pertinentes études économiques... mais toujours, lorsqu'il s'agit de conclure, de passer à l'*action,* brusquement tout craque ; il vaut la peine, je crois, de le constater longuement à propos d'un article de Paul Fraisse dont il est dit en note qu'il engage toute la revue, car l'exemple est terriblement caractéristique :

L'originalité — et la gravité — du plan Marshall, montre Paul Fraisse, est de ne pas se présenter comme un prêt, un emprunt ou un don qui serait accordé une fois pour toutes à quelques conditions très précises dont notre politique devrait tenir compte, en connaissant à l'avance les limites. Le plan Marshall est l'instrument d'une politique en plein devenir... A mesure qu'il se concrétise et se durcit, les chances économiques qu'il nous offrait primitivement sont alourdies, et risquent d'être annulées *par les hypothèques d'une politique de plus en plus asservie à la stratégie militaire et à la guerre économique* (souligné par nous)[1].

Il n'est de semaine où l'on ne compte un nouveau resserrement de cette politique. L'échec de la Conférence de Londres décide de la fusion de l'Allemagne occidentale et de son relèvement économique sous l'égide de l'Amérique, qui se constitue ainsi au cœur de l'Europe un véritable dominion économique. Sa richesse en charbon et son équipement industriel en feront rapidement un puissant arsenal et un dangereux concurrent pour les autres industries européennes. Ainsi seront recréées en Europe même les contradictions et les rivalités internationales inhérentes à des économies capitalistes concurrentes, que deux guerres mondiales ont tragiquement soulignées. La révolution de Prague (sic) est suivie par le pacte de Bruxelles, auquel Truman promet de donner son plein sens par la garantie militaire des U.S.A. Spaak est invité à Washington pour négocier une alliance militaire, et un nouveau prêt-bail, destiné à armer les divisions européennes au service de l'Amérique, est au premier rang des préoccupations américaines. De la croisade démocratique il n'est plus question. Si l'Italie — dans des élections libres, qu'on le remarque — vote front populaire, elle ne recevra plus d'aide américaine. La Chambre des représentants, par un vote scandaleux, laisse à juger que pour le pays de la démocratie le régime de Franco, puisque anticommuniste, est un allié bon à prendre. Tsaldaris est consacré contre Markos. On a besoin de Krupp ou des amis : Krupp est acquitté, et comme on pense déjà au maquis possible, un ahurissant jugement d'un tribunal américain donne raison à la thèse des généraux allemands qui refusaient de reconnaître les maquisards comme combattants. L'Europe des 16 n'est plus un groupe de nations en détresse que doit secourir la bonne Amérique, mais une arme émoussée qu'il faut réparer : elle doit être anticommuniste à l'intérieur et à l'extérieur, et se préparer militairement pour faire face à toutes éventualités.

Cette orientation de plus en plus précise de la politique américaine explique que les partis de la coalition gouvernementale et le gouvernement français avec eux aient salué avec enthousiasme un Plan qui apportait, avec les dollars indispensables, les gages d'une politique qu'ils approuvaient complètement, à des nuances près, imperceptibles dans ces manœuvres gigantesques. Notre politique officielle est en harmonie préétablie avec la politique américaine. A l'intérieur, les communistes ont été écartés du gouvernement, puis des postes directeurs. Le mouvement ouvrier a été maté en décembre[2]. Qu'il s'agisse de l'Allemagne, de la Palestine, de l'Espagne, nous nous sommes à peu près alignés sur le State Department. En se laissant détourner vers l'obsession de la lutte anticommuniste sur tous les fronts, le gouvernement a perdu le sens des intérêts permanents de la France. Ces circonstances expliquent le climat très différent dans lequel a été accueilli le plan Marshall en Angleterre où le communisme n'est pas un danger immédiat. Les Anglais ont su garder le sens de leurs intérêts économiques et le plan y est l'objet de discussions serrées dans toutes les sphères. En France, ni dans la presse, ni dans les discours, ni au Parlement, nous n'avons entendu, de la part de

1. Cela est maintenant reconnu par tous (cf. en particulier les articles de M. de Saint-Phalle dans *Une Semaine dans le monde* (12 juin 1948), de Maurice Duverger dans le *Monde* (9 et 10 juillet 1948), de Raymond Aron dans le *Figaro* (27 juillet 1948) ; mais personne, sauf les communistes, n'en tire les conséquences.

2. Il est évident qu'ici Paul Fraisse se trompe ; il fallait dire : on a essayé de mater le mouvement ouvrier par la scission de Force Ouvrière, par les lois de décembre, par les provocations et les répressions de Jules Moch.

la majorité, le moindre avertissement à l'Amérique, l'expression du souci que le plan Marshall ne devienne dangereux pour notre indépendance économique et politique. Tel est le climat officiel de la France.

Nous ne pouvons accepter cet aveuglement. Il mène droit à la régression sociale et à la guerre militaire. Le socialisme des uns et le christianisme des autres s'y sont laissé embarquer sans objections : ils ne se réveilleront que dans la catastrophe si nous ne sommes pas assez nombreux à crier casse-cou...

La politique actuelle de la France ne se distingue que par une différence de degré de celle du général de Gaulle, et elle tend de plus en plus à accepter non seulement le plan Marshall dans ses possibilités techniques, mais la politique américaine dans son ensemble, celle de Marshall, mais aussi celle de Wall Street et de l'Etat-Major américain. L'esprit de Munich est aux portes de cette soumission... En signant jour après jour des accords qui nous lient de plus en plus étroitement à la politique de l'Amérique, le gouvernement français renonce, pour un réalisme à très court terme, à l'avenir essentiel de notre économie, de la paix et de notre progrès social (souligné par nous).

...Après une telle analyse on pourrait croire que Paul Fraisse va se prononcer nettement contre le plan Marshall et *agir* contre lui d'accord avec les communistes et tous les démocrates soucieux de l'indépendance du pays. Eh bien ! pas du tout ; il reproche au parti communiste de *gâcher, comme toujours, sa vérité par ses outrances*[1] et il conclut, lui : *Adoptons le plan Marshall à certaines conditions...* Ce qui est absurde, car les Américains ont fait chasser les communistes des gouvernements occidentaux (n'est-ce pas assez clair ?) précisément pour que ces gouvernements acceptent leur Plan *sans conditions.* Paul Fraisse, lorsqu'il écrit son article en mars 48, sait très bien déjà que

les préoccupations américaines se manifesteront dans la rédaction des accords bilatéraux et plus encore peut-être dans les exigences qui se développeront progressivement, en fonction de la situation internationale, dans l'administration même du plan. Nous ne saurions accepter par exemple la présence en Europe d'un administrateur de l'aide américaine, ou de missions de contrôle (on connaît leur action en Grèce) ; l'insertion de fournitures d'armement ; le remplacement progressif des matières premières et des biens d'équipement par des biens de consommation.

La suite, on le sait, n'a que trop confirmé ces prédictions, mais alors comment leur auteur peut-il dire que *le Parti communiste a gâché ici la vérité par ses outrances* en déclarant *la guerre totale* au plan Marshall. Si ce plan exige de nous, comme le dit Paul Fraisse, une renonciation *à l'avenir essentiel de notre économie, de la paix et de notre progrès social,* il faut dire : « Non, non et non. Nous n'aurions pas mieux aimé bien sûr que d'être aidés par une Amérique respectueuse de nos libertés, mais à ce prix jamais. Arrangeons-nous autrement. » Car, et Paul Fraisse le sait !, il est possible de nous arranger autrement ; je cite encore :

Il est certain que l'économie de l'Ouest européen est plus complémentaire de celle de l'Europe orientale que de celle des Etats-Unis.

De plus on oublie de nous dire qu'une des causes essentielles de nos difficultés financières et des processus d'inflation monétaire [au nom desquels on nous déclare obligés d'accepter le plan Marshall P.G.] est notre politique de réarmement et de répression coloniale [imposée précisément par ce plan Marshall P.G.]. Cette politique n'a même pas la justification de son efficacité, car nous sommes incapables de construire une force militaire utile à l'échelle de la guerre moderne. Écraser, pendant plusieurs années, toutes les forces vives d'un pays affaibli comme le nôtre pour résister quatre jours sur le Rhin est une sottise criminelle. Au surplus, on dissimule à peine que l'armée nouvelle est d'abord pensée contre les grévistes et les peuples coloniaux...

Alors, je le répète, la conclusion devait être claire : puisque d'une part on veut nous obliger à accepter *tel quel* un plan qui fait de nous des vassaux tout juste bons à engraisser puis défendre le capital américain, et qui au surplus,

1. En admettant que cela se soit jamais produit, ce n'est certainement pas au sujet du plan Marshall !

s'il nous nuit avec certitude pour l'avenir, ne nous est même pas utile dans le présent, — l'argent qu'on nous « donne », il faut le gaspiller aussitôt à des dépenses militaires absurdes et criminelles, — puisque d'autre part nous pouvons à la rigueur, si nous le voulons, et sans nous serrer davantage la ceinture, ou si peu [1] nous passer du plan Marshall en pratiquant au contraire une politique progressive, — eh bien ! nous nous en passerons, tant pis. Les communistes n'ont rien *outré* en ce domaine, hélas ; tout ce qu'ils ont prédit se réalise ; et si ce qu'ils proposent à la place du plan Marshall est raisonnable, agissons avec eux.

Mais non ! Les préjugés sont si forts que Paul Fraisse lui-même, dont on ne peut pas dire qu'il n'est pas averti, finit par écrire :

> *La politique communiste conduit au pire en incitant chaque jour davantage les anticommunistes à accepter n'importe quoi de n'importe qui pour leur barrer la route.*

Et voilà : ce sont les communistes maintenant qui sont responsables, exactement comme les résistants, vous vous en souvenez, étaient responsables de la féroce oppression nazie, au dire de Philippe Henriot et des attentistes !!! Il y aurait vraiment de quoi désespérer, si nous ne savions pas que nous devons avoir de la persévérance pour dix. A nous, communistes et démocrates sans illusion, d'être tellement compréhensifs et persuasifs à la fois, tellement ouverts et à la fois tellement fermes, tellement documentés, tellement ardents dans notre travail inlassable que Paul Fraisse et tous les honnêtes gens comme lui soient enfin convaincus bientôt qu'ils peuvent prendre avec nous les décisions qui s'imposent avant qu'il soit trop tard.

Pol GAILLARD.

III

UNE " ADAPTATION MODERNE " DE GEORGE SAND

Voici un livre qui nous vient du Canada : les éditions Variétés, de Montréal, nous envoient *la Petite Fadette*, de George Sand. Le livre est très bien imprimé, sur du magnifique papier ; les illustrations sont plaisantes à première vue. Et l'on est aussitôt partagé entre deux impressions contraires : d'un côté on se réjouit que le Canada reste fidèle à la culture française ; d'autre part on s'inquiète de la concurrence que des maisons étrangères peuvent faire, en France même, à nos éditeurs qui sont bien incapables, hélas !, de rivaliser avec elles pour la qualité de la présentation.

Mais voyons d'un peu plus près. Sous le titre et le nom de l'auteur, à l'intérieur du livre, deux mots en caractères minuscules : *Adaptation moderne*. Aussitôt on en vient à se demander : quelle falsification, quel tripatouillage nous propose-t-on ici de l'œuvre de George Sand ? Pour en avoir le cœur net, je me suis donné la peine de comparer de bout en bout le texte original et « son adaptation moderne ». Voici le résultat de ce travail.

---

1. Du moins pour tous ceux qui ne profitent pas scandaleusement de la situation actuelle.

*
* *

Est-il nécessaire de rappeler le sujet du célèbre roman berrichon ? On connaît l'histoire de Landry et Sylvain, les deux jumeaux, les deux « bessons » du père et de la mère Barbeau, les amours de Landry avec Fanchon Fadet, qui passe pour sorcière et dont la mère est « partie avec les soldats », abandonnant son mari et ses enfants, la jalousie de Sylvinet, les résistances du père Barbeau, qui faiblissent lorsqu'il s'aperçoit que la petite Fadette est un beau parti, le mariage des amoureux et le départ de Sylvain, qui est passé brusquement de la haine à l'amour à l'égard de Fanchon...

On retrouve évidemment dans le texte canadien le schéma de l'intrigue. Aussi bien presque toutes les phrases de ce texte sont-elles de la plume de George Sand. Rien n'est ajouté et presque rien n'est changé (seuls quelques mots, on en verra tout à l'heure des exemples). Il ne s'agit donc pas d'une falsification au sens ordinaire du terme.

Mais le texte est réduit de bien plus de la moitié ; presque toutes les phrases sont raccourcies et mutilées ; ici un paragraphe de vingt lignes est ramené à quatre ou cinq lignes ; plus loin manquent des pages entières, une, deux, parfois trois ou quatre de suite. Cette « adaptation » est en réalité le type accompli du « condensé » si fort à la mode en Amérique. La valeur et les intentions du roman y disparaissent presque entièrement.

Entendons-nous bien. Cette mutilation est faite en général assez adroitement pour ne pas nuire à l'intelligibilité. C'est par exception qu'on tombe sur une phrase aussi incorrecte et incompréhensible que celle-ci :

Et tu m'as surprise ici, et pourquoi je pleurerai jusqu'à ce que j'aie réparé le mal que j'ai causé à un bon et brave garçon comme je connais à présent que tu l'es (ch. XX, p. 88).

La phrase du texte original était celle-ci :

Voilà pourquoi je pleurais encore si amèrement quand tu m'as surprise ici, et pourquoi je pleurerai jusqu'à ce que j'aie réparé etc.

Par contre, il est fréquent que la suite des idées soit tout à fait déformée, lorsque sont accolées en une seule phrase deux propositions qui dans le roman sont à deux ou trois pages de distance. On lit par exemple au début du chapitre XVII :

Landry alla souper chez lui avec son frère et comme il s'en revenait, au bas de la côte, il entendit une voix gémir et pleurer (p. 78).

La première proposition est bien, dans le texte authentique, au début du chapitre ; mais la suite est vers la fin, après une longue et importante conversation entre les deux frères, où s'expriment deux thèmes essentiels, la jalousie de Sylvinet et sa terreur superstitieuse des sorcières.

Certaines de ces coupures sont nettement absurdes. Ainsi un moment essentiel de l'intrigue est cette promesse que la petite Fadette arrache à Landry de danser avec elle à la Ste-Andoche et de ne danser qu'avec elle (ch. XIII) :

Et dans toute votre journée, depuis que vous serez levé jusqu'à ce que vous soyez couché, vous ne danserez aucune autre bourrée avec n'importe qui, fille ou femme.

Cette phrase indispensable, le texte canadien la supprime entièrement ; lorsque plus loin Landry refuse de danser avec Madelon, sa conduite est incompréhensible pour le lecteur...

Et surtout dans tous les cas, il ne subsiste presque plus rien de ce qui fait le charme de *la Petite Fadette*. Voici, dans le texte original, le désespoir de Sylvain au moment où son jumeau Landry va quitter la ferme paternelle (fin du chap. V) :

Il soignait et câlinait son besson à plein cœur, lui donnant ce qu'il y avait de meilleur à manger, le croûton de son pain et le cœur de sa salade ; et puis il s'inquiétait de son habillement, de sa chaussure, comme s'il eût dû s'en aller bien loin, et comme s'il était bien à plaindre, sans se douter qu'il était lui-même le plus à plaindre des deux, parce qu'il était le plus affligé.

Et voici ce qu'il reste de ces phrases savoureuses dans la platitude de l' « adaptation » canadienne :

Il soignait son frère, lui donnant ce qu'il y avait de meilleur à manger (p. 27).

***

Sous des apparences anodines, c'est donc bien une véritable trahison de l'œuvre de George Sand qui nous est offerte. Il est facile de montrer que le lecteur canadien, et malheureusement, le lecteur français aussi, seront bien incapables de retrouver ici les qualités et le sens du roman. Qu'est-ce qui fait en effet l'intérêt de *la Petite Fadette ?* Essentiellement, je crois, quatre caractères :

1° Le plus immédiatement visible est l'évocation savoureuse d'un coin de campagne berrichone au début du XIXe siècle. Or les descriptions de paysages et de travaux des champs, qui dans le texte original sont brèves mais justes et suggestives, ont toutes disparu ; bien mieux, toutes les expressions de terroir sont coupées, même ce terme de « bessons » appliqué aux « jumeaux d'une parfaite ressemblance » qui se retrouve à toutes les pages du livre. Comment comprendre alors que leur maison soit surnommée « la Bessonnière » ?

Ajoutez que les illustrations, dont j'ai dit l'agrément, représentent des enfants de douze à treize ans, en costumes *bretons* de fantaisie ; et vous comprendrez que les aventures de Landry, de Sylvain et de Fanchon, Berrichons de dix-huit ans, prennent facilement une sorte de fadeur niaise qui n'a rien à voir avec le texte de George Sand.

2° Ce qui fait ensuite l'intérêt du roman, c'est le caractère des personnages, dont George Sand nous fait deviner l'âpreté paysanne. Le père Barbeau, avec son souci de respectabilité, qui lui sert à camoufler son égoïsme ; la Madelon, la fille riche, vindicative et légère : deux types solidement campés, dont il ne reste rien dans l' « adaptation » canadienne.

On ne s'étonnera pas que les amours de Landry et de Fanchon (l'ivresse sensuelle du garçon contrastant avec la raison, la maîtrise de soi de la fille) soient

singulièrement édulcorées. Voici, dans le texte original, leur premier baiser (chap. XX) :

Et puis il l'embrassa, d'abord tout en tremblant, et puis il y revint avec tant de goût qu'elle en eut peur, et lui dit en le repoussant :

— Assez, Landry, assez ! on dirait que tu m'embrasses de colère ou que tu penses à Madelon. Apaise-toi, je lui parlerai demain, et demain tu l'embrasseras avec plus de joie que je ne peux t'en donner.

Là-dessus, elle sortit vitement des abords de la carrière, et partit de son pied léger.

Et voici ce qu'il en reste :

Et puis il l'embrassa, tout en tremblant.

— Assez, Landry, assez ! et Fadette sortit vivement pour partir de son pied léger (p. 92).

De la même façon s'efface le caractère du besson Sylvinet, type remarquable de « persécuté persécuteur » : son amour exclusif pour Landry, sa jalousie maladive à l'égard de la Fadette. Là encore tous les passages importants sont effacés par des coupures, sinon totalement supprimés (ainsi presque tout le début du chapitre VI, les chapitres VII, X, XXXI et XXXIII).

3° Si l'intérêt psychologique du livre est ainsi compromis, on ne trouve presque plus rien d'autre part de son intérêt social : dans le vrai roman de George Sand, ce qui sépare la famille Barbeau de la petite Fadette, c'est d'abord une différence de classe ; le sentiment qui dans la première partie du livre anime la Fadette contre les autres enfants du village et la fait paraître malicieuse ou même méchante, c'est sa révolte contre le mépris où la tiennent les paysans cossus, parce qu'elle est réputée pauvre. Elle en fait ainsi la remarque à Landry (chap. XVIII) :

— Tu ne trouves point l'endroit agréable, reprit-elle, parce que vous autres riches vous êtes difficiles. Il vous faut du beau gazon pour vous asseoir dessus, et vous pouvez choisir dans vos prés et dans vos jardins les plus belles places et le meilleur ombrage, etc.

Toute la page a bien entendu sauté de la version canadienne.

Mais si la Fadette est mise au ban du village, ce n'est pas seulement parce qu'elle est pauvre ; c'est aussi parce qu'elle est « enfant de coureuse et de vivandière » et qu'on fait retomber sur elle la faute de sa mère. On ne l'oubliera que quand elle sera devenue la plus riche héritière du pays... Or les allusions à la vivandière (ch. XI et XVIII) sont soigneusement passées sous silence, et avec elles disparaît la protestation de George Sand contre l'hypocrisie des préjugés moraux qui accablent les enfants sous les fautes de leurs parents.

La scène capitale où la romancière oppose sa morale à la morale courante est celle où le père Barbeau, croyant que son fils Landry a fait un enfant à Fanchon, s'oppose à leur mariage (ch. XXX) :

Si ce qu'on m'a dit qu'elle est enceinte est une fausseté, nous le saurons bien et nous la défendrons comme il faut : si, par malheur, c'est vrai, et que tu en sois coupable, Landry, nous l'assisterons et ne la laisserons pas tomber dans la misère. Que tu ne l'épouses jamais, Landry, voilà tout ce que j'exige de toi.

— Mon père, dit Landry, nous jugeons la chose différemment, vous et moi. Si j'étais coupable de ce que vous pensez, je vous demanderais au contraire votre permission pour l'épouser. Mais comme la petite Fadette est aussi innocente que ma sœur Nanette, je ne vous demande rien encore que de me pardonner le chagrin que je vous ai causé. Nous parlerons d'elle plus tard, ainsi que vous me l'avez promis.

Le passage est entièrement censuré, comme tous ceux où il est question des bruits qui courent sur la prétendue grossesse de Fanchon. Et une fois de plus le sens de l'œuvre est faussé.

4° Mais le village fait encore un autre reproche à la Fadette ; elle passe pour sorcière, et c'est ici peut-être qu'est la plus grande originalité du roman. Il sert en effet à George Sand pour glorifier le triomphe de l'esprit de science et de justice sur les superstitions et les préjugés : ce qui se traduit en son langage par le triomphe de la religion naturelle ou du vrai christianisme, qu'elle empruntait à Pierre Leroux et au socialisme utopique, sur le catholicisme traditionnel [1]. Il y a d'un côté la religion des villageois, la fausse religion des « bessons de la Bessonnière », pleine de terreurs et de diableries, pour laquelle les feux-follets sont non des « météores », comme le dit le maître d'école, mais de malfaisants lutins, et pour laquelle tout essai de comprendre, d'expliquer et de dominer les phénomènes naturels est une magie suspecte (« Dans la campagne, on n'est jamais savant sans être quelque peu sorcier », ch. VIII). Mais il y a d'autre part la vraie religion, celle de Fanchon Fadet, qui est l'adoration et l'étude raisonnée de la nature, puisqu'aussi bien la nature est œuvre de Dieu, qui est aussi la lutte contre toutes les superstitions et les préjugés, et qui en définitive se confond avec la science.

Quoi qu'on pense de cette thèse, il est indéniable qu'elle est bien le thème fondamental de la *Petite Fadette*. Fanchon Fadet, réputée sorcière parce qu'elle a confiance dans la science, est la vraie chrétienne, et son nouveau christianisme, proche parent de celui de Saint-Simon, va s'imposer à son amoureux Landry et aux gens du village, balayant les mystères et les sorcelleries, offrant à la fois l'espoir d'une maîtrise de la nature par la science et un idéal de bonheur par la fraternité humaine. En quoi ce nouveau christianisme s'oppose non seulement aux croyances naïves des villageois, mais aussi à l'enseignement de l'Eglise catholique, qui entretient la terreur des sorcières et la superstition du diable.

Je défie cependant le lecteur non prévenu de s'apercevoir de tout cela en lisant l' « adaptation moderne » qui nous arrive de Montréal ; car si l'on y voit bien Fadette en prière à l'Eglise, Fadette adorant le bon Dieu, Fadette « bonne chrétienne », on ne l'y entend certes point dire à son galant que « Lucifer est de l'invention de M. le Curé « (ch. XXV). Et l'on voit bien à la fin qu'une fois mariée, elle enseigne « la vraie religion » à « tous les enfants malheureux de la commune » (p. 156), mais il est impossible de se douter que cette religion-là, ce n'est pas celle du curé...

***

Alors il faut bien en revenir à notre impression première. Cet abrégé est une falsification. Ce n'est plus *la Petite Fadette* ; c'est « la Petite Fadasse », une histoire édifiante pour la Bibliothèque rose et les enfants sages.

---

1. Voir sur ce point l'excellent ouvrage de Jean Larnac : *George Sand révolutionnaire* (Editions Hier et Aujourd'hui) dont Jeanne Gaillard a rendu compte ici (n° 18, p. 148).

Il y aurait beaucoup à dire sur le procédé des « condensés ». Il faudrait d'abord le distinguer des « Morceaux choisis », qui n'ont pas la même malfaisance et peuvent servir au contraire à faire connaître et apprécier certains auteurs trop copieux ou indigestes (des morceaux choisis de Proust ou de Péguy peuvent sembler nécessaires, et les poètes ne peuvent atteindre un large public que sous cette forme). Mais reproduire intégralement un fragment d'une œuvre est une chose, la tripatouiller pour la réduire de moitié en est une autre.

Il faut convenir d'autre part que le « condensé » n'est pas nouveau, et qu'il n'est pas spécifiquement américain. C'est seulement sous cette forme que pendant longtemps on a connu en France *don Quichotte, Robinson Crusoë* ou *M. Pickwick,* et je n'ai jamais lu *les Mystères de Paris* que dans un petit volume de deux cents pages. Sans compter toutes les éditions expurgées à l'usage de la jeunesse [1]. Cependant il y a quelque chose de plus grave dans les innombrables « condensés » qui nous viennent en ce moment d'Outre-Atlantique, car la volonté y est manifeste de rendre inoffensive et lénitive, par d'opportunes coupures, toute une littérature qui, appartenant à la vraie tradition française, a toujours quelque souffle de liberté et quelque accent révolutionnaire.

Je ne sais pas si, légalement, nous avons le droit de protester contre ces falsifications imprimées à l'étranger et introduites en France où elles ne peuvent que trop facilement concurrencer nos éditions ; il importe en tout cas que chacun de nous fasse autour de lui la propagande nécessaire pour déjouer la manœuvre.

René MAUBLANC.

---

1. Je dois noter que le texte de *la Petite Fadette* publié chez Hachette (Collection verte) est lui-même incomplet. Mais d'une part les coupures sont assez peu nombreuses et la plupart sont marquées par des points de suspension. D'autre part elles ne correspondent visiblement qu'à des scrupules moraux, d'ailleurs assez niais, en usage pour une collection enfantine. C'est ainsi que toutes les allusions à l'accouchement de la mère Barbeau, au chapitre I, sont supprimées ; et que plus loin le mot amour y est régulièrement remplacé, non par tambour, selon la tradition, mais par amitié ! Il y a quelque distance, on le voit, de cette niaiserie moralisatrice aux déformations de Montréal.

DOCUMENTS

"L'EXPANSION UNIVERSITAIRE" AMÉRICAINE ET LA NOTRE

La juste publicité donnée dans le n° 16 de *la Pensée* [1] à la loi Fulbright, qui organise l'envoi des professeurs et des chercheurs américains dans les assujettis au Plan Marshall, nous a valu un courrier abondant. Cette « expansion pédagogique », qui va être accompagnée très certainement d'efforts rien moins que désintéressés pour prospecter les ressources naturelles dans la métropole et dans l'Union Française, retient l'attention d'un grand nombre de maîtres de la science française. Certains nous rappellent qu'elle n'est pas nouvelle dans son principe, mais représente, aux Etats-Unis, un moyen classique de pénétration dans des pays considérés comme des semi-colonies.

L'un de nos correspondants décrit la situation en Turquie, en Grèce, aux Indes, en Iran, au Libéria, où, par ce moyen, une solide toile d'araignée a été tendue sur les milieux intellectuels et par suite les cercles dirigeants. De 1918 à 1939, les Etats balkaniques avaient eu à subir, eux aussi, cette implantation d'une idéologie étrangère sous couleur d'éducation et de science, de « bonne volonté » et de philanthropie.

Un autre de nos amis expose qu'il existe à l'heure présente en Amérique latine plus de 200 écoles américaines et un nombre élevé d'universités américaines. En Chine, la colonisation de l'enseignement supérieur est assez avancée pour qu'il ait pu se constituer, à titre spécial, une « association des collègues chrétiens de Chine » ; les étudiants, issus presque tous des classes supérieures de la société, sont régulièrement envoyés aux Etats-Unis pour y « achever » leurs études ; un grand nombre des membres actuels du gouvernement de Tchang-Kaï-Chek ont passé par cette filière et le montrent bien.

De même qu'on a mis la main sur les universités d'Amérique Latine et d'Extrême-Orient, on entend bien régner dans les organismes internationaux du genre de l'*Unesco*. Ainsi se constitue et s'intensifie le grand effort systématique qui fut tenté pour la première fois au lendemain de la guerre 1914-1918, par un impérialisme qui commençait alors à s'enivrer de sa puissance.

Avant 1914, l'expansion pédagogique était surtout assurée par l'initiative dite privée. Après 1918, sous l'impulsion de Nicolas Butler, président de Columbia University et directeur de la section des Relations et de l'Enseignement du Fonds Carnegie, l'œuvre fut prise en mains par l'*Institute of International Education*, placé sous le contrôle d'un solide réactionnaire, Stephen Duggan, l'auteur de *A Professor at Large* (Stephen Duggan a été remplacé à son poste depuis 1946 par son fils Lawrence Duggan). A partir de 1926, l'Institut obtient en fait le monopole des relations pédagogiques internationales des Etats-Unis. Il exerce depuis 1939 le patronage de tous les étudiants étrangers qui fréquentent les universités américaines : leur encadrement est soigneusement assuré, dans chaque cas, par un membre du corps professoral chargé d'une sorte de tutelle.

Un an plus tôt avait été fondée, dans le cadre du Département d'Etat, la Direction des relations culturelles, avec section spéciale pour la coordination des affaires interaméricaines. L'*Institute* n'en a pas moins conservé toute son activité, dont le sens sera suffisamment caractérisé quand on saura que la direction de cet organisme comprend John Foster Dulles, le belliciste bien connu, Thomas Lamont, le banquier aux innombrables conseils d'administration, John Moore, le membre réactionnaire de la Cour Suprême, et plusieurs autres « pédagogues » non moins qualifiés.

Les étudiants américains envoyés à l'étranger par l'*Institute* sont soumis à un double contrôle politique : l'un pratiqué par les commissions de sélection de leur université d'origine, l'autre exercé à l'*Institute* même. Chaque étudiant est astreint à adresser à

---

1. Voir *la Pensée*, n° 16, janvier-février 1948, p. 95.

l'*Institute* deux rapports : l'un pendant son séjour à l'étranger, l'autre à son retour ; l'*Institute* recommande à ses pupilles de ne pas se cantonner dans l'étude d'une science, mais de se pénétrer surtout de la vie intellectuelle, politique et sociale du pays où ils se trouvent. A cela s'ajoute l'activité de l'*Institute* liée aux « cours de vacances » à l'étranger. Dans son livre déjà cité, Duggan se vante que les renseignements fournis par les étudiants dépendant de l'*Institute* sont souvent supérieurs en qualité à ceux des informateurs du Département d'Etat. Très nombreux sont, parmi les fonctionnaires américains actuellement occupés à coloniser l'Europe, les hommes qui ont été formés à cette excellente école.

L'*Institute* a enfin la haute main sur les échanges académiques. Ce que les « échanges académiques » sont devenus de nos jours entre la France et les Etats-Unis, l'opinion universitaire la plus large l'a appris par la détention d'Irène Joliot-Curie et par l'interdiction de fouler le sol américain qu'on tenta de signifier à l'éminent minéralogiste Jean Wyart, représentant de l'Académie des Sciences à un congrès international ! Digne complément au honteux refus de toute aide que l'*Institute* a opposé aux savants républicains d'Espagne, sous la drôle de raison qu'ils appartenaient... à la catégorie des immigrants ne sachant pas l'anglais. En 1921, l'*Institute* avait créé, sans tant de scrupules linguistiques, un fonds spécial de soutien pour les gardes-blancs russes...

Le contrôle politique des professeurs *américains* envoyés à l'étranger n'est pas moins strict que celui des professeurs étrangers reçus là-bas. Les « professeurs du Plan Marshall » qui, en vertu de la loi Fulbright, vont occuper les chaires de nos universités, offriront toute garantie aux hommes du talon de fer.

C'est dire qu'ils n'en offriront aucune aux démocrates français. L'hospitalité des universités françaises est renommée dans le monde entier : les professeurs d'accueil y ont été et y seront toujours les bienvenus, y compris les professeurs américains honnêtes. La France sait le double prix de l'amitié avec le peuple américain et des relations culturelles avec ses artistes et ses hommes de science. Mais les usurpateurs du titre de savant et d'intellectuel, les gens qui ont une profession sur leur passeport et une autre dans le cœur et dans la tête, les commis de banquiers travestis en humanistes et les philanthropes de l'expansionnisme, — merci bien !

*
* *

Que faisons-nous pour contrebattre l'action américaine ? Naturellement, rien, pour autant qu'il s'agit des pouvoirs publics.

Nous n'en faisons d'ailleurs pas davantage face à la propagande britannique. Les instituts anglais à l'étranger se multiplient. C'est ainsi qu'il vient d'en être fondé un à Palerme. Un hebdomadaire officieux de Paris, *Une semaine dans le monde*, a dû lui-même relever ce qu'il y a d'insolite dans cette initiative. On a pu y lire le 24 juillet dernier :

> Il ne semble pas à première vue que ce soit là un des lieux où cette fondation s'impose, et pour notre part nous n'y possédons aucun établissement de ce genre.
>
> ...Cette rapidité d'organisation, il faut peut-être en chercher les motifs dans la position stratégique de l'île, et aussi dans sa situation politique. Un mouvement séparatiste ouvrirait de larges horizons. Mais ce serait une erreur de croire qu'il ne s'installe d'instituts anglais qu'aux points névralgiques : il s'en crée par toute la terre.

Le *British Council*, chargé du développement des rapports « culturels » entre la Grande-Bretagne et l'étranger, est désormais représenté dans quatre-vingt pays. Une première tranche de deux millions de tracts en douze langues a déjà été distribuée ; 300.000 volumes en langue anglaise doivent être expédiés chaque année outre-mer, — sans compter ceux qui sont traduits dans la langue des pays destinataires, — tandis que des films « documentaires » seront sonorisés en vingt langues. Déjà fonctionnent une quarantaine d'instituts. Le gouvernement a pris en mains le *British Council* et lui confère toute la capacité d'action possible.

Pendant ce temps, chez nous, on gaspille les crédits de l'expansion culturelle. Les professeurs français à l'étranger sont de moins en moins nombreux. Leur fédération a tenu son dixième congrès à Paris au mois de juillet ; elle a constaté qu'au cours de l'année 1947-1948, les difficultés financières avaient contraint à des coupes sévères dans le personnel. D'importantes réductions d'effectifs ont dû être opérées, notamment en

Egypte, en Belgique, *c'est-à-dire précisément dans des pays soumis à une très forte pression anglo-saxonne.* Les congressistes ont voté une motion condamnant ces réductions.

D'autre part, les professeurs français à l'étranger voudraient que leur statut soit inséré dans le cadre de la loi sur la fonction publique et qu'ils soient compris dans le reclassement décidé pour leurs collègues exerçant en France.

A Paris, on multiplie les vexations contre les étudiants et les écoles des démocraties populaires. Le 31 juillet encore, perquisitions et arrestations à l'école roumaine de Fontenay-aux-Roses. Dix étudiants roumains, un médecin roumain de l'Institut du Radium, ancien combattant français et décoré français, une collaboratrire roumaine du professeur Aubel à l'Institut de Physico-chimie, une artiste-peintre roumaine, des sujets roumains résidant en France depuis trente ans ont été expulsés. Et l'on feint de s'étonner après cela que certaines démocraties populaires prennent des mesures dirigées non contre l'influence culturelle de la France [1], mais contre l'action des pétroliers ou autres impérialistes, qui n'arrive même plus, parfois, à se couvrir de prétextes culturels plausibles. S'étonne-t-on d'aventure que les gouvernements étrangers lisent les publications gouvernementales françaises qui avouent, noir sur blanc, la sclérose et la paralysie de certains responsables de notre expansion scolaire : « Les conditions dans lesquelles l'enseignement est dispensé NE CORRESPOND PLUS DANS BIEN DES CAS A L'ÉVOLUTION DES PAYS INTÉRESSÉS. » [2]

Accablante est la responsabilité des pouvoirs publics et des administrations qui sabotent le rayonnement de l'intelligence française. La Direction générale des relations culturelles aura des comptes très lourds à rendre.

Elle a été incapable de maintenir la vente du livre français à l'étranger, même dans les pays où la langue française est très répandue ; et bien que son budget total ait été dès 1947, compte tenu de l'évolution des prix et des changes, double de ce qu'il était en 1938, elle n'a pas jugé bon de changer le moins du monde par rapport à 1936 les crédits alloués au service de distribution gratuite du livre français au dehors. Ces crédits sont de 20 millions, ce qui doit correspondre à un cinquième des envois anglais ; il est permis de mettre en regard la subvention de 140 millions accordée cette année aux universités jésuites de Beyrouth et de Shanghaï ! De 1.000 bourses aux étudiants étrangers en 1945-46, on descend à 650 en 1948-49 ; en revanche, « dans ces dernières années, les dépenses de subventions aux établissements privés d'enseignement supérieur, secondaire et primaire se sont multipliées » [3].

Tel est le bilan de la Direction générale des Relations culturelles, — et ce n'est pas en sapant l'effort des revues françaises qui, comme celle-ci, sont les plus influentes à l'étranger, qu'elle atténuera sa responsabilité devant l'opinion intellectuelle et devant le pays.

G. C.

---

1. La Roumanie populaire a doublé le temps consacré dans certaines classes à l'étude du français !
2. Cf. *Etat des travaux du Comité central d'Enquête sur le coût et le rendement des services publics*, deuxième rapport, Paris, publications de la Présidence du Conseil, 1948, p. 75.
3. *Etat des travaux, etc.*, p. 77.

LES REVUES

PRÉSENCE AFRICAINE

« Cette revue ne se place sous l'obédience d'aucune idéologie philosophique ou politique », nous affirme le nº 1 de *Présence Africaine*, dont l'éclectisme bien occidental se manifeste dans une série d'articles de présentation dont l'indigence est compensée par le chatoiement de noms connus : M. André Gide ouvre le ban en citant Gobineau qu'il a dû étudier au temps où il ne se sentait pas porté à la révolte ; il est suivi par les pontifes de la Sorbonne et de l'Institut, scrutateurs de l'âme africaine, par M. Jean-Paul Sartre, par l'innocent Mounier ; le trotskiste de service, M. Pierre Naville, ferme la marche.

Dans tous ces papiers on condamne modérément le racisme et l'exploitation du nègre, sans nulle part démasquer l'impérialisme colonial et ses excès présents. On donne de bons conseils, par exemple :

> Vous savez quelles différences de niveau... entre Senghor l'agrégé et le cueilleur de fruits. Ralentissez plutôt le pas, pour attendre le cueilleur de fruits derrière vous... etc.

Il est vrai que M. Naville écrit plus loin :

> Il existe en France une presse spécialisée qui parle beaucoup de l'Afrique ; c'est ce qu'on appelle les journaux « coloniaux ». Mais nous ne voulons pas connaître l'Afrique par eux... Nous récusons tout autant les appels intéressés des puissances financières transatlantiques qui s'occupent tant de l'Afrique et lui font de si belles promesses Ni le dollar ni le franc n'apportent par eux-mêmes la prospérité ni la liberté (sic) ; tout au contraire, ils ne fondent leur puissance et leur prestige que sur la misère populaire.

On appréciera l'humour de ces lignes lorsqu'on saura que le principal commanditaire de la revue n'est autre que M. Robert Delmas, administrateur de la « Delmas Vieljeux et Cie », de la « Manutention Africaine » et de diverses autres sociétés, représentant qualifié des trusts en Afrique Noire et conseiller général S.F.I.O. du Sénégal. C'est ce M. Delmas qui, lors des débats au Grand Conseil sur la cession des mines de fer de Yomboïéli (Guinée Française) à une Société américaine, remettait au rapporteur un texte tout préparé concluant à la cession, à la suite de quoi on devait s'apercevoir que la « Société Française d'exploitation minière » à direction américaine avait son siège légal... chez M. Robert Delmas lui-même !

M. Robert Delmas a l'expérience des placements fructueux : *Présence Africaine* en est un parce qu'elle doit être un instrument de pénétration de l'idéologie « occidentale » dans les milieux intellectuels africains. C'est le directeur africain de la revue, Alioune Diop, qui involontairement nous le laisse entendre :

> *Présence Africaine* comprend trois parties essentielles... La seconde, la plus importante à nos yeux, sera constituée de textes d'Africains (romans, nouvelles, poèmes, pièces de théâtre, etc.). La première publiera des études d'africanistes sur la culture et la civilisation africaine. Nous y examinerons également *les modalités de l'intégration de l'homme noir dans la civilisation occidentale.*

Que la manœuvre soit claire aux yeux des collaborateurs de la Revue n'est pas ce que nous entendons affirmer : mais elle est claire pour les bailleurs de fonds ; la couverture, c'est de donner aux auteurs africains une possibilité de s'exprimer qu'on leur a toujours refusée ; sous cette couverture il s'agit de faire passer la marchandise des « africanistes » officiels, des existentialistes et autres représentants qualifiés de l' « humanisme occidental », celui de Wall Street et du Café de Flore. Escroquerie honteuse : un écrivain de premier plan comme Sadji Abdoulaye, instituteur noir, n'a jamais trouvé d'éditeur, tandis que M. Monod, parce qu'il est correspondant de

l'Institut, peut faire imprimer les platitudes qu'il a débitées à la Radio. Soit ! On donnera quelques pages à un Sadji Abdoulaye, à un Bernard Dadié, à un Keïta Fodéba, pour faire passer le reste, les sous-produits des « maîtres » occidentaux, jusqu'ici réservés aux « journaux coloniaux » et, de ce fait, incapables de toucher les Africains trop prévenus ; on les accommodera à une sauce paternaliste, et on apprendra plus aisément aux Africains qu'ils sont « le fardeau de l'homme blanc » (p. 9) et que « peut-être le caractère général le plus saillant de la civilisation occidentale est-il l'ascétisme ». (!)

Nous devons montrer le sens de la manœuvre à nos amis, intellectuels d'Afrique, qui ont vu simplement dans *Présence Africaine* le moyen d'expression, qui leur faisait si cruellement défaut.

Jean Canale.

HOMMES ET MONDES

Une série de lettres échangées par Alphonse Daudet et Frédéric Mistral sont présentées par Jules Véran dans le numéro 21 d'avril 1948. On y prend connaissance de la manière dont Daudet fut amené à concevoir son *Arlésienne* après avoir entendu conter par Mistral le suicide d'un demi-neveu incapable d'épouser ou d'oublier la jeune fille qu'il aimait et dont on lui avait appris l'inconduite.

Le drame est de juillet 1862. Daudet, qui se trouvait à ce moment à Fontvieille, en apprit tous les détails de la bouche même de Mistral. Il en fit d'abord un conte, sous le titre l'*Arlésienne*, qui figure dans les *Lettres de mon Moulin*. Sauf les noms véritables et la transformation de la jeune Biterroise en Arlésienne, tout y est : l'opposition des parents au mariage, les « preuves en main » de la légèreté de la jeune fille, le « si tu la veux tout de même » de la mère, la fête de la Saint-Eloi, le grenier, l'atroce scène finale...

Dans la même livraison, je signale des pages tirées des papiers laissés par André Tardieu. L'ancien président du Conseil y présente le communisme comme un renouveau des invasions barbares :

La civilisation individualiste et libérale, qui est celle de la France et des pays anglo-saxons, a constamment été menacée, depuis des milliers d'années, par l'effort des masses venues de l'Asie. Le grand Eschyle, dans ses *Perses*, a conté l'une de ces batailles. Avant les guerres nordiques, il y avait eu les invasions des Hiksos et des Hittites. Après, il y en a eu d'autres : celles des Goths, des Huns, des Arabes, des Mongols et des Turcs...

Une telle conception de l'histoire devait conduire à la politique que l'on sait. La confusion d'esprit dont peuvent faire preuve des hommes chargés d'orienter notre avenir dépasse l'imagination. Et cette confusion n'a d'égale que leur obstination dans l'erreur conforme à certains intérêts ; on s'en apercevra en méditant ces lignes écrites par Tardieu en 1937 :

Quand je parle de l'Europe occidentale, je parle non seulement de la France, mais aussi de l'Angleterre, de la Belgique, de la Suisse, de la Hollande. Toutes les données sur quoi vivent ces pays excluent, sous quelque forme que ce soit, la transaction avec Moscou. Ou résister, ou disparaître, voilà l'alternative.

Serait-ce chez André Tardieu que les signataires du pacte de Bruxelles ont trouvé leur inspiration ? Ils nous avaient pourtant annoncé des formules nouvelles...

Mais les directeurs de la revue *Hommes et Mondes* me semblent avoir la nostalgie des hommes et des mondes d'autrefois, je veux dire d'hier : dans le numéro de mai, Jules Romains expose ses idées « pour que l'Europe soit », Edouard Daladier étudie l'alternative « vassalité ou fédération » dans le numéro de juin... Tout cela porte une certaine odeur munichoise assez peu réjouissante.

A signaler, dans le numéro de juin, quelques lettres inédites de George Sand publiées par sa petite fille.

Jean Larnac.

masses & MAINSTREAM

(*New-York*)

Nous avons reçu les quatre premiers numéros de cette revue qui, en mars dernier, se présentait elle-même dans les termes suivants :

Avec cette publication, nous descendons à nouveau dans l'arène pour combattre ceux qui voudraient mettre la dissidence hors la loi et enchaîner le peuple américain à un programme de fascisme et de guerre. Nos ennemis se réjouissaient prématurément au bruit de notre disparition de la scène littéraire...

Voici aujourd'hui, fièrement fidèle à leur esprit, encore que sous une forme différente, une revue qui unit et promeut la tradition vieille déjà de trente-sept ans de *New masses* et la réussite littéraire plus récente de *Mainstream*. Nous avons regroupé nos énergies, non pas pour nous retirer du combat mais pour le poursuivre avec une résolution et une assurance nouvelles.

Nous paraissons à une heure grave. L'arsenal de la démocratie est devenu l'arsenal de la réaction mondiale, au service de tous les gredins, depuis Tchiang kai Chek et le Mufti jusqu'à Tsaldaris et de Gaulle. Un gouvernement arrogant de banquiers et de généraux poursuit une politique de domination mondiale. Les préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique et les nouvelles démocraties populaires d'Europe ont dépassé le stade du déguisement hypocrite et les dirigeants d'un capitalisme décadent se proposent de faire du pays de la liberté un pays où le Federal Bureau of Investigation hérite des fonctions de la Gestapo et où le comité des activités anti-américaines contrôle et juge nos pensées au moyen des critères anti-communistes de *Mein Kampf*.

Devant cette guerre que livre Wall Street au peuple américain et aux peuples pacifiques d'autres pays, notre revue a conscience de ses responsabilités. Nous entendons résister. Nous entendons gagner du terrain sur l'ennemi. Unis avec les millions de citoyens et de citoyennes qui rejoignent le troisième Parti conduit par Henry A. Wallace, nous entendons jouer notre rôle dans le combat victorieux pour la paix et la liberté de notre pays. La tâche propre que nous nous fixons est le combat sur le front culturel dans la bataille des idées : ce n'est pas un front secondaire. Dans l'Amérique d'aujourd'hui les contrôleurs ès-pensées, comme naguère les brûleurs de livres en Allemagne, veulent réduire à une plate obéissance l'artiste créateur, le savant, l'éducateur. L'honnêteté et l'indépendance dans le jugement intellectuel, déjà bannies des milieux culturels soumis au contrôle monopoliste, vont être pourchassés et exclus de la vie américaine. Les attaques contre les cinéastes progressistes de Hollywood, contre Howard Fast, contre Paul Robeson, contre Hans Eisler, préparent les barbelés pour l'art américain.

Nous ne concevons pas notre position comme essentiellement défensive. Car le mouvement de résistance du peuple doit mettre en avant les valeurs d'une culture progressiste. Nous devons chanter nos propres chants et conter nos histoires propres. Un art dont les racines puisent dans la réalité américaine doit combattre les banalités et les images fallacieuses d'une culture à la petite semaine. Le savant doit reprendre son laboratoire au militaire et à l'industriel. Au culte de la violence et de l'irrationnel nous devons opposer notre souci du peuple et de la vérité. Contre la barbarie de Jim Crow et de l'antisémitisme nous voulons dresser notre passion de la justice.

La direction de la revue adopte le point de vue du marxisme : mais ce point de vue ne sera pas nécessairement celui de tout collaborateur...

Souhaitons d'abord à *masses and MAINSTREAM* de *vivre*. Dans les Etats-Unis d'aujourd'hui l'atmosphère se sature de fascisme et de peur à un point tel qu'on peut s'attendre au pire. Mais de l'excès même du mal naît déjà la réaction salutaire, les yeux se décillent. Le fait qu'un physicien comme Edward U. Condon, chef du *Federal Bureau of Standards* soit l'objet des attaques du *Un-American-Committee* montre aux braves gens que les « différenciations » auxquelles ils croyaient naïvement n'existent pas. Thomas commence par pourchasser le méchant communiste, Rankin continue en envoyant en prison les syndicalistes, les nègres, les juifs. Ils s'attaquent ensuite aux écrivains libéraux, aux artistes, aux savants mêmes. Les milieux scientifiques les plus conservateurs en viennent à protester. Tel qui se croyait naguère à l'abri se sent aujourd'hui directement menacé. Des couches nouvelles arrivent à la maturité politique. Elles commencent à comprendre que la lutte pour la liberté ne se fera pas non plus par compartiments séparés et que tous les démocrates doivent s'unir. Il n'est en effet qu'une seule lutte, celle que mènent pour

la démocratie tous les démocrates. Les communistes ont été persécutés les premiers, parce qu'ils étaient à la pointe du combat contre le fascisme.

Telles sont les réflexions que l'on peut tirer de la lecture du numéro 2. Le numéro 3 contient une réponse des écrivains progressistes américains à une lettre ouverte que leur avaient adressée douze romanciers, poètes ou dramaturges soviétiques pour leur demander de prendre une part active à la défense de la paix et de la démocratie dans le monde. Les écrivains américains, après avoir analysé l'état des forces antagonistes du progrès et de la réaction aux U.S.A., affirment à leurs amis soviétiques leur solidarité dans cette lutte.

Le numéro suivant nous apprend que les trente-deux signataires de cette réponse ont été copieusement injuriés, salis et traités d'anti-américains par la presse capitaliste déchaînée.

Le directeur de *masses and MAINSTREAM* en appelle à l'opinion publique dans un éditorial qu'il titre : « Le silence est trahison ».

Le silence est trahison lorsque la presse impérialiste nomme trahison le désir sincère de maintenir la paix et de résister à la fascisation de l'Amérique. Tous les intellectuels qui tiennent à leur liberté le comprendront.

Ils le comprennent déjà : des centaines d'artistes, d'écrivains, de savants, d'éducateurs, de clergymen, appartenant à toutes les orientations politiques, ont protesté contre la loi Mundt. Cette loi abolirait d'un trait de plume 150 années de lutte du peuple américain pour sa liberté. Une grève, aux termes de cette loi, pourrait être présentée comme « un crime contre le négoce et le commerce », une opposition aux discriminations raciales comme « excitation et provocation de conflits raciaux », un article ou un discours contre la politique de guerre des grands milieux d'affaires comme « diffusion de propagande en vue de miner le gouvernement et les institutions établies ». La loi Mundt servirait de charte légale à l'instauration du fascisme.

Masses and MAINSTREAM donne en bref un tableau de ce qu'est la vie intellectuelle américaine dans les milieux progressistes. Essais politiques, nouvelles, poèmes, critiques des livres, reproductions d'œuvres d'art, chroniques variées consacrées au théâtre, à la danse ou à la musique, nous apportent le message d'amis lointains et qui déjà nous sont chers. Nous suivons avec sympathie le combat qu'ils mènent dans des conditions difficiles et dans une atmosphère véritablement empoisonnée [1]. Il nous est réconfortant de voir, autant que nous en puissions juger, que ces intellectuels sont fidèles à l'esprit que définit le double titre de leur revue *masses and MAINSTREAM*. Qu'ils s'adressent aux masses sans sectarisme et traitent de leurs préoccupations dans un langage direct, débarrassé de vaines complications formelles. Qu'ils rejoignent enfin le grand courant de démocratie et de progrès qui, partout dans le monde, balayera les tentatives de néo-fascisme.

André Lentin.

---

1. *Les Lettres françaises* ont donné une traduction d'un poème de Hans Eisler : « The alien cantata » (N° 206, 29 avril 1948), où le compositeur évoque les persécutions dont il fut l'objet. Dans le même numéro un article de Sidney Finckelstein où ce critique, à propos de l'œuvre de Eisler, étudie la musique atonale et le système des douze tons d'un point de vue que nos lecteurs ont pu — ou pourront — rapprocher utilement de celui de Ch. Kœchlin dans son article récent de *la Pensée* (N° 17). Dans le numéro 215 (1er juillet 1948) des *Lettres françaises* on trouvera sur la loi Mundt des renseignements plus détaillés.

THE MODERN QUARTERLY

(*Londres*)

Un numéro spécial est consacré au centenaire du *Manifeste communiste.* Il réunit des articles d'un ordre plus spécialement historique et des études qui montrent l'apport du marxisme à des disciplines et domaines divers.

Ce numéro semble une excellente présentation du *Manifeste* et du marxisme en général au public de la Grande-Bretagne. Plus qu'un effort d'approfondissement, il représente une tentative réussie d'*initiation.*

***

Le problème de savoir si son adhésion à la philosophie de Marx devrait inciter l'artiste à réviser son esthétique, a soulevé l'an dernier chez les peintres et écrivains français des discussions passionnées. On sait quelle contribution apporta au débat Laurent Casanova : son rapport au XIe congrès national du Parti Communiste Français, publié depuis en brochure, est d'une telle richesse et d'une telle densité que chaque paragraphe propose matière à longue réflexion. Nous nous réjouissons, avec tous les Français attentifs au rayonnement de la pensée française, de l'audience qu'a trouvé ce discours à l'étranger. De cette audience, un article du *Modern Quarterly* nous apporte un écho. Et nous croyons intéressant de présenter un résumé de l'étude d'Alick West intitulé « Marxism and Culture » aux lecteurs de la *Pensée ;* ils le joindront au dossier d'un débat toujours ouvert où certains voudraient poser indéfiniment la « question préalable », tandis que d'autres avancent et produisent comme pièces à l'appui de leur cause des œuvres déjà valables et recevables.

Quel que fût son génie, l'écrivain des siècles passés, écrit en substance Alick West, pouvait se tromper lourdement dans ses jugements sociaux et se montrer incapable de coordonner les aperçus fragmentaires que lui donnait son intuition. Un Carlyle saisit l'importance de la lutte comme moteur de l'histoire, mais son fanatisme pro-paysan et sa haine de l'industrialisation l'aveuglent. Les romanciers de l'époque savaient, eux, se servir de leurs yeux. Marx écrivait, en 1854, dans le *New-York Tribune :*

> Par ses descriptions et ses portraits, l'école de romanciers qui brille aujourd'hui en Angleterre a révélé plus de vérités politiques et sociales que tous les politiciens, publicistes et moralistes. Elle a peint toutes les catégories de la classe moyenne, à commencer par le « respectable rentier », possesseur de valeurs d'état, qui méprise comme vulgaires toutes les sortes de métiers — pour terminer par le petit boutiquier et le clerc de notaire. Comment les Dickens, les Thackeray, les Charlotte Brontë et les Mrs Gaskell les ont-ils dépeints ? Pleins de suffisance, de pruderie, de tyrannie mesquine et d'ignorance. Et le monde civilisé confirme le verdict. « Classe servile à l'égard de ses supérieurs, despotique envers ses inférieurs » : telle est la belle épigramme qu'ils lui épinglent au dos.

Alick West examine alors plus particulièrement le cas de Dickens. Ce n'est pas diminuer son œuvre que de reconnaître qu'il interprétait moins bien qu'il ne voyait.

Il raconte par exemple une grève d'ouvriers du textile dans le Nord de l'Angleterre. Il décrit l'arrivée de délégations qui viennent apporter aux grévistes le fruit de leurs collectes en d'autres villes et il dépeint avec chaleur la solidarité ouvrière. Mais il prêche en conclusion la réconciliation des patrons et des ouvriers, car ils ont les mêmes intérêts...

Et bien d'autres passages de Dickens le montrent prisonnier d'une conception abstraite de l'Etat. Il croit possible l'harmonie d'une communauté future où, sans que rien ne soit changé des caractères de l'Etat, les antagonismes se dissoudront dans une bonne volonté universelle. Il voit lucidement la misère des travailleurs, mais

il ne voit pas en eux la classe montante, qui affranchira les hommes de toute exploitation. La « moralité » de ses romans est alors contradictoire avec sa vision sociale et ne peut conférer une unité à la vie multiple qu'il décrit. Dans les intrigues qu'il noue, Dickens consacre tellement plus de forces vives au mal qu'au bien que leurs dénouements ne peuvent qu'être noyés dans ces orgies de charité, comme disait Wilde, dans lesquelles Dickens dispense à la fin un bonheur universel. C'est qu'il avait besoin de continuer à croire en l'Angleterre victorieuse, à une réconciliation sociale, fût-ce autour d'un feu de Noël.

Mais il demeure un très grand artiste et personne ne songe à lui reprocher de n'avoir point été marxiste, d'avoir vécu en son temps et d'être mort au moment où *Le Capital* de Marx venait de paraître.

Alick West étudie encore divers écrivains, Edmond de Goncourt, Wilde, Nietzsche, prisonniers malgré leur talent des idéologies et des contradictions de leur classe. Shaw, James Joyce enfin.

Joyce haïssait les deux ennemis de son peuple : l'impérialisme britannique et le Vatican. Il parlait au nom de tout un peuple enchaîné et c'est ce qui lui donne une miraculeuse puissance de langage quand il fait de la vie quotidienne à Dublin la substance de son œuvre. Mais il n'a pas une compréhension suffisante de l'évolution sociale. Il voit clairement l'étroitesse d'esprit des classes moyennes et des chefs du mouvement national irlandais qui n'ont même pas conscience qu'ils sont en lutte contre l'impérialisme. Il ne va pas cependant jusqu'à comprendre que la lutte pour la liberté nationale entre dans la lutte générale des travailleurs pour le socialisme. Il partage l'illusion bourgeoise qu'un homme peut être libre « en esprit ». Coupé de la vie réelle des masses, il peuple sa solitude fondamentale de fantômes multiples. Il en arrive alors, dans ses dernières œuvres, à créer des formes d'expression totalement incompréhensibles au peuple.

Cette étude du passé constitue la première partie de l'article. Alick West aborde les questions actuelles dans une deuxième partie qu'ouvre une citation désormais classique de Laurent Casanova : « En vérité, lorsque les masses sont en mouvement, les valeurs culturelles essentielles ont leur source dans la lutte des masses ». Et maintenant, poursuit l'auteur, les masses s'ébranlent, les valeurs culturelles qui naissent de leur combat brillent d'une lumière si haute et si claire que poètes, artistes et musiciens désirent marcher à leur rencontre. L'artiste n'emploie plus son art à se déchirer lui-même ni à jouer d'une façon plus ou moins fantaisiste le rôle d'un inconscient collectif, ni à exprimer la fiction d'une « existence » qui s'engendrerait elle-même. Il l'emploie à définir les buts de la lutte et à aider son peuple à atteindre ces buts. Ce faisant, il trouve et exprime sa propre personnalité, sa relation avec les autres.

Le marxisme n'est d'ailleurs pas seulement une méthode de pensée et d'action qui permet de mieux comprendre le monde actuel et de le transformer, il donne à l'artiste le moyen d'avoir du passé une connaissance plus profonde et par là d'enrichir sa technique. L'idéologie bourgeoise sépare les livres de la vie et par là elle dessèche, elle formalise la tradition culturelle. Le marxisme au contraire considère la création comme le produit du génie individuel et de la société. La création artistique exprime le conflit des forces sociales et les mouvements de l'histoire ; la culture est une activité qui jaillit de la vie sociale, mais réagit sur elle. Pour connaître la culture du passé il est nécessaire de le revivre avec une imagination agissante, d'étudier les relations mutuelles de la forme et du contenu, de l'œuvre et de la société passée, contemporaine et future. Si l'on apporte à cette quête la sensibilité avertie qu'elle réclame, elle peut révéler des trésors de formes et de modes d'expression capables d'enrichir les techniques culturelles d'aujourd'hui : c'est ainsi qu'Aragon enrichit son art d'une connaissance

profonde de la poésie française à toutes les phases de son développement. A l'incompréhensibilité des dernières œuvres de Joyce s'opposent la simplicité et la beauté croissantes de la poésie d'Aragon. Le marxisme rend les artistes qui se sont développés dans un milieu bourgeois capables de se libérer eux-mêmes de l'idéologie bourgeoise, de développer leur art et leur personnalité, de donner à leur œuvre son sens réel.

Chez l'artiste comme chez les autres hommes, il apporte *plus de conscience.*

André Lentin.

ÉTUDES SOVIÉTIQUES (nos 1, 2, 3)

Nos lecteurs connaissaient *Vie Soviétique* qui nous apportait chaque semaine ou deux fois par mois des informations sur l'U.R.S.S. Le format de ce magazine ne lui permettait pas de donner les études sérieuses attendues du public français. Aussi la rédaction de *Vie Soviétique* a-t-elle adopté une formule nouvelle : celle d'une revue mensuelle. Les trois premiers numéros constituent une réussite. Ce qui frappe, c'est l'extrême diversité des articles, des études précises (le capitalisme monopoliste d'Etat, géographie de l'industrie soviétique, critique et autocritique en U.R.S.S., historique du problème palestinien, inventaire des richesses naturelles de l'U.R.S.S., fonction des syndicats en régime socialiste, William Randolph Heart, la ligue arabe, la masse et le héros dans le cinéma soviétique, la modernisation de l'agriculture, naissance de Magnitogorsk, la situation économique dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne, etc...) des documents d'histoire (entretien Hitler-Halifax, les relations soviéto-américaines), des nouvelles ou des articles des écrivains soviétiques (Tarlé, Ilya Ehrenbourg, Fadéev, Wanda Wassilevska, Lidine, etc.) et enfin des échos attrayants sur la vie soviétique.

En bref, une revue indispensable qui chaque mois nous informe non seulement sur ce qui se passe en U.R.S.S., mais encore sur le point de vue soviétique quant aux problèmes internationaux.

Jean Bruhat.

AL QAÏDA (*Irak*)

Nous recevons le n° de décembre de l'organe clandestin du Parti communiste irakien, *al Qâïda*. Il contient, outre des articles de politique générale dénonçant l'impérialisme anglo-saxon et ses agents en Irak, d'intéressantes correspondances de diverses parties du pays : de Bassorah où sont dénoncés les scandales provoqués par les services britanniques, des plaines du Nord où les paysans sont réduits à la famine par le système féodal des tenures, des stations de pompage de l'*International Petroleum Company* dont les ouvriers dénoncent les conditions d'exploitation. Un ouvrier indique les conditions de travail odieuses auxquelles sont soumis les ouvriers irakiens d'une société soi-disant « nationale », en réalité exploitée par les Britanniques. Au total, revue vivante et intéressante malgré ses conditions de parution et qui a certainement une grosse influence sur les masses irakiennes. On sait que celles-ci ont dernièrement montré leur combativité en forçant le régent à renvoyer le gouvernement qui avait signé le traité anglo-irakien et à refuser la ratification de celui-ci.

Maxime Rodinson.

CAHIERS DE L'AMITIÉ CHARLES PÉGUY.

Nº 1, Pascal. Novembre 1947 (avec une bibliographie de Péguy depuis 1940).

Rechercher tous les textes de Péguy relatifs à Pascal, c'est une idée intéressante. Les publier à part ne s'imposait pas. Péguy n'y gagne rien.

Dans un avant-propos partial à souhait, Jules Riby, qui défend son saint contre Valéry et Romain Rolland, rappelle opportunément que Péguy suivit assidûment en 1897 le cours de Boutroux sur Pascal. L'influence de ce cours a été considérable.

Dans l'hiver 1900, Péguy malade revient à Pascal, dont il relit la « Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies ». Et il est évident que l'auteur des *Pensées* a été pour lui comme pour bien d'autres à cette époque un garant, un parrain dans la conversion.

Ce qui frappe dans les pages qu'il lui consacre comme à une sorte de docteur de l'Eglise moderne, c'est l'assimilation qui se fait en lui, à cette époque, du socialisme et du christianisme.

Il est vrai, écrit-il, que la solidarité socialiste soit en laïcité comme la charité chrétienne est en chrétienté.

Il concevait depuis longtemps le socialisme comme un prosélytisme moral, une catéchisation du peuple, du peuple tel qu'il est schématiquement conçu par Michelet et par George Sand.

Je compte sur certaines idées simples, je compte beaucoup sur la diffusion, par l'enseignement, des idées simples révolutionnaires. J'espère que la révolution se fera surtout par l'universelle adhésion libre, l'universelle conversion libre à quelques idées simples moralistes socialistes.

On sait où mènent de pareilles utopies, à une démission pure et simple du vrai socialisme. Péguy a préfiguré l'évolution (infiniment moins innocente) de tous nos « humanistes » S.F.I.O.

Jean Varloot.

OPHRYS.

Nº 4, 1947.

Les souvenirs de Sylvain Bonmariage sur Guillaume Apollinaire constituent le principal intérêt de cette livraison. Glanons quelques aphorismes du poète.

A présent le symbolisme n'est plus qu'un vieux piano démodé.

L'important du symbolisme est qu'il proclame l'anarchie dans l'art... Le mot symbole doit être pris littéralement. L'erreur est sans doute d'avoir voulu en tirer un système.

Il y a chez Rimbaud un naturaliste sans rival en prosodie...

Le sonnet des voyelles une théorie poético-picturale ? Quelle blague ! Il est tout simplement calqué sur un abécédaire, comme tel poème de Mallarmé dont Mendès faisait la synthèse de l'absolu n'est que la description d'une armoire à glace appartenant à l'épouse du poète.

Dans vingt ans la critique ne sera plus que de la publicité commerciale déguisée.

J. Varloot.

LE PARTHÉNON.

36e année, nº 4 et nº 5, février et avril 1948.

Cette revue mérite bien son titre académique. A côté de vers de bon élève, on y peut lire une étude de Margaret C. Davies sur la poésie anglaise contemporaine (Sidney Keyes et Keith Douglas, morts pendant la guerre, J. Heath Stubbs, Michael Meyer, Laurie Lee, Terence Tiller, deux protégés de John Lehmann, A.J. Tessimond, Kathleen Raine, et le « révolté » Alex Comfort). Mais quel intérêt trouvet-on encore dans les lettres de Faguet ?

J. Varloot.

LES LIVRES

André Dognon : **Biologie et Médecine devant la science exacte.** Paris, Flammarion, 1948. Bibliothèque de philosophie scientifique.

La faculté de médecine de Paris fut au début de ce siècle un foyer de pensée rationaliste, comme en témoigne dans ses mémoires le doyen H. Roger, qui présida pendant longtemps aux destinées de l'Union rationaliste. Depuis une ou deux décades elle se réfugie dans un éclectisme sans principes, qui n'est pas tout-à-fait sans influencer sa production scientifique. Et l'on a même pu voir le professeur d'anatomie H. Rouvière (*La finalité dans l'évolution* et *Vie et finalité*) tenter de démontrer l'existence de Dieu, par... la structure des insertions tendineuses ou encore la coaptation des organes génitaux mâle et femelle.

Aujourd'hui c'est le professeur de physique biologique, A. Dognon, qui consigne dans un volume de la Bibliothèque de philosophie scientifique ses réflexions sur la biologie et la médecine. On peut diviser son étude en deux parties nettement distinctes, quoique dans le cours de l'ouvrage elles n'apparaissent pas comme telles.

Dans une partie de son ouvrage, le physicien biologiste, l'homme de science étudie une série de problèmes actuels de la médecine, touchant soit certains domaines récents de recherches, soit certains aspects de la thérapeutique. C'est ainsi qu'il envisage successivement le problème de la mesure en médecine, les lois statistiques et les mécanismes biologiques, dont il fournit d'intéressants exemples, notamment concernant les bases de l'action biologique des radiations. Il étudie dans le même esprit, les lois de l'hérédité et leurs applications médicales, le problème des récepteurs biologiques (vision, audition, etc.), les micro-actions chimiques, pathogènes et thérapeutiques, etc.

L'auteur s'attaque courageusement à quelques problèmes actuellement encore discutés dans les milieux médicaux : l'homéopathie, la psychothérapie, les guérisons dites miraculeuses, la radiesthésie. Sur l'ensemble de ces questions, il ne se contente pas d'une réfutation simpliste, montrant qu'il n'existe pas d'infraction aux lois naturelles, mais de simples manquements aux habitudes biologiques, auxquels on doit chercher une explication scientifique.

Cependant dans cet ouvrage, et parallèlement à l'étude des problèmes ci-dessus énumérés, l'auteur se livre, presque à chaque page, à des considérations qu'il veut philosophiques. Et l'on voit se vérifier avec éclat, une fois de plus, la fameuse définition que Engels donnait de l'agnostique, ce « matérialiste honteux » :

> Admettant in abstracto la possibilité du spiritualisme, il ne veut en entendre parler in concreto. Ainsi, dans la mesure où il est homme de science et où il fait quelque chose, il est matérialiste. Au delà de sa science, dans les domaines où il ne sait rien, il traduit son absence de savoir en grec et l'appelle agnosticisme.

Malheureusement, nos professeurs de médecine n'ont pas encore l'habitude de fréquenter Engels, et cela nous vaut dans le livre de A. Dognon, toute une série de faux problèmes, auxquels les marxistes ont depuis longtemps répondu.

C'est ainsi que l'auteur commence par exprimer des doutes « sur les possibilités dernières de notre puissance de connaître », affirmant que « l'horizon recule sans cesse, qu'à la colline succède une montagne, au fleuve un océan,... ». Et cela dans une décade où la médecine a fait les étonnants progrès que l'on sait, où les possibilités que laisse entrevoir

l'utilisation en biologie de l'énergie intranucléaire nous ouvrent de magnifiques perspectives.

Les critiques que l'auteur adresse à certaines conceptions matérialistes s'adressent uniquement au matérialisme mécaniste, et à ses vues métaphysiques. Ce qui lui permet de faire profession d'agnosticisme, en reprochant au XIXe siècle d'avoir nié Dieu au nom de la Science. Il esquive ainsi le problème fondamental de la philosophie, prendre partie pour le matérialisme ou pour le spiritualisme, et déclare : « choisir entre les deux tendances est moins acte de raison qu'affaire de croyance et de goût ». Ne trouvant pas une explication rationnelle du monde et de la vie, il est amené à envisager une conception finaliste :

> C'est l'image anticipée du but atteint, du désir satisfait qui déclenche tel mécanisme plutôt que tel autre, oriente dans ce sens ou dans celui-ci.

L'intérêt de l'ouvrage de A. Dognon, c'est de prouver qu'on ne peut pas faire servir les acquisitions scientifiques, dans le domaine de la biologie ou de la médecine, à la défense d'une conception spiritualiste. C'est la conception matérialiste dialectique du monde que toutes les acquisitions récentes viennent confirmer. Et c'est uniquement en quittant le domaine solide des recherches scientifiques et en s'aventurant dans celui de la spéculation, qu'on arrive encore, comme disait Engels, à traduire son ignorance en grec.

Victor LAFITTE.

Œuvres complètes de Karl MARX : **le Capital, critique de l'économie politique.** Livre premier : le Développement de la production capitaliste (trois tomes) : traduction de Joseph ROY, entièrement revisée par l'auteur. Tome I : 250 fr. Paris, Editions sociales, 1948.

V.I. LÉNINE : **l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.** — Collection Les éléments du communisme, Paris, Editions sociales, 1948.

Il y a 75 ans commençait à paraître la première édition française du *Capital ;* plus précisément du livre premier du *Capital,* le seul qui devait être publié du vivant de Marx. Marx, mis en face d'une traduction trop littérale du texte de la seconde édition allemande, l'avait « revisée » au point d'en faire une version originale. Cette version semble d'ailleurs l'avoir satisfait, puisque dans l'édition définitive et complète des trois livres du *Capital* qu'il préparait, et qu'il incomba à Engels de mettre au point, sont faits de larges emprunts à l'édition française. L'intérêt historique de cette première édition française justifie en tout cas pleinement les éditeurs français du *Capital* de s'en tenir essentiellement, pour le livre premier du moins, à la « traduction » de Joseph Roy.

Les contemporains de Marx ont vu surtout dans le *Capital* la magistrale analyse du capitalisme et de ses contradictions, et la puissante arme théorique au service des travailleurs. Aujourd'hui, nous y voyons peut-être d'abord une œuvre scientifique d'un type nouveau faisant pour la première fois sciemment usage du matérialisme dialectique, démontrant le caractère offensif, le caractère de classe que peut avoir, sinon doit avoir la science. En effet, le *Capital* est avant tout une œuvre scientifique : et Marx y insiste à juste titre dans ses préfaces. Œuvre scientifique parce qu'elle dégage les principaux faits économiques et leurs diverses formes de la gangue d'intérêts humains qui les entourent et les camouflent, parce qu'elle leur donne un sens et les relie indépendamment des volontés et des consciences individuelles, et qu'elle dresse en face de l' « économie vulgaire » comme de l'utopie une science économique fondée sur une base

matérialiste. Œuvre scientifique, surtout, parce qu'elle soumet ses propositions à l'épreuve de l'analyse historique, qu'elle ne postule pas la fixité des relations économiques, mais qu'elle s'efforce de les étudier dans leur développement historique, et qu'elle oppose ainsi à l' « économie politique classique » une méthode historique qui s'inscrit dans le cadre plus général de la méthode dialectique. Mais, par là même, elle rompt avec les conventions de la société bourgeoise, dont « le fin mot consiste justement en ceci, qu'il n'y a pas pour la production sociale de réglementation consciente, de réglementation sociale ». Et, en effet, « une fois qu'on a vu clair dans l'enchaînement, toute croyance théorique en la nécessité permanente de l'état actuel tombe devant le fait de l'effondrement de celui-ci ; les classes dominantes ont donc un intérêt absolu à éterniser cette confusion irréfléchie » (lettre de Marx à Kugelman du 11 juillet 1868, en appendice du troisième tome). Pour rénover la science économique, il faut donc, en premier lieu, dénoncer la démission de la science économique bourgeoise, la fausseté et la c'est ce qui explique ce ton polémique du *Capital* (particulièrement dans les malhonnêteté des théories en vogue ; notes où Marx prend à parti tel ou tel économiste), ce caractère offensif qui heurte les uns, qui charme les autres et qui, questions de formes mises à part, semble être le propre de toute grande œuvre révolutionnaire. Et il faut, en second lieu, prendre position pour la classe sociale amenée à bénéficier du développement historique, seule capable d'assimiler la science nouvelle, et concevoir pour rôle de l'œuvre scientifique la fécondation de son mouvement spontané; d'où l'importance attachée par Marx à la diffusion et à l'accueil de son livre dans les milieux ouvriers — et le fait caractéristique que le meilleur résumé du *Capital* est le texte d'un discours de Marx au Conseil général de l'Internationale.

Pour autant qu'il apparaît ainsi comme une œuvre marxiste type, le *Capital* n'en perd pas sa valeur immédiate de guide et de document. Pour comprendre sa valeur de guide, il faut lire les premières sections, les parties les plus théoriques de l'ouvrage : l'analyse de la marchandise et de sa valeur comme cristallisation du travail social, l'analyse du mécanisme des échanges, de la « formule » du Capital, de la plus-value comme différence entre la valeur du produit du travail et la valeur de la force de travail. On verra que c'est de l'ignorance ou de l'abandon des données fondamentales du *Capital* que sont faits l'utopie d'un Duboin, le dangereux fatalisme d'un Blum, renouveau de l'économie vulgaire, l'idéalisme des économistes bourgeois à la recherche du choc psychologique. L'intérêt documentaire du *Capital*, au contraire, s'est sans doute modifié depuis cinquante ans. Il est moins pratique, moins essentiel. C'est maintenant un intérêt historique qui s'attache aux passionnants exposés de Marx sur la législation ouvrière anglaise, ou sur le développement du machinisme, ou sur l'accumulation capitaliste. A cet égard, il serait utile que des économistes ou des historiens marxistes poursuivent ces exposés : le *Capital* a découvert là un champ libre considérable. Pour la valeur originelle du *Capital* comme document, c'est dans l'étude d'économies et de sociétés plus avancées que les nôtres que nous pouvons la retrouver ; car c'est Marx lui-même qui, dans la préface de la première édition allemande, explique dans quel esprit il a fait la place si large à l'histoire de la législation anglaise sur les fabriques, en même temps qu'il précise admirablement le but et la portée de son livre :

Une nation peut et doit tirer un enseignement de l'histoire d'une autre nation. Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement — et le

but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, — elle ne peut ni dépasser d'un saut, ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel : mais elle peut abréger la période de sa gestation, et adoucir les maux de leur enfantement.

* * *

Dans les dernières pages du livre premier du *Capital* se trouve vigoureusement indiquée « la tendance historique de l'accumulation capitaliste » :

L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

C'est l'analyse détaillée de cette dernière phase, seulement amorcée du temps de Marx, que constitue *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Par son objet même, ce livre apparaît ainsi comme le complément indispensable du *Capital*. Nous y retrouvons d'ailleurs les traits fondamentaux de la démarche marxiste, partant du fait économique le plus profond — déjà dénoncé dans le *Capital* : « la concentration de la production et les monopoles », pour arriver à la forme la plus apparente de l'impérialisme : « le partage du monde » en Empires rivaux, et à sa superstructure idéologique. Nous y retrouvons aussi le même caractère combatif, et cette méthode générale qui consiste, d'une part, à réfuter point par point les thèses de l'adversaire — le kautskisme et l'opportunisme, en l'occurence —, d'autre part, à en indiquer les racines dans le procès économique et la place dans la lutte de classes. Nous retrouvons enfin chez Lénine le souci de l'exacte documentation comme soutien de la théorie, et, servi par son admirable clarté d'esprit et d'expression, le soin d'être parfaitement compris de ses lecteurs ouvriers.

Apparaît ainsi comme un des plus beaux succès du marxisme, l'étonnante portée de ce petit livre. Ecrit pour mettre en lumière le caractère de classe de la première guerre mondiale et la défection des chefs de la IIe Internationale, l'*Impérialisme* a continué et continue d'éclairer les faits économiques et politiques les plus apparents, dans les pays capitalistes, de l'entre-deux-guerres, de la guerre et de l'actualité : la concentration du capital finan-

er et industriel aux mains de quelues familles ; le freinage du progrès ar les monopoles (le fameux « malhusianisme des trusts ») ; la technique e la mainmise sur les économies grâce u « système des participations » (imosé par les Allemands pendant l'ocupation, et proposé aujourd'hui par es Américains) ; la solidarité internaionale des capitalistes (mieux en vidence aujourd'hui que jamais) ; le phénomène social-démocrate, effet de a « corruption » par une bourgeoisie mpérialiste d'une partie de « son » prolétariat (et la crise actuelle des Paris socialistes dans les pays d'Europe occidentale, effet de la démission de leurs bourgeoisies, du regroupement qui en résulte du prolétariat, et de la nécessité pour certains chefs socialistes l'aller demander à un impérialisme étranger le profit de leur corruption). l répond d'avance aux falsifications auxquelles se livrent les tenants le l'impérialisme, touchant l'internationalisme (voir la critique des « Etats-Unis d'Europe » et du « surimpérialisme » de Kautsky), l' « idéalisme » dans les relations économiques (voir le chapitre : « L'exportation des capitaux »), le sens même du mot impérialisme qu'on veut prendre comme synonyme de « force d'expansion » pour pouvoir l'appliquer au communisme (voir tout le livre, et particulièrement : « La place de l'impérialisme dans l'histoire »). Enfin, pour voir prendre à *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* sa pleine signification actuelle, il faut le rapprocher du rapport de Jdanov, de septembre 1947, « Sur la situation internationale », où sont indiquées la nouvelle forme de l'impérialisme consécutive à la guerre, et la nature de ses relations avec le socialisme et les forces populaires ; et l'on verra par la même occasion la filiation théorique, la permanence dans le combat, qui unissent Marx, Lénine, et les « staliniens » d'aujourd'hui.

Jean-Pierre KAHANE.

Eric A. WALKER : **les Colonies, passé et avenir**, Paris, Nagel.

Au moment où la notion même d'Empire colonial est violemment critiquée, il n'est pas sans intérêt de lire la défense de l'œuvre coloniale, par un Anglais, professeur à l'Université de Cambridge. Non sans humour, il comprend dans son étude les colonies des Etats-Unis et, fait plus étrange, les ex-colonies de la Russie des tsars.

L'auteur constate le recul des puissances occidentales et le mouvement d'émancipation des peuples dépendants ; mais il observe que les différentes parties du monde sont inégalement évoluées ; il pense que subsisteront longtemps encore des peuples dépendants — et des impérialismes ; qu'il faut du temps pour devenir un pays évolué. Cela excuse les erreurs passées et le maintien actuel des colonies. Celles-ci sont un peu l'œuvre du hasard et de l'esprit d'aventure. Elles se justifient par des raisons morales, militaires et surtout économiques. Entre les deux guerres, malgré l'adoption de politiques d'Empire, les colonies restèrent généralement ouvertes à toutes les entreprises capitalistes.

E.-A. Walker montre ensuite comment, malgré les difficultés d'ordre physique et humain, provenant surtout de la variété des populations, de la « pluralité » des sociétés où des groupes humains stratifiés coexistent, complémentaires, mais séparés par des castes et barrières de couleur, les puissances coloniales ont réussi à répandre, par l'intermédiaire surtout des missions, la civilisation occidentale grâce à leurs capitaux et leurs techniciens.

Toutes les puissances coloniales ont admis le principe de la tutelle, prévoyant une émancipation des peuples dépendants à une date indéterminée. Ce principe a été appliqué différemment par la France, la Belgique, la Hollande, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. A propos de l'U.R.S.S., E.-A. Walker reprend naturellement les arguments des « démo-

crates occidentaux », oppose la dictature du Parti communiste et de la République russe sur les ex-pays coloniaux à la liberté des Dominions !

Tout en ne cédant pas les abus du colonialisme, E.-A. Walker les considère avec indulgence comme inévitables et, en tout cas, faciles à corriger. Chaque puissance coloniale aurait fait preuve au moins de bonne volonté. Aussi serait-il dangereux d'émanciper des pays inégalement développés, dans un monde encore troublé, menacés par des pirates locaux ou internationaux comme les grandes compagnies et dont le développement politique, entravé par la stratification sociale, profiterait à des minorités aux dépens de la masse. Il faut que les puissances coloniales et les peuples coloniaux s'entendent sur le plan international ou régional, bien que E.-A. Walker fasse des réserves sur les projets récemment discutés.

Voici donc un témoignage clair et précis, singulièrement suggestif, d'un libéral anglais désireux de légitimer la colonisation en face des détracteurs de Bretton Woods et de San Francisco. Son réalisme est bien anglais et sa prudente sagesse aussi qui se méfie un peu de tout et de tous également. Finie les colonies, mais vivent les impérialismes !

Jean DRESCH.

Albert MOUSSET : **Histoire d'Espagne.** Société d'éditions françaises et internationales, Paris, 1947, 640 p. 12° ; Pierre VILAR : **Histoire de l'Espagne.** Presses Universitaires de France (Collection « Que sais-je ? »), Paris, 1947, 135 p. 16°.

La place de l'Espagne dans la politique internationale a attiré l'attention du public ou des éditeurs sur l'absence d'histoires récentes de ce pays en français, et coup sur coup plusieurs viennent de paraître. Des deux qu'a reçues *la Pensée*, l'une est corpulente et l'autre exiguë ; mais je ne suis pas sûr que des deux ce ne soit pas la plus petite qui donne le plus à penser et, conséquemment, soit la plus instructive.

Celle de M. Albert Mousset est un exposé consciencieux, par un auteur compétent, de faits avant tout politiques, dans la lignée d'un Seignobos. Je n'ai ni grand bien ni grand mal à en dire. Consciemment et volontairement traditionnel dans sa conception, répertoire de ce que doit savoir l'homme bien né de la surface des choses, sans se fatiguer à en reconsidérer les bases, l'ouvrage, dans le détail, se lit sans ennui, et ajoute aux vieux livres tels développements sur les rapports de la monarchie espagnole avec notre Révolution ou le rôle des sociétés secrètes dans les mouvements libéraux du XIXe siècle qui ne manqueront pas d'intéresser le lecteur. Les arts et les lettres sont absents, parce que connus, nous dit l'auteur : connus peut-être, mais situés ? Quant à l'histoire économique et sociale, il n'est pas plus arbitraire, selon lui, de faire un exposé exclusif d'histoire politique, des rois, des ministres et des batailles, que d'elle, vu qu'il n'y a du passé « aucune explication exhaustive ou totale » ; et, par conséquent, on la supprime. C'est-à-dire que de parti pris on se condamne à ne voir qu'un aspect des choses, et à ne pas chercher ce que le rapprochement avec d'autres catégories de faits en permettrait de compréhension, fût-elle partielle, un peu plus profonde tout de même. Aussi bien, des quelques caractères externes qui nous sont proposés de l'histoire espagnole, aucun effort n'est fait pour permettre au lecteur de se demander pourquoi d'autres histoires ne les ont pas présentés. Et cette description même ne nous mène pas bien loin. Il est bien évident qu'il s'agit là du procès d'une façon de voir l'histoire, et non plus spécialement de M. Albert Mousset, qui n'a pas fait pour s'y maintenir de réflexion assez poussée pour lui mériter d'en être pris comme l'incarnation.

L'opuscule de M. Pierre Vilar rentre sans doute dans la catégorie de ce que le

précédent auteur appellerait « tout autre chose que de l'histoire ». Et, assurément, dans la volonté qui l'anime de déceler les éléments fondamentaux d'une évolution originale, avec les aboutissements contemporains dont nous sommes témoins, P. Vilar a dû, pour ne pas dépasser le nombre de pages allouées, sacrifier le récit, se contenter d'affirmations qui peuvent parfois paraître sommaires, mais dont nous savons qu'il prépare, dans des travaux plus érudits, de plus explicites démonstrations. Tel quel, il nous soumet de passionnants sujets de réflexion. Ce qui, dans Mousset, n'est qu'à-coup d'héroïsmes ou de brutalités contradictoires ou intrigues de familles princières ou de chefs de castes, tend ici à s'ordonner dans le cadre d'une société faite d'éléments disparates, régionalement différents, sans catégories intermédiaires, par où s'expliquent l'opposition radicale de mouvements successifs, l'interférence constante des problèmes à échelle nationale et des particularismes centrifuges, l'absence de contact entre les organisateurs d'un quelconque mouvement et le peuple, l'atonie de celui-ci (sauf des sursauts violents) hors du cas d'invasion étrangère (sous Napoléon) ; mais tout cela aussi, en cours de changement complet. La « reconquista » contre l'Islam, qui a duré près de huit siècles, quand il ne s'en est écoulé depuis lors que quatre et demi, a conféré, avec une solidité remarquable renforcée par les conditions géographiques, la suprématie sociale à une aristocratie foncière, militaire ou religieuse, et non à la bourgeoisie marchande restée trop localement méditerranéenne, au moment même où l'éveil du capitalisme et la conquête de l'Amérique eussent exigé l'évolution inverse ; aussi l'Espagne a-t-elle été distancée par les puissances non handicapées par un pareil paradoxe social, et, dans la concurrence internationale, abaissée par elles ; les forces de rénovation sont restées locales, parfois presque étrangères, curieusement combinées aux formes les plus médiévales de régionalisme ; nulle part n'est plus difficile à trouver, dans le jeu qui peut être fait apparemment des uns contre les autres, la nécessaire union de la solidarité nationale et du progrès social. Mais 1936 a montré que pour la première fois le peuple entrait en jeu, et commençait la découverte de cette union. Lénine, Vilar le rappelle, a montré combien en l'absence d'une bourgeoisie puissante hors du cas spécial de la Catalogne, les mouvements ouvriers, même numériquement peu considérables, se trouvent avoir en Espagne, comme en Russie, d'effective importance. Il en résulte que s'il y a eu du retard à ce que l'Espagne soit entraînée dans l'universelle évolution moderne, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse à présent brûler les étapes. Vilar montre bien, avec les faiblesses subsistantes des forces de progrès en Espagne, leurs transformations dignes d'espoir, et que les problèmes essentiels, étouffés par la dictature franquiste, n'en sont pas moins toujours présents et à résoudre, que, par conséquent, la marche en avant reprendra. Il n'avait pas à parler de Mrs. Truman et consorts. Nous concluons sans peine que chacun, en luttant chez soi selon les formes qui conviennent là, combat aussi pour tous, contre des réactions qui, pour être multiformes, n'en sont pas moins de plus en plus solidaires.

Claude Cahen.

Jacques Crokaert : **Histoire de l'Empire britannique.** Paris, éd. Flammarion, 1947, 590 p. in-8.

On voudrait bien ne pas être trop sévère et dire le mérite d'un auteur qui est venu à bout, matériellement, d'une aussi lourde entreprise. Mais en vérité on reste confondu devant tant de naïveté, d'incompréhension et peut-être d'inconscience.

Voici un épais volume de 590 pages. Il a paru en décembre 1947 ; il nous expose toute l'histoire de la colonisation britannique depuis ses plus lointaines origines jusqu'au lendemain du second conflit mondial. L'auteur, qui se veut historien, est ainsi amené à traiter en dernier ressort d'événements récents qu'il a connus par

lui-même, dont il a été comme nous tous le témoin ; et l'on pourrait penser qu'il se rend exactement compte des situations actuelles, qu'il les juge en spectateur averti, avec au moins un bon sens élémentaire.

Or, à la page 519, nous lisons cette affirmation étonnante :

> L'Empire britannique, comme jadis l'Empire romain, est arrivé à son développement complet, à sa perfection, à son apogée,

confirmée, page 521, par cette autre, non moins audacieuse :

> L'Empire britannique, au XXe siècle, réalise un admirable équilibre, une remarquable harmonie.

Du problème actuel égyptien, il nous dit, à la page 516 :

> Par le traité du 26 août 1936, la Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance de l'Egypte et a conclu avec elle une alliance. Aujourd'hui la détente est complète et l'accord n'a cessé, malgré la guerre, de régner entre Londres et le Caire,

et le chapitre consacré à la Fédération indienne nous apporte cette trouvaille :

> Le chef-d'œuvre de la politique anglaise aux Indes a été d'amener progressivement les Hindous à l'émancipation politique (p. 537).

Mais alors, s'il ne comprend rien — on ne veut rien comprendre — aux problèmes actuels, comment l'auteur pourrait-il se flatter de nous apporter une juste explication de la politique coloniale de l'Angleterre au cours des siècles passés ? De fait, son épais volume n'est pas autre chose qu'un long chant de triomphe à la plus grande gloire de l'Empire britannique.

Il y a plus grave. M. Crokaert ne peut pas ignorer que cette histoire coloniale comporte un certain nombre d'épisodes noirs, particulièrement révoltants. Sans doute il les mentionne, mais il y ajoute un commentaire de son crû qui laisse le lecteur quelque peu abasourdi. Par exemple, nous trouvons, page 106, la longue énumération des pillages et des destructions de villes perpétrés par les pirates anglais dans les Indes occidentales. Commentaire :

> C'est grâce à de tels exploits, accomplis dans le cadre enchanteur et coloré des mers tropicales, que la genèse de l'Empire britannique apparaît comme un grand drame passionné, comme une exaltante et magnifique épopée. Aucun cadre ne pouvait mieux rehausser une splendide entreprise humaine.

Page 514, quelques lignes, bien rapides, traitent du problème de l'indigénat, de la ségrégation, de la barrière de couleur ; mais nous lisons :

> Que ce soit en Amérique du Nord, en Nouvelle-Zélande, en Australie, dans les îles de l'Océanie ou en Afrique du Sud, les races aborigènes ont fondu au contact des colonisateurs blancs, « comme le sucre fond dans l'eau ». Cette confrontation a été extrêmement corrosive.

C'est peut-être de l'humour anglais... Nous pensons qu'il est des sujets sérieux qui ne sauraient s'accommoder du ton de la plaisanterie.

Sylvain Molinier.

René Clozier : **l'Economie de l'Europe centrale germanique.** Collection « Que sais-je ? ». Presses universitaires de France, 1947.

Devant l'impossibilité évidente de décrire d'une manière précise l'Europe centrale germanique à l'heure actuelle, c'est tout naturellement à la date de 1939 que l'auteur se propose de dégager les éléments de base de son économie et d'évoquer sa puissance. Il est inutile de souligner l'utilité d'une telle mise au point, qui nous permet de saisir les facteurs actuels du problème allemand, et nous fournit un ensemble de données indispensables à sa compréhension.

M. Clozier définit d'abord l'Europe centrale germanique, par ses limites linguistiques qui correspondent en gros aux frontières orientales de l'Allemagne et de l'Autriche aux traités de 1920, et par ses

frontières politiques de 1938. Il la définit surtout en l'opposant à l'Europe centrale slave, en particulier dans sa structure économique : un secteur hautement industrialisé, face à des régions dont l'économie restait foncièrement rurale. Une étude des bases régionales, puis des bases démographiques, permet ensuite d'établir le bilan de l'économie germanique.

L'auteur insiste tout particulièrement sur l'importance du *Mittelgebirge* ou Moyenne Allemagne qui constitue, avec sa richesse d'aspects et de ressources minières, l'axe industriel du germanisme. Il met en relief le caractère récent de la vitalité démographique de l'Allemagne, qui s'est affirmée surtout pendant la seconde moitié du XIXe siècle ; cet accroissement coïncidant avec l'essor économique du Reich, la population est essentiellement industrielle et urbaine. Elle constitue non seulement une importante réserve de main-d'œuvre, mais aussi une masse d'une grande capacité de production et de consommation. Rôle fondamental de l'économie charbonnière et des industries qui s'y rattachent, importance de l'économie des transports : ce sont là les traits permanents de l'économie germanique contemporaine. Le national-socialisme, pour ce qui est de l'organisation de la production, a accéléré la concentration capitaliste. En 1933, on estimait que 40 % de la production industrielle germanique était monopolisée, 80 % en 1938. En 1938, sur vingt-cinq sociétés houillères, cinq possèdent 75 % du capital-actions investi dans les mines ; sur dix-sept sociétés métallurgiques, six détiennent 90 % du capital-actions ; sur 335 sociétés d'industrie chimique, cinq rassemblent 60 % du capital-actions. En contre-partie, les moyennes et petites entreprises déclinent et disparaissent, sous prétexte de rationalisation. En 1939, vingt-cinq mille entreprises artisanales sont supprimées, dont les patrons et ouvriers sont obligés d'entrer dans les industries de guerre.

M. Clozier marque les contradictions de cette économie germanique : une base agraire étroite, un champ commercial limité, un colossal édifice industriel ; la guerre découlait tout naturellement de cette structure capitaliste hypertrophiée, qui subordonnait l'idée de prospérité à celle de puissance et d'expansion. Il indique les solutions qui s'offraient aux Alliés pour détruire à jamais les bases de cet impérialisme : le transfert du bassin silésien à la Pologne, — c'est chose faite ; le contrôle de la Ruhr, — mais cela est une autre histoire. Quant aux solutions politiques, en particulier le morcellement et le fédéralisme, l'auteur en souligne la vanité.

Il ne suffit pas de désarmer militairement l'Allemagne, conclut M. Clozier ; le désarmement de son industrie est également nécessaire.

Albert SOBOUL.

Etienne MANTOUX : **la Paix calomniée,** Gallimard, 1946. Collection « Problèmes et documents ».

Etienne Mantoux a été tué au combat en 1945 quelques jours avant la paix. Son livre, écrit en pleine guerre pour réfuter les arguments que lord Keynes formulait en 1919 dans les *Conséquences économiques de la paix* contre le principe des réparations, est un livre bien actuel.

N'eût-il d'autre mérite, cet ouvrage a du moins celui de dévoiler la pérennité d'une politique de mansuétude spécifiquement anglo-saxonne à l'égard de l'Allemagne. Au point que les arguments de lord Keynes contre Versailles semblaient avoir été remisés dans un magasin d'accessoires pour resservir à la paix suivante. Mais lord Keynes étant mort en 1946, le docteur Schumacher apprit la leçon et la retint — il n'y manque même pas le ton. Le lecteur lira d'autre part avec intérêt le chapitre intitulé « Prophétie et persuasion » qui apparente la vertueuse miséricorde de lord Keynes à une complaisance avant la lettre pour le fascisme. Non seulement, Etienne Mantoux montre que le défaitisme à la manière de Chamberlain trouvait une justification dans les *Conséquences économiques de la paix*, mais il souligne,

en outre, que les thèmes principaux de la propagande hitlérienne — mythe des nations prolétaires, théorie de l'espace vital — avaient déjà été utilisés par Keynes. La citation suivante rapportée à la p. 73 de la *Paix calomniée* ne sera pas sans éveiller d'écho dans l'esprit du lecteur d'aujourd'hui :

> C'était pour lui [Keynes] une sensation nouvelle... de devenir un Européen dans ses préoccupations et son point de vue... et il proposait, en 1919 déjà, une Union libre-échangiste

qui rappelle à Etienne Mantoux le *Mitteleuropa* et qui évoque aussi pour nous le bloc occidental.

Toute l'argumentaton de lord Keynes et du même coup celle de Schumacher-Bevin est réfutée dans la *Paix calomniée* au cours de chapitres serrés qui dénoncent sans pitié des contradictions et des erreurs dont certaines sont si grossières qu'il faut beaucoup d'aveuglement pour ne pas les croire volontaires. La raison de cette obstination à prêcher le faux vient un peu tard dans le livre d'Etienne Mantoux, mais enfin elle est donnée à plusieurs reprises : « Il [Keynes] craignait en 1919 que des exigences excessives n'eussent pour effet de provoquer la révolution en Europe centrale » (p. 254). Et voici qui accuse terriblement la politique pseudo-pacifique de l'honorable lord :

> Il est de notre intérêt, écrivait-il en 1919, de hâter le jour où, dans chaque village russe, les agents et les organisateurs allemands pourront remettre en mouvement le jeu normal des mobiles économiques.

La réponse des faits à une politique aussi folle que criminelle était suffisamment claire dès 1942-44 pour qu'Etienne Mantoux en condamne vigoureusement le retour.

Cependant, pour combattre efficacement le défaitisme qui semble gagner une fois encore les dirigeants britanniques, peut-être conviendrait-il de se placer sur un autre terrain qu'Etienne Mantoux. Les divergences qui séparent ce dernier de lord Keynes, si graves soient-elles, ne sont après tout que formelles ; il est à craindre que tous deux ne se retrouvent au fond de la même impasse. En effet, si Keynes voulait la reconstitution de la grosse industrie du Reich pour ne pas l'affaiblir militairement, Etienne Mantoux fait de l'industrie allemande la clef de voûte des réparations telles qu'il les conçoit. A défaut de prélèvements en nature qu'il considère comme néfastes (cf. en particulier p. 246-247) il admet des versements en marks grâce auxquels les pays bénéficiaires des réparations pourront procéder à des achats en Allemagne. Il faut donc relever l'industrie allemande par des « mesures appropriées » si l'on veut garder à la monnaie du Reich son pouvoir d'achat. Or, il n'y a guère, en fait, d'autre « mesure appropriée » qu'un financement de l'industrie allemande par les banques anglo-saxonnes, bref une variété du plan Dawes. Ni la paix, ni même les réparations ne trouvent leur compte à cette combinaison ; Etienne Mantoux est loin d'être convaincant dans la partie constructive de son livre. Il dit bien que le paiement des réparations doit être exigé dans l'intérêt des masses qui ont souffert de la guerre, mais il ne dit pas que leur financement serait une excellente affaire pour les trusts internationaux. Nous voici pourtant au point de voir, comme à l'époque du plan Dawes, la haute banque soutenir le non-paiement des dettes de guerre pour ne pas compromettre le revenu de ses créances, et la politique de crédits à l'Allemagne se retourner contre les réparations qu'elle devait financer.

Il y a bien d'autres inconvénients. Ex. : Etienne Mantoux s'élève contre les prélèvements sur les particuliers ; donc l'Etat allemand devrait se procurer les sommes nécessaires au paiement de ses dettes uniquement par l'impôt ; la charge majeure des réparations pèserait en ce cas non sur les gros industriels responsables de l'hitlérisme, mais sur la masse du peuple allemand dont la responsabilité est avant tout d'exécutant. C'est non seulement injuste, mais dangereux pour la paix, car les maîtres de l'industrie lourde

échappent jusqu'à maintenant à la justice internationale. Enfin, les financiers anglo-saxons qui déjà une fois ont financé Hitler et laissé faire cette dangereuse politique de guerre à l'Est sont des tuteurs récusables. Il semble donc qu'Etienne Mantoux n'ait pas réussi à briser le cercle infernal de contradictions que pose l'organisation de la paix en régime capitaliste.

Et il ne pouvait pas le briser, car il acceptait sans les discuter les postulats capitalistes. En choisissant le système de réparations en argent E. Mantoux choisissait, consciemment ou non, le système favorable aux intérêts capitalistes. Il soulevait ainsi des difficultés techniques qui, nous l'avons vu, introduisent l'intervention des trusts au centre du système des réparations. On connaît la simplicité et l'efficacité de la solution soviétique : prendre en Allemagne même le matériel de l'industrie lourde nécessaire à la reconstruction des usines sur le territoire national, ce qui permet à la fois de ruiner le potentiel de guerre allemand et de réparer les destructions opérées par l'armée du Reich tout en forçant l'activité germanique à s'orienter vers des activités de paix. Qui empêche d'étendre cette méthode à l'Ouest, sinon les trusts ? Mais alors, une fois de plus le problème des réparations en revient à un problème de politique intérieure ; il s'agit d'empêcher les trusts menacés par les nationalisations en France et même en Grande-Bretagne de se reconstituer en Rhénanie ; voilà les questions les plus intéressantes que pose, sans toujours le vouloir, la *Paix calomniée*.

Jeanne Gaillard

Jean Piaget : **le Développement de la notion de temps chez l'enfant.** Paris, P.U.F., 1946. Un volume in-8 de 299 pages : 200 francs.

Jean Piaget : **les Notions de mouvement et de vitesse chez l'enfant.** Paris, P.U.F., 1946. Un volume in-8 de 284 pages : 200 francs

A trois ou quatre ans l'enfant a élaboré un grand nombre de réactions temporelles, mais il lui reste à faire passer sur le plan de la pensée son intuition pratique de la succession et de la durée. Piaget estime qu'il y parvient en trois étapes.

Dans la première, l'enfant de 5 ans, s'il doit comparer deux mobiles partis ensemble, dont l'un s'arrête plus tôt, mais va plus loin que l'autre, dira que le premier « a marché plus longtemps, parce qu'il a été plus loin ». Si les deux mobiles s'arrêtent simultanément, mais à des distances inégales, il affirmera que celui qui a été le plus loin a marché le plus longtemps. Il niera l'égalité des durées, il sera incapable d'effectuer les opérations nécessaires à la mesure du temps : la durée d'une action est évaluée d'après la somme des résultats visibles, l'âge d'après la taille. Ce stade est tout entier dominé par le primat de l'espace : « la succession temporelle se confond avec l'ordre spatial du parcours ».

Piaget en fait une manifestation de l'égocentrisme, qui enferme le sujet dans l'ici-maintenant et le rend prisonnier du flux irréversible de ses états de conscience.

Au deuxième stade, l'enfant de 6 à 7 ans reconnaît que le mobile qui est allé le plus loin peut s'être arrêté plus tôt, ou qu'il a pu marcher moins longtemps ; mais le plus souvent il n'affirme pas les deux à la fois : tel qui a de la succession une vue correcte ne voit pas ce qui en découle sur le plan de la durée, et dira que le plus tôt arrivé a marché plus longtemps. Le progrès résulte d'une « décentration » par laquelle l'enfant reporte son attention, du résultat et de l'espace, sur l'acte et sur le mouvement : il se livre à des expériences mentales où il compare les deux trajets, au lieu de ne s'intéresser qu'au point d'arrivée comme il le faisait précédemment. Il saisit un ordre temporel original, tel que les temps et les vitesses soient en raison inverse les uns des autres.

Mais l'indépendance des progrès dans le domaine de la durée et dans celui de la succession prouve que l'intelligence des

opérations n'est pas intervenue. Le troisième stade est constitué le jour où l'enfant, assez brusquement, saisit que l'ordre des successions peut se déduire de l'emboîtement des durées — que celui des deux mobiles qui a marché le moins de temps doit être arrivé le premier. Il admet aussi qu'on peut comparer des durées occupées par des activités différentes, en les rapportant à un mouvement uniforme. Ces progrès résultent d'une coordination de mouvements de vitesses différentes, ou d'une confrontation de l'espace et de la vitesse ; ces deux opérations font en effet ressortir l'existence d'un milieu temporel au delà des événements.

Ainsi, le temps n'est pas une forme a priori de la sensibilité : il provient de la substitution, au temps irréversible vécu, d'un ordre obtenu par un effort pour s'arracher au présent, par la reconstitution ou l'anticipation des séries. Ces opérations, si difficiles pour l'enfant, échappent à l'introspection de l'adulte : de là, la théorie bergsonienne d'une intuition de la durée. Piaget démontre avec clarté qu'elle n'existe pas chez l'enfant : il ne connaît la durée que par les conséquences extérieurement perceptibles de son action, il en juge à l'importance visible de son travail. En réalité, temps psychologique et temps physique se conditionnent réciproquement : tous deux supposent une sériation qui est en somme la reconstitution d'un ordre causal. Pour établir les rapports de causalité il faut faire appel à la mémoire et donc coordonner ses propres actions, construire le temps psychologique, mais il faut pour cette construction savoir évaluer la vitesse des travaux dans l'espace, et donc édifier le temps physique.

L'étude des vitesses confirme celle du temps. Au 1[er] stade, l'enfant juge de la vitesse d'après la perception du dépassement : que celui-ci soit invisible dans le cas de mobiles parcourant en un temps égal des tunnels inégaux, et il dira que les vitesses sont égales, puisque l'arrivée est simultanée ; il ne tient compte que de celle-ci. Au 2[e] stade s'opère une décentration qui permet à l'enfant de faire attention au point de départ. Mais ce n'est qu'au 3[e] stade qu'il s'intéresse au chemin parcouru et établit avec clarté la relation e : t. Encore cela n'est-il vrai que pour des trajets simultanés : pour des trajets successifs, ce n'est qu'à 9 ou 10 ans (4[e] stade) que l'enfant pourra établir des proportions et résoudre des problèmes de ce genre : de deux mobiles, parcourant l'un 5 cm. en 6 s. et l'autre 8 cm. en 7 s., quel est le plus rapide?

Les processus fondamentaux de la pensée — comme d'ailleurs de la perception — résident dans une centration suivie de décentration. L'enfant commence par centrer son attention sur l'espace et le point d'arrivée. La centration n'est pas seulement une expression de l'égocentrisme, elle est en liaison avec la mentalité finaliste : l'enfant ne tient compte que du terme du mouvement parce qu'il le suppose déterminé par une cause finale. La décentration caractéristique de l'intelligence intuitive se ramène en gros à la notion d'expérience mentale : l'enfant reporte son attention du terme du mouvement vers son point d'origine par un exercice d'imagination : c'est ainsi, par exemple, qu'il se représente le dépassement invisible. Mais il ne pense encore que sur quelques cas priviligiés : il faut la deuxième décentration de l'intelligence opératoire pour qu'il pense par les règles générales et saisisse la réversibilité des processus.

Par l'ingéniosité et la multiplicité des expériences qu'ils décrivent, ces ouvrages fournissent un témoignage éclatant du rôle que l'expérimentation peut jouer dans l'étude de la pensée. Ils marquent avec netteté les difficultés successives auxquelles l'enfant se heurte nécessairement : les maîtres auront intérêt à lire ces déclarations contradictoires d'enfants, ils comprendront mieux la raison de leurs échecs dans l'enseignement des notions relatives au mouvement.

Sur le plan philosophique, la réfutation de Bergson est suivie d'une justification des théories d'Einstein. Pour celui-ci, « la simultanéité dépendra des mouvements réciproques de l'observateur et du phénomène observé, ainsi que de leur distance ». Or il en est de même chez l'enfant : elle résulte chez lui de la correction des évaluations primitives, par lesquelles il concluait de la succession apparente à la succession réelle parce qu'il était attentif aux seuls espaces. Ainsi, la simultanéité est dans tous les cas « relative à l'instrument, organique ou physique (œil et mouvements du regard, ou signaux optiques, etc.) de transmission ». (*La Notion de temps*, p. 298.). D'une façon générale, le temps est une construction, « son sens d'orientation ne saurait être défini qu'en fonction des connexions causales ». On s'étonnera peut-être que Piaget, si soucieux de marquer les différences existant entre les divers niveaux, retrouve de telles identités profondes. On ne saurait l'en blâmer, car si les conduites de l'adulte, et à plus forte raison celles du savant, remanient celles de l'enfant, elles en conservent certaines lois fondamentales, mais en les intégrant à d'autres.

Pourtant, on éprouve à la lecture de ces deux livres une certaine gêne. On est convaincu de l'exactitude des descriptions, et tout particulièrement de celles qui se rapportent à la période mal connue de l'intelligence intuitive (deuxième stade). On ne peut qu'admirer l'analyse par laquelle Piaget atteint les relations constitutives des notions de temps et de vitesse, leur interdépendance entre elles et avec la causalité : il y a là tout un ensemble de concepts qui s'édifient en connexion étroite. Mais on regrette qu'un certain formalisme, un goût très vif pour la logique de la psychologie empêchent Piaget de pousser plus loin la recherche des conditions, et de situer l'enfant dans la totalité des circonstances qui le font progresser. Car, en définitive, on a l'impression que les problèmes sont posés, les stades ayant été définis et les processus psychologiques décrits, mais qu'ils attendent leur solution. Les termes d'égocentrisme, de centration et de décentration n'ont pas en eux-mêmes de valeur explicative. Qu'est-ce qui retient l'enfant dans l'égocentrisme et l'irréversibilité ? Qu'est-ce qui lui permet la décentration et la comparaison des mouvements? Ces deux attitudes correspondent à une somme de capacités et d'incapacités, biologiques, mentales, sociales, qui se reflètent dans la compréhension du temps. On ne peut pas non plus penser que les conquêtes temporelles antérieures à quatre ou cinq ans n'aient pas sur les acquisitions postérieures une influence plus grande que celle qu'admet Piaget. Dès trois ans, l'enfant sait construire des séries temporelles — de là ses premières explications causales. Ce sont là des solutions dont il s'inspirera plus tard, après quatre ou cinq ans, chaque stade puisant dans le précédent des procédés pour comprendre des problèmes analogues. Et cela conduit à se demander si l'on ne devrait pas diluer quelque peu la rigidité des stades admis par Piaget, puisque sur certains problèmes simples l'enfant de cinq ans échappe déjà au temps vécu et sait repenser les successions.

La méthode de Piaget, essentiellement logique même quand elle s'appuie sur des expériences, lui permet d'effectuer des explorations extrêmement profondes des *structures* du comportement et de la pensée. Il est beaucoup moins sûr qu'elle soit propre à donner de leur devenir une interprétation exacte.

Philippe MALRIEU.

Georges COGNIOT : **la Question scolaire en 1848 et la loi Falloux.** Collection « Civilisation française ». Paris, éditions Hier et Aujourd'hui. 1 vol. in-8, 240 p., 240 fr.

Bien que Cogniot se défende, dans les premières lignes de son livre, de toutes prétentions érudites et déclare n'avoir

presque jamais apporté de documents inédits, cet ouvrage n'en représente pas moins un travail considérable de lecture et de documentation [1]. Il met à la portée d'un large public une masse de faits et de textes qui n'étaient jusqu'ici connus que des spécialistes et qui surtout n'avaient jamais encore été classés et commentés avec une méthode aussi sûre et aussi lucide.

C'est un livre d'histoire qu'a écrit Cogniot, et plus précisément un livre d'histoire de la question scolaire, dans sa théorie et dans sa pratique : histoire des doctrines pédagogiques, histoire de la législation scolaire. Mais il est clair qu'il déborde à tout instant, et très volontairement, son sujet, à la fois dans l'espace et dans le temps : car il évoque, à propos de la question scolaire, toute l'histoire française d'il y a cent ans et, à propos de 1848, il nous amène constamment à des rapprochements féconds avec ce qui se passe aujourd'hui. Ainsi ce livre est, à propos d'une question d'histoire d'apparence restreinte, à la fois d'une grande ampleur et d'une criante actualité.

***

C'est, nous dit l'auteur, « l'histoire d'une catastrophe » qu'il veut décrire et expliquer. Sous Louis-Philippe, tandis que l'enseignement officiel se desséchait dans des formes étriquées, stériles et abêtissantes, il s'était constitué, dans le socialisme utopique et plus généralement dans les cercles démocratiques et humanitaires, une pédagogie nouvelle, inspirée de la philosophie du XVIIIe siècle, une fervente pédagogie qui voulait renverser le vieux système traditionnel de l'enseignement. On put croire un moment, après la Révolution de février, que cette pédagogie nouvelle allait triompher, et de fait un projet solide et valable était proposé à l'Assemblée par Hippolyte Carnot, ancien saint-simonien, fils de l'organisateur de la victoire, ministre de l'Instruction publique du 24 février au 3 juillet 48. Mais dès la fin de l'année 48 le comte de Falloux recevait le portefeuille de l'Instruction publique, et le 15 mars 1850 était votée la loi Falloux, la « loi de peur et de haine ».

Et nous rencontrons la question : comment se fait-il que, de ces hauteurs, on ait pu tomber, en quelques mois, aussi bas que la loi Falloux ? [...] On avait conçu un idéal scolaire plus généreux que jamais encore : sous l'empire de quelle force est-on descendu au niveau du plus répugnant obscurantisme ? (p. 10).

Toutes proportions gardées, nous pouvons nous demander aujourd'hui de la même façon : Comment se fait-il que de l'ample et généreux projet de la Commission Langevin-Wallon sur la réforme de l'enseignement, on ait pu tomber en quelques mois au décret Poinso-Chapuis rétablissant les subventions vichyssoises à l'enseignement confessionnel ?

La réponse que fait Cogniot à la question de 1848 vaut aussi pour celle de 1948 [1]. C'est que les problèmes pédagogiques sont étroitement liés aux problèmes sociaux. Le progrès ou la régression de l'enseignement a sa cause non dans les seules idées ou dans le monde de la pensée, mais dans l'ensemble de la situation politique et dans les rapports des classes sociales :

La défaite de l'émancipation des esprits s'est produite comme une conséquence inéluctable de la défaite de la classe émancipatrice de la société, la classe la plus avancée, celle des prolétaires, écrasée en juin 1848. [...] La cause de l'enseignement et des lumières est solidaire des

1. Relevons une inadvertance p. 177 : Odilon Barrot *n'est plus* président de la Commission d'enquête sur Juin 1848 quand il prend le ministère en décembre. — Le rôle de Thomas (p. 178) apparaît dans certains ouvrages plus complexe qu'il n'est ici représenté.

1. En 1948, le mouvement ouvrier monte, et c'est parce qu'il monte que les manœuvres comme le décret Poinso-Chapuis suscitent une telle résistance.

forces d'avant-garde de la société : elle avance avec elles et décline avec elles.

Le mouvement pédagogique est lié au mouvement politique. On ne peut faire de progrès dans le domaine de l'éducation sans s'appuyer sur les éléments progressifs du milieu social. C'est seulement dans une atmosphère de lutte pour la démocratie que naissent et grandissent les principes scolaires nouveaux, les institutions d'enseignement régénérées, et inversement. [...] tout abandon des libertés politiques et sociales nuit à la cause de l'éducation (p. 10-11).

***

Ce mouvement parallèle, Georges Cogniot le démontre fortement, avec sa maîtrise de penseur marxiste et sa compétence de spécialiste des problèmes pédagogiques. Il pense sans cesse aux problèmes pédagogiques de notre époque lorsqu'il étudie les conceptions des socialistes utopiques, des saint-simoniens, des fouriéristes, de Cabet. Leur illusion commune fut justement de croire que l'éducation se suffisait à elle-même et qu'il suffisait de créer par l'éducation un certain nombre d'hommes vertueux, d'individus d'élite pour que, par leur propagande et leur exemple, une société juste s'édifiât d'elle-même. Cette illusion, née d'Helvétius et de Rousseau, renverse l'ordre naturel des événements, que le marxisme devait retrouver et prouver : en réalité, c'est en changeant la condition des hommes par l'accession au pouvoir d'une nouvelle classe sociale que la société peut se fonder sur des bases nouvelles et justes, et c'est seulement après cette conquête du pouvoir qu'une éducation nouvelle peut former des hommes nouveaux.

Mais, ayant ainsi marqué fortement les insuffisances et les faiblesses des socialistes utopiques, Cogniot met en pleine lumière non seulement leurs intentions généreuses, mais aussi leurs anticipations fécondes, et il dénonce avec une impitoyable lucidité les reproches injustes que leur adressent aujourd'hui de pseudo-réformateurs qui, sous prétexte de laisser l'enfant se développer librement et garder toute sa spontanéité, reprennent à leur compte certaines erreurs ou étroitesses de Rousseau. Le but d'une authentique *éducation nouvelle* est toujours de donner à l'enfant un ensemble de connaissances solides et raisonnées avec le goût de l'effort et de la discipline intellectuelle, ce qui laisse à l'instituteur et au professeur leur rôle essentiel de direction et sous-entend qu'on leur assure dans la société leur place légitime, une situation matérielle et morale digne de leur mission. Car l'individualisme anarchique, en matière scolaire comme en toute autre, est régression et non progrès.

***

On trouvera ainsi dans ce livre si dense, auquel on ne pourrait reprocher qu'un excès de richesse, une critique définitive de cette prétendue « liberté de l'enseignement » que le cléricalisme catholique réclame comme un Droit de l'Homme, imprescriptible et sacré, lorsqu'il ne se sent pas le plus fort, et qu'il s'empresse de refuser aux autres modes de pensée dès qu'il peut régner en maître (voir en particulier les pages 11 à 15, 63 à 67, 231 à 240). Cogniot prouve par des textes décisifs que sous des apparences de spiritualité et de religion, c'était une politique de réaction sociale et des intérêts temporels que les cléricaux défendaient en réclamant l'emprise confessionnelle sur l'enseignement :

Le comte de Montalembert et le comte de Falloux ne défendaient pas la liberté de croire — que personne ne menaçait — mais une certaine conception particulièrement réactionnaire de l'ordre et de la propriété (p. 14).

Il résume clairement la position démocratique en ces termes :

La liberté de croyance et de culte est un article essentiel du programme républicain et socialiste, la « liberté » de l'enseignement n'en est pas un. Elle peut être, dans des conditions politiques déterminées, accordée par la loi ; elle n'est pas un droit antérieur et supérieur à la loi.

Elle est une création de la loi et une concession de l'Etat. Quand cette liberté de fait existe, la loi prescrit les conditions auxquelles la collectivité en subordonne l'exercice, de façon à éviter que la tyrannie s'installe au nom de la liberté, et la réaction politique et sociale sous le masque de la religion.

Telle est la doctrine républicaine (p. 234).

Je ne puis croire que les croyants sincères, dégagés de toute arrière-pensée politique, refusent de souscrire à cette doctrine de franchise. Si attachés qu'ils puissent être à leurs croyances, que personne ne prétend les empêcher de répandre, et justement parce qu'ils revendiquent à juste titre la liberté de conscience, ils ne doivent admettre ni qu'un système d'éducation comme celui de la loi Falloux viole la liberté de conscience des incroyants, aussi sacrée que celles des croyants, ni que la religion serve à camoufler un enseignement politique réactionnaire et des intérêts de classe. De fait, un nombre appréciable de catholiques, notamment dans les milieux intellectuels, prennent cette position et commencent à lutter avec les incroyants contre la réaction. Plusieurs d'entre eux ont été les premiers à féliciter Georges Cogniot de son travail dans des lettres émouvantes.

René Maublanc.

Van Gogh. Texte de Paul Fierens. Collection Palettes. Paris, les éditions Braun et Cie, 1947.

Encore un remarquable album dans la collection que George Besson dirige avec une autorité si clairvoyante et un goût si sûr. Les photographies en couleur arrivent à donner aux peintures de Vincent tout leur extraordinaire éclat.

Je suis moins satisfait du texte de Paul Fierens. D'abord parce qu'il ne me paraît pas nécessaire, pour glorifier Van Gogh, de dire du mal de l'impressionnisme. Si c'est en contredisant l'impressionnisme que Van Gogh s'est vraiment réalisé, et si l'influence de Van Gogh a dominé la peinture en amenant l'expressionnisme et les formes actuelles (ou mieux les déformations actuelles) de l'art pictural, cela ne prouve pas, je crois, que l'impressionnisme lui-même ait avorté. Je penserais plutôt qu'on reviendra tôt ou tard à certains de ses enseignements quand on aura pu se dégager des absurdités de l'heure, celles que Francis Jourdain dénonce avec tant de bon sens.

D'autre part, je ne pense pas qu'il y ait grand chose à tirer des écrits de Vincent pour apprécier son œuvre. Van Gogh était grand parce qu'il était peintre, et non parce qu'il était fou. Il a déposé autour de son admirable peinture une littérature assez fumeuse dont se sont malheureusement « inspirés » beaucoup de peintres d'aujourd'hui, qui n'ont pas son génie. Il est bien dommage que beaucoup de ses prétendus disciples se soient guidés davantage sur sa littérature que sur sa peinture.

Paul Fierens juge en ces termes l'apport de Cézanne et de Van Gogh :

Ils ont transcendé le stade de la perception, de l'heureuse notation, du luminisme, pour fonder leur art sur la « petite sensation » originale, impliquée dans une conception subjective de l'univers, — et d'un univers en quelque manière picturalisé.

Je ne trouve pas cela très clair. J'aimerais mieux qu'on cherche à expliquer cette puissance naïve et tragique qui fait la grandeur de Vincent, pourquoi ses personnages, hallucinants ou stupides, sont inoubliables, et pourquoi le Pont de l'Anglais est un des plus beaux paysages, un des plus éclatants, un des plus aérés, qui aient jamais été peints.

R. Maublanc.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Jean Rostand : **Charles Darwin.** Paris, Gallimard, 1947, 239 pages.

Voici 68 ans que Darwin est mort, 89 ans qu'a paru son ouvrage fameux *l'Origine des espèces*. Peu de livres ont exercé une influence aussi grande sur l'intelligence humaine : elle ne s'est pas limitée en effet aux sciences de la nature, mais a gagné toute la philosophie elle-même et s'est étendue à des disciplines éloignées de la biologie proprement dite. On peut comparer la révolution intellectuelle accomplie par *l'Origine des espèces* à celle qui suivit les *Principes* de Newton ou les *Prolégomènes* de Kant. C'est que Darwin apportait, sinon des découvertes nouvelles, du moins une façon toute neuve d'interpréter un immense ensemble de faits biologiques plus ou moins bien connus.

Et aujourd'hui, si beaucoup de ses interprétations ne sont plus acceptables du point de vue scientifique, l'essentiel cependant de son œuvre demeure : si la théorie de l'évolution peut en effet être regardée comme une acquisition définitive de la biologie, c'est grâce à la démonstration qu'en a donné Darwin tout au long de son livre, et la théorie qu'il a proposée pour en rendre compte, celle de la sélection naturelle, reste la seule qui ait vraiment une valeur explicative. Le « néodarwinisme » n'a fait que développer cette théorie, en la modifiant et l'enrichissant simplement par les données acquises depuis Darwin par la génétique théorique et surtout expérimentale.

Tous ces faits sont exposés avec clarté dans le livre de Jean Rostand. Mais celui-ci n'a pas seulement analysé l'œuvre de Darwin et son influence, il a tenté également de faire revivre pour nous la figure du grand naturaliste, en utilisant les multiples témoignages de ses contemporains, sa riche correspondance, une esquisse d'autobiographie datant de son âge mûr et aussi les souvenirs laissés par son fils Francis. Il nous montre Darwin dans sa longue et patiente recherche, observant et méditant sans cesse, construisant peu à peu sa vaste et puissante synthèse. Il nous fait voir aussi le côté simplement humain, sensible, scrupuleux de cet homme de génie, et ce n'est pas là l'aspect le moins attachant de son livre.

Pierre Rey.

Henri Muraour : **Poudres et Explosifs.** Collection « Que Sais-je ? » ; Presses Universitaires, Paris, 1947.

Pour le public, le problème des poudres et des explosifs est presqu'exclusivement d'intérêt militaire. Qui se doute que l'on utilise chaque année plus de 250.000 tonnes d'explosifs pour le percement des routes, des canaux d'irrigation, des tunnels, pour l'extraction de la houille, des minerais, de la pierre à chaux, etc. ? Mesure-t-on assez l'économie d'effort humain qui résulte de l'emploi industriel des explosifs ? Les 5 km. de tunnel de l'aqueduc de Claudius, à Rome, ont exigé pendant 11 ans le travail de 30.000 esclaves, dont 8.000 périrent à la tâche. Les 32 km. de tunnel de l'aqueduc qui dessert San-Francisco furent percés en moins d'un an par 100 ouvriers !

Ce n'est cependant pas cet aspect, propre à instruire et à toucher le grand public, qui est envisagé dans le dense petit ouvrage de Muraour. L'auteur, Ingénieur général des Poudres, est l'un des spécialistes grâce auxquels la tradition de recherche est perpétuée en France dans le domaine des explosifs. Il résume et coordonne ici ses im-

portants travaux sur le mécanisme de production et de propagation de l'onde de choc et de l'onde explosive, digne suite des travaux des Le Châtelier et des Vieille qui ont inauguré la thermodynamique de l'explosion.

Ernest KAHANE.

R. L. NICHOLSON : **Tancred, crusading leader and lord of Galilee and Antioch,** dissertation de doctorat de l'Université de Chicago, 1940, 240 p. ronéotypées.

Il est assurément fort sympathique de voir un jeune historien, et américain par surcroît, envoyer à *la Pensée* un ouvrage de cette nature. Mais il m'embarrasse un peu ; car il s'agit d'érudition, et, si cultivé que soit le lecteur de notre revue, il ne me suivrait peut-être pas dans des discussions de détail. Il me suffira donc de dire qu'il s'agit d'une fort consciencieuse étude d'un des principaux fondateurs de la domination occidentale en Syrie à la suite de la première Croisade ; depuis 1940, date à laquelle l'auteur a présenté sa dissertation, il a sans doute eu entre les mains l'ouvrage que j'achevais à la même époque sur la Syrie du temps des Croisades, et qui aurait pu lui apporter quelques informations supplémentaires, comme j'aurais eu de mon côté profit sur divers points à connaître le travail de M. Nicholson. La conception de l'étude est classique ; réserve que je n'ai le droit de faire sur elle que parce que je l'applique aussi à mes propres débuts. J'ai évolué : l'envoi par l'auteur, dont je ne sais rien, de son *Tancred* à *la Pensée* serait-il un signe que lui aussi, au pays de Truman, évolue ?

Claude CAHEN.

Michel BRAGUINE : **Koutouzov** (traduit du russe). Paris, éd. Julliard, 1947, in-16, 244 p.

Beau sujet : Koutouzov, le grand capitaine russe, le disciple de Souvorov, le vaincu d'Austerlitz, le vainqueur de Napoléon dans la campagne de Russie. Réalisation modeste, dont le chapitre le plus réussi est le long récit de la bataille de la Moskova. Ce volume ne saurait effacer dans notre souvenir le remarquable ouvrage de l'historien russe E. Tarlé, *la Guerre de 1812*.

S. MOLINIER.

1848, Révolution créatrice. Paris, 1948, éd. Blond et Gay, in-8, 230 p.

Le centenaire de la Révolution de 1848 a fait naître une abondante littérature historique et c'est par dizaines qu'on compte les volumes publiés à cette occasion. Voici, entre autres, un recueil d'études rédigées par un groupe de chrétiens démocrates et qui traitent des grands problèmes posés par la Révolution de Février. P. Archambault, dans l'introduction, définit l'élan fraternel qui anima les hommes de 48 ; M. Prélat traite de l'avènement du suffrage universel, F. Henry du droit au travail, R. Delavignette de l'abolition de l'esclavage, P. Dournes du réveil de l'idée internationale, J. Palou de la réforme de l'enseignement, A. Gobert du féminisme français en 1848, enfin J.B. Duroselle de l'esprit de 1848. On a plaisir à noter l'inspiration libérale et démocratique qui anime ces historiens et l'on tombe d'accord avec leur thème général que la Révolution de 1848 a été, malgré tous ses échecs, non pas une révolution pour rien, mais bien une révolution créatrice. Pourtant, que de réserves à faire dans le détail ! Est-il raisonnable d'écrire (p. 39) que « les journées de Juin furent la plus inexcusable des révoltes parce qu'elles ont prétendu combattre au nom du peuple, le gouvernement et l'Assemblée désignés par le peuple » ? Convient-il vraiment de considérer comme une victoire de la liberté la cynique loi Falloux que V. Hugo a justement définie « une loi d'oppression sous le masque de la liberté » ? Peut-on écrire une histoire du

féminisme français en 1848 en n'accordant à l'étonnante Flora Tristan que la brève mention de son nom ? Surtout on se prend à douter de la perspicacité historique de J.B. Duroselle quand on lit son procès de l'interprétation marxiste des événements de 48 au nom de la fraternité humaine ; il lui est loisible d'écrire :

> Il est encore temps, cent ans après, sous des nuages plus sombres encore, de proclamer ces vérités essentielles : ce n'est pas par la lutte violente, mais par le développement de la fraternité véritable que les hommes gagneront quelque terrain sur la route de l'insaisissable bonheur (p. 230).

Sous ce beau langage d'apôtre, il est vraiment difficile de discerner une vue scientifique d'historien.

S. MOLINIER.

Jean BAUMIER : **Forces de guerre dans la Ruhr.** Paris, éd. du Pavillon, 1948, in-12, 150 p.

Rappel utile de faits et de situations bien connues à cette heure des Français qui s'intéresse à l'indépendance et à la sécurité de leur pays. Il s'agit à la fois de l'énorme capacité industrielle de la Ruhr si peu diminuée par la guerre, de la politique anglo-saxonne et particulièrement américaine en Allemagne occupée au cours des années 1945-1948 (torpillage des réparations, comédie de la dénazification et de la décartellisation, séparation d'une Allemagne occidentale, reconstitution de la puissance allemande pour une politique résolument antisoviétique), enfin de la carence ou des abandons de la politique française. On ne peut que souscrire aux conclusions de l'auteur appuyées par la préface d'Emile Buré : les Anglo-Saxons retombent dans l'erreur qu'ils ont commise en 1919 ; responsables au départ de la seconde guerre mondiale, ils menacent d'êtres les auteurs d'un troisième conflit, il serait temps de les ramener à une plus juste appréciation du danger qu'ils font courir au monde.

S. MOLINIER.

Georges SORIA : **la France deviendra-t-elle une colonie américaine ?** Paris, éd. du Pavillon, in-12, 215 p.

Depuis la signature par le gouvernement et la ratification par l'Assemblée Nationale de l'accord bilatéral franco-américain sur l'application du plan Marshall, la forme interrogative du titre n'a plus de raison d'être ; l'affirmation s'impose : la France deviendra une colonie américaine, si le peuple n'intervient pas. Le mérite du livre de Soria, paru quelques semaines avant cette signature, sera désormais d'avoir porté un juste pronostic de l'entreprise des Etats-Unis, d'en avoir défini les voies et les moyens, d'en avoir nettement prévu les conséquences inévitables.

En fait, le point d'interrogation se justifie encore, en ce sens qu'il propose à chaque Français soucieux des destinées de son pays de se faire une opinion sur un sujet si inquiétant et de fournir une réponse personnelle à la question posée par Soria. Les éléments d'information et de réflexion ne sauraient lui manquer : des trois volumes que l'auteur nous a donnés depuis la libération, celui-ci est à coup sûr le plus riche de faits et d'idées.

Il nous fournit d'abord une définition de l'impérialisme, ou si l'on veut de l'expansionnisme américain, sous sa forme économique, politique, idéologique. Viennent ensuite, clairement commentés en trois chapitres, les trois pas en avant du mécanisme dominateur des Etats-Unis : l'accord financier Blum-Byrnes de mai 1946, les accords commerciaux de Genève d'octobre 1947, enfin le plan Marshall. Après avoir d'une plume alerte exposé le rôle respectif des principaux meneurs du parti américain en France, Blum, de Gaulle, Ramadier, Schuman, Bidault, Soria étudie avec une documentation particulièrement nourrie les principales branches de notre activité économique sur lesquelles s'appesantit déjà l'emprise américaine : cinéma, aviation, automobiles, constructions navales, sidérurgie, chemin de fer, industries radioélectrique et pétro-

lière, produits pharmaceutiques, production agricole, imprimerie et édition. Pour conclure, invitation est faite au lecteur « de prendre conscience du destin réservé à une France qui poursuivrait sa politique de sujétion au Département d'Etat » et de considérer « que c'est un devoir civique de s'élever à la fois contre l'invasion qui nous menace et contre ceux qui, par inconscience ou par préméditation, s'en font les complices ».

Joliot-Curie a écrit pour le livre de Soria une préface qui se termine ainsi : « Il constitue un document précieux pour les hommes épris de liberté qui luttent pour l'indépendance de la France et le maintien de la paix ». Je ne saurais mieux dire.

S. Molinier.

Simone Téry : **Ils se battent aux Thermopyles.** Collection « Essais et documents ». Paris, éditions Hier et Aujourd'hui, juin 1948.

Nous attendions avec impatience le reportage de Simone Téry sur la Grèce des « andartès ». Elle est la seule journaliste qui put rencontrer le général Markos pendant l'année 1947, malgré les obstacles et les interdictions. Elle dut traverser les lignes monarchistes, venant d'Athènes, et elle faillit être capturée par les troupes de la répression fasciste, auxquelles elle échappa de justesse, grâce au sang-froid des combattants de l'Armée démocratique.

Les extraits de son reportage qui parurent dans *l'Humanité* n'avaient fait qu'exciter notre curiosité, tout en confirmant par leurs promesses la haute opinion que nous avions du talent de Simone Téry. *Ils se battent aux Thermopyles* a comblé notre attente.

Notre audacieuse enquêteuse a parcouru la Grèce libérée de fin octobre à fin décembre 1947. Elle a partagé la vie précaire des combattants des montagnes. Elle montre leur héroïsme modeste, leur implacable volonté de délivrer leur pays, leur ardeur joyeuse et jeune, leur discipline et leur entente fraternelles. Elle nous fait connaître leur chef, Markos, auprès de qui elle a passé de longs moments. Elle nous communique son admiration pour cet homme si simple, si ardent, si clairvoyant. Elle peint aussi la misère des campagnes razziées par les troupes monarchistes, le bombardement systématique des villages du no man's land, la déportation des paysans vers les grands centres où ils meurent de faim. Elle cite mille preuves de la terreur qui s'exerce tous les jours sur ceux que l'on soupçonne d'être démocrates, qui ont commis le « crime » de résister aux occupants allemands.

C'est un livre atrocement émouvant, qui arrache des larmes d'indignation, d'admiration. C'est aussi un témoignage accablant, un livre de salut public, qu'il importe de faire lire à tous les démocrates de France.

> Si la vérité sur la Grèce était connue dans le monde, écrit Simone Téry, une telle tempête d'indignation s'élèverait qu'elle ferait reculer l'ogre du dollar.

Car pour les Grecs, et pour tous ceux qui liront *Ils se battent aux Thermopyles* il ne peut y avoir de doute sur les véritables intentions du gouvernement de Washington, sur son cynisme, sur les procédés repris des nazis qu'il tolère et encourage. La menace de l'impérialisme américain se présente ici comme une réalité tangible, qui sème la misère et la mort. Le peuple français doit le comprendre s'il ne veut pas, et nous savons bien qu'il s'y refuse, aliéner son indépendance nationale.

J. Varloot.

Gœthe : **Faust,** texte allemand et traduction en vers par P. Bréalgeault de Chastenay. Aubier, Ed. Montaigne, Paris, 1948.

Traduire Faust, et le traduire en vers, c'est une gageure. Pourtant, la pré-

sente tentative n'est pas sans intérêt. Et quand on saura qu'elle est l'œuvre d'un officier d'occupation en Allemagne, on le louera d'avoir compris qu'il est urgent au premier chef, pour la compréhension mutuelle des vrais démocrates, de leur faire connaître leurs grandes œuvres respectives.

Mad. HERR.

Armand CARACCIO, professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble : **Variétés stendhaliennes,** Grenoble, Arthaud, 1947.

L'auteur nous rapporte les événements qui le conduisirent à devenir stendhalien. Après quoi il reproduit un certain nombre d'articles fort documentés où les fervents de Stendhal trouveront leur compte, notamment à propos des sources italiennes de la *Chartreuse* et des *Chroniques.*

Jean LARNAC.

Francis JOURDAIN : **Cézanne.** Les éditions Braun et Cie, Paris, 1948.

Dix magnifiques reproductions en couleurs de dix magnifiques toiles de Cézanne : neuf paysages et « le paysan en blouse bleue ».

Deux pages de présentation par Francis Jourdain. On ne s'étonnera pas qu'elles donnent à réfléchir. Francis Jourdain y dénonce l'incompréhension des contemporains de Cézanne pour son œuvre, et les sottises qu'ils écrivent sur son compte (son nom, disait Camille Mauclair, doit « rester attaché à la plus mémorable plaisanterie d'art ») ; mais il dénonce aussi les interprétations fantaisistes qu'on fit de cette œuvre après sa mort, et les sottises qu'on dit de lui en voulant en faire le précurseur non seulement du cubisme, mais même de l'art abstrait. Il est bien vrai que les écrits de Cézanne sont assez fumeux et qu'on peut en tirer des affirmations contradictoires ; mais sa peinture, longtemps méconnue, est enfin claire pour nous, et ce qui en ressort, c'est bien l'amour de la nature, de la nature dont il a su donner une interprétation neuve, mais dont jamais il n'a cherché à « s'évader ».

R. MAUBLANC.

Esther FELDMAN : **Mon fils Valentin Feldman. 1909-1942.** Paris, 1948.

Jules GUIEYSSE : **Chants de la Santé. 1943-1944.** Paris, librairie Max Ph. Delatte, 1947.

Ceci ne relève pas de la critique poétique, et c'est pourquoi je me suis réservé d'en parler. Il ne faut pas s'attendre à trouver ici des recherches de forme ni des nouveautés esthétiques ; ce sont des documents, des témoignages d'une émouvante sincérité.

Jules Guieysse, professeur de cours complémentaire, enfermé à la Santé en 1943, y a écrit des strophes de forme très classique, qui traduisent avec véhémence sa haine de l'oppression, son mépris de la trahison et son invincible espoir.

Mme Esther Feldman évoque son fils Valentin, un des plus grands héros de la Résistance. Dans sa préface, Jacques Papy, qui fut son compagnon de cellule à la prison de Rouen, rappelle sa vie glorieuse [1]. Et ce sont, en prose ou en vers libres, les confidences de la mère sur son fils ; des mots très simples qui partent du cœur, une sorte de pureté qui dépasse toute littérature et atteint une rare puissance d'émotion. Un pieux monument digne de celui qui criait à la face de ceux qui allaient le fusiller : « Imbéciles, c'est pour vous que je meurs », après avoir gravé sur le mur de son cachot : « Ma mort est la plus belle réussite de ma vie. »

R. MAUBLANC.

---

1. C'est Jacques Papy qui a rendu hommage à Valentin Feldman dans la *Pensée* (n° 1, octobre-novembre-décembre 1944, pp. 18-20).

LIVRES REÇUS

(Du 16 Juin au 15 Août 1948)

Nous rappelons que la liste suivante est un simple accusé de réception des livres qui nous ont été adressés par les auteurs ou les éditeurs, et ne signifie aucunement que nous en recommandions en bloc la lecture.

Poésie

Ivan Goran Kovatchitch : *la Fosse commune*. Paris, la Bibliothèque française.
Pasquale Mainenti : *Piccolo Canzoniere*. Potenza, tip. Capiello.
Poèmes d'ouvriers américains. Traduits et présentés par Pierre Morhange. Tarbes, Imprimerie tarbaise.

Romans

Yves Chênaie : *le Cuirassé*. Paris, Julliard.
Mayotte Capécia : *Je suis Martiniquaise*. Paris, Corrêa.
George Sand : *la Petite Fadette*. Montréal, éditions Variétés.
Elio Vittorini : *les Petits Bourgeois*. Traduit de l'italien par Maria Brandon-Albini. Paris, Robert Marin.
Rex Warner : *la Dernière Semaine du professeur A*. Traduit de l'anglais par Ludmila Savitzky. Paris, Robert Marin.
Jean-Paul Coutisson : *le Mendiant aux mains pures*. Paris, Robert Marin.
G. Flaubert : *l'Education sentimentale*. Illustré par J. Amblard. Introduction de George Sand. Paris, la Bibliothèque française.

Essais.

Bilan français. Paris, éditions du Monde nouveau.

Histoire littéraire

Paul Bénichou : *Morales du grand siècle*. Bibliothèque des Idées. Paris, nrf.
Jean Larnac : *la Littérature française d'aujourd'hui*. Paris, Editions sociales.
André Bonnard : *Littérature soviétique. Vers un humanisme nouveau*. Lausanne, Association Suisse-U.R.S.S.

Histoire de l'art

Francis Jourdain : *l'Impressionnisme. Origines. Conséquences*. Collection des Maîtres. Paris, les éditions Braun et Cie.

Histoire.

Le Centenaire du Manifeste. Jean Bruhat : *l'Europe, la France et le mouvement ouvrier en 1848*. Raoul Calas : *le Manifeste du Parti communiste et le rôle historique de la classe ouvrière*. Roger Garaudy : *le Manifeste du Parti communiste, révolution dans l'histoire de la pensée socialiste*. Fernand Grenier : *le Manifeste du Parti communiste, réalité d'un monde nouveau*. Victor Michaut : *Un siècle de marxisme vivant*. Les Conférences de l'Université nouvelle. Paris, Editions sociales.
Georges Cogniot : *la Question scolaire en 1848 et la loi Falloux*. Collection « Civilisation française ». Paris, Hier et Aujourd'hui.
Jean Dautry : *Histoire de la Révolution de 1848 en France*. Préface de Georges Lefebvre. Paris, Hier et Aujourd'hui.
Emil Ludwig : *Cléopâtre*. Traduit de l'allemand par A. Vialatte. Paris, Plon.
Paul Raphaël : *la République et l'Eglise romaine*. Préface d'Albert Bayet. Paris, bibliothèque Jean Macé.
Winston S. Churchill : *la Deuxième*

Guerre mondiale. I. L'orage s'approche. t. I. 2 vol. Paris, Plon.

William L. Langer : *le Jeu américain à Vichy.* Traduit de l'anglais par Maxime Ouvrard. Paris, Plon.

Géographie.

O.A. Pernikoff : *la France.* Paris, Plon.

Essais politiques.

Maurice Joly : *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu.* Collection « Liberté de l'esprit ». Paris, Calmann-Lévy.

André Mirambel : *la Comédie du nationalisme intégral.* Paris, Grasset.

Documents et Témoignages.

Simone Téry . *Ils se battent aux Thermopyles.* Collection « Essais et Documents ». Paris, Hier et Aujourd'hui.

Bartley C. Crum : *Derrière le rideau de soie.* Paris, Calmann-Lévy.

Les événements de février en Tchécoslovaquie. Prague, Orbis.

Klément Gottwald : *Programme d'action du nouveau gouvernement tchécoslovaque.* Prague, ministère de l'Information tchécoslovaque.

Le plan biennal tchécoslovaque 1947. Prague, ministère de l'Information tchécoslovaque.

Dr. J. Kotatko : *la Réforme agraire en Tchécoslovaquie.* Prague, Orbis.

Dr. Jan Malik : *les Marionnettes tchécoslovaques.* Prague, Orbis.

Philosophie.

Aldous Huxley : *la Philosophie éternelle.* Traduit de l'anglais par Jules Castier. Paris, Plon.

N. Baladi : *les Constantes de la pensée française.* Nouvelle encyclopédie philosophique. Paris, PUF.

André Waltz : *Essai sur la vie de chacun.* Paris, PUF.

M.A. Bloch : *les Tendances et la Vie morale.* Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, PUF.

M.A. Bloch : *Philosophie de l'éducation nouvelle.* id. Paris, PUF.

Auguste Cornu : *Karl Marx et la pensée moderne. Contribution à l'étude de la formation du marxisme.* Paris, Editions sociales.

Louis Lavelle : *les Puissances du moi.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Georges Cogniot : *Actualité du « Capital ». La nécessité sociale et l'action humaine.* Collection « les grandes conférences de la Pensée ». Paris, Editions sociales.

Jean Guitton : *Difficultés de croire.* Collection « Présences »». Paris, Plon.

Roger Philippe : *Gagner son temps. Les sources de l'action.* Collection « Action et pensée ». Genève, éditions du Mont-Blanc.

Eugène Dupréel : *Sociologie générale.* Université libre de Bruxelles. Paris, PUF.

Georges Gusdorf : *la Découverte de soi.* Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, PUF.

Mario Pensa : *Das deutsche Denken.* Erlenbach-Zürich. Eugen Rentsch Verlag.

Sciences psychologiques.

Guy Palmade : *la Psycho-technique.* Collection « Que sais-je ? » Paris, PUF.

Georges Dubal : *Psychanalyse et Connaissance.* Préface de Paul Denal. Collections Action et Pensée. Genève. éditions du Mont-Blanc.

Richard Meili : *Psychologie de l'orientation professionnelle.* Même collection.

Sciences sociales.

Robert Gœtz-Girey : *la Pensée syndicale française. Militants et théoriciens.* Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques. Paris, A. Colin.

André Varagnac : *Civilisation traditionnelle et genres de vie.* Collection « Sciences d'aujourd'hui ». Paris, Albin Michel.

Divers.

L'année ferroviaire 1948. Paris, Plon.

Revues.

(en dehors des revues
signalées antérieurement).

Des chrétiens prennent position.
L'Ame populaire.
Unis.
Transition forty-eight.
La Pensée libre (Laval).
Mission (Tunis).
Le Courrier littéraire (Paris-Bruxelles).
New China news agency (London).
Frankreich (München).
Coup d'œil à l'Est (Klagenfurt-Autriche).
Rivista aeronautica (Roma).
Architrave (Roma).
Broteria (Lisboa).
Voks Bulletin (Moscou).
Revue roumaine (Bucarest).
Trends and Tides (Milford, New-Jersey).
L'Action universitaire (Montréal).
Revista espirita do Brasil (Rio de Janeiro).

Imprimerie Comte-Jacquet. — Bar-le-Duc.
N° d'éditeur : 4. — Dépôt légal : 4e trimestre 1948.
L'Administrateur-gérant : Joseph DUCROUX.